

Sous la direction d'Anna Stellinger, avec la collaboration de Raphaël Wintrebert

Préface par François de Singly

Les jeunesse^s face à leur avenir

Une enquête internationale



FONDATION
POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE



LES JEUNESSES FACE À LEUR AVENIR

Une enquête internationale

Fondation pour l'innovation politique

Enquête réalisée par Kairos Future

Sous la direction d'Anna Stellinger, avec la collaboration de Raphaël Wintrebert

Préface par François de Singly

SOMMAIRE

PRÉFACE : LES JEUNESSES DU MONDE MODERNE

François de Singly	p. 4
--------------------------	------

INTRODUCTION

Anna Stellinger, Raphaël Wintrebert	p. 15
---	-------

PREMIÈRE PARTIE : ANALYSE TRANSVERSALE

Les jeunes et la société : des visions contrastées de l'avenir

Olivier Galland	p. 21
-----------------------	-------

Les jeunes et le travail : des aspirations fortes dans des modèles sociétaux différents

Dominique Epiphane, Emmanuel Sulzer	p. 50
---	-------

Les jeunes et la famille : comprendre les liens entre structure familiale et réussite individuelle

Vincenzo Ciccheli	p. 74
-------------------------	-------

PARTIE II : ÉCLAIRAGES NATIONAUX

Une société bloquée, mais des jeunes Italiens qui ne sont pas résignés

Loredana Sciolla	p. 98
------------------------	-------

Des jeunes Français isolés et pessimistes face à une prise en charge publique limitée

Patricia Loncle	p. 105
-----------------------	--------

Les jeunesse en Allemagne contemporaine : entre confiance politique et clivages sociaux

Monika Salzbrunn	p. 115
------------------------	--------

Le pessimisme et l'isolement des jeunes Britanniques

Andy Furlong, Fred Cartmel	p. 125
----------------------------------	--------

Les jeunes en Suède : le pessimisme est-il derrière nous ?

Mats Trondman	p. 133
---------------------	--------

L'optimisme des jeunes Américains

Emily Messersmith, Jerald Bachman, John Schulenberg	p. 143
---	--------

CONCLUSION : QUEL PROJET POLITIQUE POUR LA JEUNESSE ?

Anna Stellinger, Raphaël Wintrebert	p. 150
---	--------

ANNEXES

Méthodologie	p. 167
--------------------	--------

Les auteurs	p. 180
-------------------	--------

PRÉFACE

LES JEUNESSES DU MONDE MODERNE

*François de Singly,
professeur de sociologie à l'université Paris-Descartes,
directeur du CERLIS (université Paris-Descartes-CNRS)*

La comparaison internationale proposée par la Fondation pour l'innovation politique permet de jouer au jeu des ressemblances et des différences entre les jeunesse de dix-sept nations. Pour ne pas se contenter de décrire seulement ce qui sépare ou rassemble les unes et les autres, il faut disposer d'un modèle de référence qui permet de déterminer si les différences observées sont significatives. Dans un texte célèbre, Pierre Bourdieu affirmait que « la jeunesse n'est qu'un mot », étant donné que les différences sociales étaient trop importantes pour conserver l'idée de l'existence d'un tel groupe d'âge (Bourdieu, 1984). Pour ce sociologue, le modèle de référence est celui de la domination sociale et des inégalités sociales et culturelles. Ici, nous adopterons un autre cadre d'interprétation. Nous chercherons à savoir comment les jeunes se conforment à l'injonction sociale de devenir soi-même. En effet, le processus central des sociétés modernes est, selon Ulrich Beck, l'individualisation (Beck, 2002). L'individu doit idéalement parvenir à se définir par lui-même, à ne plus dépendre avant tout de ses appartenances héritées. Ce programme découle de la philosophie des Lumières valorisant l'homme indépendant et autonome (Kant, 1784). Cela presuppose que chacun se donne ses propres règles, refusant de se plier à des ordres venus d'autorités supérieures.

Progressivement, ce programme a été appliqué dans les sociétés occidentales. Un des indicateurs de sa diffusion est la transformation de l'éducation et du rapport entre les générations. Le père, symbole de l'autorité légitime, va perdre de son pouvoir. Une enquête américaine démontre le déclin de la valeur « obéissance » et la montée des valeurs de l'indépendance et de l'autonomie tout le long du xx^e siècle (Alwin, 1988). Les parents insistent de moins en moins pour que leur enfant se conforme à des principes extérieurs; ils recherchent de plus en plus à respecter la nature originale de chacun de leurs enfants. Ils suivent les prescriptions des éducations dites « nouvelles ». Les règles ne disparaissent pas, mais elles changent de régime : d'extérieures, elles deviennent intérieures (selon la définition même de l'autonomie).

Contrairement à des visions erronées, l'année 1968 ne marque pas une rupture historique. Elle constitue plutôt une accélération d'un mouvement amorcé antérieurement. Les jeunes revendiquent clairement leur refus de l'autorité au sein de la famille et de l'école. Après une période d'excès, on aboutit à la situation selon laquelle l'obéissance se maintient, mais en étant en tension avec d'autres exigences : celles d'un enfant qui doit dès son plus jeune âge avoir une certaine expression personnelle, le droit de dire ce qu'il ressent, ce qu'il pense être bien pour lui.

Ce mouvement est d'autant plus nécessaire que l'évolution du monde, avec la mondialisation, n'est possible que si les individus sur le marché du travail sont capables de plus de mobilité, et aussi de plus d'innovation. Cette demande permanente d'invention au XIX^e siècle est reprise par le capitalisme, exigeant de plus en plus aujourd'hui des salariés autonomes, mobiles, créatifs (Boltanski, Chiapello, 1999).

DES JEUNES PLUS OU MOINS AUTONOMES

La jeunesse n'échappe pas à ce mouvement général de valorisation de l'indépendance et de l'autonomie. C'est ce que montre cette très belle enquête de la Fondation pour l'innovation politique, réalisée en partenariat avec l'institut Kairos Future. En effet, une question posée aux jeunes âgés de 16 à 29 ans sur les qualités importantes à développer chez l'enfant permet d'appréhender les variations nationales. On ne considère ci-dessous que les qualités d'obéissance et d'indépendance (le terme « autonomie » n'était pas proposé), et on construit un indicateur qui est le rapport entre la valeur « indépendance » et la valeur « obéissance ». Un rapport négatif signifie que l'obéissance prime ; un rapport positif que l'indépendance domine (voir tableau 1). La valorisation de l'obéissance varie fortement – dans le sous-ensemble des pays considérés, elle passe de 19 % à 65 % –, tout comme celle de l'indépendance – de 46 % à 84 %.

Tableau 1 : les qualités à développer chez l'enfant

	Indépendance	Obéissance	Rapport indépendance/ obéissance
France	46 %	55 %	0,84
Espagne	52 %	50 %	1,04
États-Unis	72 %	65 %	1,11
Grande Bretagne	66 %	54 %	1,22
Allemagne	64 %	38 %	1,68
Suède	65 %	36 %	1,81
Danemark	70 %	38 %	1,89
Japon	57 %	19 %	3,00
Chine	84 %	23 %	3,65

Lecture : Le rapport entre indépendance et obéissance est inférieur à 1 si l'obéissance prime, et supérieur à 1 si l'indépendance domine. Les pourcentages correspondent aux réponses des jeunes de 16-29 ans qui considèrent comme très importante (réponses 6-7 sur une échelle de 1 à 7) l'indépendance et l'obéissance dans une liste des qualités qui doivent être encouragées chez les enfants.

Il est possible de considérer cet indice (rapport indépendance/obéissance) comme un indicateur, pour chaque pays, de l'adhésion au processus de l'individualisation. On

constate une grande hétérogénéité à l'intérieur de l'Europe, d'une part, et entre certains pays européens et des nations comme le Japon et la Chine, d'autre part. Le clivage au sein de l'Europe sépare les pays du nord, notamment le Danemark, la Suède et l'Allemagne, et les pays du sud, comme la France et l'Espagne. La France est même le seul pays où le rapport entre l'indépendance et l'obéissance est négatif. Les jeunes Français sont plus nombreux à estimer que l'obéissance est très importante, comparativement à l'indépendance. Pour les personnes de âgées de 30 à 50 ans, les mêmes différences sont observées, et la France obtient là encore le seul rapport négatif.

En regardant de plus près, on se rend compte que la France présente le plus faible score pour l'indépendance comme qualité à développer chez l'enfant, et qu'aux États-Unis elle est pensée comme compatible avec l'obéissance, l'enfant étant soumis à une double réglementation.

Ce résultat observé en France peut surprendre, car ce pays a connu en 1968 une révolte nettement antiautoritaire des jeunes. Malgré ce moment important, l'inversion de valeur ne s'est pas produite de manière durable. Contrairement à une représentation répandue par des politiques, des intellectuels, des médias, les excès de l'individualisme antiautoritaire ne caractérisent pas la France. Il est vrai que les jeunes Français ont obtenu une certaine libération, en obtenant le droit à une vie sexuelle en dehors du mariage et de la vie conjugale, en ayant la possibilité d'accéder à des mondes parallèles grâce d'abord aux radios libres et ensuite « jeunes ». Mais cela n'a pas suffi à modifier aussi fortement qu'ailleurs l'éducation, familiale et scolaire, de la jeunesse, à créer les conditions pour que les jeunes puissent devenir maîtres de leur existence. L'enfant, le jeune, n'est pas roi, même de sa vie. Il n'exerce le pouvoir que sur ses vêtements, sa musique, mais son avenir scolaire ne lui appartient pas.

Entrer dans de bonnes conditions sur le marché du travail est indispensable pour que l'autonomie soit associée à une véritable indépendance. Les difficultés rencontrées par les jeunes Français dans ce domaine témoignent aussi d'une stratégie, consciente ou non, des générations d'adultes pour les maintenir dans une interminable jeunesse. Les jeunes Français peuvent s'amuser, faire la fête, à condition de ne pas réclamer avec trop de force leur place sur le marché du travail. Ils ont le droit à une vie sexuelle hors mariage : ils désapprouvent plus que les jeunes Suédois, Américains, Chinois, par exemple, le fait que les relations sexuelles soient autorisées seulement à l'intérieur du mariage. Ils n'ont le droit à la libre expression d'eux-mêmes que dans des territoires limités, et pour les temps dits libres.

La place de la famille

Au moment de la jeunesse, le processus d'individualisation consiste à pouvoir prendre seul des décisions qui concernent sa vie. Cette indépendance et cette autonomie n'impliquent pas que la famille soit rejetée. L'individualisme est compatible avec les liens sociaux, à condition que ceux-ci ne soient pas trop inégaux entre les générations (voir tableau 2, ci-dessous). C'est ainsi que dans les pays où l'enfant et le jeune sont encouragés à avoir plus d'autonomie et d'indépendance, la famille n'est pas pour autant moins appréciée,

bien au contraire. Les plus forts scores de satisfaction à l'égard de la famille sont observés en Suède et au Danemark.

Tableau 2 : les jeunes et la famille

	La famille, facteur de l'identité individuelle	La famille, fondement de la société	Satisfaction à l'égard de la famille
Danemark	66 %	34 %	72 %
Suède	62 %	33 %	70 %
Espagne	69 %	44 %	69 %
Chine	73 %	76 %	68 %
États-Unis	75 %	62 %	66 %
France	60 %	35 %	61 %
Allemagne	70 %	54 %	60 %
Japon	50 %	34 %	36 %

Lecture : réponses 6-7 sur une échelle de 1 à 7

La famille peut être appréciée de plusieurs manières. Elle peut être aimée parce qu'elle constitue un cadre qui autorise un jeune à vivre sa vie, sans pour autant qu'elle soit trop pesante socialement (en étant le fondement de la société). C'est le cas de l'Europe du Nord. La famille peut être attractive aussi parce qu'elle est perçue comme une référence fondamentale. En comparant le Danemark à la Chine – deux pays où les jeunes revendiquent l'indépendance plus que l'obéissance –, on observe que pour les Danois la famille est une affaire privée, alors que pour les Chinois, tout comme pour les Américains, la famille est aussi une valeur sociale. Pour ces critères concernant la famille, les jeunes Français ressemblent aux Européens du Nord. Ils ne considèrent pas *la* famille comme « la cellule de base de la société », tout en appréciant *leur* famille.

Le jeune et ses supports

Contrairement à une représentation erronée de l'individualisme, l'individu moderne a besoin de supports matériels et psychologiques pour se construire. Dans les pays d'Europe du Nord, l'individu reçoit l'aide de l'État providence, alors qu'aux États-Unis et en Chine, la famille est une référence dans ce domaine. Aux États-Unis, la religion constitue aussi un support. Le fait que des politiques sociales existent ne suffit pas pour les définir, il faut aussi savoir sur quelle conception de l'individu elles sont fondées. Ainsi, dans le nord de l'Europe, l'État a mis en place des politiques « individualisées », alors qu'en France les politiques rattachent historiquement les individus à leur groupe familial : les femmes par l'intermédiaire de leur mari, les jeunes par l'intermédiaire de leurs parents.

Or, si la modernité n'interdit pas les solidarités, elle tend à en modifier les formes en insistant sur le fait qu'un jeune doit, même en tant que jeune, faire preuve d'une certaine

indépendance, d'une certaine autonomie. Cela s'exprime par exemple dans les encouragements à exercer des « petits boulots » pour gagner son argent de poche – une façon d'être plus indépendant de sa famille – ou encore d'emprunter pour ses études – également pour affirmer que ses études sont les siennes et non celles de ses parents.

Le Japon se signale par un profil particulier : l'indépendance est valorisée et la famille peu appréciée. Cela semble signifier que le pays où les traditions familiales sont officiellement prégnantes traverse une zone de fortes turbulences (cela est perceptible aussi chez les femmes) : il paraît engendrer des identités clivées, entre tradition et individualisation. La famille se trouvant prise en quelque sorte entre les deux principes, les jeunes préfèrent la mettre à distance. Pour les jeunes Japonais, la famille n'est pas un élément qui apporte le plus « de sens » à leur vie, contrairement aux jeunes Américains, Chinois, Suédois. C'est la preuve que plusieurs types d'organisation sociale rendent possible l'attraction de la famille, même pendant le temps de la jeunesse.

DES JEUNES PLUS OU MOINS OPTIMISTES

Selon notre comparaison de huit pays, les Français appartiennent au groupe de ceux qui ont nettement moins le moral (Japon, France, Espagne, Allemagne). Ils dessinent avec des couleurs sombres leur avenir, peu certains notamment d'avoir un « bon travail » (voir tableau 3, ci-dessous).

Tableau 3 : la couleur de l'avenir

	Mon avenir est prometteur	Je suis certain que j'aurai un bon travail dans l'avenir
Danemark	60 %	60 %
États-Unis	54 %	60 %
Suède	49 %	43 %
Chine	43 %	56 %
Allemagne	36 %	34 %
Espagne	32 %	36 %
France	26 %	27 %
Japon	5 %	9 %

Lecture : réponses 6-7 sur une échelle de 1 à 7

Les jeunes des pays qui ont le moins le moral sont aussi ceux qui déclarent le moins « avoir une liberté complète et le contrôle de [leur] propre avenir ». Ainsi, 22 % des jeunes Français, contre 51 % des jeunes Américains et 45 % des jeunes Chinois et Danois, estiment avoir la maîtrise de leur existence future. Ils ont en quelque sorte le sentiment d'une dépossession d'eux-mêmes en n'ayant pas le pouvoir sur leur vie. Cette faible maîtrise a

d'importants effets négatifs, puisque ces jeunes vivent dans des sociétés dont le mot d'ordre est, par ailleurs, la responsabilité personnelle. Comment, en effet, être responsable de ses actions si on pense que sa vie est décidée par d'autres ?

L'avenir des retraites

La solidarité avec les générations plus âgées semble liée, chez les jeunes, à leur perception de l'avenir. Indépendamment de leur sens de la famille, les jeunes les moins optimistes envisagent avec peu d'enthousiasme de contribuer aux retraites des plus âgés. En effet, les pays au sein desquels le moral est faible se distinguent encore par un autre indicateur (voir tableau 4, ci-dessous) : les jeunes y sont très peu nombreux à envisager de payer des taxes ou des impôts pour soutenir les retraites versées aux générations les plus âgées. Sur un axe allant de 1 (« pas du tout d'accord ») à 7 (« tout à fait d'accord »), les jeunes Français donnent à cette perspective la note moyenne de 3,28, les Japonais, 4, les Américains, 4,50, les Danois, 4,61 et les Chinois, 5,67. Être confiant en son avenir et contribuer à la retraite des anciens semble, au moins pour une part, associé dans l'esprit des Français interrogés.

Tableau 4 : le paiement des retraites

	Je suis prêt à payer les impôts nécessaires pour verser les retraites des générations plus âgées
Chine	63 %
Danemark	35 %
États-Unis	32 %
Suède	27 %
Allemagne	25 %
Espagne	21 %
Japon	15 %
France	11 %

Lecture : réponses 6-7 sur une échelle de 1 à 7

Là encore, c'est en France et au Japon que les jeunes sont les moins enthousiastes pour être solidaires avec les plus âgés. Est-ce une manière pour eux de prendre leur revanche sur ces générations qui les précèdent ? Estimant être privés d'avenir, ils leur en attribuent, semble-t-il, la responsabilité et en concluent qu'ils ne leur doivent rien. Un tel indicateur, outre le fait qu'il est inquiétant pour le traitement de la question des retraites, manifeste une crise de confiance intergénérationnelle.

Par analogie, on peut se demander si la situation contemporaine des jeunes Français et des jeunes Japonais ne ressemble pas à celle de certains paysans au milieu du XIX^e siècle. Dans *La Vie d'un simple* (1904), Émile Guillaumin donne l'exemple d'un fils qui est furieux d'avoir été trop longtemps considéré comme mineur par ses parents et qui n'a donc pas

pu s'installer à la place de son père. Une fois qu'il a hérité, ce fils se venge en mettant ses parents dans l'étable. Aujourd'hui, en misant tout sur l'acquisition de diplômes et en repoussant l'installation des jeunes sur le marché du travail, y compris par l'abus des stages et de la justification – non justifiable... – du « manque d'expérience », les générations d'hommes et de femmes qui ont une activité professionnelle prennent un double risque. Premièrement, les jeunes prennent en quelque sorte l'habitude d'être dans une parenthèse étrange où l'autonomie d'un monde personnel ne s'appuie pas sur une réelle indépendance (de Singly, 2004). Le présent peut être agréable, mais il n'a pas le goût de l'avenir. Deuxièmement, pour les moins jeunes déjà installés professionnellement, cette protection qui s'exerce aux dépens des jeunes générations a un prix, payé plus tard, au moment des retraites, avec le risque possible du refus de la solidarité.

Le fait d'être cantonné longtemps, trop longtemps, dans la jeunesse construite comme un âge de l'irresponsabilité pousse les jeunes à voir leur avenir – et aussi l'avenir de leur pays – de manière pessimiste. Cela peut les pousser à deux attitudes contrastées. Soit le repli sur soi (ce qui peut même aller jusqu'au suicide). C'est le cas du Japon, avec les *hikikomori* – ce sont des jeunes qui s'absentent de l'école et qui restent chez eux, en quelque sorte en « auto-séquestration », aux crochets de leurs parents, au-delà de l'adolescence. Les jeunes peuvent aussi oublier l'avenir repoussé par la fête arrosée d'alcool : ils s'évadent, comme s'ils n'avaient que le monde virtuel à leur disposition. Soit l'agression par le retournement du mécontentement vers l'extérieur : contre la société, les adultes, les représentants d'un ordre auxquels ils n'adhèrent pas.

TROIS FORMES D'INDIVIDUALISME POSITIF ET DEUX FORMES D'INDIVIDUALISME NÉGATIF

Des enquêtes complémentaires devraient être menées pour mieux appréhender les raisons du faible moral des jeunes de certains pays, notamment au Japon et en France. Ce que l'on peut noter, c'est que ces deux pays accordent une très grande importance à la scolarité. Plus précisément, l'obsession scolaire des parents au Japon et en France dérive du fait que tout se semble se jouer en fonction du niveau de diplôme obtenu. L'expérience, la compétence acquises au long de la vie professionnelle comptent moins que le diplôme. Le poids donné à celui-ci a pour effet de diminuer le sentiment de maîtrise de sa vie, puisque c'est l'institution scolaire qui fixe, dès l'entrée dans l'âge adulte, le parcours professionnel.

Ce sentiment de maîtrise de son existence peut être pris comme un indicateur de l'intensité du processus d'individualisation dans les différents pays : l'individu se définit moins par l'originalité de sa nature intime, de sa personnalité, que par le pouvoir qu'il a sur sa propre vie (de Singly, 2005). Ce qui est remarquable, c'est que les quatre pays qui, à nouveau, se trouvent ensemble par rapport à cet indicateur n'ont pas la même organisation sociale. Cela constitue, selon nous, la preuve que l'individualisation peut prendre racine dans des contextes différents, où existent plus ou moins de politiques sociales.

Tableau 5 : avoir le sentiment de pouvoir choisir sa vie

	Les gens de mon pays ont la possibilité de choisir leur propre vie
Chine	43 %
Danemark	60 %
États-Unis	61 %
Suède	44 %
Allemagne	23 %
Espagne	30 %
Japon	5 %
France	26 %

Lecture : réponses 6-7 sur une échelle de 1 à 7.

L'existence du support que constituent de telles politiques ne conduit pas nécessairement au sentiment de dépossession de soi. En revanche, il ne développe pas l'esprit d'entreprise : les Français, les Danois, les Suédois n'estiment pas que le développement d'une telle qualité soit une priorité dans l'éducation (voit tableau 6, ci-dessous). Alors que les jeunes Suédois et les jeunes Danois préféreraient l'indépendance à l'obéissance, ils ne transforment pas la qualité de l'indépendance en esprit d'entreprise. Ils développent un individualisme plus collectif que ne le font les jeunes Chinois.

Tableau 6 : l'importance de l'esprit d'entreprise comme valeur à développer chez l'enfant

	L'esprit d'entreprise
Chine	89 %
Danemark	24 %
États-Unis	35 %
Suède	16 %
Allemagne	38 %
Espagne	57 %
Japon	39 %
France	21 %

Lecture : réponses 6-7 sur une échelle de 1 à 7

Individualisme positif, individualisme négatif

Selon nous, dans la « seconde modernité » – à partir de la deuxième moitié du xx^e siècle – coexistent deux formes d’individualisme : l’individualisme positif, associé à une vision optimiste de l’avenir, et l’individualisme négatif, associé à une vision pessimiste. Dans la période précédente, sous la « première modernité », dominait l’idéologie du progrès qui, par construction, estimait que toute découverte allait dans le bon sens et qui croyait aux « lendemains qui chantent ». Il y a donc eu une rupture, mais qui n’est pas générale : certains pays, comme les États-Unis, la Chine, ceux de l’Europe du Nord, continuent, chacun à leur manière, de « voir l’avenir en rose », alors que d’autres, notamment la France et le Japon, ont peur.

L’individualisme positif connaît trois modalités différentes dans la jeunesse. Aux États-Unis, c’est *l’individualisme « moral »* – avec l’importance accordée à la famille comme « fondement de la société » et aussi à Dieu, à la religion. Ainsi, 39 % des jeunes Américains, contre 9 % des jeunes Suédois, François, Chinois pensent qu’il faut développer « la fois religieuse » chez les enfants. Et 7 % des jeunes Chinois, 18 % des jeunes Français et des jeunes Danois, contre 69 % des jeunes Américains sont tout à fait d’accord avec l’affirmation : « Je crois en Dieu ». L’individualisme des États-Unis n’est pas strictement « libéral », au sens philosophique du terme, car l’individu se pense aussi comme fils ou fille de Dieu. Cela est visible dans le fait que les enfants sont encouragés au même titre à obéir et à être indépendant. L’individualisme américain pense possible que les fils et les filles soient libres tout en restant fils et filles. Leur histoire, fondée sur les grandes migrations du continent européen, constitue toujours la référence. Le mythe du *self-made-man* se conjugue avec le respect de l’autorité du père et de Dieu. En Europe du Nord, c’est *l’individualisme « social-démocrate »*, avec des politiques sociales en direction des individus, et non de la famille considérée comme groupe. L’individu a moins de liens hérités, il peut choisir ses appartenances. En même temps, il est soutenu dans ce processus d’individualisation par l’État qui, à la fois, redistribue des richesses pour que tous en aient un minimum et des ressources pour que chacun puisse se développer à titre personnel. En Chine, c’est *l’individualisme « libéral-étatique »* : les individus sont contraints par le parti communiste de suivre la règle absolue du marché, de la valeur personnelle des individus indexée sur leur enrichissement sur le marché. C’est sans doute dans cette nation que les hommes et les femmes sont le plus soumis à une injonction paradoxale : « Sois libre de réussir ! ». Ce paradoxe révèle un renversement historique de l’individualisme. L’individualisme occidental insiste sur la valeur de l’autonomie de chaque personne, cette autonomie ouvrant le droit de choisir ses représentants politiques. Il peut, éventuellement, se transformer en esprit d’entreprise. En Chine, le mouvement s’inverse : l’impératif initial est l’esprit d’entreprise, et c’est parce que celui-ci requiert un individu indépendant et autonome – à l’exception de la sphère politique – que le processus d’individualisation est valorisé.

Les jeunes Français et Japonais, au-delà de leurs différences, partagent une vision commune d’un avenir sans avenir. L’individualisme négatif (que partagent de manière moins prononcée d’autres pays) traduit une individualisation plus faible. Les jeunes Français et Japonais sont très peu nombreux à affirmer avoir une liberté et un contrôle total sur leur propre avenir (voir tableau 7, ci-dessous).

Tableau 7 : avoir une liberté et un contrôle total sur son propre avenir

	J'ai une liberté et un contrôle total sur mon propre avenir
Chine	45 %
Danemark	45 %
États-Unis	51 %
Suède	35 %
Allemagne	39 %
Espagne	29 %
Japon	16 %
France	22 %

Lecture : réponses 6-7 sur une échelle de 1 à 7

Il semble donc que dans ces sociétés, le processus d'individualisation se heurte à des obstacles dont l'origine est plurielle. Une chose semble certaine : ni la France ni le Japon ne sont en crise par excès d'individualisme, bien au contraire. Pour retrouver le moral, leurs jeunes doivent être mieux reconnus sans attendre d'atteindre l'âge adulte. Ils doivent avoir d'autres terrains d'exercice de leur souveraineté que le monde artificiel de la « culture jeune ». Ne serait-il pas possible de les rendre plus responsables d'eux-mêmes tout au long de leur vie, en diminuant le poids du diplôme sur leur destin personnel ? Ne serait-il pas possible de les reconnaître, dans le cadre de politiques de la jeunesse, comme des acteurs à part entière et pas seulement comme des enfants de la famille ?

Pour définir la société moderne sous les traits d'une « société du risque », Ulrich Beck met en avant la plus faible maîtrise par les savants et les politiques des découvertes, des techniques, des savoirs (Beck, 2001). Selon lui, parallèlement, les individus s'individualisent de plus en plus et parviennent à un degré plus élevé de maîtrise de leur existence. Or, grâce à l'étude comparative menée par la Fondation pour l'innovation politique, ce diagnostic sur les sociétés de la seconde modernité peut être revu et révisé. Certains jeunes estiment vivre dans des sociétés du risque alors que d'autres n'ont pas ce sentiment. Il faudrait se demander si le succès de l'ouvrage *La Société du risque* ne traduit pas cet air pessimiste que respirent les jeunes de l'Europe du Centre et du Sud, ou du Japon. Il faudrait peut-être même se demander si le pessimisme général et le pessimisme des jeunes ne sont pas une même et unique expression d'une crise de confiance. Le clivage observé ne renvoie donc pas à une opposition entre un individualisme oriental et un individualisme occidental, ou encore entre un individualisme plus ancien (avec la philosophie des Lumières, la Révolution américaine, la Révolution française) et un individualisme de conversion. Cette enquête internationale et comparative appelle une suite, d'urgence, afin de mieux approcher les conditions nécessaires – politiques, économiques, culturelles – qui pourraient recréer la confiance dans l'avenir. Sinon, le risque est grand que certaines sociétés soient guettées par le vieillissement : pas seulement celui de la pyramide des âges, mais aussi celui de la conception du monde. Sinon, le risque est grand que la nostalgie soit la maladie des pays à individualisme limité.

BIBLIOGRAPHIE

- ALWIN, D., « From obedience to autonomy. Changes in traits desired children 1924-1978 », *Public Opinion Quarterly*, 1988, vol. 52, n° 1, p. 33-52.
- BECK, U. et BECK-GERNSHEIM, E., *Individualization*, Londres, Sage Publications, 2002.
- BECK, U., *La Société du risque*, Paris, Aubier, 2001 (trad. fr.), 1986.
- BOLTANSKI, L. et CHIAPELLO, E., *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.
- BOURDIEU, P., « La jeunesse n'est qu'un mot », in *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, 1984, p. 143-154.
- KANT, E., *Beantwortung der Frage : Was ist Aufklärung ?*, 1784 (*Qu'est-ce que les Lumières ?*, trad. fr., Paris, Hatier Poche, coll. « Classiques & Cie »), Paris, 2007).
- SINGLY (DE), F., « La spécificité de la jeunesse dans les sociétés individualistes » in Dubet, F., Galland, O. et Deschavanne, E., (dir.), *Comprendre les jeunes*, Paris, PUF, 2004, p. 259-273.
- SINGLY (DE), F., *L'individualisme est un humanisme*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2005.

INTRODUCTION

Anna Stellinger,

directeur de recherches à la Fondation pour l'innovation politique, France

Raphaël Wintrebert,

chargé de recherches à la Fondation pour l'innovation politique, France

Le développement démographique mondial est exponentiel. La population évoluera probablement du nombre actuel de 6,7 milliards d'individus à celui de 9,2 milliards en 2050 – une augmentation qui équivaut à ce qu'était la population mondiale en 1950. Les disparités géographiques sont majeures : si les régions les moins développées devraient voir leur population passer de 5,4 milliards d'individus en 2007 à 7,9 milliards en 2050, les régions développées devraient quant à elles rester stables à 1,2 milliard, et sans les flux migratoires elles risqueraient même de voir leur population diminuer (Nations unies, 2007). On retrouve logiquement ce déséquilibre pour les différentes catégories d'âge. En 2006, 16% de la population avait moins de 15 ans en Europe, contre 20% en Amérique du Nord, 29% en Asie, 30% en Amérique latine et dans les Caraïbes, et 42% en Afrique (Population Reference Bureau, 2006).

Cette évolution suscite des défis importants quant à l'élaboration des politiques publiques de jeunesse, comme le note la Commission programmatique mixte (CPM) « Jeunesse » auprès de l'UNESCO : « Avec plus d'un milliard deux cent mille personnes ayant entre 15 et 25 ans, la jeunesse est une réalité incontestablement importante, et un élément non contournable dans la recherche de réponses globales aux défis de notre monde. Les jeunes représentent au niveau mondial et au sein des pays une véritable force démographique en constante évolution. » Par conséquent, « leur place ne doit plus être celle de simple objet des politiques de développement et de jeunesse. Les jeunes ont leur rôle à jouer comme partie prenante de la définition et de la mise en œuvre des politiques et des programmes internationaux qui les concernent » (CPM Jeunesse – UNESCO, 2005).

Il en découle des questions fondamentales quant à la capacité des sociétés à accompagner le « devenir adulte » (Centre d'analyse stratégique, 2007). Il semble de plus en plus difficile pour les enfants, les adolescents et les post-adolescents de grandir et de s'épanouir dans un monde incertain. D'où un intérêt croissant, dans de nombreux pays, pour ces différents âges de la vie. Des rapports, enquêtes et essais se multiplient pour tenter de comprendre les conditions de vie, les représentations et les besoins de ceux qui ne sont pas encore considérés comme des adultes (Barrington-Leach, Canoy, Hubert et Lerais, 2007; Eurobaromètre Commission européenne-The Gallup Organization, 2007).

Encore faut-il, pour cela, bien comprendre ce que l'on entend par « jeune » ou par « jeunesse ». Le « sentiment de l'enfance » n'est apparu qu'au tournant du XVII^e siècle avec l'amélioration des conditions de vie (meilleures alimentation et hygiène, disparition progressive des épidémies et des famines). C'est à cette époque qu'émerge l'idée de l'enfance

comme un âge ayant des besoins spécifiques. Quant à la notion de jeunesse, Olivier Galland nous rappelle qu'elle est « liée à l'émergence de l'individu et de l'intimité familiale comme valeur, ainsi qu'à l'idée, développée par la philosophie des Lumières, que l'éducation peut permettre à la personne de sortir de sa condition sociale d'origine » (Galland, 2002). La jeunesse apparaît progressivement comme une période particulière de la vie et devient par là même un enjeu politique. Les institutions religieuses puis l'État cherchent alors à encadrer et à orienter la jeunesse, tout en tentant de respecter ce qui relève de la sphère familiale et, le plus souvent, de l'autorité paternelle.

En définissant des catégories de jeunes, les pouvoirs publics modifient progressivement les représentations de cette période de la vie. L'âge n'est plus simplement un descripteur de la situation sociodémographique des individus. À chaque tranche d'âge correspond une identité différente de la personne, et cette identité constitue le socle sur lequel se formeront ses attitudes et ses opinions. En 1963, Samuel N. Eisenstadt affirmait déjà que « la définition culturelle de l'âge est un important constituant de l'identité d'une personne, de la perception qu'elle a d'elle-même, de ses besoins psychologiques et de ses aspirations, de sa place dans la société, et du sens ultime de sa vie » (Eisenstadt, 1963).

Dès lors, quelles sont, aujourd'hui, les aspirations et les opinions qui animent la jeunesse ? Quelles sont ses craintes et ses attentes ? Quelles perceptions les jeunes ont-ils de la famille, de l'emploi, de la société dans son ensemble ? Ont-elles évolué par rapport à celles de leurs aînés ? À partir de quand est-on « jeune » ? Quand ne l'est-on plus ? Telles sont les questions que nous traiterons dans cet ouvrage.

Nous nous appuyons pour cela sur une vaste enquête internationale réalisée par Kairos Future en partenariat avec la Fondation pour l'innovation politique auprès de 20000 personnes : 1000 jeunes de 16 à 29 ans ont été interrogés dans dix-sept pays. Pour mieux faire apparaître les similitudes et les différences entre classes d'âge, l'enquête a également intégré, pour ces mêmes pays, 300 personnes de 30 à 50 ans (voir « Méthodologie » en annexe). Une partie des données recueillies a d'ores et déjà fait l'objet d'une publication : *Les Européens face à la mondialisation* (Fabry, 2007). Dans le présent ouvrage, nous nous focalisons plus particulièrement sur trois thématiques fondamentales : les jeunes et la société, les jeunes et le travail, les jeunes et la famille.

Les trois textes de notre première partie sont ainsi « transversaux », c'est-à-dire qu'ils analysent l'évolution des valeurs et des attitudes des jeunes dans l'ensemble des pays de l'enquête.

Olivier Galland examine tout d'abord le sentiment d'intégration sociale et la capacité qu'ont les jeunes de se projeter dans le futur. Comment voient-ils leur avenir ? Comment perçoivent-ils la société, les institutions, les autres ? Il observe ainsi de très nettes différences entre pays : certaines jeunesse sont particulièrement optimistes (notamment en Scandinavie ou aux États-Unis), tandis que d'autres sont beaucoup plus méfiantes (dans les autres pays européens). Les spécificités nationales demeurent plus fortes que l'identité de classe d'âge, mais, simultanément, dans « certaines sociétés, les jeunes se démarquent plus nettement des adultes, alors que dans d'autres, la continuité entre générations est plus marquée ».

Dominique Épiphane et Emmanuel Sulzer aboutissent à des conclusions proches dans leur analyse du rapport qu'ont les jeunes au travail. À l'échelle mondiale, les clivages sont

toujours nets entre les pays émergents et les pays anciennement industrialisés « dans les-quels le rapport au travail des jeunes est sensiblement moins empreint de matérialisme ». À l'échelle de l'Occident, les auteurs notent une transformation de la valeur travail. Celle-ci reste fondamentale pour les plus jeunes, mais elle prend un sens différent : « Travailler, oui, mais pour soi aussi. » Réalisation de soi, potentiel de progression, articulation entre vie privée et vie professionnelle sont désormais des dimensions fondamentales.

Considérant que la famille n'est intelligible que dans un contexte sociétal plus large, Vincenzo Cicchelli se propose de comprendre les finalités attribuées à la socialisation familiale. Après avoir identifié les qualités que les jeunes et les adultes souhaitent inculquer aux enfants, il met en évidence de « grandes corrélations » entre ces qualités et plusieurs dimensions : importance de la réussite individuelle, définition de l'espace domestique, degrés d'intégration à la société d'appartenance.

En raison de la forte prévalence des contextes nationaux, il nous a semblé nécessaire de mieux comprendre les particularités des jeunesse nationales et la manière dont les politiques publiques les prenaient – ou pas – en charge. C'est l'objet de la seconde partie de cet ouvrage. Elle fournit ainsi un éclairage sur six pays : l'Italie, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la Suède et les États-Unis.

Loredana Sciolla présente tout d'abord la jeunesse italienne, qui se caractérise depuis les années 1980 par le phénomène de l'*« adulescence »*. Soulignant les conséquences négatives tant pour les jeunes (dépendance accrue) que pour la société (problème de natalité) de cet allongement du temps de cohabitation avec la famille, l'auteur montre bien que ce « familialisme » italien ne découle pas d'une quelconque spécificité culturelle, mais, bien au contraire, qu'il provient de la faiblesse des politiques publiques en matière d'accès à l'emploi, d'autonomie professionnelle et personnelle.

Les jeunes Français sont à la fois proches et différents des jeunes Italiens. Si le problème de la cohabitation ne se pose pas de façon aussi sensible, les Français sont en revanche encore plus pessimistes. Patricia Loncle explique cette appréhension de l'avenir chez les jeunes par le retrait de l'État des questions de jeunesse, par la décentralisation, qui provoque de fortes inégalités de traitement, et par la familialisation de la prise en charge, qui fait perdurer des situations de dépendance difficile.

Le cas allemand est sensiblement différent : l'enjeu concerne bien plus, nous dit Monika Salzbrunn, l'articulation entre la vie privée et la vie professionnelle, ou la prise en charge des jeunes enfants. Autre spécificité allemande : les jeunes, et tout particulièrement les étudiants, participent fortement à la vie sociétale, dans la mesure où cette participation est valorisée par l'ensemble des acteurs sociaux (employeurs, organismes publics, universités...).

Andy Furlong et Fred Cartmel nous présentent un portrait assez inédit de la jeunesse britannique. Celle-ci semble apathique, déconnectée de la vie politique ou même professionnelle. « Les jeunes adultes sont parfaitement conscients des contraintes auxquelles ils doivent faire face, et ils ne sont guère optimistes quant à l'avenir d'une société de plus en plus individualiste, caractérisée par la fragmentation et la dislocation de la vie collective, le sentiment de ne pas appartenir à la société et le manque de confiance », écrivent-ils.

La situation suédoise est presque à l'opposé. Confiants dans leur avenir personnel, comme dans celui de leur société, les jeunes Suédois semblent parvenus, selon Mats Trondman, à mieux gérer plusieurs tensions fondamentales : le décalage entre la vie réelle des jeunes et ce à quoi ils aspirent, le décalage entre ce qu'ils veulent et ce qu'ils doivent faire pour l'obtenir, et le décalage entre ce qu'ils croient être possible à titre personnel et ce qui l'est réellement dans la société au sein de laquelle ils vivent.

Les États-Unis, enfin, permettent de prendre du recul par rapport aux différents pays européens considérés précédemment. Emily Messersmith, Jerald Bachman et John Schulenberg montrent ainsi que, malgré sa très forte diversité socio-économique, ethnique et culturelle, la jeunesse américaine est presque unanimement confiante dans l'avenir. Encouragés par l'idéologie du *self-made-man* et de l'*empowerment* (elle-même soutenue par les institutions familiales), les jeunes Américains « croient en leur capacité d'agir, de conduire leur carrière professionnelle, de peser sur leur vie et sur le monde qui les entoure ».

L'enquête Kairos Future-Fondation pour l'innovation politique permet d'analyser les valeurs des jeunes, mais aussi d'identifier leurs attentes à l'égard des pouvoirs publics. Ainsi, les auteurs de cet ouvrage mettent en évidence une *triple demande* exprimée par les jeunes. Une demande d'autonomie, d'abord, afin de rendre la transition vers l'âge adulte moins douloureuse et moins conflictuelle. Un désir de participation, ensuite, qui se traduit souvent par des nouvelles formes d'engagement dans la vie sociétale. Les jeunes demandent à être écoutés, valorisés, quels que soient les moyens par lesquels ils expriment leurs projets ou leurs frustrations. Un besoin d'équilibre entre les différentes sphères de la vie, enfin, dans la mesure où le travail, toujours essentiel pour les jeunes, prend un nouveau sens. Le travail est désormais perçu comme une dimension d'un projet de vie plus large.

Loin d'être désengagée, la jeunesse adresse au contraire des messages forts au politique. C'est dans cette perspective que nous esquissons, dans notre conclusion, quatre impératifs – autonomie, participation, équilibre, projet commun – qui devraient guider toute action publique en faveur de la jeunesse.

BIBLIOGRAPHIE

BARRINGTON-LEACH, L., CANOY, M., HUBERT, A. et LERAIS, F., « Investing in youth : an empowerment strategy », Bureau of European Policy Advisers (BEPA), avril 2007.

Centre d'analyse stratégique, « Les jeunes dans une Europe vieillissante. Regards franco-allemands », colloque organisé à Paris le 5 mars 2007.

CPM Jeunesse-Unesco, <http://www.unesco.org/ccivs/New-SiteCCSVI/institutions/jpc-youth/FR-jpcdoc1.pdf>, version du 24 novembre 2005.

Eurobaromètre, Commission européenne-The Gallup Organization, « Youth survey among people aged between 15-30 in the European Union », février 2007.

EISENSTADT, S. N., « Archetypal patterns of youth », in ERIKSON, E. H., (dir.), *The Challenge of Youth*, New York, Basic Books, 1963, p. 29-50.

FABRY, E., (dir.) *Les Européens face à la mondialisation. Sondage international. Analyses qualitatives comparées*, Fondation pour l'innovation politique, mars 2007.

GALLAND, O., « Devenir adulte est plus compliqué pour les jeunes d'aujourd'hui », entretien réalisé par Anne Rapin, http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/article-imprim.php3?id_article=20116, 2002.

Nations unies, « Perspectives de la population mondiale. La révision de 2006 », New York, 2007.

Population Reference Bureau, « World Population Data Sheet 2006 », Washington, 2006.

PREMIÈRE PARTIE

ANALYSE TRANSVERSALE

LES JEUNES ET LA SOCIÉTÉ : DES VISIONS CONTRASTÉES DE L'AVENIR

Olivier Galland,
directeur de recherche au CNRS, France

Au sens fort du terme, appartenir à une société revient à partager des valeurs communes et à être animé par un sentiment d'appartenance collective. Plusieurs travaux (voir par exemple Galland et Roudet, 2005) ont semblé montrer un affaiblissement de ce sentiment d'intégration sociale, notamment chez les jeunes générations. L'enquête réalisée pour un panel de pays assez large¹ permet de revenir sur cette question à partir de données récentes, dans une perspective comparative. Nous mettrons ainsi l'accent sur les interprétations possibles de ces différences nationales et montrerons que celles-ci restent souvent très marquées, même entre des pays dont les conditions économiques et sociales sont assez proches. Les cultures nationales demeurent donc très vivaces et contribuent à construire des types d'intégration sociale très contrastés.

Cette question du rapport des individus à leur société d'appartenance peut s'envisager sous plusieurs angles.

On peut considérer tout d'abord les principes généraux qui doivent, selon les citoyens, structurer leur société : certains aspirent à une collectivité fondée sur le respect des traditions, d'autres au contraire à une société qui valorise le changement ; certains préfèrent une organisation économique laissant une grande place au marché, d'autres au contraire mettent en avant le rôle de l'État, etc. C'est ce qu'on pourrait appeler les orientations sociétales, que nous examinerons dans la première section, à travers les données de l'enquête Kairos Future-Fondation pour l'innovation politique.

Mais la participation des individus à la société ne se résume pas à des principes abstraits auxquels ils adhèrent avec plus ou moins de conviction. Les membres d'une société sont appelés également à y jouer un rôle au travers de leurs activités familiales, professionnelles, de consommateurs ou de citoyens. À ces divers titres, ils peuvent avoir un sentiment plus ou moins fort d'appartenance à un même ensemble. C'est ce qu'on pourrait appeler le sentiment d'intégration, que nous examinerons dans la deuxième section.

Par ailleurs, même si le sentiment d'intégration est fort, chaque individu se définit par des orientations qui lui sont personnelles : c'est ce qui relève de l'identité, que nous aborderons dans la troisième section. Enfin, nous nous intéresserons à une question qui relève moins des rapports structurels des individus à la société, et qui varie plus fortement en fonction des circonstances et de la situation sociale et économique de chacun

1. Les sociétés spécifiquement analysées dans le cadre de cet article sont celles des pays suivants : Danemark, Suède, Espagne, Finlande, Norvège, Pologne, États-Unis, Royaume-Uni, Allemagne, Italie, Estonie, France, Russie.

des pays : quel est le rapport à l'avenir, quels sont les espoirs et les craintes qui animent les jeunes ?

Dans l'examen de toutes ces questions, les jeunes constituent évidemment un groupe particulièrement intéressant à étudier, puisqu'ils représentent la société à venir, même s'il faut se garder de l'illusion naïve que celle-là se renouvelle à chaque génération. Comme on le verra d'ailleurs dans les résultats, les différences entre pays sont plus fortes que les différences entre classes d'âge. Néanmoins, on notera aussi que dans certaines sociétés, les jeunes se distinguent plus nettement des adultes, alors que dans d'autres la continuité entre générations est plus marquée. Mais ce serait une conclusion beaucoup trop rapide, et à vrai dire fausse, de tirer de ce résultat l'idée que les sociétés les plus homogènes sur le plan de l'âge (en ce qui concerne les valeurs et les attitudes) sont celles où les individus sont les plus intégrés et les plus confiants dans leur avenir. Nous verrons que c'est plutôt le contraire qui est vrai.

ORIENTATIONS SOCIÉTALES : ENTRE TRADITION ET MODERNITÉ

Les sociétés sont censées évoluer vers la modernité, et c'est en Europe que ses principes fondateurs seraient apparus. Max Weber en a décrit les principales composantes : économiques (avec la rationalisation et l'intensification de la production), politiques (avec l'adoption de la démocratie représentative) et culturelles (avec le triomphe des valeurs bourgeoises d'individualisme, d'égalité politique, de professionnalisme et d'esprit d'économie et d'efficacité). Cependant, la vision d'une progression régulière et linéaire vers la modernité avancée par les théoriciens de la modernisation des années 1950 et 1960 a rapidement été contestée. Les sociétés n'étaient pas aussi simples et homogènes que ces théories le supposaient. L'enquête Kairos Future-Fondation pour l'innovation politique apporte une nouvelle confirmation de cette diversité lorsqu'on observe trois aspects : le rapport à la tradition, les attitudes religieuses et les attitudes économiques. Examinons ces trois points.

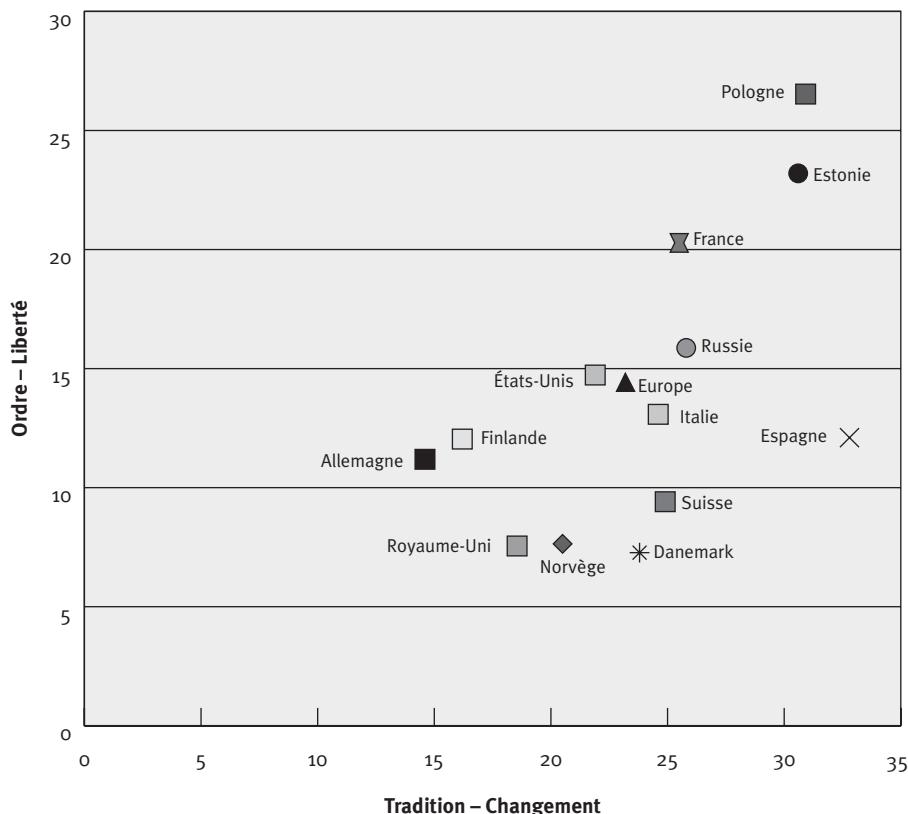
a) *Le rapport à la tradition*

L'enquête proposait directement aux personnes interrogées le choix entre deux affirmations opposées : « l'importance de la tradition et de la stabilité », d'une part, et « l'importance du changement », d'autre part. Selon Max Weber, le comportement traditionnel est évidemment à l'opposé de la modernité : il repose sur une conception routinière de la vie et sur l'idée que ce qui vient du passé est sacré et doit être absolument préservé. Si l'on s'intéresse plus spécifiquement aux sociétés occidentales, censées se situer à la pointe de la modernité, on pourrait s'attendre à ce que les jeunes interrogés rejettent la tradition. C'est loin d'être le cas. En fait, les réponses se situent en moyenne à mi-chemin des deux affirmations opposées. Ces résultats confirment d'autres travaux qui montrent que les valeurs des Européens se structurent toujours autour d'une opposition entre la tradition et la modernité (Galland et Lemel, 2006). Une partie d'entre eux est attachée aux valeurs du passé et aux institutions chargées de les transmettre (la famille,

les Églises), tandis que d'autres privilégient le changement et l'exaltation de l'autonomie individuelle.

Une autre question de l'enquête, assez proche de la précédente, oppose la « loi et l'ordre » à la « liberté individuelle » et, dans ce cas, les réponses des jeunes comme des adultes sont plus nettement en faveur d'une conception traditionnelle². Cela confirme à nouveau des travaux réalisés précédemment (notamment à partir des enquêtes « Valeurs » européennes), qui expliquaient une remontée assez nette des valeurs d'autorité.

Figure 1 : les attitudes des jeunes à l'égard de la tradition et du changement



Lecture : on trouve en abscisse le pourcentage de jeunes qui choisissent nettement (réponses 6 et 7 sur une échelle de 1 à 7) le changement par rapport à la tradition; en ordonnée le pourcentage de jeunes qui choisissent nettement la liberté par rapport à la loi et à l'ordre.

La figure 1 montre comment se répartissent les jeunes des différents pays sur ces deux échelles. L'adhésion à la liberté et l'adhésion au changement sont assez bien

2. La position moyenne des jeunes entre ordre (1) et liberté (7) est de 3,4.

corrélées : les jeunes des pays les plus en faveur du changement sont aussi ceux qui préfèrent le plus la liberté par rapport à l'ordre. Les jeunes Allemands et les jeunes Britanniques sont les plus conservateurs sur ces deux aspects, tandis que les jeunes Scandinaves (Norvégiens, Danois et Suédois) forment des groupes assez proches, qui adhèrent plutôt au changement, tout en valorisant l'ordre. Cette combinaison n'est pas aussi contradictoire qu'il y paraît. D'autres travaux ont montré que la montée de la permissivité des mœurs, qui ne se dément pas, génère aujourd'hui, y compris chez les jeunes, et probablement plus fortement dans les pays où elle a atteint son point le plus élevé, une forte demande de régulation des comportements dans la sphère publique. On note ainsi une divergence entre l'évolution des normes de comportement concernant la sphère privée (poursuite de la libéralisation des mœurs) et l'évolution de celles qui concernent la sphère publique (demande accrue d'autorité) ; elle est plus accentuée dans le nord de l'Europe, qui a connu la poussée de libéralisation des mœurs la plus forte (Galland et Roudet, 2005). On relève en tout cas qu'il y a en Europe, aujourd'hui, un groupe relativement homogène de pays nordiques et anglo-saxons, dont la jeunesse adhère plus que la moyenne européenne à la « loi et [à] l'ordre ».

Lorsqu'on les compare à ceux des pays scandinaves, les jeunes des pays méditerranéens (l'Italie, l'Espagne et pour une part la France) sont plus libéraux et, pour l'Espagne, nettement plus en faveur du changement. Le cas de ce dernier pays est assez spectaculaire : les jeunes Espagnols se situent désormais à la pointe du changement, alors que la société espagnole a longtemps été réputée comme étant extrêmement traditionnelle et marquée par une influence très forte de la religion sur les mœurs. Apparemment, les choses y ont changé très rapidement. La France se distingue également par une position élevée sur les deux axes de « liberté » et de « changement ».

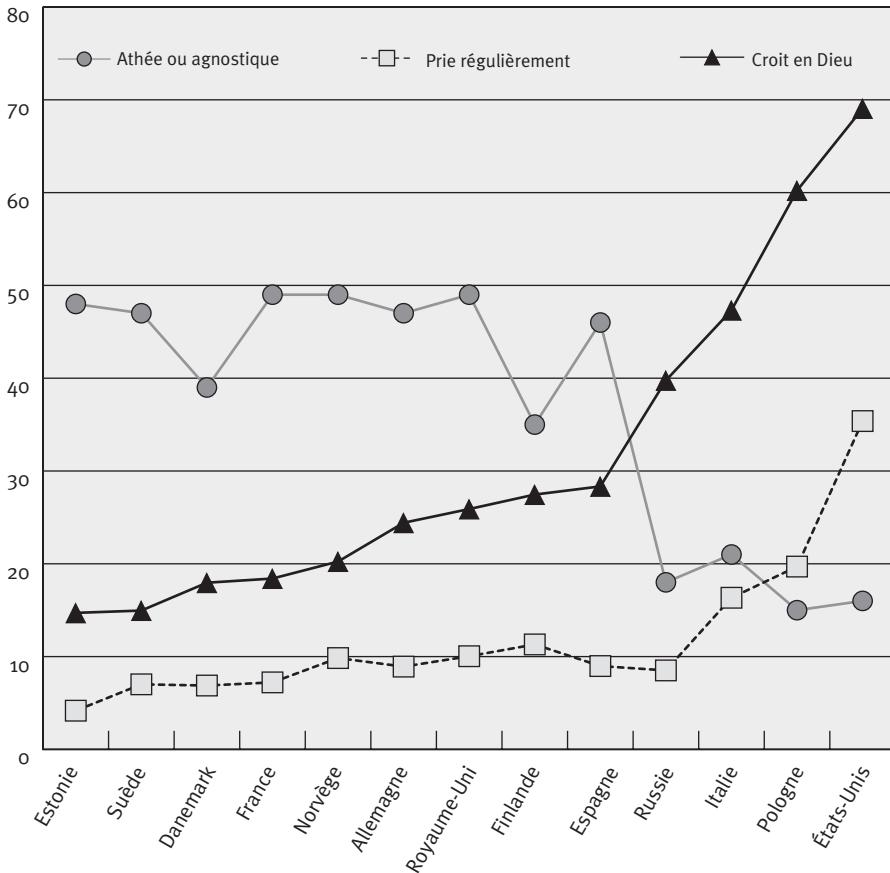
Les cas de la Pologne et de l'Estonie sont plus étonnantes. En effet, les sociétés de ces deux pays semblent se situer à la pointe du changement et de l'adhésion à la liberté, alors que d'autres enquêtes comme la chronique de l'actualité montrent – pour les Polonais en tout cas (Galland, 2008) – qu'ils sont parmi les peuples les plus traditionnels d'Europe³. En réalité, les mots « tradition » et « changement » prennent probablement un autre sens pour ces Européens de l'Est. Les Polonais aspirent à de profonds changements économiques et sociaux, et probablement d'abord à une amélioration de leur situation matérielle. Il est probable que le changement signifie avant tout cela à leurs yeux. D'ailleurs, lorsqu'on les interroge, par exemple, sur le rôle des hommes et des femmes – un indicateur important du degré de traditionalisme –, on constate qu'ils sont beaucoup moins « modernes » que la moyenne des Européens : 21 % des jeunes Polonais sont très favorables au maintien d'une forte différence entre les rôles des hommes et des femmes, contre seulement 10 % de l'ensemble des jeunes Européens et, par exemple, 5 % des Allemands ou 3 % des Espagnols. En Pologne, la dimension économique et sociale du changement prend donc certainement le pas sur la dimension culturelle.

3. Non pas lorsqu'on les interroge directement sur les termes de « tradition » ou de « changement », mais lorsqu'on fait la synthèse de leurs réponses à de nombreuses questions sur leurs attitudes dans les domaines des mœurs, de la religion et des institutions (Galland, 2008).

b) La diversité religieuse

La religiosité constitue une autre illustration du maintien de profondes différences culturelles aussi bien entre pays européens qu'entre les États-Unis et l'Europe.

Figure 2 : la religiosité des jeunes



Lecture : pourcentage d'accord (personnes ayant donné une réponse 6 ou 7 sur une échelle de 1 à 7) avec les questions posées.

Les jeunes Polonais, comme les Américains et dans une moindre mesure les Italiens et les Russes, restent très religieux (voir figure 2), et l'on sait que les attitudes traditionnelles sont très fortement corrélées à la religiosité (Galland et Lemel, 2007). Le niveau de religiosité des jeunes Américains est particulièrement important. Par exemple, 70% d'entre eux déclarent « [croire] en Dieu », contre nettement moins de un jeune Danois ou un jeune Suédois sur cinq. Si l'on met à part la Pologne, l'Italie et la Russie – qui restent des pays religieux –, il y a là la manifestation d'une profonde cassure entre l'Europe et les États-Unis.

c) Les attitudes à l'égard de l'économie et de la science

Les attitudes à l'égard de la science et de l'économie sont une autre composante de la modernité, sur laquelle a insisté Max Weber (la rationalisation et l'intensification de la production, le développement des croyances dans les vertus de la science pour développer les activités humaines sont pour lui deux éléments essentiels du processus de modernisation). Là encore, les attitudes des jeunes sont très contrastées.

En matière économique, l'enquête demandait aux personnes de se situer sur des échelles opposant trois couples de propositions : « le mérite opposé à l'équité » ; « une faible fiscalité opposée à un bon système de protection sociale » ; « le libre-échange dans le commerce mondial opposé au protectionnisme ». Ces trois propositions sont liées et permettent d'opposer deux représentations schématiques du fonctionnement de l'économie : l'une fondée sur la prééminence de l'égalité, de la protection et du rôle de l'État pour les assurer, l'autre fondée sur la compétition individuelle et collective. Mais le premier constat est que dans presque aucun pays les jeunes n'adhèrent en bloc à l'une ou à l'autre de ces conceptions – en gros, une vision libérale ou une vision étatiste-égalitariste de la société. En effet, dans aucun pays (en dehors de la France) ils ne choisissent simultanément les trois propositions les plus proches d'une vision libérale de l'économie ou, à l'inverse, les trois propositions les plus opposées à cette vision. Leurs attitudes sont presque toujours une combinaison, plus ou moins accentuée dans un sens ou dans un autre, de propositions en faveur du marché et de mise en avant de la protection et de l'équité. Mais l'équilibre est très différent d'un pays à l'autre.

On peut cependant retenir quelques cas typiques. Un des plus nets est celui du Danemark. Sur deux des items proposés, les Danois apparaissent comme les plus libéraux des jeunes Européens en matière économique : ils sont ceux qui adhèrent le plus clairement à l'idée de concurrence et de récompense de la performance individuelle (derrière les Russes) et ils sont également ceux qui sont les plus éloignés d'une vision protectionniste de l'économie. Mais cette adhésion assez franche aux principes du marché est tempérée, et sans doute permise, par un attachement tout aussi net à un « bon système de protection sociale » (contre « des impôts bas »), qui atténue les conséquences individuelles négatives du libéralisme.

Les attitudes américaines forment un ensemble assez différent et finalement pas tout à fait conforme à l'image très libérale que peut avoir ce pays. Certes, les Américains sont favorables au mérite (un peu moins que les Danois, cependant) et peu sensibles (contrairement aux Danois, cette fois-ci) à la valeur du système de protection sociale, mais ils sont aussi relativement protectionnistes – en tout cas beaucoup plus que de nombreux jeunes Européens⁴. Finalement, leur attitude est assez conforme à la politique menée par leur pays, libérale sur la scène intérieure, parfois marquée par une tentation d'approche plus protectionniste dans les échanges internationaux. C'est le cas également, dans une moindre mesure, des Allemands et des Britanniques, qui se situent respectivement aux cinquième

4. Le résultat est très net lorsqu'on compare le score moyen des Américains sur cette échelle à ceux des jeunes Européens. Le score moyen américain d'adhésion au protectionnisme est de 3,94. Ce score se situe à peu près au milieu de l'échelle (en sept positions), il est néanmoins un des plus élevés des sociétés étudiées : il est uniquement dépassé par l'Estonie, la Russie et la France. À titre de comparaison, le score danois est de 2,97.

et sixième rangs d'adhésion au protectionnisme (sur treize pays enquêtés). Force est donc de constater que les jeunes qui adhèrent avec le moins de restrictions aux principes du marché (si on considère que la concurrence en est une des dimensions principales) se trouvent plutôt en Europe (dans sa partie nord) qu'aux États-Unis ou dans le monde anglo-saxon. Les questions de l'enquête relatives à la mondialisation confirment cette adhésion ambiguë des jeunes Anglo-Saxons au libéralisme. Les Américains se situent au niveau de la moyenne européenne (mais bien en dessous du score des Danois et des Suédois), et les Britanniques présentent le score d'adhésion le plus bas, avec les Français, de tous les pays étudiés. Cependant, les attitudes nordiques sont elles-mêmes relativement contrastées, comme le montre le tableau 1 (voir ci-dessous). Les Suédois et les Norvégiens sont moins favorables au libre-échange dans le commerce mondial que les Danois et ils sont beaucoup plus attachés à « l'équité » (contre « la récompense de la performance ») dans la répartition des richesses.

La jeunesse russe, dont les attitudes se démarquent très nettement de celles des jeunes Européens de l'Ouest, présente un autre cas très marqué. Les Russes se prononcent en effet très fortement en faveur de la récompense du mérite, mais ils sont également très protectionnistes. On a le sentiment que l'adhésion au mérite exprime une volonté de changement, qui passe par la mise en cause des situations acquises et des prébendes dans une société s'éloignant progressivement d'un système d'économie administrée. Mais les jeunes Russes ont peut-être également conscience des faiblesses de leur économie, qui rendent sans doute impossible, à leurs yeux, l'insertion sans entraves de celle-ci dans la libre compétition mondiale. C'est pourquoi l'adhésion, très nette, des Russes à la mondialisation n'est pas dénuée d'ambiguïtés. Le détail de leurs opinions à ce sujet montre qu'ils mettent en avant les nouvelles opportunités que génère la mondialisation, tant pour les sociétés que pour les personnes elles-mêmes (les jeunes Russes sont les plus nombreux à citer ces deux aspects comme éléments positifs). La mondialisation leur apparaît donc comme une chance de développement à la fois national et personnel. Mais lorsqu'on considère l'adhésion très forte des Russes au protectionnisme, on comprend bien que la mondialisation ne peut être comprise, dans ce cas, comme le parachèvement du modèle libéral. Elle correspond sans doute plus à l'avènement d'un nouveau contexte de concurrence interétatique, où la puissance est la première arme.

Les jeunes Français se distinguent des jeunes Européens par une attitude qui s'éloigne systématiquement des positions libérales : ils réclament à la fois la protection individuelle (par l'État), l'équité plutôt que la récompense du mérite et la protection collective. Ils présentent l'adhésion au protectionnisme la plus forte de tous les pays étudiés. Leur attitude très réservée à l'égard de la mondialisation, crainte surtout à cause des menaces qu'elle représente pour l'emploi, confirme cette défiance envers les principes du marché.

Au fond, on voit se dessiner trois types assez différenciés d'attitudes économiques. Un type « libéral-social », bien incarné par le Danemark, met l'accent sur les vertus de la concurrence, au niveau individuel comme au niveau national, tout en valorisant la protection par l'État. Un type « libéral-protectionniste » croit également aux vertus du mérite et de la récompense de la performance, mais plus au niveau individuel qu'au niveau de la

concurrence internationale. Enfin, un type « étatiste-égalitariste », dont l'archétype est la France, met d'abord l'accent sur la protection (des individus par l'État, de l'économie nationale contre la concurrence mondiale) et prône l'égalité plutôt que le mérite⁵.

Tableau 1 : attitudes des jeunes à l'égard de l'économie et de la science

	A : des impôts bas; B : un bon système de protection sociale.	A : une société où les richesses sont équitablement réparties; B : une société où la performance individuelle est récompensée.	A : le libre-échange et la concurrence mondiale; B : la protection de l'industrie nationale.	A : la science et la rationalité; B : les valeurs spirituelles.
Danemark	45,7	37,2	7,6	7,3
Suède	30,3	22,4	12,5	4,9
Espagne	31,1	17,8	19,2	7,7
Finlande	35,1	32,8	19,7	17,5
Norvège	33,8	15,9	20,7	8,9
Pologne	23,2	36,3	21,0	11,1
États-Unis	14,1	36,3	21,8	26,9
Royaume-Uni	18,3	28,7	22,4	10,4
Allemagne	22,7	29,6	23,1	7,0
Italie	10,0	21,4	23,1	8,7
Estonie	39,9	27,5	28,0	20,7
France	35,3	22,8	28,0	7,8
Russie	40,4	48,2	31,3	14,8
Europe	24,5	26,6	22,2	8,9
Total	29,2	29,0	21,5	11,7

Lecture : pourcentage de jeunes indiquant les positions 6 ou 7 sur les échelles A (1)-B (7) en sept positions. Plus le pourcentage est élevé, plus les répondants d'un pays sont proches de la position B. À l'inverse, plus le pourcentage est faible, plus ils sont proches de la position A. En gris foncé, les pourcentages supérieurs à la moyenne, en gris clair les pourcentages inférieurs à la moyenne. Les Danois, par exemple, sont plus que la moyenne en faveur d'un bon système de protection sociale, d'une récompense de la performance individuelle, mais nettement moins en faveur du protectionnisme.

5. Ces types d'attitude économique ne sont pas sans correspondre avec les types d'État providence mis en lumière par Esping-Andersen (1999) (« conservateur », « social-démocrate » et « libéral »).

Les positions à l'égard de la science et de la rationalité constituent un autre aspect de la modernité. Globalement, les attitudes sont moins équilibrées que celles qui viennent d'être examinées vis-à-vis du changement et de la tradition ou de l'économie et penchent plus nettement en faveur du pôle de la rationalité⁶. Le pourcentage d'Européens qui se situent résolument du côté des « valeurs spirituelles » (par opposition à « la science et [à] la rationalité ») est relativement faible (9%, voir tableau 1, ci-dessus). Mais le contraste entre l'Europe et les États-Unis est saisissant : la jeunesse américaine choisit trois fois plus souvent que ses homologues européennes les positions sur l'échelle les plus proches des « valeurs spirituelles » (27% contre 9%). Ce résultat illustre certainement l'importance de la religion aux États-Unis, mais il n'est sans doute pas sans lien avec les récentes attaques dont la science et les résultats scientifiques les mieux établis ont été l'objet dans ce pays, comme l'a montré la polémique sur le créationnisme. Là encore, un pays supposé se situer à la pointe de la modernité, de par son évolution économique et sociale, paraît pourtant plutôt réservé à l'égard de valeurs – ici « la science et la rationalité » – censées justement incarner cette modernité. C'est une nouvelle illustration du fait, souligné il y a déjà longtemps par Huntington (1971), que la modernité n'implique nullement le pur et simple abandon des valeurs traditionnelles.

SENTIMENT D'APPARTENANCE ET DE CONFIANCE

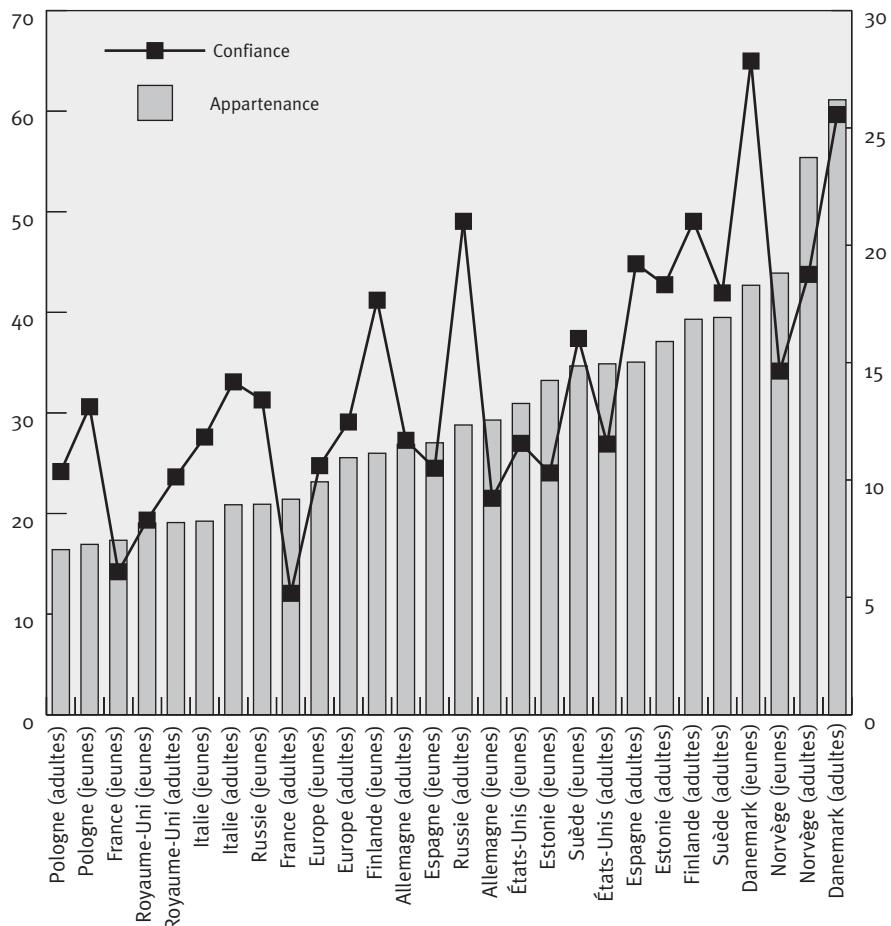
L'intégration sociale repose en grande partie sur le sentiment d'être membre d'un ensemble commun, de partager des valeurs et de nouer des contacts avec les membres du groupe auquel on appartient. On peut donc aborder la question de l'intégration en mesurant à quel point les membres d'une même entité – ici une société nationale – partagent les mêmes valeurs et entrent en relation les uns avec les autres sans manifester d'ostracisme ou de méfiance. L'enquête sur les jeunes réalisée à la demande de la Fondation pour l'innovation politique aborde la question de manière plus directe, en interrogeant les personnes sur le degré de leur sentiment d'appartenance à la société dans laquelle elles vivent. Ces résultats révèlent des contrastes très marqués entre les sociétés étudiées (voir figure 3, ci-dessous).

Les sociétés des pays d'Europe orientale étudiées ici montrent, à l'exception de l'Estonie, un faible sentiment d'appartenance, mais elles sont rejoints par celles des pays d'Europe de l'Ouest, comme la France, le Royaume-Uni et l'Italie. Ces résultats confirment des faits bien établis : les pays de l'Est sont faiblement intégrés, car l'après-communisme a généré des bouleversements sociaux, économiques et identitaires, dont les turbulences sont loin d'être apaisées (Galland et Roudet, 2005). Les travaux fameux de politistes américains (Banfield, 1958; Almond et Verba, 1963; Putnam, 1993) ont mis en évidence que les sociétés méditerranéennes se caractérisent par un faible niveau d'intégration sociale, et ces résultats issus de monographies ont été confirmés par des enquêtes auprès de larges échantillons – comme l'enquête européenne sur les valeurs ou l'European Social Survey (Galland et Lemel, 2007). Sur ce plan, la France se rattache sans conteste au groupe des sociétés méditerranéennes. Il peut paraître plus surprenant de trouver les jeunes Britanniques dans ce groupe des Européens

6. La valeur moyenne de l'échelle science-rationalité (1)/valeurs spirituelles (7) est de 3,1 en Europe.

faiblement intégrés, mais ce résultat est également confirmé par les autres enquêtes citées, et nous verrons tout au long de ce chapitre que les jeunes Français et les jeunes Britanniques sont, sur beaucoup de conceptions de leurs rapports à la société, très proches les uns des autres – beaucoup plus proches en tout cas que ne le laisseraient supposer les contrastes apparents de leurs sociétés respectives. Notons que le sentiment d'intégration des jeunes Américains est relativement élevé, beaucoup plus que celui de la moyenne européenne. La crise du capital social diagnostiquée par Putnam ne semble pas avoir conduit à un effondrement du sentiment d'appartenance des Américains à leur société.

Figure 3 : sentiment d'appartenance et confiance dans les autres



Lecture : l'échelle de gauche correspond au pourcentage de personnes d'accord avec l'affirmation « je sens que j'appartiens à la société dans laquelle je vis » (réponses 6 ou 7 sur une échelle de 1 à 7); l'échelle de droite correspond au pourcentage de personnes déclarant avoir confiance dans les gens en général (réponses 6 ou 7 sur une échelle de 1 à 7).

Tous les auteurs de ces travaux insistent également sur la notion de « confiance » comme élément central du capital social et du sentiment d'appartenance. La figure 3 montre que, dans l'ensemble, la confiance dans les autres est bien corrélée au sentiment d'appartenance sociétale : les sociétés à faible niveau d'appartenance – dans l'est et dans le sud de l'Europe – sont aussi des sociétés de la méfiance. L'intégration se construit sur le sentiment de pouvoir partager avec d'autres des valeurs et des relations, ce qui implique un niveau relativement élevé de confiance spontanée. Sur ce plan, la France se distingue par un niveau de confiance interpersonnelle particulièrement bas (le plus bas de l'ensemble des pays étudiés, pour les jeunes comme pour les adultes). Cette crise de l'intégration française a déjà été diagnostiquée à partir d'autres sources de données (Galland, 2008). Elle peut s'expliquer, au moins en partie, par la baisse de l'intégration religieuse et politique.

Durkheim voyait dans la religion un des supports principaux de l'intégration sociale : en communiant dans des rites communs, les individus célébreraient en fait leur appartenance à une même société. Il est vrai que la France est un pays très sécularisé (voir figure 2, plus haut) et que l'affaiblissement, voire la disparition, de la socialisation religieuse n'a pu manquer d'avoir des effets sociaux. L'analyse des effets de la religiosité sur l'intégration sociale est cependant très complexe. Pour preuve, certains pays encore très religieux, comme l'Italie, sont faiblement intégrés, alors que d'autres très sécularisés, comme les pays nordiques, restent au contraire très fortement intégrés. D'autres facteurs se mêlent donc à l'effet religieux. Dans le cas de l'Italie, par exemple, des facteurs culturels pan-méditerranéens – ce que Banfield avait diagnostiqué sous l'expression d'« amoralisme familial » – affaiblissent l'identité et les pratiques collectives. L'Italie est par ailleurs un pays où l'État est faible et où les particularismes locaux ou régionaux sont très forts. Dans les pays du nord de l'Europe, la sécularisation se combine avec un sentiment d'identité collective très puissant : même si la religiosité individuelle est faible, la culture protestante reste un ciment de l'identité collective. Max Weber a expliqué ce particularisme protestant comme la volonté de manifester la gloire de Dieu dans le monde (et de croire ainsi au salut personnel de l'âme). Cette trame culturelle des sociétés protestantes, liée à leur passé religieux, semble perdurer. D'ailleurs, la sécularisation n'y a pas pris le tour d'une séparation radicale entre l'Église et la société – comme ce fut le cas en France – et continue de véhiculer des valeurs de participation collective (les taux d'adhésion aux syndicats sont par exemple très élevés dans les pays du nord de l'Europe).

Cependant, même si l'explication religieuse est importante, elle ne peut être retenue comme facteur unique de l'intégration (sans quoi d'ailleurs la sécularisation conduirait presque inévitablement à la désagrégation des sociétés occidentales). Dans un travail à paraître (Galland, 2008), nous cherchons à estimer les effets respectifs de la religiosité, de la politisation et de l'appartenance nationale sur un score de participation sociale. Il en ressort bien que la religiosité a l'effet le plus important (devant l'appartenance nationale et la politisation), mais que, une fois qu'on a tenu compte de ces facteurs religieux et politique, l'effet national reste tout aussi puissant. Autrement dit, les différences d'intégration sociale entre les sociétés européennes ne sont pas réductibles à un simple effet religieux ou politique (même si ceux-ci existent).

Tableau 2 : scores de confiance dans les institutions et dans différents groupes sociaux

		Le gouvernement de votre pays	Les médias	Les sociétés multinationales	Les ONG	Les gens en général	La police et la justice	Les institutions religieuses	Total
1	Finlande	12	13	9	6	12	12	9	73
2	Danemark	13	9	3	12	13	13	1	64
3	États-Unis	9	7	11	7	6	8	13	61
4	Estonie	5	11	13	8	4	7	10	58
5	Suède	10	2	8	11	11	10	2	54
6	Italie	6	6	10	10	7	3	11	53
7	Pologne	1	12	12	5	8	2	12	52
8	Norvège	11	4	4	4	10	11	7	51
9	Espagne	7	8	2	13	5	5	4	44
10	Russie	8	10	7	1	9	1	6	42
11	Allemagne	3	5	6	3	3	9	5	34
12	Royaume-Uni	4	3	5	2	2	4	8	28
13	France	2	1	1	9	1	6	3	23

Lecture : dans chaque colonne, le score d'un pays correspond à son rang dans le classement du pourcentage de confiants envers l'institution considérée. Ainsi, les jeunes Polonais sont les moins nombreux à déclarer avoir confiance dans le gouvernement de leur pays, alors que les jeunes Danois arrivent en tête. La dernière colonne (« Total ») additionne pour chaque pays la totalité des scores institutionnels. Les pays sont classés dans le tableau par ordre décroissant de score total.

Les causes de la crise de l'intégration française ne doivent donc pas être recherchées dans la seule absence, maintenant presque totale, de socialisation religieuse ou dans l'affaiblissement de la socialisation politique. Il s'agirait aussi d'une crise de confiance plus générale dans la société, ses élites et ses structures. Les résultats concernant la confiance dans les institutions permettent d'établir un classement des pays assez proche de celui qui résulte du sentiment d'appartenance : les jeunes Nordiques ont un niveau de confiance élevé qui se manifeste à l'égard de toutes les institutions, mais surtout de celles qui obtiennent les scores moyens de confiance les plus hauts, comme les Nations unies, la police et le système judiciaire (voir tableau 2, ci-dessus). Dans ce dernier cas, l'écart entre certains pays scandinaves et la moyenne européenne est particulièrement fort⁷. C'est le cas aussi des jeunes Américains, qui ont par rapport à leurs homologues européens un

7. Score moyen de 5 au Danemark, de 4,7 en Finlande, de 4,4 en Norvège, contre 3,6 pour la moyenne européenne.

score particulièrement impressionnant de confiance dans les institutions religieuses (18 % de forte confiance contre 5,5 % pour la moyenne européenne). En queue de peloton, on retrouve à nouveau la France et le Royaume-Uni, auxquels s'ajoute cette fois l'Allemagne. Le noyau central de l'Europe semble atteint d'une crise de confiance institutionnelle que ne justifie pas *a priori* son niveau de prospérité. On notera que la Pologne enregistre des résultats très contrastés, les jeunes Polonais manifestant une très faible confiance dans leur gouvernement, la police et la justice, mais, comparés à leurs homologues étrangers, une très forte confiance dans les médias, les sociétés multinationales et les institutions religieuses. On constate que les bouleversements sociaux consécutifs à l'effondrement du communisme ont probablement généré à la fois un désordre et des perturbations sociales qui entament la confiance placée dans les institutions régaliennes ; des attentes fortes dans celles qui annoncent peut-être l'avènement d'une société nouvelle.

Un mot sur les différences entre jeunes et adultes, telles qu'elles apparaissent dans la figure 3 (voir ci-dessus). Pour l'ensemble des pays, les résultats des jeunes et des adultes d'une même contrée sont comparables. Les jeunes d'un pays donné sont plus proches, dans la plupart des cas, de leurs concitoyens adultes que des autres jeunes de nationalités différentes. Autrement dit, les différences nationales l'emportent sur les différences de génération : c'est un résultat que nous aurons l'occasion de vérifier à nouveau.

CONSTRUCTION IDENTITAIRE : ENTRE CONFORMISME ET AFFIRMATION DE SOI

Comme le montre le tableau 3 (voir ci-dessous), les jeunes ont des repères identitaires assez classiques : la famille, la formation, le travail et la situation familiale (célibataire, marié, etc..) sont parmi les plus cités. La famille d'origine et les rôles adultes que les jeunes seront amenés à assumer constituent les fondements de leur identité. Il n'y a donc pas de remise en cause chez les jeunes, contrairement à ce qu'on entend parfois, des fondements de l'identité adulte : les jeunes, quelle que soit leur origine nationale (y compris aux États-Unis), se définissent d'abord par ces éléments fondamentaux de statut que constituent la famille et le travail (la formation étant le moyen d'y accéder). On notera que la situation familiale occupe une place moins importante dans certains pays – comme le Danemark, l'Italie et l'Espagne –, probablement parce que les changements concernant ce registre sont très précoce dans le cycle de vie pour le premier pays, et très tardifs pour les deux suivants.

Les amis constituent également une référence identitaire très importante pour les jeunes. On sait que leur place croît sensiblement depuis plusieurs années, le groupe des pairs jouant un rôle de plus en plus affirmé dans le processus de socialisation à l'adolescence : dans une certaine mesure, pour cette période de la vie, l'influence passe des pères aux pairs (Pasquier, 2005). Cela n'empêche pas les adolescents d'avoir une vision relativement conformiste de leur avenir, mais leur vie culturelle et leur sociabilité ont en partie échappé à l'influence des parents et de l'école. Le pourcentage de jeunes jugeant les amis comme un élément très important de leur identité est d'ailleurs souvent très proche de

celui qui concerne la famille – et parfois supérieur. Même dans des pays très traditionnels, comme la Pologne, cette influence des amis ne se dément pas.

Tableau 3 : classement par ordre décroissant et par pays des items identitaires les plus cités par les jeunes

	Famille	Amis	Formation	Profession	Langue	Situation familiale	Orientation sexuelle	Nationalité	Âge	Communauté locale	Religion	Identité européenne	Groupe ethnique
Danemark	1	2	3	4	5	8	7	6	9	11	12	10	13
Estonie	1	2	3	4	5	7	6	8	9	11	13	12	10
France	1	2	5	3	6	4	7	9	8	11	13	10	12
Finlande	2	1	5	3	6	4	7	8	9	10	12	11	13
Allemagne	2	1	3	4	5	6	8	9	10	7	13	11	12
Italie	1	2	3	4	6	8	5	9	7	11	12	10	13
Norvège	1	2	5	4	6	3	7	8	9	10	12	13	11
Pologne	1	2	3	4	5	7	6	9	12	11	8	10	13
Russie	1	2	3	4	7	6	5	8	10	9	13	11	12
Espagne	2	1	3	4	5	9	8	6	7	10	13	11	12
Suède	1	2	3	4	6	5	7	8	9	10	13	12	11
Royaume-Uni	1	2	3	4	7	6	8	5	9	11	10	13	12
États-Unis	1	2	3	4	8	6	7	9	10	11	5		12
Total	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13

Lecture : chaque chiffre correspond au classement par ordre décroissant de l'item dans le pays considéré. Par exemple, au Danemark, la famille est l'item le plus cité, avant les amis et la formation. Les items sont classés dans le tableau en fonction de leur ordre d'importance dans la population totale.

Ces résultats généraux sont bien connus. Il est un peu plus étonnant de constater que la langue et l'orientation sexuelle occupent un rang assez élevé dans le classement des références identitaires des jeunes. La référence à la langue exprime sans doute le fait, somme toute de bon sens, que les aires culturelles, pour les jeunes comme pour les adultes, se définissent largement au travers des aires linguistiques. Parler une langue commune, c'est – évidemment – d'abord ce qui rassemble les habitants d'un même pays, et, au-delà, parler des langues proches pour ceux qui appartiennent à une même aire linguistique (celle des langues romanes, par exemple) contribue sans doute à des formes de reconnaissance mutuelle. Il peut sembler rassurant de constater que cet élément fondamental de la culture commune,

la langue, soit considéré par les jeunes eux-mêmes comme un élément de leur culture. On ne peut évidemment écarter l'hypothèse que cette langue à laquelle il est fait référence n'est pas toujours la langue officielle et qu'elle peut aussi être inventée par les jeunes pour communiquer entre eux grâce aux nouvelles technologies (*chats, SMS, Internet, etc.*).

La référence assez fréquente à l'orientation sexuelle (28% des jeunes Européens et 36% des Américains la citent comme un élément important de leur identité) est peut-être plus surprenante. Il n'est pas sûr que la question ait été bien comprise. En effet, « orientation sexuelle » signifie choix du partenaire en fonction de son sexe et renvoie donc à une éventuelle orientation homosexuelle. Or, contrairement à ce que pense l'opinion, les pratiques homosexuelles sont relativement peu répandues, et l'immense majorité des jeunes partagent donc la même orientation sexuelle. La récente enquête menée en France par l'INED et l'INSERM (Bajos et Bozon, 2007) montre que 4% des hommes et des femmes de 18 à 69 ans déclarent avoir déjà eu des rapports avec des personnes du même sexe (1,6% des hommes et 1% des femmes au cours des douze derniers mois). La fréquence de citation de l'orientation sexuelle dans la définition de l'identité des jeunes ne s'explique donc pas par des pratiques homosexuelles qui seraient très répandues parmi eux : celles-ci restent très minoritaires. Deux explications sont possibles. Ce choix traduit peut-être l'influence des débats publics autour des questions homosexuelles – ou plus récemment de l'homoparentalité – et manifeste la tolérance des jeunes à l'égard de ce sujet. Cela peut aussi simplement s'expliquer comme une référence assez vague à la sexualité en tant qu'élément important de l'identité.

Une autre façon de lire ces résultats est de comparer les réponses des jeunes à celles des adultes. Les jeunes donnent des réponses relativement conformistes, mais diffèrent-elles cependant de celles des adultes par leur degré d'adhésion ou à propos de tel ou tel item particulier ? Le tableau 4 (voir ci-dessous) montre que les jeunes surinvestissent beaucoup deux items particuliers : « les amis » et « l'âge ». Ils choisissent ces deux définitions de leur identité toujours plus souvent que les adultes et parfois dans des proportions très élevées pour « les amis » – par exemple en Pologne, en Estonie, au Danemark et en Allemagne. Un seul item est beaucoup plus souvent choisi par les adultes que par les jeunes : « la famille ». L'enquête réalisée à une date donnée ne permet pas de tirer d'enseignements quant aux évolutions des attitudes des jeunes, mais ce double résultat souligne néanmoins l'importance, probablement grandissante, de l'univers du groupe des pairs dans les références identitaires juvéniles.

Tableau 4 : écarts entre les pourcentages d'accord des adultes et ceux des jeunes (réponses 6 et 7 sur une échelle de 1 à 7) avec les items identitaires

	Nationalité	Groupe ethnique	Religion	Formation	Langue	Famille	Amis	Âge	Situation familiale	Profession	Orientation sexuelle	Communauté locale	Identité européenne	Somme des écarts
Espagne	- 3,95	- 0,60	- 3,60	- 2,21	- 1,37	- 6,41	2,50	6,94	2,35	0,10	- 0,83	- 4,21	- 0,61	35,68
Europe	- 1,20	0,68	- 0,17	1,89	0,09	- 6,57	6,93	4,97	3,64	4,22	3,89	0,42	- 1,11	35,78
États-Unis	2,33	5,45	- 3,04	6,28	- 1,27	- 3,50	4,26	8,37	0,08	5,33	2,27	0,01	0,00	42,19
Russie	5,30	- 0,91	- 3,30	1,73	- 1,42	- 10,41	5,40	- 2,66	- 6,04	- 0,43	4,80	1,91	- 2,43	46,74
France	- 2,49	4,10	2,47	3,76	2,01	- 7,31	4,76	5,79	6,22	3,03	1,03	- 1,42	- 4,38	48,77
Allemagne	2,66	1,62	3,25	- 1,59	0,53	- 4,86	8,54	4,97	10,81	1,79	5,20	4,51	- 0,34	50,67
Italie	- 0,19	- 2,40	- 3,27	0,94	3,11	- 5,75	4,87	0,50	- 3,23	9,62	8,29	4,43	- 4,90	51,50
Royaume-Uni	- 5,82	- 0,84	- 3,72	- 0,75	- 7,00	- 6,37	5,24	7,68	- 3,45	7,16	- 1,09	- 3,69	1,61	54,42
Estonie	- 3,73	- 4,42	3,71	0,08	1,73	- 4,08	11,55	6,89	6,02	2,12	12,44	1,08	- 1,78	59,63
Pologne	1,26	1,95	0,02	6,26	6,76	- 6,40	16,92	2,01	7,48	5,72	7,75	1,43	2,35	66,31
Finlande	- 7,00	- 0,01	- 1,37	2,38	- 5,30	- 13,13	4,87	7,17	9,81	3,06	9,02	- 1,95	- 5,18	70,25
Norvège	- 1,97	1,00	6,21	9,95	- 3,77	- 12,22	1,48	8,70	3,14	4,21	5,89	- 8,56	- 4,76	71,86
Danemark	- 1,45	- 3,42	1,40	12,62	- 7,01	- 8,03	10,67	5,91	- 1,78	- 8,04	7,33	- 5,11	- 2,80	75,57
Suède	4,47	6,15	5,57	18,78	0,78	- 12,47	4,00	8,14	4,46	5,31	4,44	2,53	5,68	82,78
Total	- 0,84	0,60	0,30	4,29	- 0,87	- 7,68	6,57	5,38	2,82	3,09	5,03	- 0,62	- 1,33	39,42

Lecture : chaque case est égale au pourcentage de réponses 6 et 7 des jeunes, moins le pourcentage de réponses 6 et 7 des adultes. Un écart positif indique une plus grande importance accordée à l'item par les jeunes, un écart négatif une plus grande importance accordée par les adultes. Les écarts les plus nets (5 points ou plus) sont en gris foncé pour les jeunes, en gris clair pour les adultes. La dernière colonne du tableau correspond à la somme des valeurs absolues des écarts. Elle donne une indication de la « distance » globale séparant les jeunes des adultes sur les questions identitaires. Les pays sont classés dans le tableau par ordre croissant de cette distance globale.

Le tableau 4 (voir ci-dessus) permet aussi d'établir un classement des écarts identitaires entre les jeunes et les adultes : certaines sociétés européennes – espagnole, russe, française, allemande, italienne – sont très ou relativement homogènes d'un point de vue générationnel sur le plan des critères de définition de soi; d'autres au contraire – la société polonaise et celles des pays nordiques – sont très hétérogènes. Pourtant, les sociétés nordiques ne sont pas des sociétés conflictuelles, alors que c'est plus le cas des sociétés française ou italienne. On peut donc en conclure que l'affirmation d'une spécificité juvénile n'est pas en elle-même une source de tension sociale. C'est peut-être au contraire lorsqu'ils peuvent affirmer leur particularité dans une société qui l'accepte

que les jeunes y trouvent le mieux leur place. D'ailleurs, les jeunes Nordiques sont les plus nombreux à déclarer avoir beaucoup en commun (concernant la culture, les valeurs et le mode de vie) avec leurs compatriotes (entre 30 et 40 % l'affirment), tandis que les Français, les Allemands ou les Britanniques sont les moins consensuels (entre 13 et 20 % disent avoir beaucoup en commun), bien que ces jeunes affirment peu de traits identitaires distinctifs. Il est vrai également que les sociétés du nord de l'Europe connaissent une mobilité sociale et professionnelle plus importante, permettant sans doute aux générations nouvelles d'envisager l'avenir dans des termes sensiblement différents de ceux de leurs parents.

Mais la construction de l'identité ne résulte pas simplement de choix ou de processus de transmission. Elle résulte aussi des interactions sociales : le regard des autres et celui que portent les jeunes sur eux-mêmes, médiatisés par les normes extérieures, constituent de puissants obstacles ou aides à la construction de soi.

En ce qui concerne l'apparence et de l'estime de soi, les jeunes tentent de répondre à des aspirations contradictoires dans les sociétés modernes : ils veulent se distinguer, mais ils désirent aussi se conformer aux attentes de la société, puisque l'objectif de l'impressive majorité d'entre eux est de s'insérer dans les cadres sociaux habituels, comme on vient de le voir. Les résultats présentés dans le tableau 5 (voir ci-dessous) illustrent bien cette tension. L'estime de soi est un élément fondamental de la construction de la personnalité, et une très forte proportion de jeunes (70 % en moyenne) considèrent ainsi qu'il est extrêmement important d'être à la hauteur de leurs propres attentes. Bien évidemment, ces attentes sont très largement produites par la société, même si les jeunes n'en ont pas forcément conscience. Il y a donc là un élément puissant de conformisme, qui varie évidemment en fonction des situations sociales et des sociétés nationales. On voit par exemple que dans la société française, la pression sociale semble s'exercer plus fortement sur les jeunes que dans d'autres sociétés occidentales : les jeunes Français sont relativement moins nombreux à déclarer suivre leurs propres attentes ou faire toujours ce qu'ils veulent, mais plus nombreux que tous les autres – en dehors des Russes – à dire qu'il est important de se conformer aux attentes des autres. La pression et l'évaluation scolaires, si importantes aux yeux des familles et des jeunes Français, ne sont sans doute pas étrangères à ce résultat. À l'inverse, les sociétés américaine ou danoise, par exemple, semblent laisser une plus grande place à l'autoévaluation.

Tableau 5 : importance de l'apparence et de l'estime de soi chez les jeunes

	Important d'être à la hauteur de mes propres attentes	Ennuyeux d'être comme tout le monde	Important pour moi d'être beau	Important d'être à la hauteur des attentes des autres	je fais ce que je veux	Pas mon problème de provoquer les autres	Important de ne pas trop se faire remarquer	Important d'être à la mode	Important que mes amis me ressemblent
Danemark	74,5	42,7	33,8	20,3	14,3	12,6	7,5	9,7	4,2
Estonie	78,9	49,9	47,4	17,9	22,4	12,6	12,7	29,1	7,8
France	67,8	47,8	23,2	31,9	13,4	10,2	23,8	7,3	4,9
Finlande	64,5	42,1	14,0	1,7	13,4	20,5	2,4	4,9	5,6
Allemagne	76,4	47,8	39,5	23,5	24,3	22,0	22,4	7,0	12,5
Italie	71,5	46,8	22,5	24,8	18,5	14,8	13,2	17,0	16,3
Norvège	63,8	42,3	40,7	18,7	12,1	14,2	7,1	4,7	4,6
Pologne	69,8	62,4	49,2	5,8	25,4	21,1	30,4	17,5	6,4
Russie	75,7	61,8	58,2	40,4	22,0	32,5	16,8	32,6	13,5
Espagne	71,3	44,3	33,7	19,7	14,5	13,3	16,3	8,6	4,2
Suède	63,7	37,8	34,7	19,1	17,6	14,5	6,3	7,1	7,3
Royaume-Uni	61,4	45,9	28,7	12,9	14,5	7,5	11,3	9,8	9,3
États-Unis	76,9	49,8	37,0	18,2	19,9	12,1	18,9	17,4	17,3
Europe	69,8	47,9	32,0	20,1	18,3	14,9	17,9	10,6	9,1
Total	70,4	47,8	35,3	19,6	17,9	15,9	14,8	13,1	8,8

Lecture : pourcentage d'accord pour les jeunes (réponses 6 et 7 sur une échelle de 1 à 7) avec ces différentes affirmations. En gris, les pourcentages supérieurs de 5 points à la moyenne reportée dans la case « Total ».

La pression conformiste qui s'exerce néanmoins dans toute société entre en tension avec la volonté, de plus en plus affirmée dans les sociétés modernes, de se distinguer : le deuxième item le plus choisi est qu'« [il est] ennuyeux d'être comme tout le monde ». La « culture de l'apparence » (Pasquier, 2005) offre aux adolescents et aux jeunes la possibilité de se façonner un style vestimentaire et corporel sans pour autant renoncer aux bénéfices de l'intégration future. Il n'est donc pas étonnant de voir dans l'enquête l'importance prise par l'item « être beau ». D'ailleurs, comme l'a très bien montré Dominique Pasquier, cette stylisation de l'apparence n'est qu'un anticonformisme de façade : elle obéit en réalité à une puissante injonction du groupe des pairs, et ceux qui sont stigmatisés sont d'abord ceux qui renoncent à suivre ce code ou qui dérogent à la norme physique – trop petits, trop gros (Galland, 2006). On remarquera sur ce point les

aspirations très contradictoires des jeunes des sociétés d'Europe de l'Est, notamment des jeunes Russes : ces derniers portent au plus haut les aspirations conformistes (par exemple, 40 % disent qu'il est important d'être à la hauteur des attentes des autres, contre 20 % pour la moyenne européenne ; 33 % estiment qu'il est important d'être à la mode) tout en marquant fortement leur individualisme (je fais ce que je veux), voire leur rébellion (ce n'est pas mon problème si je provoque les autres).

ASPIRATIONS ET CRAINTES FACE À L'AVENIR

Les aspirations des jeunes sont cohérentes avec ce que nous venons de voir à propos de l'identité : lorsqu'on leur demande ce que signifie pour eux une belle vie, les jeunes répondent d'abord que cela consiste à avoir une famille et des enfants, à se sentir utile, à passer du temps avec ses amis et à avoir un travail passionnant et qui a du sens. Les aspirations purement matérielles – gagner beaucoup d'argent, par exemple – ne sont citées comme importantes que par une minorité (30 % environ), et les aspirations moins conformes (ne pas avoir à travailler ou devenir célèbre) sont peu choisies (12 et 8%). Sur l'ensemble de ces items assez classiques, on n'enregistre que de faibles différences entre les sociétés nationales.

Les résultats concernant les perspectives d'avenir sont beaucoup moins homogènes (voir tableau 6, ci-dessous). Dans certaines sociétés (celles des pays du nord de l'Europe et des États-Unis), les jeunes sont beaucoup plus optimistes sur la question de leur avenir personnel que dans d'autres (les sociétés française, italienne et des pays de l'Est). Des faits objectifs peuvent expliquer en partie cet optimisme des jeunes Scandinaves : des pays comme le Danemark ont réussi à faire baisser le chômage des jeunes depuis une vingtaine d'années, alors qu'il est resté à un niveau élevé en France et en Italie (deux à deux fois et demie plus élevé que celui des adultes) (Galland, 2007). On remarquera cependant que, dans presque tous les pays, les jeunes sont plus optimistes que les adultes à propos de leur avenir personnel. Mais il peut y avoir dans ce résultat un effet de cycle de vie : l'avenir des jeunes est devant eux, alors que beaucoup d'adultes, déjà installés dans des statuts stables et peu susceptibles de connaître des évolutions, peuvent avoir le sentiment que le futur ne leur réservera plus de possibilité d'évolution. Cependant, dans certains pays – les États-Unis et l'Allemagne –, l'optimisme des jeunes est beaucoup plus fort que celui des adultes, alors qu'en France, par exemple, il est équivalent.

Par ailleurs, lorsqu'on considère l'ensemble des résultats du tableau 6, on constate que dans certains pays – aussi différents que les États-Unis et la Pologne –, les jeunes sont, au sujet de leur situation personnelle et de l'évolution de celle-ci, presque systématiquement plus optimistes que les adultes. Les résultats américains sont à souligner : les jeunes affichent une très grande confiance dans leurs chances de réussite et de promotion, ainsi que dans leur capacité personnelle à influer sur le cours de leur vie. Les jeunes Français sont à l'opposé de cet état d'esprit : très faible confiance dans l'avenir et dans les possibilités d'orienter le cours de sa vie dans un sens favorable. Un certain fatalisme des jeunes Français se dégage de ces résultats, illustré par la faible proportion

d'entre eux (16%) déclarant qu'il est important d'avoir un meilleur confort matériel que leurs parents⁸.

Tableau 6 : les jeunes et l'avenir

	Mon avenir est prometteur	L'avenir de la société est prometteur	Les gens peuvent changer la société	Les gens peuvent choisir leur propre vie	J'ai une liberté et un contrôle total sur mon avenir	Je suis certain que j'aurai un bon travail dans l'avenir	Important pour moi d'avoir un meilleur confort matériel que mes parents	Important pour moi de ne pas avoir un confort inférieur à celui de mes parents
Danemark	59,6	25,9	62,9	60,2	44,7	60,0	11,8	18,1
États-Unis	54,1	17,9	63,4	61,3	51,4	59,6	31,5	36,6
Norvège	54,1	24,2	57,9	58,5	40,1	45,1	6,9	17,1
Suède	49,2	17,7	49,6	44,2	35,4	43,2	11,8	24,9
Finlande	42,8	17,6	44,5	49,4	38,1	37,5	14,8	24,9
Estonie	41,5	20,7	52,6	34,5	30,1	41,3	42,8	41,1
Allemagne	36,5	9,7	49,8	22,7	39,0	34,3	15,7	42,6
Royaume-Uni	35,9	6,9	41,4	40,7	31,1	38,6	19,1	25,4
Espagne	31,6	6,8	46,5	30,3	28,8	35,8	19,7	21,9
Russie	28,1	11,2	49,6	29,3	19,3	42,0	66,5	67,7
France	25,6	4,2	39,0	25,8	22,4	27,0	15,9	22,6
Pologne	23,6	4,7	41,4	23,5	28,1	25,3	44,5	54,2
Italie	22,6	6,7	43,6	28,3	22,9	26,0	24,2	25,9
Europe	32,0	8,1	44,8	30,6	30,2	33,0	21,3	31,3
Total	38,4	13,0	49,1	38,5	33,0	39,2	24,7	32,4

Lecture : pourcentage d'accord (réponses 6 et 7 sur une échelle de 1 à 7) avec ces différentes affirmations. Les cases en gris foncé sont celles où le pourcentage de réponses des jeunes est de 10 points supérieur au pourcentage de réponses des adultes; les cases en gris clair sont celles où le pourcentage de réponses des jeunes est de 5 points supérieur. Les pays sont classés dans le tableau par ordre décroissant des réponses à « mon avenir est prometteur ».

8. Le faible score des jeunes Nordiques sur cette question peut s'expliquer en partie par le niveau de prospérité déjà très élevé atteint par leurs sociétés. On voit ainsi, *a contrario*, que les jeunes Polonais et les jeunes Russes sont très nombreux à espérer connaître une amélioration matérielle par rapport à leurs parents. Les réponses à cette question sont donc évidemment liées au niveau de vie du pays. Un contre-exemple est fourni par les États-Unis, un des pays les plus riches du monde, où une proportion élevée de jeunes déclarent pourtant qu'il est important pour eux de connaître un meilleur confort matériel que leurs parents. Il y a manifestement dans ce pays un facteur culturel, beaucoup moins présent en Europe, qui insuffle aux jeunes une volonté de réussir et de progresser.

Par quoi est alimenté ce pessimisme ? Un début de réponse peut se trouver dans le fait que la France appartient, avec l'Italie et d'autres pays méditerranéens, au groupe de pays à « système d'emploi fermé » (Blossfeld et Mills, 2005), système qui concentre la flexibilité de l'emploi sur les jeunes. Cela se caractérise par une protection relativement élevée de l'emploi et un taux de mobilité de l'emploi relativement bas ; les formes d'emploi précaires sont hautement concentrées sur certains groupes cherchant à accéder au marché du travail (jeunes, femmes, chômeurs). Les jeunes constituent donc une des variables d'ajustement de l'économie, dans un contexte où la mondialisation et l'incertitude croissante des prévisions économiques conduisent les entreprises à rechercher une flexibilité croissante dans l'emploi de leurs ressources. Dans les pays à système d'emploi ouvert (pays scandinaves, pays anglo-saxons), où les mécanismes protecteurs de l'emploi sont faibles, la flexibilité se répartit plutôt sur l'ensemble de la population. Il y a cependant au moins deux variantes de ces systèmes d'emploi ouverts, en fonction des régimes d'État providence. Dans les systèmes libéraux anglo-saxons, les bas revenus touchent plus fortement les jeunes. Dans les pays scandinaves, le marché du travail se caractérise par une grande souplesse, mais également par un haut niveau de protection et d'indemnisation en cas de chômage, ainsi que par des politiques actives et personnalisées d'aide au retour à l'emploi. On a vu d'ailleurs à quel point les jeunes Nordiques étaient attachés à ce système protecteur (voir tableau 1, plus haut).

Les jeunes Français ont donc quelques bonnes raisons d'être moins optimistes que les Danois ou les Norvégiens. Ce pessimisme hexagonal est alimenté par une profonde crise de confiance dans les institutions et les élites, on l'a vu précédemment, mais aussi par une sorte d'« hyperconformisme » des jeunes, qui les conduit à une forme de résignation, comme si leur sort était écrit à l'avance, sans qu'ils puissent orienter le cours de leur vie dans un sens favorable. Cela apparaît dans les résultats du tableau 6 (voir ci-dessus) : les Français sont les moins nombreux à penser qu'ils ont une liberté et un contrôle sur leur avenir ou à estimer que les « gens de leur pays » peuvent choisir leur propre vie. D'autres résultats vont dans le même sens. En réponse aux questions ayant trait à l'estime de soi et au regard des autres, on a vu que les jeunes Français étaient les plus nombreux de tous les Européens à déclarer qu'il est important pour eux d'être à la hauteur des attentes des autres et les plus nombreux également à affirmer qu'il est important de ne pas trop se faire remarquer. Ces résultats évoquent le syndrome culturel mis en lumière par des sociologues comme Philippe d'Iribarne (1989) ou Marie Duru-Bellat (2006), relatif à l'importance des classements dans la culture française et au rôle primordial que joue l'école dans ces classements sociaux : en France, le diplôme n'est pas conçu comme un investissement en capital humain permettant de mieux se vendre sur le marché du travail (conception anglo-saxonne), c'est un titre, un peu comme un titre de noblesse, qui confère des droits et ouvre l'accès à une place donnée dans la hiérarchie sociale. Marie Duru-Bellat explique très bien dans son dernier livre, *L'Inflation scolaire. Les désillusions de la méritocratie*, cette conception statuaire et hiérarchisante des études dans la conception française. Les études sont d'abord conçues comme une échelle stratifiée où le niveau compte plus que le contenu. Et cette échelle est vue comme homothétique à celle de la stratification sociale. Pour les

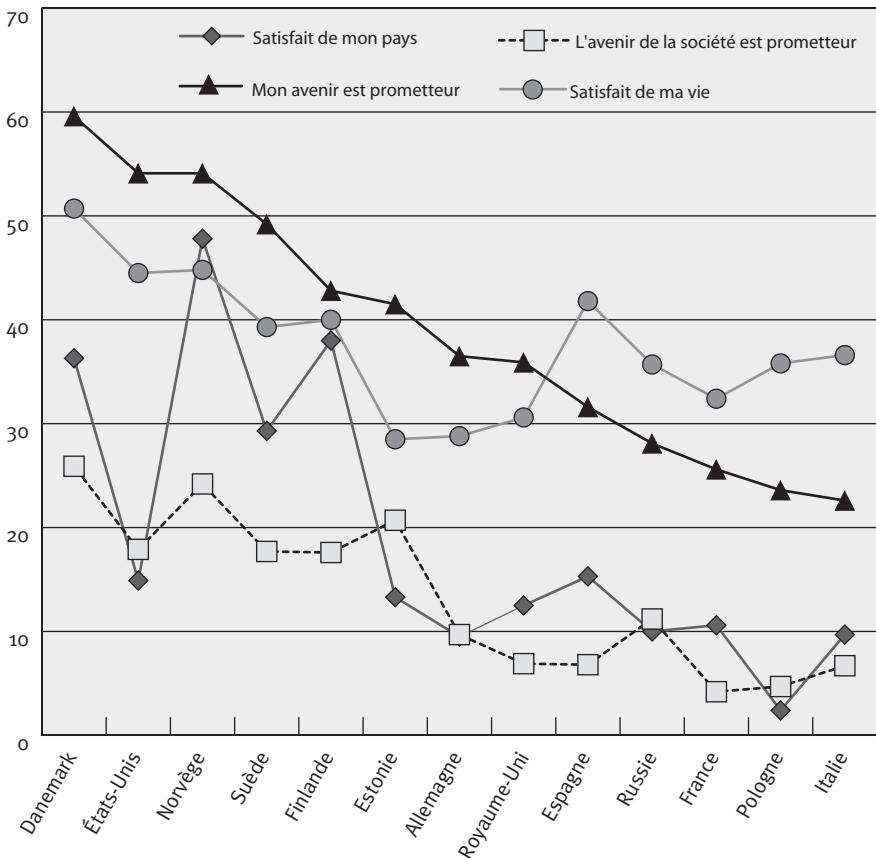
jeunes Français et leur famille, tout se joue donc là : être classé scolairement revient à être classé socialement. Cette conception classante des études est peut-être à la racine du fatalisme et du pessimisme des jeunes Français. Leur avenir ne dépend pas d'eux, mais d'une institution qui leur assigne une place dans la hiérarchie sociale.

Le cas des Polonais est également intéressant. Comparés à leurs homologues européens, les jeunes Polonais sont plutôt pessimistes. Mais on remarque aussi qu'ils sont presque systématiquement (à l'inverse des jeunes Français) plus optimistes que leurs compatriotes adultes (c'est aussi le cas des Estoniens et, dans une moindre mesure, des Russes). On a donc le sentiment que les mentalités de ces sociétés d'Europe de l'Est sont en train de bouger, que les jeunes générations se démarquent des anciennes et croient nettement plus qu'elles en leurs chances de réussite.

L'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Espagne occupent une position intermédiaire, avec des scores d'optimisme relativement proches de la moyenne européenne, mais, dans le cas de l'Allemagne surtout, avec des jeunes qui sont souvent beaucoup plus optimistes que les adultes – ce qui peut traduire un certain dynamisme des sociétés de ces pays. La France et l'Italie, au contraire, sont en queue de peloton, et la jeunesse de ces deux pays ne semble pas croire beaucoup plus que les adultes à une évolution favorable de leur situation.

Logiquement, la satisfaction qu'expriment les jeunes à l'égard de la vie qu'ils mènent ou de la société dans son ensemble est corrélée à leur optimisme par rapport à l'avenir (figure 4, voir ci-dessous).

On retrouve toujours à peu près le même classement des pays : ceux du nord de l'Europe et les États-Unis comptent la plus grande proportion de jeunes optimistes et satisfaits, tandis que la France, l'Italie et les pays de l'Est se situent à l'autre extrémité. Cependant, en dehors des pays du Nord et des États-Unis – où les jeunes sont très contents de leur vie –, le taux de satisfaction personnelle ne paraît pas spécialement corrélé aux indicateurs d'optimisme. À l'inverse, le taux de satisfaction à l'égard de la situation générale du pays est étroitement associé aux indicateurs d'optimisme. Autrement dit, et ce résultat a déjà été relevé dans d'autres enquêtes, les indicateurs qui concernent la situation personnelle et ceux qui concernent la société dans son ensemble sont relativement divergents, et il semble que ce soient plutôt les seconds qui alimentent le pessimisme et l'insatisfaction des jeunes dans les sociétés où ces indicateurs sont les plus élevés. C'est bien une crise de confiance sociétale qui génère l'insatisfaction dans ces pays.

Figure 4 : satisfaction et optimisme des jeunes

Lecture : pourcentage d'accord (personnes ayant donné une réponse 6 ou 7 sur une échelle de 1 à 7) avec la question posée.

L'étude des menaces qui, selon les personnes interrogées, pèsent sur l'avenir de la société éclaire également les causes de l'insatisfaction, quand elle est présente. Tout d'abord, dans l'ensemble, les sociétés dont les jeunes sont les plus satisfaits sont aussi celles où ils se sentent le moins menacés. C'est le cas pour la totalité des pays scandinaves, où le pourcentage de jeunes qui identifient une menace pour leur société est systématiquement inférieur (et parfois très nettement) à la moyenne européenne. Par exemple, 18% des jeunes Danois identifient le chômage comme une menace, contre 44% des jeunes Français et 47% des jeunes Italiens. On retrouve là une illustration de l'effet des systèmes d'emploi sur les attitudes : dans les pays où la flexibilité se concentre sur les jeunes, l'angoisse de perdre son emploi est beaucoup plus élevée que dans ceux où elle constitue un principe général de fonctionnement du marché du travail.

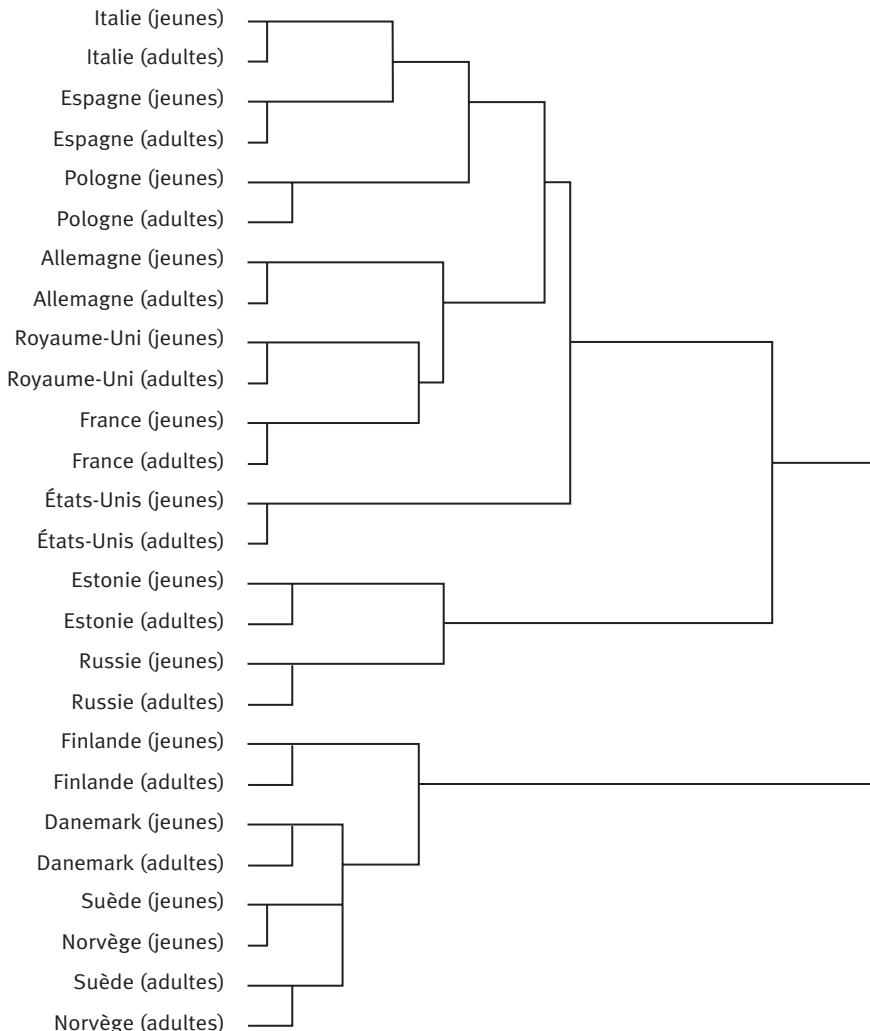
Parmi les pays où les taux de satisfaction sont élevés, les États-Unis constituent un peu une exception, car, tout en étant très satisfaits de leur vie, les jeunes Américains sont plus sensibles que la moyenne des jeunes Européens à certaines menaces : la guerre, la drogue et l'effondrement du système financier, notamment, ce qui renvoie bien à des fragilités ou à des particularités de leur société. Les Espagnols présentent une autre exception de ce type : ils sont plutôt satisfaits de leur vie, mais très sensibles à tout cet ensemble de menaces.

On peut répartir les jeunes insatisfaits de leur sort en deux groupes de pays. Tout d'abord, ceux où les jeunes sont sensibles à une multitude de menaces – c'est le cas de la Pologne, de l'Italie et de la Russie. Les jeunes de ces pays ont le sentiment de vivre dans une société particulièrement fragile et menacée aussi bien par des agressions extérieures (la guerre, le terrorisme) qu'intérieures (la pauvreté, la pollution, le crime, etc.). Cette insatisfaction sociétale repose probablement sur le sentiment que l'État est incapable de faire face efficacement à cet ensemble d'agressions qui menacent la cohésion sociale et parfois la survie de la société. Dans le second groupe de pays, où l'insatisfaction des jeunes est élevée – la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne –, ce sont des menaces plus précises qui sont souvent citées par les jeunes et qui peuvent être liées à un contexte particulier : la pauvreté et le chômage en Allemagne (la situation économique de l'ex-Allemagne de l'Est étant sans doute en grande partie à l'origine de ce sentiment); le terrorisme et la guerre au Royaume-Uni (impliqué dans la guerre en Irak et victime d'attaques terroristes récentes sur son sol); la pollution et le chômage en France (où la question de l'insertion professionnelle des jeunes reste toujours très problématique et où le débat sur les OGM fait rage).

CONCLUSION : PRÉVALENCE DES SINGULARITÉS NATIONALES

Au final, que dire des proximités et des distances entre pays révélées par l'enquête Kairos Future-Fondation pour l'innovation politique? La figure 5 (voir ci-dessous) apporte une réponse empirique fondée sur une méthode de classification statistique. Cette figure montre en premier lieu que, dans chaque pays, les jeunes se regroupent d'abord avec les adultes de même nationalité. Les spécificités nationales sont donc plus fortes que l'identité de classe d'âge : un jeune Français ressemble plus à un Français adulte qu'à un jeune Italien ou qu'à un jeune Anglais. Seule exception, les jeunes Suédois et Norvégiens, qui sont plus proches les uns des autres que de leurs compatriotes adultes. Mais la figure montre surtout une partition des pays en cinq groupes.

Figure 5 : dendrogramme sur l'ensemble des items, méthode de Ward, variables centrées-réduites



Lecture : la classification ascendante hiérarchique permet de créer une typologie groupant des individus statistiques (ici, des jeunes et des adultes par pays) par rapprochements successifs en fonction de la proximité de réponses sur un ensemble important de variables (ici, les réponses aux questions de l'enquête). Cette méthode permet d'obtenir un dendrogramme, c'est-à-dire un graphique qui représente, de gauche à droite, les rapprochements successifs des groupes d'« âge-pays ». Les groupes les plus proches les uns des autres se trouvent dans le même ensemble à gauche du graphique. La classification agrège vers la droite, dans de nouveaux ensembles, des groupes dont les ressemblances sont moindres.

Le premier groupe rassemble les pays catholiques : l'Italie et l'Espagne d'abord, puis la Pologne. La jeunesse de ces pays, réputés traditionnels, se caractérise peut-être d'abord par un désir de changement : en Espagne, l'évolution paraît extrêmement rapide dans le domaine des mœurs, comme s'il fallait rattraper les années perdues du franquisme ; en Pologne, où les jeunes sont avides de réussir et de progresser dans une société plus ouverte après l'effondrement du communisme, ce changement se manifeste dans le domaine économique et social.

Les sociétés de ces pays restent néanmoins très marquées par la religion (c'est surtout vrai pour la Pologne et l'Italie, moins pour l'Espagne) et par certaines de leurs caractéristiques traditionnelles (une faible intégration, un pessimisme concernant l'avenir personnel ou celui du pays).

Le deuxième groupe rassemble la France et le Royaume-Uni, auxquels s'ajoute ensuite l'Allemagne. Cette partie de l'Europe semble marquée par une crise de confiance généralisée, forte surtout en France et au Royaume-Uni. Il est étonnant de constater la proximité de ces deux pays, comme si les années de blairisme n'avaient pas réussi, contrairement aux apparences de relatif succès sur le plan de la politique intérieure, à insuffler à la jeunesse britannique un nouvel élan collectif. S'il est vrai que la confiance des jeunes Britanniques dans l'avenir est assez nettement supérieure à celle des Français, elle reste bien moins élevée que celle des jeunes Scandinaves. La proximité des systèmes d'emploi britannique et scandinave ne se traduit donc pas par une convergence des attitudes des jeunes appartenant à ces deux groupes de pays. Cela s'explique sans doute par le fait qu'y prévalent des systèmes d'État providence très différents, libéral dans un cas, social-démocrate dans le second (Esping-Andersen, 1999). Si les jeunes sont touchés par le chômage et la précarité dans ces pays à système d'emploi ouvert, leurs conditions de vie varient considérablement en fonction de ces régimes d'État providence et semblent moins bonnes dans les systèmes libéraux. Cette partie centrale de la « Vieille Europe » semble quant à elle plutôt craintive et repliée sur elle-même : les Français et les Britanniques sont, par exemple, les plus réticents à l'égard de la mondialisation – les raisons sont surtout sociales et économiques pour les premiers, culturelles et institutionnelles pour les seconds. La crise de confiance française est particulièrement importante : les jeunes Français comptent parmi les moins intégrés des jeunes Européens, les plus défiant envers les institutions et les gens, les plus pessimistes à l'égard de leur avenir personnel et de celui de la société. Ce pessimisme français intrigue, car il semble aller au-delà de ce qui pourrait être induit par la situation objective des jeunes. Certes, on l'a souligné, le fonctionnement du marché du travail n'est pas favorable aux jeunes Français, mais la France est malgré tout un pays prospère, pourvu d'un État fort, d'institutions solides, d'infrastructures de grande qualité. Les aides publiques en direction des jeunes sont loin d'atteindre ce que l'on connaît dans les pays scandinaves, mais elles ne sont pas négligeables pour autant⁹. Sur tous ces points, la France est, par exemple, mieux placée que l'Italie. Pourtant, sur les indicateurs de confiance et d'optimisme, elle se

9. La France se distingue notamment par une politique d'aides au logement généreuses pour les étudiants.

situe à peu près au même niveau, voire plus bas. Il y a donc d'autres paramètres à prendre en compte dans le pessimisme des jeunes Français. Ceux-là sont difficiles à identifier, et on en est réduit aux hypothèses. On en a suggéré une à propos du rôle des classements scolaires dans la psychologie collective des jeunes Français. On peut en évoquer une autre relative aux modalités d'entrée dans la vie adulte propres à la France. Celle-ci se distingue aussi bien des pays méditerranéens, comme l'Italie, que des pays scandinaves. La particularité française tient au fait que les jeunes Français quittent assez tôt le domicile parental (moins tôt que les Scandinaves, mais beaucoup plus tôt que les Italiens), sans bénéficier cependant d'un système protecteur fort équivalent à celui des pays du Nord. Au Danemark, par exemple, tout jeune est considéré comme autonome à partir de 18 ans, en conséquence de quoi il peut dès cet âge bénéficier d'une bourse lorsqu'il poursuit des études, quel que soit le niveau de revenu de ses parents. Un tel système n'existe pas en France, et les jeunes y expérimentent donc une première forme d'autonomie dans des conditions plus précaires qu'au Danemark, qu'en Suède ou qu'en Italie (où le départ de chez les parents est repoussé à un âge beaucoup plus tardif, ce qui permet aux jeunes d'accumuler des ressources en restant sous la protection familiale, afin de préparer leur installation dans la vie adulte). Il faut aussi souligner que le système d'indemnisation du chômage n'est pas favorable aux jeunes Français. Ceux qui n'ont pas travaillé suffisamment longtemps pour toucher des allocations chômage, sans doute de plus en plus nombreux avec la multiplication des contrats de courte durée, risquent de se trouver dépourvus de ressources en cas de perte d'emploi¹⁰. En faisant l'apprentissage de l'autonomie à côté de la famille (et non pas à l'intérieur de la famille, comme en Italie) sans bénéficier d'un système d'État providence de type social-démocrate, les jeunes Français vivent peut-être de façon plus angoissante le passage à l'âge adulte.

Notons enfin que le pessimisme français n'est pas réservé à la jeunesse ; il touche toute la société. Pierre Cahuc et Yann Algan (2007) ont récemment proposé une interprétation de cette crise de confiance de la société française en mettant en évidence les travers du modèle social français, fondé sur des bases corporatistes et étatistes qui contribuent à segmenter la société et à opacifier les relations sociales – ce qui favorise la recherche de rentes, entretient la suspicion mutuelle et mine les mécanismes de solidarité.

Le troisième groupe isole les États-Unis, qui ne s'agrègent que tardivement aux deux groupes européens précédents – et encore plus tardivement à l'Europe du Nord, dont nous parlerons ensuite. Les particularités des attitudes américaines, lorsqu'on les compare aux attitudes européennes, sont multiples. Deux traits ressortent peut-être plus nettement : l'importance incomparablement plus grande de la religion et des valeurs spirituelles ; l'optimisme et la confiance extraordinaires dans l'avenir – personnel et sociétal – qui anime la jeunesse américaine.

Le quatrième groupe rassemble la Russie et l'Estonie. La Russie donne souvent l'impression dans cette enquête d'un panachage de positions contradictoires : aspiration au

10. Il faut avoir travaillé six mois au cours des vingt-deux derniers mois pour pouvoir bénéficier de l'allocation d'aide au retour à l'emploi.

changement, mais attitudes souvent très traditionnelles ; adhésion à la compétition, mais aussi au protectionnisme ; volonté de conformisme, sans crainte de la provocation ou de l'individualisme. La société russe, à travers sa jeunesse, semble ainsi vivre une forte tension entre, d'une part, la volonté de changement et la pression que celui-ci exerce et, d'autre part, les craintes ou les réactions fortes suscitées par les bouleversements sociaux qui résultent de cette pression.

Le cinquième et dernier groupe, enfin, rassemble les pays scandinaves, caractérisés par une forte intégration qui alimente l'optimisme et la confiance individuelle et collective. Ces pays semblent être ceux qui sont, à travers leur jeunesse, les plus ouverts au monde extérieur et les plus en phase, culturellement, avec la mondialisation.

Au total, les différences entre pays restent très marquées. C'est également le résultat qui ressort des enquêtes européennes sur les valeurs. L'analyse de ces enquêtes effectuées sur une vingtaine d'années ne montrait pas de net mouvement de convergence des valeurs : tous les pays évoluaient à peu près dans la même direction¹¹, mais sans réduction des écarts entre eux. Il n'est donc pas étonnant de voir, au terme de l'enquête analysée ici, le maintien de forts contrastes entre les pays. Ces contrastes s'établissent notamment selon une ligne de clivage nord-sud, qui ressortait également des analyses antérieures. Ce clivage n'est pas seulement géographique, il est aussi religieux – même si bon nombre des pays concernés sont très sécularisés. Malgré la baisse de l'influence directe des Églises sur la société, les différences culturelles liées aux héritages religieux restent très fortes. Max Weber a expliqué que le service du « bien public », qui paraît préférable à tout bien personnel ou privé, est la manifestation éclatante de la gloire de Dieu dans le monde, tâche à laquelle se voue le chrétien. Même si la religiosité personnelle est aujourd'hui très faible dans les pays protestants, le sentiment d'appartenance à l'Église reste élevé et demeure associé à des valeurs civiques. Cet ethos protestant se manifeste toujours dans la conscience collective et continue d'orienter les conduites en limitant, peut-être plus qu'ailleurs, les effets de la montée de l'individualisme sur le sentiment d'intégration sociale (Bréchon, Galland et Tchernia, 2002).

11. Deux tendances principales ressortent de l'analyse des enquêtes « Valeurs » : une progression de l'individualisme des mœurs, c'est-à-dire de l'idée que chacun doit être libre de choisir sa manière de vivre et de penser ; une progression de l'intégration et de la participation sociales.

BIBLIOGRAPHIE

- ALMOND, G. A. et VERBA, S., *The Civic Culture*, Princeton, Princeton University Press, 1963.
- BAJOS, N. et BOZON, M., « Contexte de la sexualité en France », enquête ANRS, INSERM, INED, 2007.
- BANFIELD, E. C., *The Moral Basis of a Backward Society*, Glencoe, The Free Press, 1958.
- BLOSSFELD, H.-P. et MILLS, M., « Globalization, uncertainty and the early life course. A theoretical framework », in BLOSSFELD, H.-P., Klijzing, E., MILLS, M. et KURZ, K., (dir.), *Globalization, Uncertainty and Youth in Society*, Londres et New York, Routledge, coll. « Advances in Sociology », 2005, p. 1-24.
- BRÉCHON, P., GALLAND, O. et TCHERNIA, J.-F., « La dynamique des valeurs en Europe. Dimensions spatiale et temporelle », *Futuribles*, n° 277, numéro spécial sur les valeurs des Européens, 2002, p. 177-186.
- CAHUC, P. et ALGAN, Y., *La Société de défiance. Comment le modèle social français s'autodétruit*, Paris, Éditions rue d'Ulm, coll. « CEPREMAP », 2007.
- DURU-BELLAT, M., *L'Inflation scolaire. Les désillusions de la méritocratie*, Paris, Seuil, coll. « La République des idées », 2006.
- ESPING-ANDERSEN, G., *Les Trois Mondes de l'État providence. Essai sur le capitalisme moderne*, Paris, PUF, coll. « Le lien social », 1999.
- GALLAND, O. et ROUDET, B., (dir.), *Les Jeunes Européens et leurs valeurs. Europe occidentale, Europe centrale et orientale*, Paris, La Découverte, coll. « Recherches », 2005.
- GALLAND, O. et LEMEL, Y., « Tradition-modernité : un clivage persistant des sociétés européennes », *Revue française de sociologie*, vol. 47-4, 2006, p. 687-724.
- GALLAND, O. et LEMEL, Y., *Valeurs et cultures en Europe*, La Découverte, coll. « Repères / Sciences politiques-droit », 2007.
- GALLAND, O., « Jeunes : les stigmatisations de l'apparence », *Économie et statistique*, n° 393-394, 2006, p. 151-183.
- GALLAND, O., *Sociologie de la jeunesse*, Paris, Armand Colin, coll. « U. Série sociologie », 2007.
- GALLAND, O., « Valeurs des jeunes : une spécificité française en Europe ? », in ROUDET, B., (dir), *Regard sur les jeunes en France*, Presses de l'université de Laval, Québec, 2008 (à paraître).
- HUNTINGTON, S. P., « The Change to Change : Modernization, Development and Politics », *Comparative Politics*, vol. 3, n° 3, 1971, p. 283-322.
- IRIBARNE (d'), P., *La Logique de l'honneur. Gestion des entreprises et traditions nationales*, Seuil, coll. « Points essais », 1989.
- PASQUIER, D., *Cultures lycéennes. La tyrannie de la majorité*, Paris, Autrement, coll. « Mutations », 2005.
- PUTNAM, R. D., LEONARDI, R. et NANETTI, R. Y., *Making Democracy Work. Civic traditions in modern Italy*, New Jersey, Princeton University Press, 1993.

LES JEUNES ET LE TRAVAIL : DES ASPIRATIONS FORTES DANS DES MODÈLES SOCIÉTAUX DIFFÉRENTS

*Dominique Épiphanie et Emmanuel Sulzer, chargés d'études
au Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CEREQ), France*

Le rapport des jeunes au travail constitue un objet complexe, même lorsqu'on le considère au sein d'une seule société nationale. La comparaison internationale doit dès lors se nourrir des problématiques existantes et prendre simultanément en compte deux axes d'analyse.

D'une part, il convient de s'intéresser aux différences entre les jeunes et les générations qui les ont précédés. D'une génération à l'autre, les évolutions sociétales peuvent en effet transformer les conditions de transition vers l'âge adulte, au point de modifier la définition même de la catégorie «jeunes». Les travaux d'Olivier Galland (2002) ont ainsi démontré la tendance à l'«allongement de la jeunesse» sous l'effet de la désynchronisation des seuils de passage à l'âge adulte (emploi, logement, couple, famille), prolongeant par là même un état intermédiaire à l'issue de l'adolescence. Si cette tendance est indéniable, son intensité peut être fort variable d'un pays à un autre en fonction des différents modèles culturels et institutionnels d'accès à l'âge adulte.

D'autre part, il est indispensable de prendre en compte l'hétérogénéité de la jeunesse au sein d'une société donnée. Jeunes hommes et jeunes femmes, jeunes sans qualifications et jeunes diplômés sont par exemple des groupes qui se distinguent fortement sous l'angle du rapport au travail : parce qu'ils n'occupent pas les mêmes positions dans le système productif et parce qu'ils sont porteurs de valeurs liées à leur groupe social d'origine.

Un élément de complexité supplémentaire est introduit par l'ambivalence de la notion de travail elle-même : s'il est bien sûr un moyen (de subsistance physique, d'abord, d'existence sociale, ensuite), il est aussi une fin en soi, dans le sens où il constitue une valeur en tant que telle et un mode potentiel de réalisation de soi. La question du rapport des jeunes au travail doit aussi être analysée sous l'angle de cette dimension subjective, ou encore, pour reprendre la distinction qu'opèrent Nicole-Drancourt et Roulleau-Berger (2001), en appréhendant le travail dans ses dimensions instrumentale, sociale et symbolique.

Les valeurs des jeunes considérées au niveau international – qu'elles concernent le travail ou d'autres dimensions de l'existence – sont le plus souvent analysées selon deux modèles en tension : celui des tendances générationnelles et celui des modèles sociétaux.

Les travaux existants dans ce domaine (notamment Tchernia, 2005; Riffault et Tchernia, 2002) livrent des conclusions complexes : les jeunes dans leur ensemble ne rejettent guère plus le travail que leurs aînés, mais, simultanément, accordent beaucoup plus d'importance que ceux-ci aux loisirs. Ce constat doit cependant être nuancé en fonction du niveau global d'éducation dans les différents pays et, corrélativement, du niveau de développement économique qui, selon ces chercheurs, conditionnerait le développement de valeurs «postmatérialistes». En d'autres termes, des jeunes plus éduqués et bénéficiant de meilleures conditions

d'existence n'accorderaient pas pour autant moins d'importance au travail en lui-même, mais valoriseraient dans l'exercice de celui-ci des dimensions plus « personnelles » que ne le font leurs aînés, lesquels sont davantage axés sur la dimension matérielle.

Afin d'approfondir ces analyses, nous nous attacherons tout d'abord à explorer la question du rapport au travail qu'ont les jeunes âgés de 16 à 29 ans, grâce à une typologie classant les différents pays selon certaines grandes tendances (accent mis sur les dimensions matérielles de l'activité, sur les dimensions liées à la qualité des emplois, sur les dimensions symboliques du travail...). Nous verrons ainsi qu'il existe de fortes cohérences entre, d'un côté, la vision des jeunes vivant dans les pays récemment intégrés dans l'économie de marché et, de l'autre, celle des jeunes de pays déjà fortement ancrés dans une tradition de régulation de l'économie.

Au-delà de ces tendances générales, nous nous attacherons ensuite à mettre en lumière certaines variables explicatives d'un rapport différencié à l'emploi chez les jeunes. Ainsi, nous étudierons l'effet du *niveau de diplôme* (le rapport au travail, la vision du marché de l'emploi, etc., sont-ils différents selon le niveau d'instruction?). Nous aborderons également la question des valeurs liées au travail pour les jeunes des différents pays selon leur *statut d'activité* (études, emploi ou chômage) pour tenter de repérer l'écart éventuel existant entre les représentations du travail chez les jeunes encore en cours de scolarité et chez ceux qui, en emploi, ont déjà été confrontés à la réalité du marché du travail au cours de leurs premières expériences professionnelles. Puis nous analyserons la question du rapport au travail sous l'angle, fortement structurant, du *genre*. Nous viserons ici à mettre au jour, au-delà des spécificités nationales liées aux modalités propres d'organisation sociale de la division sexuelle du travail, les représentations des jeunes femmes et ce qui les distingue de leurs homologues masculins.

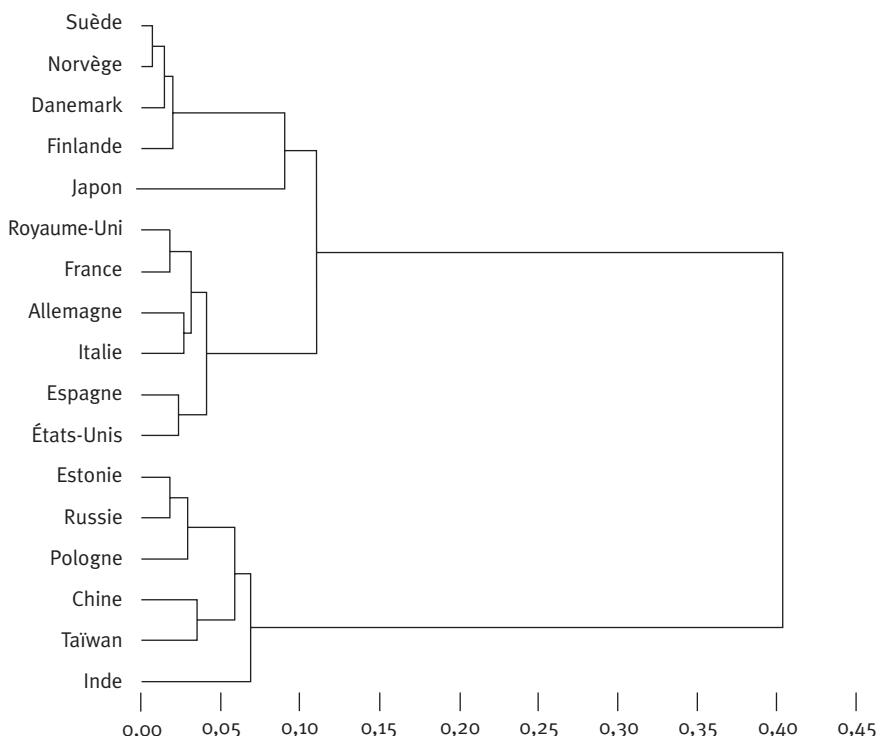
Enfin, une comparaison intergénérationnelle sera proposée, afin de tester l'hypothèse selon laquelle non seulement les jeunes auraient un rapport au travail différent de celui de leurs aînés, mais les valeurs ainsi privilégiées par ces jeunes seraient également plus homogènes d'un pays à l'autre que par rapport aux générations précédentes.

LES 16-29 ANS : QUELLES CONVERGENCES NATIONALES ?

Rappelons tout d'abord que, d'un pays à l'autre, y compris au sein de l'Europe occidentale, les jeunes rencontrent des conditions d'insertion professionnelle très diverses, dont on doit bien sûr tenir compte dans l'analyse de leurs opinions relatives au travail (Moncel, Sulzer, 2006). La place dévolue aux jeunes au sein du système d'emploi peut être considérée comme plus importante dans les pays qui se caractérisent à la fois par un taux élevé d'activité des jeunes et par un faible taux de chômage pour cette catégorie. C'est notamment le cas du Danemark et du Royaume-Uni : les jeunes entrent plus tôt dans la vie active (mais aussi plus fréquemment dans des situations de cumul emploi-études) et trouvent facilement à s'employer. À l'inverse, la France, l'Italie, l'Estonie et la Pologne se caractérisent à la fois par un taux d'activité faible et un taux de chômage élevé dans la population jeune, ce qui s'explique, au moins dans le cas de la France, par la généralisation des études à temps plein,

qui amène précocement sur le marché du travail les jeunes les moins diplômés et donc les plus exposés au chômage. Les autres pays d'Europe (Espagne, Allemagne, Finlande, Suède) se trouvent de ce point de vue dans une situation intermédiaire.

Figure 1 : dendrogramme sur les variables relatives au travail et à l'emploi (méthode de Ward)



Pour explorer cette question du rapport des jeunes au travail dans les différents pays, on a dans un premier temps sélectionné, pour les 16-29 ans, une cinquantaine d'items relatifs au travail parmi l'ensemble des questions de l'enquête Kairos Future-Fondation pour l'innovation politique. Une typologie réalisée sur l'ensemble des items retenus en fait ressortir significativement une vingtaine, qui détermine six classes (voir tableau 1, ci-dessous). L'Inde, d'une part, le Japon, d'autre part, se distinguent de tous les autres pays en formant chacun une classe; la Chine se retrouve avec Taïwan; les pays scandinaves (Finlande, Suède, Norvège, Danemark) se regroupent, de même que les pays d'Europe centrale et orientale (Estonie, Russie, Pologne). Le dernier groupe rassemble les États-Unis et les pays d'Europe occidentale; il rapproche d'abord la France et le Royaume-Uni, d'une part, l'Allemagne et l'Italie de l'autre, les États-Unis venant s'agrégner à ce groupe de par leur proximité avec l'Espagne (voir figure 1, ci-dessus). À son niveau le plus global, la

classification permet de repérer un clivage entre pays émergents (d'Asie et d'Europe de l'Est) et pays anciennement industrialisés (Europe, États-Unis, Japon).

Les profils de réponse des jeunes âgés de 16 à 29 ans dans les différents groupes permettent d'esquisser des lignes de force qui rendent compte de ces différents rapprochements (voir tableau 1, ci-dessous).

Les pays d'Europe centrale et orientale se distinguent principalement par l'accent mis sur les dimensions matérielles de l'activité – confort, salaire et position professionnelle élevés – et par la diversité des stratégies de carrière envisagées; c'est également dans ces pays, tout particulièrement en Russie, que le projet de créer une entreprise est le plus cité.

Les pays asiatiques (Chine et Taïwan, et, dans une moindre mesure, Inde) se rapprochent de ce premier groupe par l'insistance sur l'aspect financier, et par l'éventail des stratégies de carrière, mais, simultanément, soulignent davantage certaines dimensions qualitatives : horaires fixes, vacances, conditions de travail sont plus souvent cités.

Par contraste, le groupe composé des États-Unis et des pays d'Europe occidentale semble laisser de côté la dimension matérielle du travail au profit de ses aspects sociaux et symboliques : sécurité de l'emploi et sentiment de fierté à l'égard de son travail sont ici les items les plus significatifs. Le projet entrepreneurial est moins cité et le futur prend plus souvent la forme de l'acquisition d'un logement (sauf en Allemagne, pays où le pourcentage de propriétaires est d'ailleurs le plus faible d'Europe).

Les pays scandinaves se rapprochent de l'Europe occidentale en ce qu'ils soulignent peu – encore moins que dans le précédent groupe – les aspects financiers ou les responsabilités hiérarchiques. Dans ces pays (à l'exception de la Suède), les taux de réponse positive à l'item « au cours des quinze prochaines années, je souhaite gagner beaucoup d'argent » sont parmi les plus bas. En contrepartie, les jeunes Scandinaves semblent avoir une grande confiance dans leur système économique, manifestée par des réponses plus fréquentes à l'item « je suis certain que j'aurai un bon travail dans l'avenir », le projet de se former pour obtenir un emploi intéressant, et la faible prégnance des items « sécurité de l'emploi » et « le chômage représente une menace pour la société ».

Enfin, le Japon se distingue de tous les autres pays par des taux de réponses très bas à la plupart des items ; la confiance en l'avenir, l'importance de l'argent ou de la qualité de l'emploi emportent peu de suffrages chez les jeunes Japonais, qui semblent fort désabusés. Notons d'ailleurs que c'est dans ce pays que l'indicateur le plus « classique » de confiance en l'avenir, le projet d'avoir des enfants, connaît son taux le plus faible.

Tableau 1 : construction de la classification

	Classe 1 (Scandinavie)	Classe 2 (EST)	Classe 3 (EU-États-Unis)	Classe 4 (Chine-Taiwan)	Classe 5 (Inde)	Classe 6 (Japon)
Belle vie : ne pas avoir à travailler	-	-		+	++	
Belle vie : un travail passionnant et qui a du sens		+				--
Être satisfait de son travail					++	--
Je suis certain que j'aurai un bon travail dans l'avenir	+				+	--
Avoir un meilleur confort matériel que ses parents	--	++	-	+	+	-
Avoir un confort matériel au moins égal à ses parents	-	++	-	+	+	-
Menace société : le chômage	--				+	
Avoir un emploi avec une position élevée	--	++		+	+	-
Me sentir fier de mon travail				+	-	--
Avoir un poste avec beaucoup de responsabilités				-	++	+
De bonnes opportunités de carrière	--	+		++		-
Des horaires de travail fixes	--			++	+	
Un bon patron		+	-	+		--
Diriger les autres et favoriser leur développement	--			++	+	-
Un travail intéressant et constructif		+			--	--
La sécurité de l'emploi	--	+	+	+	-	--
Pouvoir voyager et travailler dans le monde entier	--	++		++		--
Beaucoup de vacances et de temps libre	-			++		
Un salaire élevé	--	++		+		-
Pouvoir influer sur mes conditions de travail		+	-	++		-
Stratégies de carrière : être beau	--	+	-	++		
Stratégies de carrière : saisir toutes les chances qui se présentent	--	+		+		-
Stratégies de carrière : avoir une bonne formation et les qualifications adéquates		+				--
Stratégies de carrière : me renouveler constamment	-	++	-	++		-
Stratégies de carrière : connaître les bonnes personnes	--	+		++		-
Stratégies de carrière : me trouver moi-même	--	+	-	++		
Formation pour gagner plus d'argent	-	+				--
Formation pour obtenir un emploi intéressant	+	+				--
Formation pour mon développement personnel	-	+		+		--
Formation pour faire la fierté de ma famille	--			+	++	-

Lecture : ce tableau permet de différencier des classes en indiquant pour chaque item le type de contribution (positive, très positive, neutre, négative ou très négative). Par exemple, l'insistance sur le confort matériel (lignes 5 et 6) est caractéristique de la classe 2 (celle des pays de l'Est).

Ce premier tour d'horizon laisse donc supposer l'existence de certaines cohérences globales entre, d'un côté, les pays récemment intégrés dans l'économie de marché ouverte, dans lesquels le travail est vu en premier lieu sous l'angle pécuniaire, et, de l'autre, les pays héritiers (certes à des degrés divers) d'une tradition de régulation de l'économie au sein desquels salaires et conditions de travail, notamment, ont historiquement fait l'objet de compromis sociaux, attribuant ainsi plus d'importance aux dimensions sociales et symboliques du travail.

Ces tendances très globales peuvent être affinées et précisées en analysant des variables regroupées autour d'un certain nombre de thèmes.

a) La future carrière

Parmi les différents items proposés en réponse à la question « ce qui est important dans votre future carrière », la proposition d'un « travail intéressant et constructif » se place nettement en tête dans la quasi-totalité des pays. Les jeunes les moins enclins à accorder de l'importance à cette dimension sont, outre les Japonais, les Britanniques et les Espagnols, dont on sait par ailleurs qu'ils privilégient respectivement la rémunération et la stabilité. La valeur intrinsèque de leur propre travail ne semble pas, loin s'en faut, être un critère secondaire aux yeux des jeunes, et il en va de même (quoique dans une moindre mesure) de la maîtrise des conditions de travail.

Les pays de l'est et du sud de l'Europe ainsi que les pays anglo-saxons se rejoignent quant à l'importance accordée aux opportunités de carrière. L'Europe centrale et orientale se distingue cependant par un goût prononcé pour les carrières internationales et l'activité indépendante, ce dernier item étant également bien représenté chez les Allemands.

b) Les stratégies de carrière

Cette question clive plus encore les groupes de pays, mais selon une tendance proche de ce qui précède : majoritaire dans tous les pays, l'importance d'une bonne formation ou qualification se situe en retrait au Japon, en Espagne et au Royaume-Uni. Les jeunes du sud et de l'est de l'Europe comptent aussi sur les relations, l'innovation (« me renouveler constamment »), les opportunités (« saisir toutes les chances qui se présentent »), voire l'apparence physique, et considèrent, comme les Français et les Allemands, qu'il est important d'« être à la hauteur des attentes des personnes ».

Être qualifié et se montrer compétent forme une stratégie de carrière « universelle », mais les jeunes des pays de l'Est envisagent de faire feu de tout bois, là où les Japonais semblent ne plus guère compter que sur l'apparence et les relations pour faire carrière.

c) Le travail comme valeur marchande et comme valeur en soi

L'importance accordée à la dimension pécuniaire du travail sépare assez nettement l'Europe occidentale du groupe États-Unis-Europe de l'Est, dans lequel les aspects financiers, l'importance de l'argent sont cités bien plus souvent. Cela peut s'expliquer par le fait qu'en Estonie, en Pologne et plus encore en Russie les jeunes sont nombreux à rechercher un confort matériel supérieur à celui de leurs parents, du fait sans doute des récents bouleversements socio-économiques.

Si l'on considère désormais les dimensions qui traduisent la valeur intrinsèque du travail, des clivages différents apparaissent. Les États-Unis se distinguent par des taux très élevés de choix des items traduisant une « éthique du labeur », tels que : le travail consciencieux comme qualité à développer (80% ont répondu 6 ou 7 sur une échelle de 1 à 7); travailler dur comme stratégie de carrière (76%); « tout le monde devrait faire de son mieux au travail quelle que soit la rémunération » (56%, en deuxième position derrière l'Italie). Si les jeunes Américains recherchent dans le travail des gratifications matérielles et des avantages individuels, cela ne les empêche pas de lui attribuer une forte valeur intrinsèque où transparaît l'héritage de l'« éthique protestante » (Weber, 1964).

À l'inverse, les jeunes Britanniques semblent peu enclins à attribuer au travail une valeur autre qu'instrumentale. Ils sont les moins nombreux à considérer que le travail apporte du sens à la vie, qu'un travail passionnant fait partie d'une « belle vie », ou encore que la profession constitue un facteur d'identité. Peut-être leurs premières expériences professionnelles, souvent faites de « petits boulots » dans le commerce et les services, ne les incitent-elles pas à adopter un tel point de vue.

Les pays scandinaves, la France, les États-Unis et le Japon présentent également des taux de réponse relativement faibles à l'item : « le travail apporte du sens à la vie », alors même que, pour la France et la Scandinavie tout du moins, le fait d'avoir « un travail passionnant et qui a du sens » est nettement valorisé. Dans ce dernier cas, l'hypothèse du « postmatérialisme » semble prendre un certain sens, dans la mesure où les jeunes tendraient à accorder une place importante au travail uniquement s'ils trouvent dans celui-ci les moyens d'une réalisation personnelle.

Les enquêtes françaises (CEREQ, 2007) montrent d'ailleurs que les jeunes, y compris les moins qualifiés, sont en quête de sens, de gratifications symboliques et de réalisation personnelle dans l'exercice professionnel, dès lors qu'ils ont acquis une certaine stabilité dans leur emploi.

Les jeunes Allemands et les jeunes Italiens semblent davantage privilégier le travail dans sa dimension sociale; ils sont les plus nombreux à le considérer comme un facteur d'identité et comme donnant du sens à l'existence.

L'Estonie, la Russie et la Pologne, rejoints en cela par l'Espagne, présentent des taux de réponses plutôt élevés concernant les indicateurs de valeur du travail, tout en se distinguant des autres pays par le souhait plus affirmé de « développer l'esprit d'entreprise ». Dans ce cas, plutôt qu'une explication en termes de matérialisme ou de postmatérialisme, on pourrait privilégier l'hypothèse d'une coexistence chez les jeunes d'une culture « traditionnelle » de la valeur travail et d'une culture « entrepreneuriale » en émergence.

d) Des attentes similaires en termes de conditions d'emploi

Au-delà de ces divergences de vues, les jeunes de tous les pays considérés (à l'exception, une fois encore, du Japon) apparaissent unanimes quant aux caractéristiques souhaitables d'un emploi : la fierté à l'égard de son travail, un environnement sain, un bon patron et des collègues sympathiques recueillent presque partout des suffrages élevés. La sécurité de l'emploi est également fortement désirée, quoi qu'un peu moins dans les pays scandinaves, en particulier au Danemark. Ce dernier pays est aussi celui où les jeunes se

déclarent le plus satisfaits tant de leur travail que de leur situation ; le désormais célèbre « modèle danois » de flexicurité semble trouver un écho favorable auprès de la jeunesse du pays.

e) Le rapport travail – hors-travail

Même si l'item « une belle vie, c'est ne pas avoir à travailler » recueille assez peu de suffrages chez les jeunes (entre 8 et 17%), il est intéressant de noter que les taux les plus élevés se rencontrent en Russie, en Espagne, en Italie, aux États-Unis, au Royaume-Uni et au Japon, et que dans les quatre premiers pays, les jeunes donnent également plus d'importance à une carrière comportant beaucoup de vacances et de temps libre.

La flexibilité horaire recueille un assentiment majoritaire, et, une fois encore, les jeunes Danois se distinguent par un rejet des horaires trop rigides.

Nonobstant le caractère fortement sexué de cette dimension, qui sera évoqué par la suite, il est intéressant de constater que c'est sur cette question de la vie « hors travail » que l'on observe la convergence la plus nette au sein de la jeunesse européenne, y compris en Russie et en Pologne qui voisinent avec la moyenne européenne. Si les dispositifs permettant la conciliation entre travail et hors-travail ne sont pas développés au même degré d'un pays à l'autre, il semble que la jeunesse incite à les mettre à l'ordre du jour. Ainsi, le droit au congé parental est assez largement plébiscité, tout particulièrement en Estonie (où il s'agit d'une innovation très récente) et en Espagne (où ce droit existe, mais sans rémunération compensatoire).

f) Le choix d'un secteur d'activité

Les secteurs d'activité professionnelle envisagés par les jeunes diffèrent plus fortement d'un pays à l'autre. L'Estonie se singularise par une fréquence plus élevée du choix de l'agriculture, du bâtiment et des transports, et se rapproche de la Russie par l'importance des réponses concernant l'industrie, le tourisme et la banque ou la finance. On devine ici la coexistence d'un modèle productif traditionnel et d'un modèle alternatif nouveau rendu possible par l'ouverture économique, et ce, même si en Russie le projet de travailler dans l'administration demeure à un niveau élevé (de même qu'en Espagne). La mise en avant de valeurs entrepreneuriales en tant qu'idéal ou projet n'exclut pas nécessairement des anticipations plus pragmatiques en fonction de l'état du marché du travail. En Europe occidentale et en Scandinavie, les jeunes semblent avoir pris acte de la tertiarisation de l'économie et privilégieraient les secteurs de la santé, de l'enseignement, de l'éducation ou encore de la recherche-développement.

De cette typologie, il ressort finalement que les jeunes manifestent presque partout des attentes fortes à l'égard de leur (futur) emploi, et que la place du travail dans leur existence actuelle et à venir demeure essentielle. Mais les formes prises par ces attentes restent marquées par des spécificités nationales qui renvoient à des facteurs économiques, historiques et parfois culturels. Ainsi, l'importance de la dimension matérielle du travail caractérise davantage les pays en phase d'expansion économique (Asie, Europe de l'Est), tandis que le travail comme moyen d'intégration sociale et de réalisation de soi semble plutôt une perception propre à la « Vieille Europe » (voire aux États-Unis, à quelques nuances près).

Au sein de celle-ci, on retrouve une spécificité scandinave faite de confiance en l'avenir et de refus plus marqué du matérialisme, et une Europe « du Sud » se montrant plus hétérogène, hésitant entre recherche de stabilité et gratifications symboliques.

Pour mieux saisir ces disparités, il faut, par-delà l'analyse de la situation des jeunes sur le marché du travail dans les différents pays, comprendre les spécificités des systèmes éducatifs nationaux.

ANTICIPATIONS SCOLAIRES ET RÉALITÉS PROFESSIONNELLES

Les travaux du CERÉQ (par exemple Maillard et Sulzer, 2005) tendent à montrer que pour les jeunes Français, le rapport au travail varie selon le diplôme obtenu et évolue selon le vécu professionnel au cours des premières années de vie active, ces deux éléments n'étant d'ailleurs pas indépendants compte tenu du lien marqué en France entre diplôme et situation sur le marché du travail. Ce constat est-il valable au-delà du cas français ?

a) Un « effet diplôme » qui demeure sociétal

En réalité, les grandes tendances décrites plus haut ne sont guère remises en cause lorsque l'on introduit la variable diplôme. Les pourcentages de réponses concernant les différents items sont plus proches chez les jeunes au sein de chaque pays quel que soit leur niveau de diplôme que chez les jeunes des différents pays ayant le même niveau scolaire. En d'autres termes, les tendances sociétales semblent l'emporter sur une éventuelle homogénéité des jeunes selon leur niveau de qualification. Le rapport des jeunes de chaque pays à l'emploi est donc, dans l'ensemble, plus lié au contexte dans lequel ils évoluent qu'à leur niveau d'instruction. On peut néanmoins déceler quelques tendances qui transcendent les disparités observées par pays.

Ainsi, dans la grande majorité des pays considérés, le rapport des jeunes à l'emploi est d'autant plus essentiel dans leur vie que leur niveau d'instruction est élevé : plus ils sont diplômés, plus ils déclarent que « les études et le travail apportent du sens à la vie ». De même, les diplômés de l'enseignement supérieur sont également ceux qui sont les plus nombreux à considérer leur « profession comme un facteur d'identité », à définir « une belle vie » par le fait d'avoir « un travail passionnant et qui a du sens » et à estimer comme important dans leur future carrière d'avoir « un travail intéressant et constructif ».

La perception du marché du travail semble également assez liée au niveau d'instruction. Les jeunes peu diplômés en ont, beaucoup plus souvent que les diplômés de l'enseignement secondaire et *a fortiori* de l'enseignement supérieur, une vision pessimiste : plus nombreux à considérer le chômage comme une menace, ils sont également beaucoup moins souvent « certain[s] d'avoir un bon travail dans l'avenir ». Parallèlement à une moindre confiance en l'avenir, les jeunes les moins diplômés affichent également un plus grand « besoin de sécurité dans l'emploi », puisque, en règle générale, ils citent plus volontiers cette modalité comme une dimension importante dans leur future carrière professionnelle. Ce besoin de sécurité se traduit également par une préoccupation affirmée d'avoir un emploi avec des « horaires de travail fixes ».

Autre grande tendance : si la possibilité d'« influer sur ses conditions de travail » et d'avoir « un poste avec des responsabilités » est plutôt le fait des jeunes les plus diplômés, la préoccupation d'avoir « un salaire élevé » (tout comme définir « une belle vie » comme « une vie où l'on gagne beaucoup d'argent ») est, à l'inverse, celui des moins diplômés. Même le choix d'un secteur d'activité se révèle peu clivant ; tout au plus peut-on remarquer au niveau global que les diplômés de l'enseignement supérieur visent plus souvent que les autres la recherche-développement, ce qui n'est guère surprenant.

Malgré ces quelques nuances, on peut affirmer que l'effet du diplôme est relativement limité au niveau international. Il ne prend véritablement sens qu'au sein d'un système éducatif donné, qui est lui-même inscrit dans un système socio-économique national spécifique. C'est pourquoi les opinions des jeunes diffèrent davantage d'un pays à l'autre que selon le niveau de diplôme au sein d'un même pays. Il faut toutefois garder à l'esprit que le diplôme pèse directement sur l'activité des jeunes. D'où la nécessité de confronter les points de vue des jeunes déjà en activité avec ceux qui sont en cours d'études.

b) Des attentes nuancées selon la place occupée dans le système d'emploi

Plusieurs études ont souligné l'écart souvent important entre les représentations du travail que les jeunes forment au cours de leur scolarité et la réalité à laquelle ils se confrontent lors de leurs premières expériences professionnelles, voire d'une période de chômage (Montelh, 2000).

Peut-on, de la même façon, discerner chez les jeunes des pays étudiés différentes valeurs liées au travail selon leur statut d'activité ? Notons tout d'abord quelques tendances générales : dans la plupart des pays, la satisfaction vis-à-vis de son travail est beaucoup plus nette (au moins 10 points d'écart) chez les jeunes qui travaillent que chez ceux qui étudient. Doit-on y voir la satisfaction d'être entré dans la vie active, ou bien celle d'avoir accédé à un emploi plus valorisant qu'un job d'étudiant dans le cas des étudiants salariés ? Quoi qu'il en soit, l'entrée dans la vie active ne semble pas dévaloriser le travail lui-même, car les jeunes en emploi sont presque partout moins nombreux que les étudiants à choisir l'item « une belle vie, c'est ne pas avoir à travailler ».

La vision qu'ont les étudiants d'un futur emploi diffère d'ailleurs quelque peu de celle des jeunes qui travaillent effectivement. Ils le conçoivent sans doute plus comme devant être situé dans la continuité des études qu'ils sont en train d'accomplir ; ils citent par exemple beaucoup plus souvent comme « stratégie de carrière » : « être bien éduqué et avoir les bonnes qualifications ». Ce point de vue est particulièrement exprimé dans les pays scandinaves et le nord de l'Europe occidentale (France, Allemagne, Royaume-Uni), alors qu'il l'est moins au sud (Italie, Espagne) et dans les pays d'Europe centrale et orientale (PECO), c'est-à-dire dans un groupe de pays pour lequel on peut supposer que l'appareil éducatif a un effet moins structurant.

Les étudiants sont également plus nombreux (que ne le sont les salariés vis-à-vis de leur travail) à considérer leurs études comme « donnant du sens à leur vie », et ils en attendent souvent un emploi avec un statut élevé et qui leur permette de voyager à travers le monde.

Les jeunes en emploi mettent pour leur part davantage l'accent sur les « conditions de travail » au sens large du terme : la souplesse des horaires, un bon revenu, un bon patron, la sécurité de l'emploi et les opportunités de carrière, etc. Sans doute l'expérience de l'activité professionnelle incite-t-elle les jeunes à considérer que ces aspects, auxquels les étudiants ne songent pas spontanément, prennent une plus grande importance dès lors qu'ils concernent directement leur quotidien. Par ailleurs, ces jeunes salariés sont nettement plus nombreux que les étudiants à privilégier « un emploi stimulant et qui a du sens, même si l'on ne peut jamais faire un break » ; les jeunes semblent ainsi faire preuve d'un désir d'implication et de réalisation dans le travail que ne permettent sans doute pas de satisfaire les emplois qui leur sont offerts en début de vie active. Il est enfin important de noter que ces écarts entre étudiants et salariés se situent plus dans le domaine du concret – donc de l'expérimentation de l'activité – que dans celui des valeurs, car ils sont très faibles concernant des opinions telles que « tout le monde devrait recevoir des indemnités de chômage même si l'emploi existe » ou « devrait faire de son mieux au travail sans regarder le salaire », alors que ces items présentent une forte variabilité d'un pays à l'autre.

Si l'on s'intéresse à présent aux jeunes qui ne sont ni en formation initiale ni en activité professionnelle, c'est-à-dire, dans la plupart des cas, ceux qui sont au chômage ou en inactivité, on constate que leurs opinions sont assez divergentes de celles des jeunes en emploi¹, et qu'elles sont moins contrastées d'un pays à l'autre. Assez logiquement, la satisfaction de ces jeunes vis-à-vis de leur travail est plus faible, et ils citent moins la profession comme facteur d'identité. Cela semble cohérent avec l'idée selon laquelle ils ont sans doute connu des expériences professionnelles peu satisfaisantes, qui les conduisent à aspirer à des emplois de meilleure qualité : un bon patron, un travail stimulant avec des opportunités de carrière sont leurs principales attentes, ainsi que des horaires de travail fixes, ce qui laisse supposer que certains d'entre eux ont connu des emplois hautement flexibilisés. La sécurité de l'emploi est également une dimension privilégiée par ces jeunes. C'est aussi dans ce groupe que s'exprime le plus l'idée que « le chômage est une menace pour la société », mais seuls les jeunes Français et les jeunes Allemands affirment en nombre que cette menace a partie liée avec la mondialisation. L'item du droit au congé parental ressort aussi davantage dans ce groupe, manifestant que pour certains (ou plutôt certaines), les premières expériences professionnelles peuvent inciter à envisager le retrait du marché du travail. Ils ne renoncent pas pour autant à s'investir dans le travail puisque, plus encore que ceux qui sont en activité, ils aspirent à « un emploi stimulant et qui a du sens, même si l'on ne peut jamais faire un break ».

Dans tous les pays (à l'exception de la Russie), ces jeunes manifestent une préférence pour « une société dans laquelle la performance individuelle est récompensée », et ce, y compris en France et en Italie, où cet item est le moins choisi par les jeunes en emploi ou en études ; on imagine volontiers qu'ils ont, au début de leur vie professionnelle, fait l'expérience de certaines désillusions telle que l'absence de reconnaissance de leur implication au travail, vécu difficile souvent exprimé par les jeunes ouvriers (Eckert, 2006).

1. En prenant en référence là aussi le groupe des étudiants.

Cet ensemble de considérations semble aller dans le sens de l'hypothèse « post-matérialiste » de Bernard Roudet évoquée plus haut : si les jeunes attendent certaines récompenses liées à leur parcours de formation initiale, ils sont aussi prêts à s'investir fortement dans un emploi, mais demandent en retour de pouvoir y trouver du sens, en outre d'y trouver les moyens de construire tout à la fois une vie et une carrière.

Malgré ces divergences parfois importantes, il faut garder à l'esprit que l'effet du niveau d'études et de la confrontation avec le marché du travail sur les opinions exprimées demeure fortement lié au contexte national. Il en va tout autrement, comme on va le voir maintenant, lorsque l'on s'intéresse aux différences entre hommes et femmes.

LE SEXE : UNE VARIABLE ANTHROPOLOGIQUE QUI TRANSCENDE LES CLIVAGES NATIONAUX

Les différents pays, notamment européens, ont connu ces dernières années une augmentation considérable de l'activité féminine². En 2005, le taux d'emploi des femmes en Europe connaissait sa douzième année consécutive de hausse et s'établissait à 56,3 %, soit une augmentation de 2,7 points par rapport à 2000 (contre seulement 0,1 point pour le taux d'emploi masculin³). Ainsi, l'écart de taux d'emploi entre les hommes et les femmes ne cesse de se réduire au fil des années, particulièrement au sein des générations les plus jeunes.

Cependant, ces fortes évolutions en termes de participation au marché du travail ne se sont pas encore traduites en termes de conditions d'emploi. D'une part, les femmes, et même les plus jeunes et les plus diplômées d'entre elles, restent cantonnées dans des emplois et des secteurs d'activité parfaitement circonscrits : près de quatre salariées sur dix travaillent dans l'administration, l'éducation, la santé ou l'action sociale. Si l'on s'intéresse aux secteurs d'activité privilégiés par les personnes interrogées, on constate que cette tendance demeure partout vivace : les écarts hommes-femmes sont ici sans commune mesure avec les écarts d'un pays à l'autre, de sorte qu'à quelques spécificités nationales près, les secteurs féminins et les secteurs masculins sont partout les mêmes. La tradition est respectée, les femmes privilégiant la santé, l'éducation, les soins aux enfants, le tourisme et l'administration, là où les hommes visent l'industrie, les transports, la recherche ou encore la finance. Le marché du travail européen reste donc fortement ségrégué, tant horizontalement que verticalement : plus des deux tiers des cadres sont des hommes. Cette tendance à la forte concentration de la main-d'œuvre féminine explique, en partie du moins, la persistance des inégalités salariales entre les sexes : les femmes gagnent en moyenne 15 % de moins que les hommes par heure travaillée⁴. Autre donnée fortement

2. Même si les femmes ont toujours participé à la production économique, la salarisation des femmes dans les activités se déroulant à l'extérieur du foyer constitue le véritable changement de la deuxième moitié du xx^e siècle.

3. Commission européenne, « Rapport de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social européen et au Comité des régions sur l'égalité entre les femmes et les hommes », 2007 ; voir http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/fr/com/2007/com2007_0049fro1.pdf.

4. Écart relatif de la rémunération horaire brute moyenne entre hommes et femmes.

structurante du marché du travail européen : l'écrasante majorité de femmes parmi les travailleurs à temps partiel (en 2006, plus d'un tiers des femmes travaillaient à temps partiel contre seulement 7,7% des hommes).

Le paysage mondial en matière d'égalité professionnelle n'est donc pas idyllique. Malgré tout, les jeunes générations semblent avoir, à la suite de leurs aînées, pris allègrement le chemin du marché du travail : leur taux d'activité féminine ne cesse d'augmenter, de façon régulière et systématique. Parmi les femmes âgées de 25 à 49 ans, qui constituaient autrefois les « classes creuses » de l'activité féminine, on rencontre désormais des taux d'activité très élevés, dépassant parfois ceux des autres groupes d'âge. « Aucun pays n'échappe à cette mutation qui se traduit par une double homogénéisation : homogénéisation des comportements d'activité masculins et féminins – de plus en plus de femmes ont, comme les hommes, des trajectoires professionnelles continues, qui ne s'interrompent pas à l'âge des maternités [...] ; homogénéisation entre femmes d'Europe – en dépit des cheminements différents, cette évolution concerne depuis le début des années 1980 tous les pays de l'Union européenne. Le sens de la pente est le même partout, même si les résultats demeurent encore bien différents. On peut donc dire que, d'une certaine façon, ce sont les mères de famille qui ont assuré l'essentiel de la croissance de la population active européenne. C'est en effet parmi les 25-49 ans que l'activité féminine a véritablement explosé. Or, parmi les femmes de cette classe d'âge, ce sont les taux d'activité des mères de famille qui ont le plus augmenté » (Maruani, 1995, p. 111-112).

Dans les différents pays où le travail féminin, en se généralisant, constitue l'un des traits fondamentaux des évolutions sociales et économiques, la question du rapport des femmes au travail prend alors tout son sens. Les jeunes femmes, qui représentent par exemple en Europe la majorité des diplômés de l'enseignement supérieur (59 %), ont-elles les mêmes représentations, les mêmes attentes et les mêmes priorités que leurs homologues masculins ? Au-delà des spécificités nationales liées au modèle d'organisation sociale de la division sexuelle du travail, quelles sont les représentations communes à l'ensemble des jeunes femmes ?

a) Un rapport féminin fort à l'emploi

Les évolutions statistiques des taux d'activité féminine que nous venons de décrire trouvent leur illustration lorsque l'on interroge les jeunes femmes sur l'importance qu'elles accordent au fait d'exercer une activité professionnelle. Globalement, près de la moitié des individus des deux sexes considère leur « profession comme un facteur d'identité », plus de la moitié déclare que « le travail apporte un sens à la vie », les deux tiers qu'« une belle vie est synonyme d'exercer un travail passionnant », et les trois quarts que « la raison pour laquelle ils ont suivi une formation est d'obtenir un emploi intéressant ». Mais ces proportions sont plus élevées encore chez les jeunes femmes, et ce, quel que soit le pays considéré (voir tableau 2, ci-dessous). Leur rapport à l'emploi est donc fort, voire plus fort que celui des hommes ; elles sont d'ailleurs moins nombreuses que ceux-ci à considérer qu'« une belle vie consiste à ne pas travailler ».

Tableau 2 : opinions des 16-29 ans (et écarts hommes-femmes)

	Importance de la vie professionnelle					
	Profession comme facteur d'identité	Le travail apporte un sens à la vie	Une belle vie : avoir un travail passionnant qui a du sens	Suivre une formation pour obtenir un emploi intéressant	Une belle vie : ne pas avoir à travailler	Stratégie de carrière : travailler dur
UE	42 %	52 %	63 %	73 %	13 %	59 %
diff F-H	3 %	8 %	5 %	6 %	-6 %	7 %
Danemark	33 %	44 %	62 %	80 %	9 %	52 %
diff F-H	-1 %	6 %	5 %	9 %	-3 %	0 %
Finlande	39 %	44 %	64 %	73 %	8 %	54 %
diff F-H	15 %	16 %	12 %	15 %	-6 %	5 %
Norvège	32 %	41 %	60 %	74 %	8 %	60 %
diff F-H	-4 %	9 %	6 %	9 %	-5 %	4 %
Suède	34 %	42 %	65 %	77 %	9 %	59 %
diff F-H	5 %	11 %	12 %	11 %	-3 %	7 %
France	35 %	47 %	70 %	78 %	13 %	54 %
diff F-H	3 %	11 %	5 %	9 %	-8 %	10 %
Allemagne	55 %	62 %	66 %	78 %	9 %	57 %
diff F-H	6 %	6 %	5 %	0 %	-5 %	5 %
Espagne	39 %	57 %	60 %	73 %	19 %	64 %
diff F-H	7 %	10 %	6 %	10 %	-7 %	8 %
Italie	52 %	61 %	70 %	63 %	16 %	60 %
diff F-H	2 %	6 %	5 %	7 %	-1 %	6 %
Estonie	48 %	59 %	74 %	77 %	11 %	65 %
diff F-H	12 %	19 %	11 %	11 %	-6 %	17 %
Pologne	40 %	55 %	63 %	81 %	9 %	58 %
diff F-H	3 %	13 %	7 %	8 %	-7 %	11 %
Royaume-Uni	29 %	36 %	47 %	63 %	16 %	66 %
diff F-H	-4 %	4 %	-3 %	4 %	-9 %	6 %
États-Unis	39 %	49 %	57 %	67 %	17 %	76 %
diff F-H	2 %	-1 %	0 %	5 %	-3 %	9 %
Russie	53 %	56 %	73 %	77 %	14 %	65 %
diff F-H	11 %	8 %	15 %	13 %	-3 %	11 %
Japon	27 %	45 %	34 %	32 %	17 %	42 %
diff F-H	-4 %	5 %	-1 %	3 %	-5 %	5 %

Lecture : chaque case indique l'écart entre les réponses 6 et 7 (sur une échelle de 1 à 7) des femmes et celles des hommes.

Cette tendance est d'autant plus remarquable qu'elle se combine avec une vision féminine plus sombre du marché du travail : davantage que leurs homologues masculins, les femmes considèrent le chômage comme une menace (+ 10 points) et elles se déclarent moins souvent qu'eux « certaines d'avoir un bon travail dans l'avenir » (- 6 points). Les difficultés qu'elles pressentent – ou qu'elles ont déjà rencontrées sur le marché du travail – ne semblent donc pas entacher leur détermination professionnelle et elles associent – plus souvent que les hommes – le fait de « travailler dur » à une bonne stratégie pour réussir dans leur future carrière (+ 7 points).

b) Un attachement affirmé au salaire

Une étude sur les enquêtes « Valeurs » (Pina, 2005) a montré un rapport au travail différencié entre les hommes et les femmes européens. Tandis que les premiers considéraient le travail comme un lieu principal d'investissement, dans lequel le niveau de rémunération serait directement lié à la qualité du travail et à son utilité sociale, les secondes auraient un rapport plus distancié à l'argent et privilégieraient davantage la dimension sociale de l'activité professionnelle. Quels que soient l'année et le pays enquêtés, les hommes énonçaient nettement plus que les femmes le fait de « bien gagner sa vie » comme un critère important (Pina, 2005). Les données de l'enquête Kairos Future-Fondation pour l'innovation politique permettent de nuancer quelque peu ces résultats.

D'un côté, il est vrai, les jeunes hommes semblent accorder plus d'importance au fait de gagner de l'argent au cours de leur vie : beaucoup plus souvent que les jeunes femmes, ils déclarent désirer « gagner beaucoup d'argent » à l'horizon des quinze prochaines années (+ 9 points) ; plus souvent qu'elles également, ils définissent « une belle vie » par le fait d'« avoir beaucoup d'argent » (+ 7 points) (voir tableau 3, ci-dessous). Mais de l'autre, les jeunes femmes attribuent autant d'importance que leurs homologues masculins à la valeur d'échange que représente l'emploi : lorsqu'on les interroge sur les aspects qu'elles jugent cruciaux pour leur future carrière, les premières citent presque dans les mêmes proportions que les seconds « un salaire élevé ». Tout semble se passer comme si, loin de considérer – comme pouvaient le faire leurs aînées – le fruit de leur travail comme un « salaire d'appoint », les femmes des jeunes générations attendaient, autant que les hommes, une juste rétribution de leur activité professionnelle. Une étude effectuée sur des données françaises tend à confirmer ce point : si les femmes sont traditionnellement moins enclines à se plaindre de leur rémunération – pourtant inférieure en moyenne à celle des hommes –, ce n'est plus systématiquement le cas pour les générations les plus récentes (Mora et Sulzer, 2007).

Tableau 3 : opinions des 16-29 ans (et écarts hommes-femmes)

	Vision du marché du travail		Rapport à l'argent		
	Je suis certain d'avoir un bon travail dans l'avenir	Menace pour la société : le chômage	Gagner beaucoup d'argent dans les quinze prochaines années	Une belle vie : avoir beaucoup d'argent	Importance future carrière : un salaire élevé
UE	33 %	43 %	58 %	29 %	56 %
diff F-H	- 6 %	10 %	- 9 %	- 7 %	- 2 %
Danemark	60 %	18 %	42 %	18 %	36 %
diff F-H	- 5 %	1 %	- 20 %	- 9 %	- 7 %
Finlande	38 %	23 %	48 %	20 %	58 %
diff F-H	2 %	12 %	- 15 %	- 6 %	1 %
Norvège	45 %	22 %	47 %	21 %	40 %
diff F-H	- 4 %	5 %	- 13 %	- 7 %	- 4 %
Suède	43 %	29 %	55 %	35 %	49 %
diff F-H	- 2 %	12 %	- 5 %	- 1 %	5 %
France	27 %	44 %	55 %	30 %	57 %
diff F-H	0 %	8 %	- 19 %	- 8 %	- 9 %
Allemagne	34 %	55 %	66 %	30 %	50 %
diff F-H	- 12 %	17 %	- 6 %	- 8 %	- 6 %
Espagne	36 %	45 %	53 %	25 %	60 %
diff F-H	- 8 %	8 %	- 5 %	- 8 %	2 %
Italie	26 %	47 %	54 %	33 %	58 %
diff F-H	- 5 %	4 %	- 4 %	- 2 %	4 %
Estonie	41 %	28 %	58 %	40 %	74 %
diff F-H	1 %	10 %	- 14 %	- 8 %	6 %
Pologne	25 %	51 %	63 %	26 %	72 %
diff F-H	- 8 %	10 %	- 7 %	- 2 %	6 %
Royaume-Uni	39 %	29 %	60 %	26 %	47 %
diff F-H	- 4 %	7 %	- 13 %	- 14 %	- 5 %
États-Unis	60 %	36 %	64 %	29 %	56 %
diff F-H	- 2 %	9 %	- 13 %	- 6 %	- 2 %
Russie	42 %	33 %	67 %	47 %	85 %
diff F-H	- 4 %	4 %	- 8 %	9 %	9 %
Japon	9 %	32 %	28 %	23 %	37 %
diff F-H	- 3 %	2 %	- 7 %	- 11 %	- 5 %

Lecture : chaque case indique l'écart entre les réponses 6 et 7 (sur une échelle de 1 à 7) des femmes et celles des hommes.

c) Quand travailler ne recouvre pas les mêmes ambitions

En revanche, jeunes hommes et jeunes femmes ne semblent pas avoir tout à fait les mêmes priorités quand ils parlent de leur carrière professionnelle. Si les premiers sont plus nombreux à envisager de créer leur propre entreprise ou d'obtenir un poste à responsabilité dans les quinze années à venir (respectivement + 10 % et + 11 %), les secondes privilégident beaucoup plus nettement le fait d'avoir un « travail intéressant et constructif » (+ 9 points), « passionnant et qui a du sens » (+ 4 points), dans lequel elles « se trouveront elles-mêmes » (+ 10 points) et dont elles « se sentiront fières » (+ 8 points) (voir tableau 4, ci-dessous). Les jeunes femmes prêtent également beaucoup plus d'attention aux aspects relationnels de leur activité professionnelle : « avoir des collègues sympathiques », « un bon patron », « un environnement de travail sain » et « bien s'entendre avec les autres » sont des modalités qu'elles citent nettement plus souvent que les jeunes hommes, et ce, quel que soit le pays considéré (entre 7 et 9 points d'écart).

Comme chez leurs aînées (Pina, 2005), la dimension sociale de l'activité professionnelle ou les phénomènes de sociabilité liés à l'emploi semblent demeurer deux des aspects auxquels les jeunes femmes sont particulièrement attachées. Ces différences dans les attentes professionnelles des unes et des autres ne sont pas à interpréter comme des « spécificités » féminines, qui, parce qu'elles dépasseraient les frontières, seraient intrinsèquement liées à un quelconque « rapport féminin » universel au travail et à l'emploi. Le fait d'être un homme ou une femme, c'est avant tout appartenir à une catégorie sociale construite, et c'est l'appartenance à cette catégorie qui amène chacun des deux sexes à « construire son rapport au social dans un système de pratiques et, simultanément de représentations » (Le Feuvre et Andriacci, 2005).

Tableau 4 : opinions des 16-29 ans (et écarts hommes-femmes)

	Ambitions				
	Au cours des quinze prochaines années :		Importance future carrière :		
	Créer une entreprise	Devenir directeur ou responsable	Avoir un travail intéressant et constructif	Me trouver moi-même	me sentir fier(e) de mon travail
UE	21%	27%	77%	44%	71%
diff F-H	-10%	-11%	9%	10%	8%
Danemark	18%	29%	79%	43%	68%
diff F-H	-9%	-21%	11%	26%	14%
Finlande	20%	25%	85%	39%	60%
diff F-H	-12%	-13%	11%	10%	18%
Norvège	19%	33%	74%	32%	67%
diff F-H	-11%	-14%	8%	10%	4%
Suède	24%	27%	74%	38%	70%
diff F-H	-11%	-9%	12%	20%	13%
France	22%	25%	78%	50%	73%
diff F-H	-12%	-16%	7%	11%	9%
Allemagne	13%	25%	81%	39%	67%
diff F-H	-7%	-10%	8%	5%	5%
Espagne	24%	23%	66%	49%	76%
diff F-H	-5%	-11%	10%	11%	9%
Italie	16%	31%	83%	49%	77%
diff F-H	-7%	-9%	10%	12%	7%
Estonie	30%	18%	79%	62%	77%
diff F-H	-20%	-11%	9%	15%	8%
Pologne	35%	30%	82%	54%	70%
diff F-H	-14%	-7%	11%	12%	7%
Royaume-Uni	23%	27%	68%	34%	67%
diff F-H	-15%	-11%	6%	3%	7%
États-Unis	23%	29%	71%	45%	76%
diff F-H	-11%	-14%	8%	6%	10%
Russie	41%	43%	86%	67%	69%
diff F-H	-14%	-3%	7%	15%	3%
Japon	11%	17%	56%	48%	47%
diff F-H	-9%	-13%	1%	-2%	3%

Lecture : chaque case indique l'écart entre les réponses 6 et 7 (sur une échelle de 1 à 7), pour les femmes et pour les hommes.

d) La sphère familiale : une préoccupation toujours féminine

Si, nous l'avons vu, les maternités des nouvelles générations n'entraînent plus autant qu'auparavant la participation des jeunes femmes au marché du travail, il n'en demeure pas moins que l'articulation entre les fonctions de production et de reproduction est toujours plus problématique pour les femmes que pour les hommes. Les différentes études sur ce sujet montrent le caractère archaïque de l'implication des unes et des autres dans la sphère domestique et familiale (Battagliola, 1984 ; Kempeneers et Lelièvre, 1991 ; Couppié et Épiphanie, 2007). Même si l'assignation prioritaire des femmes à cette sphère varie selon les époques et selon les sociétés, « elle constitue néanmoins un des fils conducteurs qui permet de constater une convergence des expériences féminines par-delà des variations ou des spécificités nationales » (Le Feuvre et Andriocci, 2005).

Ainsi, lorsqu'on tente d'appréhender chez les jeunes l'importance de la dimension familiale, il semble que celle-ci soit plus élevée chez les jeunes femmes que chez les jeunes hommes. Les premières citent beaucoup plus fréquemment la famille comme facteur constitutif de leur identité, et ce, dans tous les pays concernés par l'enquête (+ 13 points en moyenne). Elles considèrent, également plus souvent que les jeunes hommes, que la famille apporte du sens à leur vie (+ 12 points) et envisagent plus d'avoir des enfants au cours des quinze prochaines années (+ 11 points). Mais au-delà de cet engouement féminin pour la sphère familiale, on sent bien que l'articulation de celle-ci avec la sphère productive est très tôt appréhendée comme problématique. En témoignent le souhait, massivement exprimé par les jeunes femmes, d'avoir droit à un congé parental au cours de leur carrière professionnelle (+ 28 points) et la revendication que ce congé parental puisse être rémunéré pendant une année (+ 20 points). On peut faire l'hypothèse, en suivant les analyses de Danièle Kergoat à propos des formes atypiques du travail, comme le temps partiel, que ce « choix » d'un congé parental constitue, pour de nombreuses jeunes femmes, la traduction concrète sur le plan individuel d'une contradiction majeure d'ordre social et collectif (Kergoat, 1984).

On observe en définitive que les jeunes femmes semblent avoir totalement intégré et intérieurisé (sans doute à des degrés différents selon leur origine sociale, leur niveau d'études, le contexte sociétal dans lequel elles vivent...) leur droit à l'emploi (Le Feuvre et Andriocci, 2005) et à la reconnaissance monétaire de celui-ci. Mais, dans le même temps, il paraît n'y avoir que très peu d'évolution dans les différences entre les sexes en matière d'attentes vis-à-vis de l'emploi, de perspectives professionnelles anticipées ou d'implication dans la sphère domestique.

D'UNE GÉNÉRATION À L'AUTRE, DE RELATIVES CONVERGENCES

Comme on vient de le constater, les clivages entre hommes et femmes sont, en ce qui concerne le rapport au travail, constamment plus marqués et structurants que les clivages nationaux. La relative permanence de ce constat incite à reposer la question du clivage inter-générationnel : les jeunes aborderaient-ils cette question à la fois différemment des générations précédentes et de manière plus homogène qu'auparavant d'un pays à l'autre ?

L'analyse comparative des données selon les classes d'âge montre que cette hypothèse d'une convergence générationnelle doit être prise au sérieux. En effet, les écarts entre pays sont globalement plus faibles pour le groupe des 16-29 ans («jeunes») que pour celui des 30-50 ans («adultes»). Fait intéressant, c'est dans l'ensemble des pays scandinaves que les écarts entre le groupe des jeunes et celui des adultes sont les plus marqués.

Cette tendance générale est apparemment difficile à interpréter, dans la mesure où apparaissent des faits parfois contradictoires. Ainsi, les jeunes sont presque partout moins nombreux que les adultes à souhaiter développer chez les enfants l'esprit d'entreprise et le goût du travail (*hard work*), notamment en France et en Allemagne, alors qu'ils sont à l'inverse plus nombreux à déclarer envisager une création d'entreprise dans l'avenir, ou à considérer le fait de travailler dur comme une bonne stratégie de carrière. Sans doute cela relève-t-il davantage d'un effet d'âge que d'un effet de génération, de sorte que la contradiction ne serait qu'apparente : selon que l'on est jeune ou adulte, ces questions ne renvoient pas aux mêmes temporalités (projection dans un avenir plus ou moins proche pour les uns, étapes révolues pour les autres).

Parallèlement, certaines cohérences se dessinent : les jeunes mettent assez nettement l'accent sur l'importance du travail en tant que tel ; ils sont en effet bien plus nombreux que les adultes à déclarer qu'« une belle vie consiste à avoir un travail excitant et qui a du sens ». On peut sur ce point constater une convergence générationnelle, car non seulement ce choix augmente lorsque l'âge diminue, mais surtout les écarts entre jeunes et adultes sont plus nets dans les pays anglo-saxons, qui sont ceux où le choix de cet item par le groupe des adultes est aussi le plus faible.

Les écarts générationnels s'observent également en matière de conditions de travail : horaires, salaires, autonomie, vacances sont ainsi des dimensions qui prennent plus d'importance pour les adultes que pour les jeunes, tandis que la tendance s'inverse lorsqu'on s'intéresse aux dimensions de valorisation du travail, comme le statut de l'emploi et les opportunités de carrière qu'il offre (plus souvent mentionnées par les jeunes).

Mais l'opposition la plus claire entre jeunes et adultes porte sur l'implication au travail : les jeunes déclarent moins que les adultes non seulement que « chacun doit faire de son mieux au travail indépendamment du salaire », mais aussi qu'ils souhaitent « un travail stimulant mais duquel on ne peut jamais vraiment se détacher ». À l'inverse, ils plébiscitent le droit au congé parental.

Ces résultats confirment ceux de Riffault et Tchernia (2002) : il existe un rapport au travail plus « personnel » chez les jeunes, lesquels privilégieraient moins que les adultes l'implication dans un travail quel qu'il soit, envisagé comme un « devoir social », au profit d'un engagement personnel par lequel l'individu trouve son compte en se réalisant et en progressant, tout en conciliant activité professionnelle et vie familiale.

On peut rapprocher ces divergences entre jeunes et adultes par leurs différents niveaux de diplôme, l'effet de cette variable sur le rapport au travail étant également net dans les enquêtes françaises (CERÉQ, 2007). Les jeunes mieux formés seraient plus enclins à rechercher dans le monde du travail des gratifications personnelles, ce qui constituerait une forme de continuité avec leur parcours scolaire. Ils sont d'ailleurs plus nombreux à déclarer comme stratégie de carrière « une bonne formation et une qualification adéquate »,

et considèrent de même qu'« une formation sert à obtenir un travail intéressant ». Ce travail se trouverait plutôt, aux yeux des jeunes, dans des secteurs tels que les médias ou la recherche, plutôt que dans l'industrie ou dans l'administration, mais, sur ce point des préférences sectorielles, les écarts entre générations demeurent faibles et moins marqués que ceux entre hommes et femmes ou entre pays.

Comme le précisait Tchernia (2005), certains écarts d'opinion entre jeunes et adultes s'expliquent aussi par un effet d'âge (de « cycle de vie », selon ses termes), c'est ce qu'a montré l'analyse des écarts entre étudiants et salariés : si les jeunes peuvent élaborer certaines aspirations et représentations concernant le travail au cours de leur formation initiale, l'expérience professionnelle peut conduire à les faire évoluer, notamment en termes d'importance accordée aux conditions de travail.

Pour l'heure, les jeunes semblent plus optimistes que leurs aînés et se déclarent beaucoup plus « certain[s] d'avoir un bon travail dans l'avenir », considérant d'un meilleur œil la mondialisation.

CONCLUSION : TRAVAILLER, OUI, MAIS POUR SOI AUSSI

Quels enseignements majeurs peut-on tirer à l'issue de ce rapide tour d'horizon international du rapport des jeunes au travail ? Notons en premier lieu que si les modèles sexués transcendent les clivages nationaux, ces derniers demeurent suffisamment vivaces pour nuancer les effets de l'élévation globale du niveau de formation (Chauvel, 1998) et d'une certaine convergence générationnelle.

Les clivages sont nets entre les pays émergents et les pays anciennement industrialisés dans lesquels le rapport des jeunes au travail est sensiblement moins empreint de matérialisme, et plus marqué par l'importance accordée à la formation initiale – moyen privilégié d'accéder à des emplois intéressants.

Si les États-Unis appartiennent, de ce point de vue, à ce second groupe, ils se distinguent cependant par la persistance d'un certain matérialisme qui les place dans une position intermédiaire.

Des clivages existent entre les pays scandinaves, où dominent satisfaction et optimisme, et le reste de l'Europe, qui tente de faire face, très différemment et avec des résultats variés, aux transitions professionnelles des jeunes.

La forte cohérence des systèmes éducatifs nationaux et de leur articulation avec le système productif, fruit d'une histoire politique et sociale longue, fait que l'accès aux études et aux diplômes revêt toujours des sens bien différents d'un pays à l'autre. Qui plus est, les spécificités des contextes économiques nationaux semblent conserver un pouvoir structurant : particularités des secteurs porteurs, place de l'emploi public, tradition de relations professionnelles... ne sont sans doute pas sans effets sur les anticipations des jeunes. À plusieurs reprises on a ainsi pu pointer l'écart entre les pays d'ouverture économique récente (Europe centrale et orientale) et l'Europe occidentale, dont l'économie est, historiquement, davantage régulée – quoiqu'à des degrés divers – par des acteurs institués parfois de longue date.

Un des principaux points de convergence entre pays concerne l'évolution des rapports des jeunes hommes et des jeunes femmes au travail. Si les représentations des métiers masculins et féminins, comme celles des rôles respectifs des hommes et des femmes, demeurent partout marquées du sceau de la tradition, *l'ancrage des femmes dans le monde du travail semble bien constituer aujourd'hui une norme pour les jeunes générations*. Le modèle du « salaire d'appoint féminin » s'affaiblit partout, et les femmes salariées, en quête d'autonomie, se montrent plus critiques vis-à-vis de leur rémunération.

Enfin, même si les spécificités nationales ne s'en trouvent pas dépassées, loin s'en faut, certaines convergences se font jour au sein des jeunes générations lorsqu'on les compare aux adultes de même nationalité. Force est ainsi de constater que *les jeunes se distinguent de leurs aînés en ce qu'ils semblent moins enclins à investir coûte que coûte n'importe quel emploi à n'importe quel prix, et que la vie hors travail prend plus d'importance à leurs yeux*. Il faut cependant se garder d'y voir une « dévalorisation » du travail en tant que tel, dans la mesure où les jeunes investissent le monde du travail avec des attentes fortes en matière de réalisation de soi et de potentiel de progression. Signe de cette redéfinition de la place et de la fonction du travail, ce dernier ne devra pas seulement permettre de construire une famille (dimension toujours essentielle), mais plus fondamentalement il pourra y contribuer directement en facilitant la conciliation avec le hors-travail.

BIBLIOGRAPHIE

- BATTAGLIOLA, F., « Employés et employées. Trajectoires familiales et professionnelles », in *Le Sexe du travail. Structures familiales et système productif*, PUG, 1984, p. 57-70.
- CHAUVEL, L., « L'évolution du niveau d'études par génération en France et en Europe », 1998, document de travail préalable à l'article : Chauvel, L., « Niveau d'éducation en Europe : le rattrapage français », in INSEE, *France, portrait social 1998-1999*, INSEE, Paris, 1998, p. 109-121.
- COUPPIÉ, T. et ÉPIPHANE, D., « Les interactions entre vie familiale et vie professionnelle dans la construction des inégalités entre hommes et femmes », CEREQ-BREF, n° 240, 2007.
- CEREQ, *Quand la carrière commence. Les sept premières années de vie active de la génération 98*, Marseille, CEREQ, 2007.
- ECKERT, H., *Avoir vingt ans à l'usine*, Paris, La Dispute, coll. « Essais », 2006.
- GALLAND, O., *Les Jeunes*, 6^e édition, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2002.
- KEMPENEERS, M. et LELIÈVRE, E., « Famille et emploi dans l'Europe des Douze », Eurobaromètre 34 : Mode de vie dans la Communauté européenne, Rapport à la Commission européenne, décembre 1991.
- KERGOAT, D., *Les Femmes et le Temps partiel*, Paris, La Documentation française, 1984.
- LE FEUVRE, N. et ANDRIOLCI, M., « Employment opportunities for women in Europe », in GRIFFIN, G., (dir.), *Doing Women's Studies. Employment opportunities, personal impacts and social consequences*, Londres, Zed Books, 2005, p. 13-63.
- MAILLARD, D. et SULZER, E., « Les temps du déclassement : d'une réalité collective annoncée à un sentiment individuel en suspens », in GIRET, J.-F., LOPEZ, A. et ROSE, J., (dir.), *Des formations pour quels emplois ?*, Paris, La Découverte-CEREQ, 2005.
- MARUANI, M., « La traversée des turbulences : l'emploi féminin dans l'Europe des années quatre-vingt-dix », in MANASSEIN (DE), M., (dir.), *De l'égalité des sexes*, Paris, Centre national de documentation pédagogique, coll. « Documents actes et rapports pour l'éducation », 1995.
- MONCEL, N. et SULZER, E., (dir.), *L'Intégration des jeunes opérateurs chez PSA Peugeot Citroën. Contextes sociétaux, effets de sites et identités au travail*, Marseille, CEREQ, NEF, n° 22, 2006.
- MONTELH, B., (Dir.), *Travailler, premiers jours. Jeunes, entreprises : attentes et malentendus*, Autrement, coll. « Mutations », n° 192, 2000.
- MORA, V. et SULZER, E., « Les jeunes sont-ils heureux avec leur travail ? », communication aux III^{es} Rencontres « Jeunes et sociétés en Europe et autour de la Méditerranée », Marseille, 24 au 26 octobre 2007.
- NICOLE-DRANCOURT, C. et ROULLEAU-BERGER, L., *Les Jeunes et le Travail. 1950-2000*, Paris, PUF, coll. « Sociologie d'aujourd'hui », 2001.
- PINA, C., « Valeurs des femmes et des hommes : quelles différences pour les jeunes générations d'Europe occidentale ? », in GALLAND, O. et ROUDET, B., (dir.), *Les Jeunes Européens et leurs valeurs. Europe occidentale, Europe centrale et orientale*, Paris, La Découverte, coll. « Recherches », 2005, p. 229-257.

RIFFAULT, H., TCHERNIA, J.-F., 2002, « Les Européens et le travail : un rapport plus personnel », *Futuribles*, n° 277, juillet-août, p. 63-80.

TCHERNIA, J.-F., « Les jeunes Européens, leur rapport au travail », in GALLAND, O. et ROUDET, B., (dir.), *Les Jeunes Européens et leurs valeurs. Europe occidentale, Europe centrale et orientale*, Paris, La Découverte, coll. « Recherches », 2005, p. 205-228.

WEBER, M., *L'Éthique protestante et l'Esprit du capitalisme*, Paris, Plon, 1964.

LES JEUNES ET LA FAMILLE : COMPRENDRE LES LIENS ENTRE STRUCTURE FAMILIALE ET RÉUSSITE INDIVIDUELLE

Vincenzo Cicchelli,

maître de conférences, CERLIS, Paris-Descartes-CNRS, France

Le croisement entre le thème de la famille et celui de la jeunesse a produit une vaste littérature, souvent comparative¹. Ces travaux abordent tout particulièrement l'une des composantes majeures du report de l'entrée dans l'âge adulte : le prolongement de la dépendance des jeunes à l'égard de leur famille d'origine (Cicchelli, 2001). On connaît ainsi l'ampleur de la prise en charge familiale des jeunes Européens (Eurobaromètre 2001)². Par ailleurs, la permanence des jeunes au domicile parental a augmenté un peu partout (Maunaye, 2004). Certes, il existe de fortes différences entre pays (Chambaz, 2000 ; Van de Velde, à paraître). Elles sont sans doute liées à des contextes sociaux très contrastés, notamment au niveau des politiques publiques, de l'offre de formation, des marchés de l'emploi et du logement, des modèles familiaux (IARD, 2001 ; Biggart, Bendit, Cairns, Hein et Mörch, 2004 ; Leccardi et Ruspini, 2006). Pourtant, en dépit de ces disparités, la famille semble toujours jouer un peu partout en Europe un rôle fort d'instance de socialisation au cours du long passage à l'âge adulte (Cavalli et Galland, 1993 ; de Singly et Cicchelli, 2003).

On ne s'étonnera pas, dès lors, de l'importance qu'a la famille aux yeux des jeunes eux-mêmes. Déjà en 1993, les Européens classaient la famille au sommet de leur hiérarchie des valeurs, en lui accordant leur préférence à 96 %. Elle était suivie par le travail (90 %), les amis et les connaissances (88 %) (Malpas et Lambert, 1993). D'autres enquêtes européennes sur les valeurs ont confirmé ce classement (Galland et Roudet, 2005 ; Galland et Lemel, 2007). Dans l'enquête Kairos Future-Fondation pour l'innovation politique, les jeunes interrogés placent encore la famille en tête de leurs préférences lorsqu'on leur demande quelles sont les dimensions de leur identité (68 % des jeunes Européens ont répondu 6 ou 7 sur une échelle de 1 à 7) – un peu avant les amis (66 %) et bien avant la formation et la profession (respectivement 46 % et 42 %). Ce classement est le même pour la quasi-totalité des douze pays européens pris en compte dans le sondage. En France, au Royaume-Uni, au Danemark, en Pologne, en Estonie et en Russie, la différence entre ces valeurs est même significative. En Allemagne seulement, les amis dépassent la famille de 5 %. L'importance de la famille est confirmée lorsqu'on demande cette fois-ci aux jeunes quels sont les domaines qui donnent un sens à leur vie : elle dépasse une fois encore le groupe des amis³. Si la différence entre les deux réponses est faible au niveau européen (la

1. Voir dans la bibliographie en fin de texte les numéros spéciaux de revues consacrés à ces deux thèmes.

2. Voir http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_151_fr.pdf.

3. À l'exception des jeunes Finlandais, pour qui le classement est significativement inversé.

famille obtenant 77 %, les amis 74 %), en France, au Royaume-Uni, en Suède, en Pologne, en Estonie et en Russie, les écarts sont bien plus marqués.

Ainsi, tout plaide pour une prise en compte de la famille en tant qu'instance de socialisation et groupe de référence des jeunes Européens. Si cet article repose largement sur ces éléments, considérés comme déterminants quant aux attitudes des jeunes à l'égard de leur famille, il propose d'appréhender autrement la place de la vie privée dans l'identité des personnes interrogées. En effet, les indicateurs de l'enquête Kairos Future-Fondation pour l'innovation politique permettent de comprendre la façon dont la socialisation familiale concourt à la formation d'un individu doté des qualités nécessaires à son intégration dans la société. Nous nous sommes demandé, un peu à la façon d'un Weber ou d'un Sennett, quel type humain serait en phase avec la société contemporaine telle que les jeunes se la représentent. Ce questionnement est pertinent dans la mesure où l'échantillon des jeunes interrogés comprend à la fois des Européens, des Américains et des Asiatiques (États-Unis, Inde, Chine, Taïwan et Japon). On peut donc comparer des jeunesse *et* des familles appartenant à des systèmes sociétaux très contrastés.

Nous partirons des préférences accordées par les jeunes à certaines qualités à développer chez l'enfant dans le cadre domestique. Une fois déterminé le classement des vertus sociales censées former l'individu, nous examinerons les *grandes corrélations* qui s'établissent entre ces qualités et, successivement : les significations attribuées à la réussite individuelle; la définition de l'espace domestique; les degrés d'intégration dans la société d'appartenance. La confrontation de trois niveaux analytiques imbriqués (individu, famille, société) permet d'appréhender les finalités attribuées à la socialisation familiale. Si l'on procède de cette façon, la comparaison permettra d'élaborer quatre grandes configurations de la jeunesse contemporaine (correspondant à autant d'aires géographiques et culturelles).

LES VALEURS À TRANSMETTRE À L'ENFANT : SOUCI D'AUTRUI, AFFIRMATION DE SOI ET SENS DE L'EFFORT

Les qualités à encourager chez les enfants, selon les jeunes, nous informent autant sur la conception qu'ont ces derniers de ce qui est de l'ordre du privé que sur leur vision de l'adéquation de l'individu à une forme de société dans laquelle ils vivent ou souhaiteraient vivre. Est ainsi esquissée une sorte de personnalité type qui doterait l'individu des qualités nécessaires à son intégration et à sa réussite dans la société.

On remarque une certaine cohérence dans les réponses fournies par les jeunes Européens. Dans le tableau 1 (voir ci-dessous), on retrouve, en tête des préférences, des qualités assez homogènes renvoyant tout d'abord à la conformité de l'individu à une morale partagée, aux obligations contractées, à la tolérance et au respect d'autrui. Ce sont des valeurs de probité censées être partagées avec les autres et possédées par un individu responsable dans ses relations avec son environnement. Ensuite viennent des qualités d'affirmation de sa propre personnalité, comme l'imagination, l'indépendance, mais également le contrôle de soi, le devoir (autodiscipline et travail bien fait) et d'autres relevant du souci d'autrui (la générosité) : chacune de ces qualités connaît des scores élevés. Puis

l'obéissance et la curiosité ouvrent la liste des qualités moins importantes aux yeux des jeunes ; elles précèdent la persévérance, l'esprit d'économie et l'esprit d'entreprise. Enfin, la dernière valeur, loin derrière les autres, est la foi religieuse : seulement 20% des personnes interrogées estiment qu'elle est une qualité à développer chez l'enfant.

Tableau 1 : les valeurs à transmettre à l'enfant

	Valeurs à développer chez l'enfant	Europe	Italie	Espagne	France	Royaume-Uni	Allemagne	Danemark	Norvège	Suède	Finlande	Pologne	Estonie	Russie	États-Unis	Japon	Chine	Inde	Taiwan
1	Honnêteté	86%	84%	82%	83%	87%	90%	87%	86%	85%	86%	85%	87%	73%	90%	59%	87%	69%	82%
2	Tolérance et respect	85%	79%	88%	85%	84%	87%	88%	85%	85%	80%	84%	83%	67%	82%	52%	89%	59%	84%
3	Responsabilité	81%	79%	86%	73%	81%	83%	87%	73%	79%	84%	85%	87%	83%	89%	64%	91%	64%	87%
4	Loyauté	67%	81%	70%	59%	70%	62%	69%	65%	59%	66%	65%	64%	53%	76%	19%	77%	69%	63%
5	Imagination	59%	61%	61%	55%	65%	56%	58%	51%	59%	62%	62%	50%	53%	71%	54%	71%	55%	55%
6	Indépendance	58%	56%	52%	46%	66%	64%	70%	49%	65%	64%	59%	54%	58%	72%	57%	84%	68%	71%
7	Autodiscipline	58%	60%	58%	50%	68%	55%	60%	51%	50%	52%	57%	72%	68%	79%	55%	81%	66%	78%
8	Travail conscientieux	54%	40%	78%	56%	67%	55%	29%	36%	31%	53%	38%	77%	68%	80%	56%	85%	64%	70%
9	Générosité	51%	62%	70%	57%	64%	21%	41%	43%	50%	46%	52%	36%	35%	71%	31%	53%	58%	47%
10	Obéissance	47%	46%	50%	55%	54%	38%	38%	44%	36%	53%	41%	60%	36%	65%	19%	23%	61%	36%
11	Curiosité	46%	56%	44%	51%	42%	42%	50%	58%	52%	33%	45%	31%	58%	52%	57%	50%	55%	41%
12	Persévérance	39%	33%	53%	19%	40%	47%	33%	32%	32%	43%	47%	59%	52%	54%	53%	87%	48%	75%
13	Économie	36%	32%	51%	27%	27%	40%	18%	21%	30%	42%	45%	48%	47%	35%	30%	60%	45%	53%
14	Esprit d'entreprise	33%	22%	57%	21%	23%	38%	24%	35%	16%	31%	50%	66%	58%	35%	39%	89%	53%	42%
15	Foi religieuse	16%	25%	10%	6%	13%	9%	6%	9%	6%	10%	46%	23%	14%	44%	8%	11%	57%	12%

Lecture : pourcentage d'accord (personnes ayant donné une réponse 6 ou 7 sur une échelle de 1 à 7) avec les valeurs à développer chez l'enfant à la maison. Par exemple, 84% des Italiens affirment souhaiter développer chez l'enfant l'honnêteté, contre 86% pour l'ensemble des Européens. Les pourcentages supérieurs de 5 points à la moyenne européenne sont indiqués en gris foncé, les pourcentages inférieurs de 5 points en gris clair.

Malgré une certaine hétérogénéité des choix exprimés, émerge en filigrane une hiérarchie assez précise des vertus sociales prêtées à l'individu contemporain : on enregistre une forte estime pour des qualités renvoyant au souci d'autrui, à une personnalité bien affirmée, ainsi qu'un rejet relatif du devoir, des contraintes non librement consenties, de l'effort. Ces résultats confirment d'autres enquêtes européennes. Dans un sondage réalisé au début des années 1990 par Eurobaromètre et qui concernait l'opinion des Européens sur la famille, les qualités encouragées étaient tout d'abord liées à la reconnaissance de la

vie collective. « Responsable, tolérant et bien éduqué » : voilà l'enfant que les Européens souhaitaient (Malpas et Lambert, 1993, p. 114).

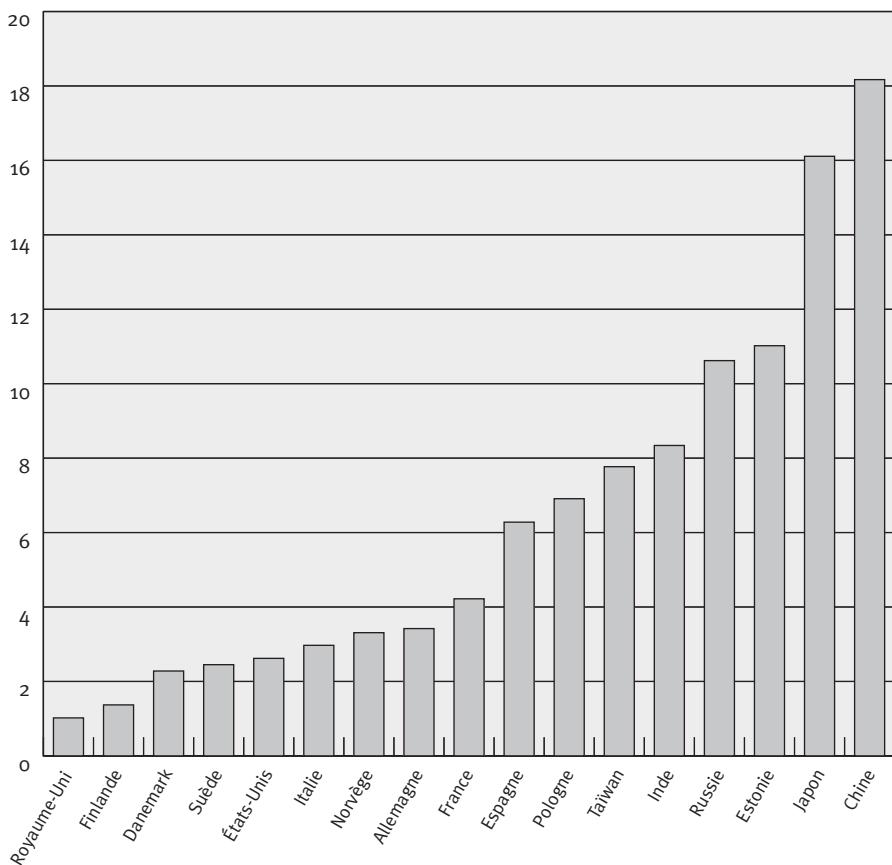
Il existe de fortes variations nationales (ce qui est encore mis en évidence, dans le tableau 1, par le jeu des différences positives et négatives en regard de la moyenne européenne). On peut les regrouper dans des ensembles transnationaux plus larges. Certains pays valorisent fortement la persévérance, le sens de l'économie, l'esprit d'initiative, le fait de travailler dur et l'autodiscipline. Ce sont plutôt les pays d'Europe orientale (Pologne, Estonie, Russie), d'Extrême-Orient (Inde, Chine, Taïwan), les États-Unis, le Royaume-Uni (et l'Espagne dans une moindre mesure). C'est moins le cas pour les pays d'Europe du Nord ou pour le Japon.

C'est essentiellement sur l'acceptation ou le rejet relatif de ces valeurs que les pays s'opposent. En effet, les autres formes d'accomplissement de soi (il s'agit pour les individus d'être reconnus dans leur relation avec les autres) sont valorisées par les jeunes un peu partout en Europe ou aux États-Unis, *sans qu'il y ait de pays qui s'en écarte significativement*. En revanche, ces qualités sont un peu plus rejetées en Inde, au Japon et en Russie.

Si ces premières considérations montrent déjà que des clivages internes existent en Europe et en Asie, et qu'il serait vain, à ce stade de l'analyse, d'assimiler trop précipitamment les différences nationales à des appartenances continentales plus larges, il est nécessaire de recourir à un autre indicateur pour proposer des recouplements entre pays. Il peut être alors intéressant de mesurer la « conformité » de chaque pays de l'échantillon au classement européen. La figure 1 (voir ci-dessous) exprime l'écart global de chaque pays par rapport à la moyenne européenne. On observe que l'Europe de l'Est se retrouve avec les pays asiatiques, ce qui veut dire que les classements exprimés par les jeunes de tous ces pays sont fort différents du classement de référence des Européens⁴. Les États-Unis se situent en position intermédiaire entre les pays nordiques, le Royaume-Uni (qui est classé dans la moyenne européenne) et les pays d'Europe continentale (avec l'Italie et la Norvège, qui s'en éloignent un peu plus). De ce point de vue, l'Espagne se singularise au sein de ce *continuum* qui reproduit partiellement l'orientation géographique ouest-est. Le classement des préférences des jeunes Espagnols est plus proche de celui de leurs homologues d'autres pays, qui valorisent le sens de l'effort.

4. Précisons toutefois que les jeunes Japonais rejettent plus souvent les qualités relatives au sens de l'effort et à l'affirmation de la personnalité, alors que les jeunes des autres pays de ce groupe les valorisent fortement.

Figure 1 : écart des pays par rapport à la moyenne européenne quant aux valeurs à développer chez l'enfant



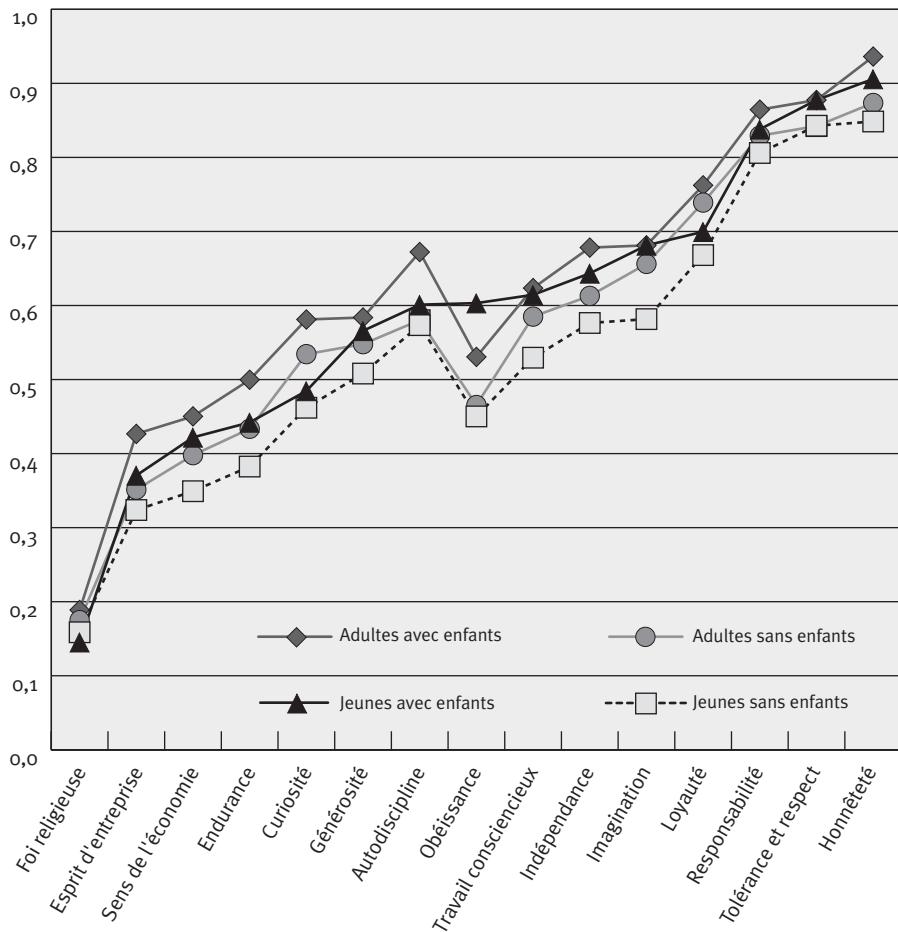
Lecture : en ordonnée figure l'écart moyen de chaque pays par rapport à la moyenne européenne (lorsqu'on prend en compte toutes les valeurs à développer chez l'enfant). Il existe par exemple un écart moyen de 8 points (54,4 % de réponses 6 et 7 sur une échelle de 1 à 7) entre Taïwan et la moyenne des valeurs à transmettre selon les jeunes Européens.

DES DIVERGENCES NATIONALES PLUTÔT QUE GÉNÉRATIONNELLES

De telles différences entre pays nécessitent d'être expliquées. On peut tout d'abord se demander s'il s'agit de préférences exprimées plutôt par les jeunes ou si ces traits de personnalité sont également valorisés par d'autres classes d'âge. Dans le premier cas, on pourrait supposer qu'on est confronté à une diffusion de valeurs « nouvelles » dans les sociétés prises

en compte. Dans le second cas, il s'agirait plutôt d'une spécificité nationale, dans la mesure où les traits de personnalité choisis recueillent aussi les suffrages des adultes.

Figure 2 : valeurs à encourager chez l'enfant en fonction de l'âge des personnes interrogées et de leur expérience parentale (pays européens)



Lecture : en ordonnée figure le pourcentage d'accord (personnes ayant donné une réponse 6 ou 7 sur une échelle de 1 à 7) avec les différents items. Exemple : 58% des adultes avec enfants valorisent la curiosité chez l'enfant, contre 53% pour les adultes sans enfants, 48% pour les jeunes avec enfants et 46% pour les jeunes sans enfants.

Ce classement reste globalement le même quand on le soumet à l'épreuve de l'expérience parentale et de l'âge. Le fait d'être père ou mère aurait pu modifier l'importance accordée à certaines valeurs, et on aurait pu s'attendre à une modification dans l'ordre des qualités

retenues. Or, comme le montre la figure 2 (voir ci-dessus), il n'en est rien. La seule exception est constituée par l'obéissance, plus souhaitée par les jeunes parents que par les autres.

Tableau 2 : les valeurs à transmettre aux enfants – écarts entre les générations

Qualités	Europe	Italie	Espagne	France	Royaume-Uni	Allemagne	Danemark	Norvège	Suède	Finlande	Pologne	Estonie	Russie	États-Unis	Japon	Chine	Inde	Taiwan	Moyenne des valeurs
Curiosité	10	7	14	11	4	8	22	15	13	13	12	9	16	7	4	15	3	4	12
Imagination	8	6	10	11	3	12	11	11	7	11	4	-3	11	2	11	8	3	8	9
Indépendance	7	8	7	9	5	6	14	12	14	11	2	1	14	7	7	0	10	4	9
Persévérance	8	9	8	11	-1	20	7	13	8	13	-1	-2	8	6	5	3	6	3	8
Économie	7	6	2	11	6	12	6	8	11	6	3	2	10	11	6	5	3	14	8
Honnêteté	6	3	7	8	3	4	9	8	7	11	9	8	12	7	12	2	1	7	8
Loyauté	8	3	7	15	4	12	1	9	10	9	6	4	9	9	-1	4	1	8	7
Autodiscipline	6	3	7	6	5	9	-3	7	3	12	7	4	12	7	8	5	8	6	7
Travail conscientieux	7	5	1	18	-1	16	0	1	-2	13	-2	8	14	5	4	4	5	7	7
Générosité	5	8	7	7	2	2	5	3	5	10	9	7	7	11	1	14	0	6	7
Responsabilité	4	4	1	3	1	6	5	14	11	8	6	2	8	5	9	0	11	3	6
Esprit d'entreprise	7	3	7	12	0	13	9	16	4	1	6	0	2	4	6	2	7	5	6
Obéissance	4	3	5	10	-1	5	-4	3	5	3	2	-7	4	3	-1	7	-3	11	5
Tolérance et respect	2	1	0	3	1	1	3	7	4	13	2	-2	12	8	-1	-1	6	-1	4
Foi religieuse	3	4	7	1	3	1	-1	-2	-2	2	5	-1	4	9	0	9	6	8	4
Moyenne de la somme des valeurs absolues des écarts							4	5	8	2	5	2	8	6	5	5	4	6	

Lecture : chaque case correspond au pourcentage des réponses des adultes moins le pourcentage des réponses des jeunes. Un écart positif indique donc une plus grande importance accordée à l'item en question par les adultes, tandis qu'un écart négatif signifie une plus grande importance accordée par les jeunes. En gris clair sont représentés les écarts entre les générations inférieurs à 10%, en gris foncé les écarts égaux ou supérieurs à 10%. La dernière ligne du tableau donne une indication de l'« écart global moyen » séparant les pays. La dernière colonne donne une indication de l'« écart global moyen » existant entre les différentes qualités.

Si l'ordre des qualités ne varie guère, les adultes estiment plus que les jeunes qu'elles sont importantes pour l'éducation d'un enfant – dans la majorité des cas, les écarts sont même significatifs (voir tableau 2, ci-dessus). Si l'on regarde plutôt comment varie l'écart global moyen selon les pays, on remarque qu'il est plus fort dans des pays comme la France, l'Allemagne, la Norvège et la Finlande, avec un écart moyen de 8 %. Il est en revanche plutôt faible dans les pays d'Europe orientale et d'Asie, au Royaume-Uni et en Italie. Il existe donc dans ces derniers pays un plus grand consensus entre les générations sur l'ensemble des valeurs à transmettre. Or, les traits de personnalité que les adultes voudraient développer chez l'enfant, davantage que leurs cadets, renvoient plutôt à l'ouverture d'esprit, à l'affirmation de la personnalité, au sens de l'effort. Les valeurs de persévérence, d'esprit d'entreprise et de sens de l'économie semblent un peu plus consensuelles dans les pays qui émergent sur la scène de la compétition économique mondiale et qui ont récemment connu une forte croissance (à l'exception remarquable de la Russie)⁵.

Comment expliquer, d'une part, une relative valorisation de l'effort dans des pays tellement différents par leur culture, leur religion, leur histoire, et, d'autre part, son rejet dans d'autres pays tout aussi dissemblables ? Si la perspective de la conformité d'une personnalité idéale à une société idéale est féconde, il est nécessaire de mieux comprendre les caractéristiques des jeunesse*s et des pays* pris en compte en se penchant sur la nature des aspirations des jeunes, sur leur définition de la famille, sur leur intégration au sein de chaque société.

PREMIER NIVEAU D'ANALYSE : LES ASPIRATIONS À LA RÉUSSITE

À quoi servent ces traits de personnalité que sont la persévérence, le contrôle de soi, l'apprentissage du sens de l'effort et de l'économie ? Et dans quelles situations se montrer honnête, généreux, ouvert aux autres ? On peut supposer que derrière le choix de ces items est visée leur influence bénéfique sur le comportement des individus. Il est possible de tester cette hypothèse en sélectionnant tout d'abord des indicateurs qui permettraient de voir si les jeunes associent ces qualités à des formes de devoir, indépendamment de toute logique hédoniste ou instrumentale. Or, lorsqu'on demande aux personnes interrogées de se prononcer sur une série d'obligations précises, on n'enregistre pas de corrélation entre ces formes de devoir et les traits de personnalité souhaités. Les qualités à développer chez l'enfant et la résolution de dilemmes éthiques sont perçues de manière très distincte et indépendante. C'est ce que l'on constate dans le tableau 3 (voir ci-dessous), qui associe les réponses des jeunes à trois obligations auxquelles les individus devraient se soumettre.

La réponse des jeunes à l'obligation « faire de son mieux au travail quel que soit le niveau de rémunération perçu » est assez nette. Dans la quasi-totalité des pays pris en

5. On aurait pu prendre un troisième indicateur du consensus générationnel. Quand on calcule la somme du carré des écarts de classement chez les 30-50 ans et qu'on la compare au même indicateur chez les 16-29 ans, on trouve des résultats fort similaires.

compte, ils semblent plutôt rejeter ce modèle du travail pour le travail. Cette obligation est d'ailleurs écartée dans les pays qui font de l'effort la clé de voûte de l'éducation.

L'affirmation suivante pourrait traduire la concrétisation des valeurs de probité : « empêcher un crime, même si cela représente un risque pour sa propre sécurité ». On s'attendrait à ce que cet item reçoive proportionnellement plus les faveurs des jeunes appartenant à des sociétés où le sens des responsabilités est davantage valorisé. Ce n'est pas le cas.

Tableau 3 : les jeunes et les obligations morales

	Faire de son mieux au travail indépendamment du niveau de rémunération	Contribuer à un monde meilleur	Prévenir un crime, même si cela implique un risque
Europe	41 %	58 %	27 %
Russie	22 %	60 %	27 %
Pologne	27 %	55 %	26 %
Estonie	31 %	44 %	22 %
Japon	32 %	20 %	6 %
Chine	33 %	68 %	48 %
Danemark	35 %	59 %	18 %
France	36 %	59 %	35 %
Inde	39 %	41 %	36 %
Norvège	40 %	56 %	16 %
Royaume-Uni	40 %	49 %	18 %
Espagne	40 %	74 %	26 %
Taiwan	41 %	55 %	33 %
Suède	41 %	56 %	19 %
Allemagne	43 %	49 %	29 %
Finlande	49 %	44 %	12 %
États-Unis	56 %	66 %	27 %
Italie	58 %	72 %	32 %

Lecture : pourcentage d'accord (personnes ayant donné une réponse 6 ou 7 sur une échelle de 1 à 7) avec trois obligations morales. En gris foncé, les pourcentages supérieurs de 5 points à la moyenne européenne; en gris clair, les pourcentages inférieurs de 5 points à la moyenne européenne. Les pays sont classés par ordre croissant selon leur score dans la première colonne.

Une troisième affirmation (« contribuer à un monde meilleur ») vise à tester les qualités de générosité, d'altruisme. Sa valorisation ou son rejet ne peuvent renvoyer à un regroupement en fonction de traits éducatifs bien particuliers.

L'accomplissement de soi par la réalisation d'un impératif moral *collectif* étant relativement éloigné du système éducatif familial que nous avons dégagé, il est alors

important de voir si les valeurs à encourager permettent plutôt de comprendre la nature de la réussite que les jeunes visent. Autrement dit, il s'agit de savoir si les traits de personnalité souhaités chez l'enfant ont une utilité sur le plan pratique de la réussite matérielle de l'*individu*.

Tableau 4 : la réussite individuelle et son inscription familiale

	Raison pour suivre une formation : gagner de l'argent	Être fier des gens riches de son pays	Importance d'un salaire élevé pour une future carrière	Importance d'avoir des avantages pour une future carrière	Une belle vie, c'est avoir beaucoup d'argent	Une belle vie, c'est devenir célèbre	Objectif pour les quinze prochaines années : gagner beaucoup d'argent	Somme des écarts positifs à la moyenne	Suivre une formation, c'est faire la fierté de la famille
Moyenne européenne	55 %	6 %	56 %	48 %	29 %	7 %	58 %		38 %
Norvège	48 %	10 %	40 %	50 %	21 %	4 %	47 %	0	21 %
Danemark	43 %	10 %	36 %	28 %	18 %	2 %	42 %	0	21 %
Finlande	52 %	9 %	58 %	40 %	20 %	4 %	48 %	0	23 %
France	55 %	5 %	57 %	52 %	30 %	5 %	55 %	0	29 %
Royaume-Uni	54 %	7 %	47 %	52 %	26 %	6 %	60 %	0	37 %
Espagne	51 %	3 %	60 %	49 %	25 %	9 %	53 %	0	41 %
Japon	29 %	10 %	37 %	47 %	23 %	13 %	28 %	1	14 %
Suède	49 %	9 %	49 %	42 %	35 %	10 %	55 %	1	19 %
Italie	40 %	8 %	58 %	48 %	33 %	12 %	54 %	1	47 %
Allemagne	63 %	4 %	50 %	38 %	30 %	5 %	65 %	2	43 %
Estonie	61 %	10 %	73 %	51 %	40 %	9 %	58 %	3	38 %
Pologne	68 %	10 %	72 %	62 %	26 %	9 %	63 %	4	45 %
États-Unis	69 %	11 %	56 %	76 %	29 %	10 %	64 %	4	52 %
Russie	71 %	20 %	85 %	49 %	47 %	15 %	67 %	6	42 %
Taiwan	61 %	14 %	69 %	77 %	48 %	45 %	72 %	7	45 %
Chine	67 %	24 %	77 %	77 %	48 %	22 %	79 %	7	59 %
Inde	67 %	38 %	60 %	63 %	56 %	46 %	77 %	7	71 %

Lecture : pourcentage d'accord (personnes ayant donné une réponse 6 ou 7 sur une échelle de 1 à 7) avec ces différentes affirmations. En gris foncé, les pourcentages supérieurs de 5 points à la moyenne européenne; en gris clair, les pourcentages inférieurs de 5 points à la moyenne européenne. Les pays sont classés par ordre croissant selon leur score dans l'avant-dernière colonne.

Le tableau 4 (voir ci-dessus) croise les réponses des jeunes par pays avec une série d'indicateurs renvoyant à une réussite individuelle sur le plan économique et financier. Cette réussite a été étudiée à travers différents facteurs : l'importance d'un salaire élevé et la présence d'avantages pour une future carrière, l'objectif de s'enrichir, le fait de mesurer le sens d'une belle vie. Les jeunes Indiens, Chinois, Taïwanais, Russes (et, un peu moins, leurs homologues américains) valorisent bien plus que les jeunes des autres pays cette ascension sociale mesurée par le gain monétaire. Les jeunes Norvégiens, Danois et Finlandais, en revanche, paraissent assez insensibles à cette exigence d'enrichissement.

Il est clair que *là où les jeunes prônent une éducation centrée sur l'effort individuel, la réussite personnelle économique et financière, au moyen de carrières bien rémunérées qui mèneraient éventuellement à la célébrité, est plus valorisée qu'ailleurs*. L'éducation idéale révèle ici sa vocation proprement pratique, consistant à forger un individu devant obtenir un franc succès dans sa vie. La seule exception est constituée par l'Espagne, pays où les jeunes adhèrent à une structure de valeurs éducatives proche de celle des pays d'Europe orientale et d'Asie, mais où la réussite matérielle est dévalorisée.

Tous ces indicateurs tournés vers un avenir fortement souhaité par la personne interrogée ne renvoient pas seulement à une définition individuelle de la réalisation de soi. C'est le deuxième renseignement que nous fournit le tableau 4. En effet, les jeunes des pays ayant totalisé les scores les plus élevés dans les différents domaines du succès économique donnent plus d'importance au fait que la formation scolaire (préalable dans les sociétés modernes à toute réussite professionnelle) devrait rendre fière leur famille. En revanche, dans les pays où les jeunes rejettent cette forme de réussite sociale, la formation est plutôt déconnectée de tout sentiment de reconnaissance à l'égard des familles⁶.

Le tableau 4 montre que le prestige social de nature économique et financière ne saurait, dans certains pays, être dissocié de la fierté familiale. *C'est encore aux États-Unis et dans les pays qui ont une économie de marché emergente et dynamique que les jeunes renvoient plus nettement qu'ailleurs leur réussite matérielle du côté de la reciprocité familiale.* Il est donc nécessaire de s'attarder sur la façon dont les jeunes interrogés définissent la famille.

DEUXIÈME NIVEAU D'ANALYSE : LES FORMES DE « FAMILIALISME »

Nous avons sélectionné des indicateurs portant sur la reciprocité entre les générations, d'autres approchant la qualité de la relation dans la sphère privée et enfin des indicateurs traduisant la conception qu'on peut se faire de la contribution de la famille au maintien du lien social.

On peut distinguer ainsi cinq grands groupes de pays⁷ (voir tableau 5, ci-dessous) :

6. La seule exception remarquable est constituée par l'Estonie : les jeunes semblent donner une certaine importance au succès dans le domaine économique, mais sans que cela traduise une quelconque reciprocité à l'égard de leur famille.

7. Classement des pays selon le nombre d'écart positifs entre la moyenne européenne et la somme des carrés des écarts. La première valeur permet de regrouper les pays selon l'ensemble des attitudes à l'égard de la famille choisies par les jeunes. On a donc des jeunes plus « familialistes » que d'autres. La seconde mesure en revanche l'écart de chaque pays par rapport au modèle européen.

Dans le premier groupe, les pays les plus différents du modèle européen sont sans conteste les plus familialistes : c'est le cas de la Russie, de l'Inde, de la Chine, de l'Estonie et de la Pologne. Les jeunes de ces pays considèrent que la famille est un élément fort de leur identité individuelle et que cela va de pair avec une valorisation de son rôle social. Elle est considérée également comme un point de repère pour juger leur statut et leur promotion sociale. C'est la dimension statutaire et intergénérationnelle de la famille qui prime. De nouveau, les jeunes des pays d'Europe orientale ont bien plus d'affinités avec leurs homologues chinois et indiens qu'avec leurs voisins des autres sociétés européennes.

Les États-Unis composent un deuxième groupe : ils sont un pays familialiste, mais proche de la moyenne européenne. Comme les jeunes du premier groupe, les Américains estiment que leur famille joue un rôle important dans leur vie, pour la plupart des dimensions sélectionnées. Pourtant, les écarts en pourcentage sont très éloignés des autres pays familialistes orientaux.

Ces deux premiers groupes renvoient donc à des modèles où la famille sanctionne la réussite des individus. L'importance de l'appartenance au groupe dans la définition de soi, la valorisation de l'échange entre les générations sont manifestes.

L'Allemagne, la Suède, la Norvège, la France et surtout le Danemark constituent un troisième grand ensemble : les jeunes de ces pays rejettent l'idée que la famille soit une dimension forte de leur identité, ils ne lui attribuent pas le rôle de fondement de la société, ils n'estiment pas devoir considérer leurs parents comme le point de repère de leur réussite. En revanche, les jeunes en Norvège, en Finlande et au Danemark se déclarent prêts à financer les solidarités publiques. Danois et Français considèrent qu'avoir des enfants fait partie de leurs projets pour les quinze prochaines années (ce qui est en revanche rejeté par les Indiens, les Chinois, les Taiwanais et les Japonais). C'est un autre modèle familial qui apparaît, moins centré sur ses fonctions sociales.

Le quatrième groupe est constitué de pays proches de la moyenne européenne et qui ne sont pas familialistes : l'Italie, le Royaume-Uni, l'Espagne, la Finlande. Peu de corrélations significatives peuvent être signalées dans cette définition de la famille, à part le fait que les jeunes Italiens, Britanniques et Espagnols ne pensent pas qu'il est important de ne pas avoir un niveau de vie inférieur à celui de leurs parents.

Enfin, le Japon représente le cinquième groupe. Ce pays est aussi peu familialiste que les quatre précédents, mais on ne saurait le classer dans le même groupe, tant il est différent de la moyenne européenne. Les jeunes de ce pays semblent peu concernés par le rôle que la famille devrait jouer tant dans leur vie qu'au niveau social. La jeunesse japonaise semble là encore se démarquer de toutes les autres présentes dans notre échantillon.

Tableau 5 : la famille selon les jeunes

	La famille, un facteur de l'identité individuelle	La famille, fondement de la société	Satisfaction à l'égard de sa famille	La famille donne un sens à la vie	Une bonne vie, c'est avoir une famille	Dans les quinze prochaines années : avoir un enfant	Importance d'en pas avoir un niveau de vie inférieur à celui des parents	Importance d'avoir un niveau de vie supérieur à celui des parents	Prêt à payer des impôts pour les gens âgés	Somme des écarts positifs à la moyenne	Somme du carré des écarts
EU	68%	47%	63%	77%	65%	67%	31%	21%	23%		
Italie	70%	50%	63%	77%	64%	67%	26%	24%	25%	0	60
Royaume-Uni	66%	47%	61%	78%	64%	61%	25%	19%	27%	0	93
Japon	50%	34%	36%	65%	36%	48%	7%	7%	15%	0	3 448
Espagne	69%	44%	69%	79%	60%	66%	22%	20%	21%	1	172
Finlande	69%	39%	65%	75%	62%	70%	25%	15%	34%	1	296
Suède	63%	33%	70%	80%	67%	67%	25%	12%	27%	1	413
Norvège	59%	35%	66%	76%	69%	70%	17%	7%	41%	1	983
Allemagne	70%	54%	60%	78%	60%	65%	43%	16%	25%	2	259
France	60%	35%	61%	72%	72%	72%	23%	16%	11%	2	562
Taiwan	50%	65%	46%	76%	48%	40%	42%	35%	27%	3	2 322
Danemark	66%	34%	72%	78%	72%	72%	18%	12%	35%	4	717
Pologne	79%	54%	62%	81%	72%	70%	54%	44%	24%	5	1 295
Inde	80%	52%	73%	78%	57%	23%	51%	48%	50%	6	4 100
Russie	73%	59%	64%	81%	71%	63%	68%	66%	56%	6	4 645
États-Unis	75%	62%	66%	83%	72%	63%	37%	31%	32%	7	621
Estonie	79%	67%	65%	86%	78%	64%	41%	43%	36%	7	1 519
Chine	73%	76%	68%	88%	72%	59%	46%	42%	63%	8	3 377

Lecture : pourcentage d'accord (personnes ayant donné une réponse 6 ou 7 sur une échelle de 1 à 7) avec ces affirmations relatives à la famille. Les pays sont classés par ordre croissant selon leur score dans l'avant-dernière colonne. Les écarts supérieurs de 5 points à la moyenne européenne sont en gris foncé, les écarts inférieurs de 5 points sont en gris clair.

Une deuxième grande corrélation a finalement été mise au jour. Les jeunes des pays qui mettent en avant le sens de l'effort dans l'idéal d'éducation des enfants et qui valorisent la réussite matérielle font plus souvent référence à des modèles familiaux centrés sur la logique de l'appartenance statutaire, sur la réciprocité entre les générations. Il existe donc une forte cohérence,

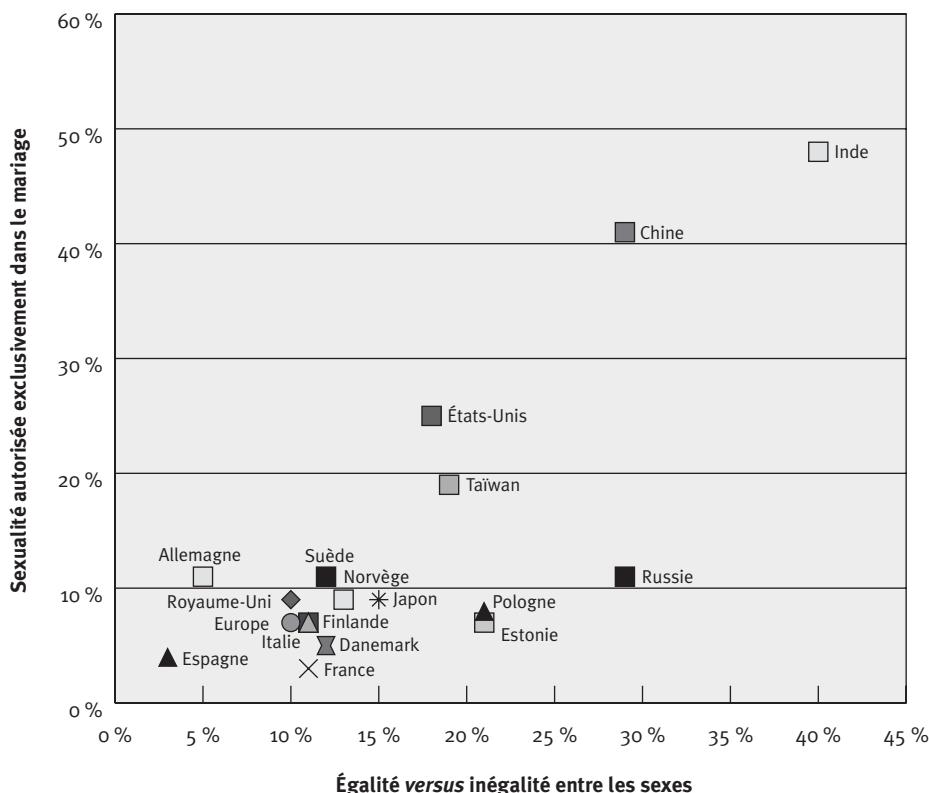
dans cet ensemble de pays d'Europe de l'Est, en Chine et en Inde, entre les deux premiers niveaux de l'analyse. Mais on remarque aussi que des pays méditerranéens (comme l'Italie et l'Espagne) où la famille joue un rôle d'intégration fort – ce qui est attesté par une riche littérature – sont moins familialistes qu'on le croit communément (voir le texte de Loredana Sciolla dans le présent livre).

Si ces cinq définitions de la famille renvoient au rapport entre l'individu et le lien de filiation, on ne saurait réduire les relations de famille à cette dimension. Aussi est-il éclairant de confronter ces résultats avec les réponses données par les jeunes aux questions portant sur la différence des sexes dans une société idéale et sur la sexualité en dehors du mariage. En croisant ces deux dimensions, la figure 3 (voir ci-dessous) montre qu'il existe un fort consensus chez les jeunes Européens. Les différences constatées au niveau de la définition de la famille ne se retrouvent pas lorsqu'on regarde exclusivement l'alliance. Ainsi, les jeunes Européens interrogés valorisent dans des proportions équivalentes l'égalité entre les hommes et les femmes, et ils estiment que la vie sexuelle ne saurait être réservée exclusivement au mariage. S'opposant sur ce point aux sociétés européennes, l'Inde et la Chine dévalorisent la dimension égalitaire du rapport entre les sexes et réservent à la sexualité un cadre strictement institutionnel. Tout en se situant à une moindre distance du modèle européen, les États-Unis et Taïwan valorisent la spécificité des rôles des hommes et des femmes et admettent moins que les Européens les relations sexuelles en dehors du mariage. Les jeunes Russes, Polonais et Estoniens, quant à eux, se soucient peu de l'en-cadrement matrimonial de la sexualité, mais accentuent plus que leurs voisins d'Europe occidentale la différence entre les sexes.

Ainsi, les pays familialistes du premier groupe sont plutôt traditionalistes, au moins pour l'une des dimensions du rapport entre les genres (voir figure 3). Les jeunes Américains continuent de se distinguer des jeunes Européens, alors que les Japonais partagent le même modèle que ces derniers. Le type familial européen, qui dévalorise les dimensions statutaires de la vie privée, valorise en revanche une conception égalitaire des sexes et une conception non institutionnelle de la sexualité.

Si l'on se focalise dès lors sur la question de l'égalité entre les sexes, *les pays les plus attachés au sens de l'effort, à la réussite matérielle et à la famille statutaire ont une conception plus traditionaliste des rapports entre hommes et femmes. D'où une séparation claire des jeunes en deux groupes : traditionalistes et modernistes.*

Figure 3 : attitude des jeunes à l'égard de l'égalité entre hommes et femmes et de la place de la sexualité en dehors du mariage



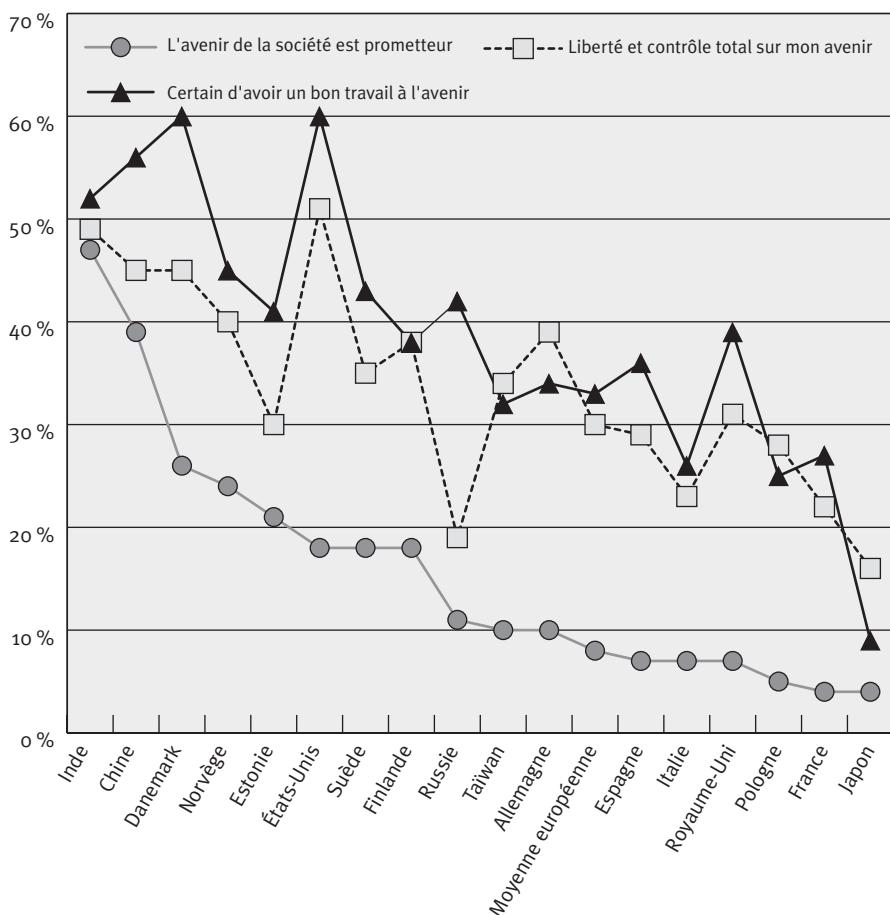
Lecture : on trouve en abscisse le pourcentage de jeunes qui valorisent nettement (réponses 6 et 7 sur une échelle de 1 à 7) l'égalité plutôt que l'inégalité entre les sexes; et en ordonnée, le pourcentage de jeunes qui valorisent nettement la sexualité exclusivement dans le cadre du mariage.

TROISIÈME NIVEAU D'ANALYSE : L'INTÉGRATION AUX SOCIÉTÉS NATIONALES

Les définitions de la sphère domestique mises en évidence précédemment montrent une certaine cohérence entre certains traits de la personnalité de l'enfant que l'on souhaite valoriser, les aspirations individuelles à la réussite et l'identité familiale. Pourtant, le tableau 5 (voir ci-dessus) montre également que les jeunes vivant dans des pays qui s'opposent quant à l'adhésion aux valeurs relatives au sens de l'effort peuvent déclarer une certaine satisfaction à l'égard de leur famille : c'est le cas des jeunes Danois, Suédois, Espagnols, Chinois et Indiens, qui choisissent plus souvent que les autres cet item. La satisfaction, élément qui *a priori* pourrait être considéré comme un indicateur de la qualité

du lien, traverse donc des types familiaux que tout semble opposer. Afin de mieux comprendre ce qui peut étonner à première vue, nous nous penchons sur le dernier niveau analytique : le degré d'intégration des jeunes dans leur société. Ces nouvelles corrélations permettent d'affiner les oppositions mises en évidence jusqu'ici. Il s'agit maintenant de voir comment les jeunes caractérisent la société dans laquelle ils vivent, en fournissant plus d'éléments sur les contextes sociaux dans lesquels s'inscrivent les valeurs éducatives, les aspirations matérielles à la réussite et les types familiaux.

Figure 4 : les jeunes et l'optimisme



Lecture : pourcentage d'accord (personnes ayant donné une réponse 6 ou 7 sur une échelle de 1 à 7) des jeunes des différents pays avec ces trois affirmations. Les Danois sont, par exemple, 60% à être certains d'avoir un bon travail à l'avenir, 45% à estimer avoir une liberté et un contrôle total sur leur avenir et 26% à considérer que l'avenir de la société est prometteur.

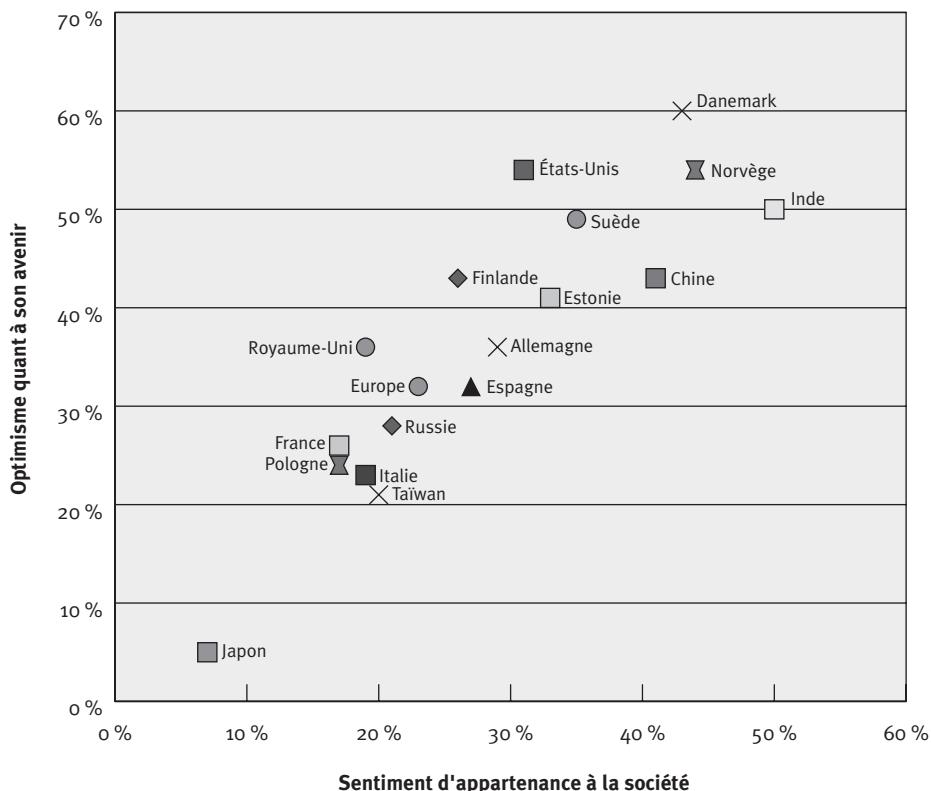
Nous entendons par le terme d'« intégration » trois formes d'attachement et de participation proposées aux personnes interrogées : ont été pris en compte la façon dont les jeunes envisagent leur avenir (en se déclarant optimistes ou pessimistes), la façon dont ils considèrent les différents domaines de leur vie quotidienne et du monde qui les entoure (en exprimant leur satisfaction ou leur insatisfaction à leur égard), le fait qu'ils pensent appartenir à leur société ou être plutôt en décalage par rapport à elle.

Commençons par l'optimisme. Il peut être entendu à la fois : 1) comme l'emprise qu'un individu peut avoir sur son destin envisagé de façon générale ; 2) comme une forme d'assurance quant à la possibilité d'obtenir un emploi ; 3) comme l'ensemble des attentes positives à l'égard de l'avenir de la société dans laquelle vit un individu. On s'est ainsi demandé dans quelle mesure une certaine confiance dans la destinée individuelle pouvait prolonger une confiance plus générale dans l'avenir de la collectivité. La figure 4 montre bien que ces deux niveaux sont imbriqués. Si les jeunes se montrent plus assurés sur le plan individuel que sur le plan collectif, les indicateurs retenus évoluent globalement de façon parallèle. Pour l'Inde et le Japon, les scores relatifs à ces trois dimensions de l'optimisme sont proches, à un niveau élevé pour le premier pays, à un niveau très faible pour le second (figure 5, voir ci-dessous). Les jeunes Russes se distinguent en revanche de tous leurs homologues par le fait que la certitude de trouver un bon travail dépasse plus qu'ailleurs l'espoir d'être libre et de contrôler son avenir.

On distingue alors les pays où les jeunes se montrent très pessimistes (Japon, France, Pologne, Royaume-Uni, Italie) d'autres pays où, en revanche, l'optimisme est très élevé (Inde, Chine, Danemark, États-Unis, Estonie, Suède, Finlande). Si l'emprise sur l'avenir personnel et l'assurance d'avoir un bon travail sont indexées à une vision positive de la société tout entière chez les jeunes d'Europe du Nord, d'Inde et de Chine, il est tentant de se demander si, dans ces mêmes sociétés, cet optimisme est lié à un sentiment d'appartenance.

Or, le sentiment d'appartenance à une société varie fortement selon les pays. Les jeunes Danois, Norvégiens et Suédois choisissent par exemple plus souvent que les autres Européens cet indicateur, tout comme les jeunes Chinois et Indiens. Les Allemands et les Américains enregistrent des écarts un peu moins importants que leurs homologues précités. Les jeunes Japonais rejettent plus fréquemment que les autres toute idée d'appartenance à leur propre société, ils se distinguent ainsi de leurs homologues interrogés.

Lorsqu'on croise ce sentiment d'appartenance avec, cette fois-ci, une question portant directement sur l'évaluation de l'avenir personnel de la personne interrogée, on constate que, dans les sociétés où les jeunes manifestent plus fortement une certaine assurance, les scores d'appartenance sont plus élevés. C'est notamment le cas, encore une fois, des jeunes Indiens, Chinois, Danois, Norvégiens et Suédois (voir le texte d'Olivier Galland dans cet ouvrage).

Figure 5 : optimisme et appartenance à la société

Lecture : en abscisse, le pourcentage de jeunes qui se sentent appartenir pleinement à la société (réponses 6 et 7 sur une échelle de 1 à 7); en ordonnée, le pourcentage de jeunes qui se sentent résolument optimistes par rapport à leur avenir (réponses 6 et 7 sur une échelle de 1 à 7).

Terminons notre examen des indicateurs relatifs à l'intégration des jeunes à leur société par la prise en compte de leur satisfaction à l'égard de différents domaines : leur vie quotidienne, leur famille, leur entourage proche, la situation de leur pays (voir tableau 6, ci-dessous). Le classement des pays donne des scores de satisfaction globale. Ainsi, les jeunes Indiens, Danois, Norvégiens, Espagnols, Finlandais et Chinois sont globalement plus satisfaits que leurs homologues. À l'opposé, Polonais, Russes, Anglais et surtout Taïwanais et Japonais se distinguent par une forte insatisfaction.

Tableau 6 : scores de satisfaction dans différents domaines de la vie des jeunes

		Domaines de satisfaction								
		Vie dans l'ensemble	Famille	Situation économique	Santé	Travail	Temps libre	Amis	Situation générale du pays	Total
1	Inde	1	3	1	1	1	1	1	3	12
2	Danemark	2	4	2	10	2	2	2	4	28
3	Norvège	3	1	3	11	3	4	8	1	34
4	Espagne	5	7	10	4	13	3	4	7	53
5	Finlande	6	2	15	6	12	8	5	2	56
6	Chine	14	5	6	5	9	6	11	5	61
7	Suède	7	6	7	14	7	13	12	6	72
8	Italie	8	14	4	2	8	7	16	14	73
9	France	12	12	14	3	6	9	6	12	74
10	Estonie	16	9	5	12	5	15	10	9	81
11	États-Unis	4	8	13	13	11	11	14	8	82
12	Union européenne	11	11	11	9	10	10	9	11	82
13	Allemagne	15	16	16	7	4	5	7	16	86
14	Pologne	9	18	8	8	14	12	3	18	90
15	Russie	10	13	12	15	15	16	13	13	107
16	Royaume-Uni	13	10	17	16	17	14	15	10	112
17	Taiwan	17	15	9	18	16	17	17	15	124
18	Japon	18	17	18	17	18	18	18	17	141

Lecture : chaque case du tableau correspond au rang d'un pays dans le classement par pourcentage de satisfaction envers un domaine considéré : ainsi, les jeunes Indiens viennent en tête du classement pour la satisfaction à l'égard de leur vie dans l'ensemble. La dernière colonne correspond à la somme pour chaque pays de la totalité des places occupées dans le classement. Les pays sont classés dans le tableau par ordre croissant de leur score total.

Comme on le voit, la satisfaction apparaît précisément dans les pays où les jeunes se montrent optimistes quant à leur avenir et expriment un attachement fort à leur société. L'insatisfaction est plus forte symétriquement chez les jeunes déclarant ressentir une faible appartenance à leur société.

Les jeunes d'Europe du Nord, d'Inde et de Chine paraissent plus intégrés, ce qui n'est pas le cas de leurs homologues d'Europe orientale et du Japon. On voit ainsi que *des jeunesse eurasiatiques, qui semblaient appartenir à un même ensemble, se séparent, certaines d'entre elles étant plus proches des jeunesse de l'Europe du Nord, et d'autres des jeunesse de l'Europe orientale*. Les pays où les jeunes se déclarent plus intégrés à leur société sont ceux où, globalement, ils sont plus satisfaits de leur famille (quel que soit le type de famille).

La satisfaction à l'égard de la famille est donc une partie d'un tout social. D'une part, elle ne s'exprime pas particulièrement dans des sociétés où la réalisation matérielle est la moins importante; d'autre part, elle n'est pas spécifiquement ressentie dans d'autres sociétés où primerait l'épanouissement personnel. Ce sont les formes d'intégration qui font varier ce sentiment. L'intégration semble ainsi être un élément d'une grande importance pour classer les jeunesse. À l'examen de ces résultats, les recoupements des pays changent quelque peu, car on ne saurait aussi facilement opposer les sociétés selon un continuum géographique qui irait, de proche en proche, de l'Europe orientale à l'Extrême-Orient, en passant par le sous-continent indien.

CONCLUSIONS : QUATRE CONFIGURATIONS DE JEUNESSE

Nous disposons désormais de tous les éléments nécessaires pour proposer une modélisation des jeunesse de notre échantillon. Pour ce faire, rappelons les étapes de la démonstration.

– Il existe une interdépendance croissante entre des sociétés qui, ayant toutes épousé l'économie de marché, participent à la compétition à l'échelle planétaire. Il nous a paru dès lors intéressant de saisir de quelle manière les jeunes interrogés investissaient l'éducation familiale d'une fonction d'adaptation aux exigences normatives des systèmes sociaux.

– Si les valeurs de probité sont les plus choisies par les jeunes, elles sont aussi les plus consensuelles : peu de pays se distinguent par une plus ou moins grande approbation à l'égard de l'honnêteté ou de la tolérance. En revanche, le sens de l'effort, l'affirmation de la personnalité sont des variables discriminantes entre pays.

– À partir de cette première opposition fondamentale, et afin de comprendre la logique des recoupements de pays qui s'ensuit, nous avons examiné les aspirations des jeunes à la réussite matérielle. Les jeunes des différents pays s'opposent sur une conception utilitaire de l'éducation. La réussite matérielle est un objectif plus important chez les jeunes des pays qui font de l'effort la clé de voûte de l'éducation. En outre, elle renvoie autant à l'individu qui l'ambitionne qu'à son groupe familial d'appartenance.

– On a pu dégager cinq façons de concevoir la famille. S'il est possible de mettre au jour une forte cohérence entre une forme de personnalité type tournée vers le sens de l'effort, des aspirations individuelles à la réussite et un modèle familial centré sur l'échange inter-générationnel, c'est que ces éléments se retrouvent dans des sociétés bien particulières : différentes par la religion, la culture et l'histoire, elles font néanmoins partie du groupe des économies de marché émergentes, à forte croissance. Ce sont des sociétés qui, derrière le dynamisme économique et le culte de la réussite matérielle, affichent des conceptions

plus traditionnelles de la répartition des rôles entre l'homme et la femme et qui assignent à la famille un rôle dans la stabilité sociale. Dans ces sociétés coexistent ainsi des ambitions de réussite sociale et de modernisation, et le maintien d'une définition de la vie privée renvoyant à la stabilité du lien social plutôt qu'à la qualité de la relation et à l'épanouissement de l'individu.

– Pourtant, ces considérations ne permettent pas de rendre compte du fait que la satisfaction à l'égard de la famille est parfois associée à des types familiaux que tout oppose. En réalité, les jeunesse des différents pays se distinguent aussi par leur degré d'intégration à leur société nationale. La satisfaction familiale fait partie d'un tout social.

– La prise en compte de l'aspiration à la réussite *et* de l'intégration permet alors de repérer quatre configurations distinctes de jeunesse dans les sociétés contemporaines.

Tableau 7 : configurations de jeunesse

		Attitude à l'égard de la réussite matérielle	
		Fortement valorisée	Fortement dévalorisée
Niveau d'intégration	Intégration forte	Chinois, Indiens Groupe domestique familialiste satisfaisant	Danois et autres Européens du Nord Groupe domestique non familialiste satisfaisant
	Intégration faible	Russes, Polonais Groupe domestique familialiste insatisfaisant	Japonais Groupe domestique non familialiste insatisfaisant

Les jeunes intégrés à leur société, qui misent sur la réussite sociale et font des valeurs d'effort les traits principaux de l'individu : il s'agit des Indiens et des Chinois, qui valorisent la réciprocité entre les générations dans la famille, elle-même régie par des rapports traditionnels entre hommes et femmes. Ils se considèrent satisfaits de ce modèle familial.

Les jeunes intégrés à leur société, qui refusent la réussite matérielle comme fondement du prestige social de l'individu et accordent peu de crédit à l'effort : il s'agit des Danois et des jeunes des autres pays du nord de l'Europe, pour qui la famille ne revêt pas de traits statutaires et qui valorisent une égalité dans le traitement des sexes. Ils se considèrent également satisfaits de leur famille. Ce serait un modèle familial plutôt relationnel et égalitaire (de Singly, 1993).

Les jeunes non intégrés à leur société, pour qui l'effort personnel conduit à la réussite sociale, considérée comme un objectif essentiel : il s'agit essentiellement des Polonais et des Russes. Comme leurs homologues des pays asiatiques, ils privilégiennent des traits plus traditionnels de la famille en l'inscrivant d'abord dans un échange entre les générations, et en se montrant traditionalistes – quoique à un degré moindre – à l'égard des rapports entre hommes et femmes. Toutefois, ils n'expriment pas, à la différence de leurs homologues indiens et chinois, une satisfaction à l'égard de leur vie de famille.

Les jeunes non intégrés, qui refusent d'adhérer aux valeurs de réussite et d'effort : il s'agit uniquement des jeunes Japonais. Ils n'adhèrent pas à la réussite matérielle et dévalorisent les traits de personnalité relatifs à l'effort. Ils ne sont pas favorables à une famille statutaire et rejettent une conception traditionnelle des identités sexuées. Par ailleurs, ils ne sont pas satisfaits de leur vie de famille.

Un dernier mot pour expliquer l'absence de toutes les autres jeunesse de cette modélisation. Nous n'avons retenu que les pays dont les jeunes se distinguent substantiellement de la moyenne européenne. Au terme des trois niveaux d'analyse, nous avons fait émerger les pays qui réunissent le plus grand nombre d'écart. Les données à notre disposition n'ont finalement pas fait apparaître aussi systématiquement qu'on aurait pu le penser des différences entre pays européens. À l'exception de celles des pays du nord de l'Europe, qui se retrouvent souvent ensemble, les autres jeunesse se distinguent de façon plus ponctuelle. On note une convergence croissante des attitudes des jeunes Européens, signe que l'Europe n'est pas qu'un mot. Espérons cependant que ces représentations collectives européennes ne demeurent pas aussi pessimistes qu'elles le sont aujourd'hui.

BIBLIOGRAPHIE

- BIGGART, A., BENDIT, R., CAIRNS, D., HEIN, K. et MÖRCH, S., *Families and Transitions in Europe*, Bruxelles, EU Research on Social Sciences and Humanities, Commission européenne, ftp://ftp.cordis.europa.eu/pub/citizens/docs/eur20796_screen_en.pdf, 2004.
- CAVALLI, A. et GALLAND, O., (dir.), *L'Allongement de la jeunesse*, Arles, Actes Sud, coll. « Changement social en Europe occidentale », 1993.
- CHAMBAZ, C., « Les jeunes adultes en Europe », Études et résultats, DRESES, n° 90, novembre 2000.
- CICCHELLI, V., *La Construction de l'autonomie. Parents et jeunes adultes face aux études*, Paris, PUF, coll. « Sciences sociales et sociétés », 2001.
- GALLAND, O. et ROUDET, B., (dir.), *Les Jeunes Européens et leurs valeurs. Europe occidentale, Europe centrale et orientale*, Paris, La Découverte, coll. « Recherches », 2005.
- GALLAND, O. et LEMEL, Y., *Valeurs et cultures en Europe*, La Découverte, coll. « Repères / Sciences politiques-droit », 2007.
- IARD, *Study on the State of Young People and Youth Policy in Europe*, Final Reports, vol. 1 : Executive Summary and Comparative Reports, http://ec.europa.eu/youth/doc/studies/iard/summaries_en.pdf, janvier 2001.
- LECCARDI, C. et RUSPINI, E., (dir.), *A New Youth ? Young People, Generations and Family Life*, Aldershot, Ashgate, 2006.
- MALPAS, N. et LAMBERT, P.-Y., *Les Européens et la Famille*, Bruxelles, Eurobaromètre 39.0, http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_077_fr.pdf, décembre 1993.
- MAUNAYE, E., « Quitter sa famille d'origine », in PUGEAULT-CICCHELLI, C., CICCHELLI, V. et RAGI, T., (dir.), *Ce que nous savons des jeunes*, Paris, PUF, coll. « Sciences sociales et sociétés », 2004, p. 29-40.
- SINGLY (DE), F., *Sociologie de la famille contemporaine*, Paris, Armand Colin, coll. « 128-Sociologie », 1993.
- SINGLY (DE), F. et CICCHELLI, V., « Contemporary families : social reproduction and personal fulfillment », in KERTZER, D. I. et BARBAGLI, M., (dir.), *Family Life in the Twentieth Century. The history of the European family*, vol. 3, Londres, Yale University Press, 2003, p. 311-349.
- VAN DE VELDE, C., *Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, Paris, PUF, à paraître.

Numéros spéciaux de revues :

- « Youth and Family : Intergenerational Tensions and Transfers », *Journal of Comparative Family Studies*, numéro spécial, vol. 35-4, 2004.
- « Intergenerational Relationships in Cross-Cultural Perspective : Fertility, Interaction and Support », *Current sociology*, vol. 55-4, 2007.
- « Autonomía de la juventud en Europa », *Revista de Estudio de Juventud*, vol. 71, 2005.
- « Materials de sociologia de la joventut », *Papers. Revista de Sociología*, vol. 79, 2006.

PARTIE II

ÉCLAIRAGES NATIONAUX

UNE SOCIÉTÉ BLOQUÉE, MAIS DES JEUNES ITALIENS QUI NE SONT PAS RÉSIGNÉS

*Loredana Scialla,
professeur à l'université de Turin, Italie*

Lorsqu'on la compare à la jeunesse européenne, surtout celle de l'Europe septentrique, la jeunesse italienne se caractérise par le phénomène d'«adulescence», qui s'est manifesté dans en Italie à partir des années 1980. Il s'agit de l'allongement du temps de cohabitation des enfants avec leur famille d'origine, passé l'âge de trente ans. Ce facteur contribue à la transformation des relations interfamiliales et intrafamiliales, à la hausse de l'âge du mariage, à la naissance tardive du premier enfant, à la baisse de la fécondité (laquelle est parmi les plus basses d'Europe). En outre, plus grave encore, ce phénomène affaiblit l'aptitude à acquérir une autonomie personnelle.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer les raisons pour lesquelles les jeunes Italiens (surtout les garçons) optent pour une cohabitation prolongée avec leurs parents : allongement de la durée de la formation, difficulté à trouver un emploi stable (ce qui entraîne un manque d'indépendance économique), absence de politiques sociales et de soutien au logement pour les jeunes et les jeunes familles.

Selon les explications classiques, l'adulescence découlerait du «familisme» italien – et méditerranéen en général –, caractérisé par un lien très fort entre les membres d'une même famille, notamment entre parents et enfants. Cette explication culturaliste nous semble pourtant largement exagérée : les spécificités italiennes tiennent davantage à la faiblesse des politiques publiques en matière d'accès à l'emploi, d'autonomie professionnelle et personnelle. Nous verrons cependant que les jeunes Italiens sont encore confiants dans leur possibilité de contribuer à un monde meilleur et qu'ils n'hésitent pas à s'investir dans de nouvelles formes de participation politique, malgré une société perçue, à bien des égards, comme bloquée.

LA FAMILLE COMME RÉPONSE À LA FAIBLESSE DES POLITIQUES PUBLIQUES

L'enquête Kairos Future-Fondation pour l'innovation politique permet de mettre en évidence l'attitude très singulière des jeunes Italiens à l'égard leur famille, et le rôle assigné à cette dernière. Pour ces jeunes, la famille est un élément fondamental de leur identité ; elle contribue à donner un sens à leur vie bien plus que le travail, la formation, les amis, les biens matériels, les ambitions (sur une échelle de 1 à 7, on constate que 77% des jeunes – c'est-à-dire 6,11 sur 7 – attribuent à la famille une valeur de 6 ou 7). En ce qui concerne le sens de la vie et l'identité personnelle, les jeunes filles et les couples mariés ou avec enfants atteignent un score moyen plus élevé. En outre, la composante qui procure le

plus de satisfaction est toujours la famille (5,67). À titre de comparaison, le score de satisfaction lié à son propre pays n'est que de 3,22.

La propension à attribuer une si grande importance à la famille semble, à première vue, découler du familisme italien, à savoir un lien très fort entre les membres d'une même famille (notamment entre parents et enfants). Celui-ci est habituellement considéré comme un facteur culturel typique de l'espace méditerranéen.

Cette hypothèse – très répandue dans la littérature sociale – n'est cependant pas confirmée. Les jeunes Italiens ne présentent pas, en réalité, une moyenne différente de celles des jeunes Européens pour ce qui est de l'opinion sur leur famille. Celle-ci est globalement considérée comme un facteur de stabilité et de formation incontournable pour la vie individuelle. Cette opinion ne fait pas l'objet de variations significatives en fonction de l'âge, du sexe et de l'emploi des jeunes interrogés.

Les jeunes Italiens aspirent à construire une famille, à avoir des enfants et à devenir propriétaires de leur logement. Un rapport récent de l'ISTAT¹ (2006) montre que beaucoup de jeunes ont le désir de fonder leur propre famille, mais que leurs conditions économiques ne le permettent pas. Parmi les projets pour l'avenir, comme pour la majorité des jeunes Européens, les jeunes Italiens désirent tout d'abord posséder leur propre logement (74,5 % de réponses 6-7), puis avoir des enfants (67,4 %). Ce sont surtout les jeunes entre 20 et 24 ans, les jeunes engagés dans une relation affective stable et les jeunes sans enfants qui expriment cette double ambition.

Le manque de politiques publiques et le problème des retraites, qui dans le système italien concernent tout particulièrement les jeunes, sont le résultat d'un modèle inique d'État providence, qui impute presque entièrement à la famille la charge d'aider les jeunes en difficulté (Rosina, 2006).

Les parents continuent d'assister les jeunes grâce à un soutien financier et d'autres formes d'aide, même lorsque que ceux-ci ont fondé une famille. Si le nouveau foyer n'est pas aisé, on recourt aux retraites des parents ou des grands-parents. Les formes de soutien familial aux jeunes se prolongent ainsi pendant toute leur vie : tout d'abord, les parents aident les jeunes à poursuivre leurs études supérieures; puis ils les appuient dans la recherche d'un emploi; enfin, la famille contribue à l'achat d'un logement. La présence prolongée chez leurs parents évite ainsi aux jeunes de connaître des difficultés économiques, que ce soit au cours de leurs études ou dans leurs premiers pas professionnels. Cela leur permet également de mettre de l'argent de côté pour réduire les risques financiers au moment de leur départ en retraite.

Même lorsqu'ils ont quitté leur famille d'origine, les jeunes continuent de considérer celle-ci comme essentielle pour faire face aux difficultés économiques, à tel point qu'un pourcentage important d'entre eux finit par développer une dépendance chronique au réseau de solidarité familiale.

1. Institut de sondage officiel italien.

EN QUÊTE D'UN TRAVAIL AYANT DU SENS

L'Italie présente également des caractéristiques particulières pour ce qui est du travail. Plusieurs enquêtes italiennes et européennes (ISTAT, 2007 ; EUROSTAT, 2005) mettent en évidence le fait que la situation de l'emploi des jeunes Italiens est moins favorable que celle des adultes et des Européens. En Italie, le pourcentage de jeunes chômeurs est le plus élevé d'Europe (presque 10%), surtout parmi les jeunes filles et dans le Sud. Quant aux salaires en début de carrière, ils sont parmi les plus bas d'Europe.

Les changements démographiques et du système de production, plus encore que l'entrée dans le monde du travail, rendent difficiles la valorisation et la stabilité des formes d'emploi. Si les récentes réformes du marché du travail ont facilité l'entrée des jeunes dans la vie active (environ 6 points de plus pendant la période 1998-2005), elles ont en même temps créé une sorte de marché « parallèle » du travail temporaire. Si l'on ne fait rien d'ici à vingt ou trente ans, les premières générations de travailleurs temporaires atteindront l'âge de la retraite sans avoir suffisamment cotisé pour toucher plus que la pension de retraite minimale. Cela peut expliquer pourquoi les jeunes Italiens cohabitent longtemps avec leurs parents et pourquoi ils considèrent, plus que les autres jeunes Européens, que le travail est très important pour la construction de leur identité et pour donner un sens à leur vie (après la famille).

Si l'on compare l'importance attribuée au travail et les choix concrets pour un futur emploi, on obtient des résultats intéressants. Quels sont les aspects considérés comme les plus importants pour une carrière future ? Les jeunes Italiens placent aux trois premières places des aspects relatifs à la qualité et au contenu de leur travail : « un travail intéressant et satisfaisant » (6,29) ; « je suis fier/fière de mon travail » (6,13) ; « une ambiance de travail saine » (6,02). La « sécurité de l'emploi » occupe la quatrième place (5,98).

Les aspects plus pratiques (« matérialistes », dirait Ronald Inglehart) ont un indice plus bas : par exemple « un salaire plus élevé » (5,61) ou « une position sociale élevée » (4,98). Ces préférences varient selon le sexe, l'âge, la formation, la situation familiale. Les jeunes filles préfèrent les dimensions davantage liées au contenu du travail. Parmi celles-ci, l'intérêt et la satisfaction du travail sont particulièrement privilégiés par celles qui ont une formation supérieure, quand, à l'inverse, la sécurité de l'emploi leur semble moins importante. Elle l'est plus pour les jeunes filles, les couples mariés ou avec enfants.

Les jeunes qui ont déjà un emploi accordent de l'importance à des aspects pratiques, comme le fait d'avoir un salaire plus élevé, tandis que les couples mariés ou avec enfants priviléguent la flexibilité des horaires de travail ou le congé parental. Parmi les différents secteurs d'activité, les jeunes Italiens préfèrent travailler dans la recherche, le tourisme, les médias et l'administration publique. Au contraire, ils ne priviléguent ni l'agriculture ni l'industrie manufacturière, qui, en revanche, sont appréciées par les autres jeunes Européens.

En ce qui concerne les stratégies jugées efficaces pour avoir du succès dans leur carrière future, nous trouvons un résultat surprenant. Dans la hiérarchie de leurs choix, les jeunes Italiens placent successivement les titres et la formation, les qualités et l'engagement personnels (savoir profiter des opportunités, travailler dur) et, aux deux dernières places,

les aspects les moins liés au mérite : connaître les personnes qui comptent et être une personne de belle allure. Notre « surprise » vient de l'incohérence entre les stratégies qui sont considérées comme efficaces et les modalités réellement mises en œuvre pour trouver un emploi. D'après l'enquête de l'IARD réalisée en 2002 (voir Buzzi, Cavalli et de Lillo, 2002, p. 143), qui confirme certaines recherches précédentes, le moyen le plus utilisé pour trouver un emploi consiste à profiter de ses connaissances, des amis ou de la famille. Une enquête de l'ISTAT (2003) montre également qu'un tiers des jeunes trouvent un emploi grâce à leur famille (60% par sa médiation, plus de 20% directement dans l'entreprise familiale). La réalité est donc moins « idyllique » que les jeunes ne le voudraient. Les jeunes Italiens sont d'ailleurs moins « [sûrs] d'avoir un bon emploi dans l'avenir » (4,20) que les autres jeunes Européens (4,51).

UNE FORTE PARTICIPATION POLITIQUE MALGRÉ UN MANQUE DE CONFIANCE DANS LES INSTITUTIONS

Les sociologues s'accordent sur le fait que la confiance, dans les autres ou dans les institutions, est un « ingrédient » important du sentiment de citoyenneté, et un lien fondamental de la société humaine. Or, plusieurs recherches démontrent que dans la plupart des démocraties occidentales les citoyens se méfient de plus en plus des institutions (en particulier des institutions politiques), et que la confiance dans la société dans son ensemble est en baisse. Les données de l'Eurobaromètre et de l'European Values Survey montrent que, depuis au moins vingt ans, les adultes et les jeunes en Italie ont un niveau de confiance dans les institutions parmi les plus bas d'Europe (à l'exception de la confiance dans l'Église et de celle dans les institutions européennes). On peut dire la même chose pour la confiance interpersonnelle, même si elle a augmenté au cours des années (Sciolla, 2004).

Quelles sont dès lors les attitudes sociétales adoptées par les jeunes Italiens ? Ceux-ci attestent d'un niveau moyen de confiance interpersonnelle assez faible (3,92), mais égal à la moyenne européenne. Il en est de même pour la confiance dans les différentes institutions : les Italiens ne diffèrent guère des Européens. Quelques différences cependant : les Italiens placent aux trois premières places les organisations et les institutions internationales : l'Union européenne (4), l'ONU (3,98), les ONG (3,62). Les Européens du même âge, quant à eux, font figurer l'ONU en première place (3,83), ensuite la police et le système judiciaire (3,65), et l'Union européenne seulement au troisième rang (3,61). Pour les Italiens, c'est le gouvernement de leur propre pays qui arrive en dernière position (2,70). Les médias occupent l'avant-dernière place (2,87) ; les institutions religieuses se situent juste avant les médias avec une moyenne de 2,91. Au niveau européen, ce sont au contraire les institutions religieuses qui atteignent le niveau de confiance le plus bas (2,52). Une raison pour laquelle les Italiens placent l'Union européenne à la première place (donnée confirmée par de nombreuses recherches) est sans doute que, déçus par leur gouvernement, ils demandent à une entité plus abstraite de répondre à leurs attentes en matière de bonne gouvernance.

Notre travail a mis en évidence d'autres composantes importantes du sentiment de citoyenneté : sentiment d'appartenance à la société, confiance dans son avenir propre, confiance en soi en tant que personne capable d'influer sur la société. Pour ces différents aspects, les jeunes Italiens montrent une attitude remarquablement moins optimiste que celle des autres Européens. C'est surtout par rapport à leur avenir propre, et donc leur capacité à exprimer pleinement leur individualité au sein de leur société, que les Italiens montrent le moins d'optimisme. Par exemple, le fait d'« avoir une totale liberté » et d'« assurer son avenir » atteint un niveau moyen de 4,25 (la moyenne européenne est de 4,55), niveau un peu plus élevé chez les garçons, chez les moins âgés, chez ceux / celles qui ont une formation de base, chez ceux / celles qui ont un travail et chez ceux / celles qui sont seul(e)s et sans enfants.

Le sentiment de citoyenneté varie par ailleurs en fonction la perception de l'avenir de la société et des droits et des devoirs attachés à celle-ci. Quand on demande aux Italiens de choisir entre deux représentations de la société idéale, ils préfèrent, comme les jeunes Européens, une représentation « progressiste » à une représentation « traditionnelle ». En d'autres termes, ils imaginent une société citadine plutôt que paysanne, fondée sur la science et la raison plutôt que sur les valeurs spirituelles ; une société qui accentue les changements plutôt que la tradition et la stabilité, qui se fonde sur la parité des sexes plutôt que sur la diversité des rôles sexuels. En matière de droits et de devoirs, les Italiens privilégient par ordre décroissant d'importance : la gratuité de la formation universitaire, le paiement du congé parental pendant les douze mois qui suivent la naissance de l'enfant (dans ce cas aussi, moins que les autres jeunes Européens), la gratuité du service de santé, l'acceptation du port des symboles religieux et, en dernier lieu, le droit à une allocation de chômage, même s'il existe des possibilités d'emploi. Tous ces droits sociaux sont revendiqués surtout par les femmes et par ceux / celles qui ont fondé une famille.

Les devoirs considérés comme essentiels sont : l'engagement et la participation à la construction des biens publics (contribuer à un monde meilleur, avec une moyenne très élevée de 6), participer au vote (être informé sur les sujets sociaux les plus importants). Point particulièrement intéressant, l'absence presque totale de confiance institutionnelle n'entraîne ni attitudes apathiques ni manque d'engagement, contrairement à ce que l'on pourrait supposer. Bien au contraire, la morale civique demeure forte. Il existe parmi les jeunes Italiens une prise de conscience remarquable de leurs droits et de leurs devoirs en tant que citoyens, ainsi qu'une ouverture aux changements et à l'amélioration de la société. D'autres études italiennes (Albano, 2005; Sciolla, à paraître) démontrent également que le manque de confiance dans les institutions politiques n'aboutit pas à un manque d'engagement. On peut au contraire observer que la participation associative des Italiens (entre 16 et 29 ans) est considérable (environ 40 % des jeunes font partie d'une association), de même que leur engagement politique. Il ne s'agit cependant pas de formes traditionnelles d'engagement (seulement 3 % des jeunes militent dans un parti politique), mais de formes de participation « non conventionnelles » : grèves, manifestations, formes de financement éthique, etc.

Nous pouvons, en conclusion, esquisser un « profil » du jeune Italien d’aujourd’hui :

– il donne beaucoup d’importance à la famille, non parce qu’il est « familiste » et qu’il ressent un lien très fort avec ses parents, mais parce que, d’une manière générale, les politiques publiques découragent les jeunes de quitter leurs parents et entravent le développement de leur autonomie économique et professionnelle;

– il connaît d’importantes difficultés pour trouver du travail, notamment un emploi stable et cohérent avec sa formation;

– il croit possible de trouver du travail grâce à ses seules compétences et à son seul mérite, mais, dans les faits, il l’obtient avec l’aide de ses connaissances, de ses amis ou de sa famille;

– il a peu confiance dans sa capacité à assurer son avenir et à influer sur la société, cependant il croit fermement dans sa contribution à un monde meilleur;

– il est déçu par les institutions publiques, notamment politiques, mais il ne se replie pas sur lui-même. Il cherche, au contraire, à développer de nouvelles formes de participation active à la vie démocratique.

On découvre ainsi des attentes fortes et, simultanément, une incapacité des acteurs politiques à proposer une vision, un projet et un soutien à ces jeunes. Ceux-ci cherchent dès lors, seuls, *via* leur famille ou dans de nouvelles configurations électives, à se projeter dans l’avenir.

BIBLIOGRAPHIE

- ALBANO, R., « I giovani e le nuove forme di partecipazione », *Il Mulino*, n° 2, 2005, p. 320-330.
- BUZZI, C., CAVALLI, A. et LILLO (DE), A., (dir.), « Giovani del nuovo secolo. Quinto rapporto IARD sulla condizione giovanile in Italia, Bologne, Il Mulino, coll. « Studi e ricerche », 2002.
- EUROSTAT, *Labour Force Survey*, 2004.
- ISTAT, *Indagine famiglia e soggetti sociali*, 2003.
- ISTAT, *Strutture familiari e opinioni su famiglia e figli*, 2006.
- ISTAT, *Forze di lavoro*, 2007.
- ROSINA, A., « L'Italia che invecchia e la sindrome di Dorian Gray », *Il Mulino*, n° 2, 2006, p. 293-300.
- SCIOLLA, L., *La sfida dei valori. Rispetto delle regole e rispetto dei diritti in Italia*, Bologne, Il Mulino, coll. « Studi e ricerche », 2004.
- SCIOLLA, L., « Déception et participation politique des jeunes », in CAVALLI, A., CICCHELLI, V. et GALLAND, O., (dir.), *Deux pays, deux jeunesse*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, à paraître en 2008.

DES JEUNES FRANÇAIS ISOLÉS ET PESSIMISTES FACE À UNE PRISE EN CHARGE PUBLIQUE LIMITÉE

*Patricia Loncle,
chargée de recherches à l'École des hautes études en santé publique, France*

L'enquête de Kairos Future-Fondation pour l'innovation politique présente des résultats à la fois classiques et originaux. Du côté des résultats classiques, on peut se référer aux deux ouvrages pilotés par Olivier Galland et Bernard Roudet sur les valeurs des jeunes Français et des jeunes Européens (2001 et 2005). On retrouve en effet, dans la présente enquête, des tendances de fond déjà mises en évidence, notamment sur le pessimisme des jeunes Français. Pour les résultats originaux, il semble que la présente enquête révèle des positionnements des jeunes Français des plus surprenants, concernant, notamment, la place accordée au travail, au salaire et aux groupes d'appartenance. En effet, alors que le travail et le salaire se voient accorder une importance considérable, les groupes d'appartenance (la famille et les amis) ne bénéficient pas d'autant de poids qu'auprès des jeunes des autres pays. Afin de développer notre observation, après avoir examiné les références identitaires des jeunes Français par rapport à celles des jeunes Européens, nous analyserons successivement les rapports des jeunes Français à la société et au travail, puis leurs sentiments d'appartenance.

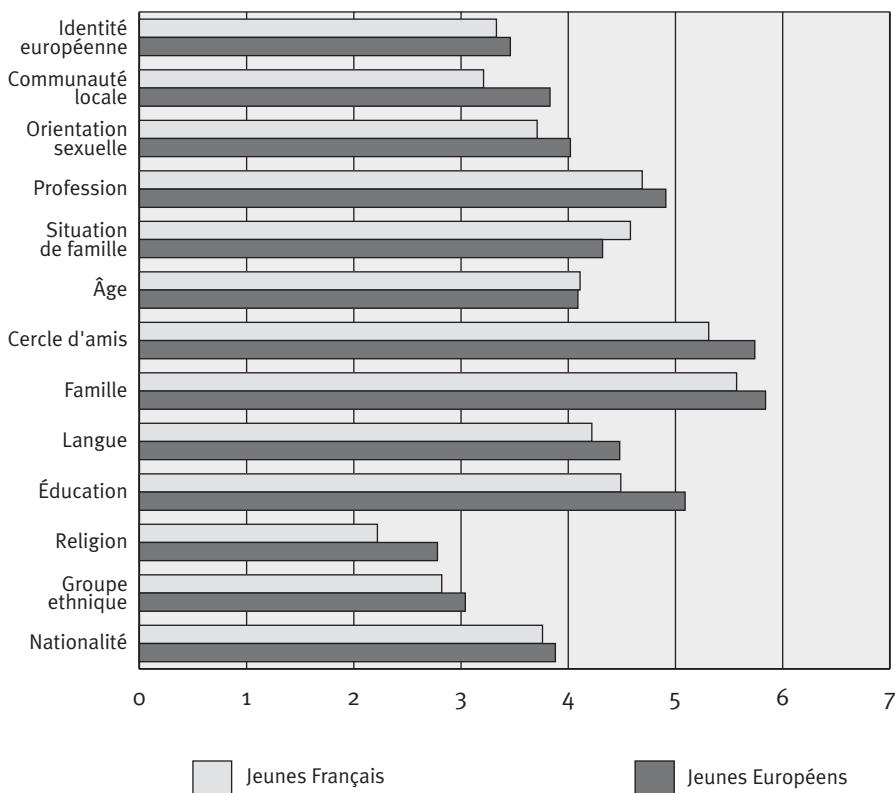
DES JEUNES FRANÇAIS DAVANTAGE ISOLÉS

Notre analyse aura pour point de départ les éléments identitaires classés par les jeunes. À la question : « Selon vous, quelle importance ont les facteurs suivants pour votre identité ? », les jeunes pouvaient répondre en choisissant un ordre d'importance entre la nationalité, le groupe ethnique, la religion, la formation, la langue, la famille, le cercle d'amis, l'âge, la situation de famille (célibataire, marié, etc.), la profession, l'orientation sexuelle, la communauté locale, l'identité européenne (voir figure 1, ci-dessous).

Or, si nous comparons les réponses des jeunes Français avec celles de l'ensemble des jeunes Européens, quelques tendances fécondes peuvent être mises en évidence.

Si les deux premiers marqueurs identitaires sont communs aux jeunes Français et aux jeunes Européens (famille, puis amis), l'éducation (troisième facteur pour les Européens) n'arrive qu'en cinquième rang pour les Français, derrière la situation de famille. Premier résultat marquant, la crise de confiance des jeunes Français à l'égard des institutions et notamment de celle capable de leur garantir un avenir sûr : le système éducatif. On peut dire que cette désillusion semble s'être creusée dans la mesure où les Français de 30-50 ans interrogés placent l'éducation au quatrième rang (4,49 pour les 16-29 ans et 4,36 pour les 30-50 ans).

Figure 1 : marqueurs identitaires des jeunes Français et des jeunes Européens



Lecture : échelle de 1 à 7, 1 étant le score le plus faible, 7 le score maximum.

Si l'on s'intéresse plus finement aux situations des jeunes interrogés, on peut dire que les garçons sont plus distants que les filles vis-à-vis de l'éducation, de même que ceux qui ont un niveau d'éducation primaire ou secondaire. Les jeunes ruraux et les habitants de villes de moins de 100 000 habitants présentent la même défiance. Ces réponses font largement écho aux difficultés d'insertion professionnelle que connaissent les jeunes (Dubet, 2007) et montrent à quel point ceux-ci sont conscients des difficultés auxquelles ils ont affaire. Les filles ont en effet de meilleurs résultats scolaires, même si cela ne leur garantit pas toujours un parcours aisé vers l'emploi ; les jeunes ayant reçu un niveau d'éducation primaire ou secondaire sont les plus largement touchés par le chômage (Lefresne, 2007). Enfin, les jeunes ruraux, pour une partie d'entre eux, affrontent des formes d'exclusion importantes dès lors qu'ils ne parviennent pas à utiliser le système scolaire comme un moyen d'insertion (Renahy, 2005). On peut d'ailleurs souligner que cette crise de confiance des jeunes Français a été largement mise en évidence par les manifestations anti-CPE du printemps 2006 (Lagrange et Oberti, 2006).

Seconde tendance notable : les jeunes Français opèrent des classements moins nets que ceux de leurs homologues européens vis-à-vis de presque tous les marqueurs identitaires. Seuls l'âge et la situation familiale paraissent avoir plus d'importance pour eux que pour les autres jeunes. S'agissant de l'âge, on peut probablement émettre deux hypothèses : la première concerne sans doute l'ensemble des jeunesse en Europe, elle renvoie à l'importance très grande accordée par les plus jeunes aux groupes de pairs et à l'« entre-soi » (Pasquier, 2005) ; la seconde est plus spécifique à la France et consiste à avancer que les catégorisations rigides, qui réglementent l'accès aux dispositifs et aux autres mesures, renforcent l'importance des critères d'âge – pour les jeunes, mais aussi pour les autres générations. On peut à cet égard citer : l'âge de 16 ans, qui ouvre quelques droits sociaux (comme le CIVIS, contrat d'insertion dans la vie sociale, ou le FIPJ, fonds pour l'insertion sociale des jeunes) ; l'âge de 18 ans, pour l'accès au FAJ (fonds d'aide aux jeunes) ; la tranche d'âge des 18-21 ans, pour être considéré comme un jeune majeur dans le secteur de l'enfance protégée ; enfin et surtout, l'âge de 25 ans – âge crucial pour les jeunes les plus précaires –, pour pouvoir bénéficier du RMI (revenu minimum d'insertion).

Les marqueurs sur lesquels la différence se creuse le plus avec les autres Européens sont : la communauté locale (- 0,62 point), l'éducation (- 0,60), la religion (- 0,56) et les amis (- 0,43). Ces résultats donnent une image des jeunes Français comme se percevant plus isolés que leurs homologues par rapport à une série d'éléments qui constituent généralement des marqueurs identitaires forts (en particulier le territoire, l'éducation et le groupe de pairs) (Galland, 2005). Nous pouvons ajouter que, du point de vue du genre, les marqueurs identitaires semblent assez traditionnels (Pina, 2005) : les garçons privilégiennent la nationalité, le groupe ethnique, la langue, l'orientation sexuelle, la communauté locale et l'Union européenne (valeurs territoriales et sexuelle), alors que les filles mettent en avant la religion, l'éducation, la famille, les amis, l'âge, la situation familiale (valeurs relationnelles) et, peut-être de manière plus surprenante – mais révélatrice de la place du travail féminin dans la société française –, la profession. Les questions de genre se retrouvent aussi fortement dans les valeurs accordées au travail (voir paragraphe suivant).

Pour ces raisons, il nous semble important d'analyser plus avant la manière dont les jeunes Français se positionnent dans leurs liens avec la société en général et avec le monde du travail en particulier, puis dans leurs relations avec les communautés d'appartenance.

DES JEUNES FRANÇAIS PARTICULIÈREMENT PESSIMISTES

Dans leurs liens avec la société, les jeunes Français se distinguent des jeunes Européens par au moins trois points fondamentaux : le travail ; la liberté de pensée et la générosité ; une vision pessimiste du futur et des institutions.

L'importance du travail est visible lorsqu'on leur demande ce qu'il est important de transmettre aux enfants et qu'ils répondent, plus que leurs homologues européens : un travail conscientieux. De même, interrogés sur ce que signifie une belle vie, ils met-

tent l'accent sur le fait d'avoir un travail passionnant et qui a du sens, et d'avoir beaucoup d'argent. Ce résultat avait déjà été révélé par les enquêtes « Valeurs » des jeunes Européens (Tchernia, 2005).

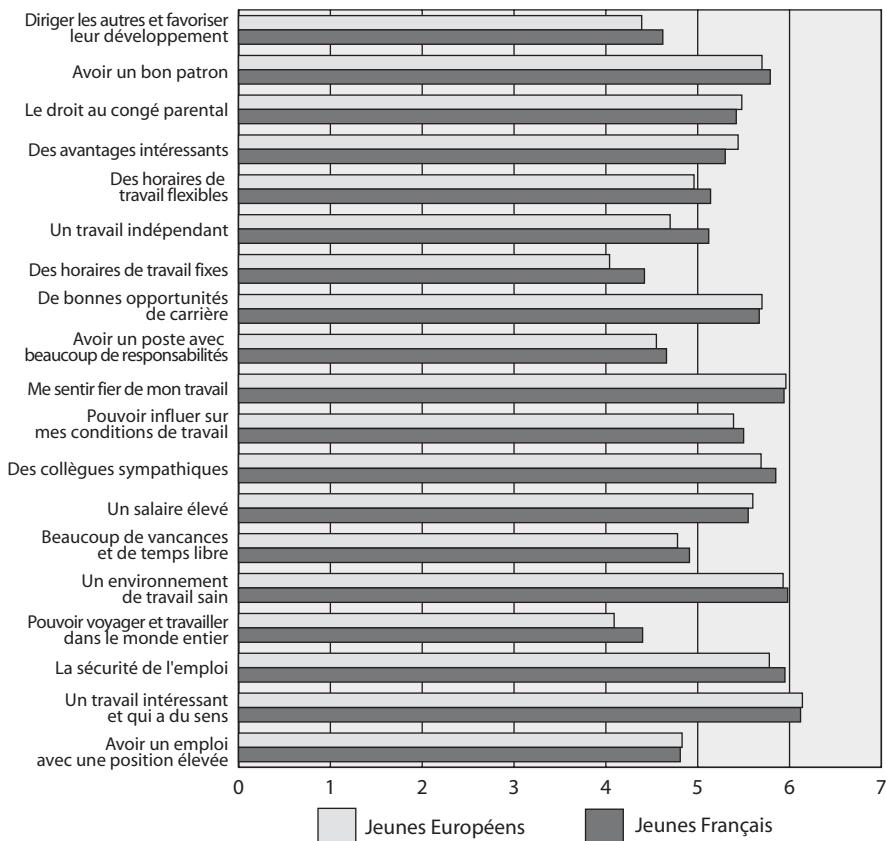
Interrogés plus précisément sur leur carrière à venir, ils se détachent beaucoup plus nettement que sur les marqueurs identitaires. Ils témoignent d'un certain élitisme, attachent une importance particulière à la position dans le travail et sélectionnent : un emploi avec une position élevée, un travail intéressant et constructif, un salaire élevé, de bonnes opportunités et le fait de se sentir fier de son travail. Il faut noter que ces préférences ont tendance à être plus marquées chez les plus jeunes que chez les plus vieux de la tranche d'âge. L'intérêt des garçons est plus focalisé sur la position et le salaire élevés, alors que les filles se disent plus en faveur d'un travail intéressant et constructif, et de bonnes opportunités. De ce point de vue, ces résultats ne viennent-ils pas contredire les analyses d'Olivier Galland, qui affirme voir dans la France l'archétype du modèle étatiste-égalitariste, lequel met en avant l'égalité plutôt que le mérite¹? On peut supposer que les explications sont de plusieurs ordres. Cet élitisme renvoie sans doute à ce que souligne Cécile Van de Velde (2007, p. 326), pour qui les jeunes Français ont une représentation de l'avenir professionnel définitivement conditionnée par le niveau et le domaine d'études. À propos des différences sexuées d'appréhension du travail, on peut dire qu'elles répercutent des phénomènes bien connus : alors que les filles réussissent globalement mieux à l'école, elles connaissent des trajectoires professionnelles moins brillantes (Lefresne, 2007) et tentent, beaucoup plus que les garçons, de trouver des emplois qui leur permettent de concilier vie familiale et vie professionnelle. Ce sont aussi elles qui vont accepter plus facilement les temps de travail incomplets ou partiels ainsi que les congés parentaux (DARES, 2003 et 2004 ; Fondation pour l'amélioration des conditions de travail, 2003).

Les jeunes Français se distinguent fortement des autres Européens à propos des conditions de travail qui leur paraissent secondaires (en particulier le fait de voyager pour travailler, -0,31 ; le fait d'avoir des horaires fixes, -0,38 ; le fait d'avoir un travail indépendant, -0,42). Seul le droit à un congé parental paraît important (ce dernier item étant bien plus valorisé par les filles que par les garçons, avec un score respectif de 5,97 et de 4,98). Faut-il voir dans ces positionnements une conséquence de la montée de l'individualisation ? S'agit-il plus encore d'une conscience aiguë de la précarisation du monde du travail (Paugam, 2007) ? Ou bien sommes-nous, avec les jeunes Français, face à une forme de grande lucidité vis-à-vis du système d'action publique, dont ils savent ne pas avoir grand-chose à attendre (David, Loncle et Muniglia, 2008) ? On peut en effet souligner à quel point les jeunes Français, si on les compare aux jeunes des pays nordiques, ne trouvent guère d'occasions d'être soutenus par l'État dans leur parcours vers l'emploi² (Charret, 2001).

1. Cf. *infra*, O. Galland.

2. Si l'on excepte des dispositifs en faveur des plus exclus, comme le CIVIS, ou ponctuels, comme le FIPJ et le FAJ (Loncle, Muniglia, Rivard et Rothé, à paraître).

Figure 2 : importance des éléments suivants pour votre future carrière, pour les jeunes Français et les jeunes Européens



Lecture : échelle de 1 à 7, 1 étant le score le plus faible, 7 le score maximum.

On observe par ailleurs que la liberté de pensée et la générosité font partie des valeurs particulièrement promues par les jeunes Français. Ainsi, les valeurs à transmettre aux enfants sont : la tolérance et le respect des autres, la générosité et la curiosité. De même, ils jugent qu'il est acceptable d'enfreindre la loi pour défendre ses droits ou pour combattre l'injustice dans la société. Ces résultats sont confirmés par l'enquête européenne EUYOUNPART (Political Participation of Young People in Europe – Development of Indicators for Comparative Research in the European Union, 2005). Pour expliquer ce phénomène, on peut probablement évoquer une culture française de la manifestation ou de la protestation, qui renverrait à la Révolution française. On peut se référer aux travaux d'Anne Muxel (2001 et 2002) ou de Jean-Charles Lagrée (2002) qui montrent : que les jeunes Français votent moins que les générations précédentes ; qu'ils sont moins engagés

dans les syndicats et autres lieux de représentation organisée (associations institutionnalisées et fédérées, conseils de quartier); qu'ils sont peu représentés parmi les élus. De fait, ils expriment une certaine inclination pour les formes de protestation collective.

Pourtant, ces valeurs qui peuvent être considérées comme positives sont contrebalancées par le pessimisme des jeunes Français, tant à l'égard des institutions que de l'avenir. Ils répondent ainsi moins souvent que leurs homologues européens que leur propre avenir est prometteur ou que l'avenir de la société est prometteur. Si ce manque de confiance dans l'avenir rejoint une réalité objective de moindres opportunités des jeunes générations françaises d'aujourd'hui par rapport aux précédentes (Chauvel, 2002), cette attitude est doublée d'une défiance généralisée vis-à-vis des institutions. De fait, ils manifestent davantage de défiance que les autres Européens envers les organisations ou les groupes suivants : le gouvernement, les médias, les sociétés multinationales, les ONG, « les gens en général », la police et le système judiciaire, les Nations unies, l'Organisation mondiale du commerce, l'Union européenne, les institutions religieuses (pour une vision exhaustive des scores, voir le tableau 2 dans le texte d'Olivier Galland, dans le présent ouvrage). Leurs opinions les plus négatives se focalisent sur : les institutions religieuses (-0,33 point par rapport à la moyenne européenne), « les gens en général » (-0,31), les médias (-0,27) et les sociétés multinationales (-0,24).

Ces trois groupes de positions (importance de la réussite personnelle dans le travail, liberté de pensée/générosité, pessimisme/manque de confiance renvoient, selon nous, aux observations de Jean-Charles Lagrée (2002, p. 107) : « Les individus se façonnent des niches, permettant l'épanouissement individuel, la valorisation de sa spécificité et préservant son autonomie. Ce faisant, ils effectuent là implicitement une critique du politique qui, au nom d'universaux, de la volonté générale, voire au nom d'idéologies, en vient à rejeter les différences. »

Il existe donc une sorte de décalage entre les aspirations des jeunes, leurs conditions de vie effectives et des modèles sociaux et politiques qui semblent ne plus leur correspondre. Ces résultats sont confirmés lorsqu'on analyse les relations des jeunes Français avec leurs groupes d'appartenance (famille, amis, territoire, associations, organisations politiques, religion).

UNE FORTE ASPIRATION À SORTIR DE LA DÉPENDANCE FAMILIALE

L'un des résultats les plus surprenants de l'enquête réside dans l'attitude des jeunes Français à l'égard des groupes d'appartenance traditionnels, comme la famille, les amis, le territoire et même, d'une certaine manière, la religion. En effet, sur cet ensemble d'items, ils apparaissent moins grégaires, moins collectifs, moins attachés.

Concernant la famille et les amis, cela se perçoit dans les valeurs à transmettre aux enfants : la question de la loyauté est moins prisee que dans la moyenne européenne, la famille et les amis sont moins considérés comme des facteurs apportant du sens à la vie ou comme des facteurs identitaires, la perception d'une vie réussie est moins liée au fait d'avoir une famille et des enfants, le fait de passer du temps avec ses

amis apparaît moins souvent... Enfin, les jeunes Français considèrent moins la famille comme la base de la société que ne le font leurs homologues. Ces attitudes semblent renvoyer aux observations de Cécile Van de Velde (2007) quand elle souligne, d'une part, les tensions qui se jouent entre parents et enfants autour des aides familiales (un modèle d'indépendance précoce valorisé, mais une dépendance effective qui s'allonge) et, d'autre part, la profonde inégalité de cette « familialisation » qui, malgré les discours sur l'école de la République, fait dépendre l'avenir du jeune de la situation financière de ses parents.

Il faut néanmoins distinguer ces attitudes en fonction du genre et de l'âge des jeunes. Si les jeunes Français accordent un peu moins d'importance à la loyauté, cela est davantage vrai pour les garçons que pour les filles, et pour les plus jeunes que pour les plus âgées des personnes interrogées. De même, l'importance accordée à la famille est bien plus nette chez les filles que chez les garçons, et cette importance croît pour les 25-29 ans (quand il s'agit de fonder sa propre famille ou au moins d'en faire le projet). À l'inverse, pour les amis, l'importance accordée est similaire chez les garçons et chez les filles et tend à décroître avec l'âge. En cela, les résultats corroborent les enquêtes « Valeurs » (Galland et Roudet, 2001 et 2005) ainsi que les analyses qualitatives (Pasquier, 2005).

À propos du territoire de vie et de l'engagement associatif et politique, on peut observer les mêmes tendances : la communauté locale est moins souvent citée comme élément identitaire, le sentiment d'appartenance à la société également, les ONG font l'objet d'une certaine méfiance, la politique (sous sa forme traditionnelle : élections, système des partis...) présente peu d'intérêt.

À propos des ONG, il nous semble nécessaire d'apporter une précision. Dans le questionnaire, les associations sont comprises dans les ONG, or nous émettrions l'hypothèse que les jeunes, lorsqu'ils s'expriment avec méfiance sur les ONG, évoquent les associations d'adultes plus que celles de jeunes. En effet, les résultats des études sur la question montrent que les jeunes Français ne sont pas moins membres d'associations que les autres générations, ce qui distingue la France des autres pays d'Europe (Eurobaromètre, 2001; Bréchon, 2005; Loncle et Muniglia, 2007; Loncle, 2007a). Cependant, ils s'associent de manière différente en privilégiant les associations locales, à fonctionnement horizontal, et ils développent parfois des modèles de relations sociales alternatives, rejetant la société de consommation (Loncle, 2007b). Une remarque similaire peut être formulée à propos de la politique : à notre sens, c'est plus le jeu politique institutionnalisé qui est objet de méfiance que l'engagement politique au sens de la participation à la vie publique. Là encore, un certain nombre de travaux apportent la preuve d'un intérêt fort des jeunes pour la participation civique (Becquet et de Linares, 2005; Becquet, 2005; Loncle et Muniglia, 2007; Loncle, à paraître).

Isolés, pessimistes et maintenus dans une dépendance familiale non voulue, les jeunes Français sont-ils plus individualistes que les autres Européens ? Cet individualisme est-il un effet du pessimisme évoqué plus haut ? On peut à cet égard se référer aux travaux d'Olivier Galland, qui affirme que les jeunes Français pâtissent d'une des sociétés les moins intégrées d'Europe, où le niveau de confiance interpersonnelle est le plus bas. Ajoutons que ces attitudes sont sans doute le fait : 1) du retrait massif de l'État des questions de jeunesse ; 2) de la décentralisation, qui conduit à des inégalités de traitement tout à fait considérables, en particulier pour les jeunes les moins protégés par leur famille (Loncle, 2007d ; Loncle, Muniglia, Rivard et Rothé, à paraître) ; 3) de la familialisation de la prise en charge des jeunes, qui les maintient dans une situation de dépendance difficile et qui reproduit ainsi les inégalités familiales (Van de Velde, 2007).

BIBLIOGRAPHIE :

- BECQUET, V. et DE LINARES, C., (dir.), *Quand les jeunes s'engagent. Entre expérimentations et constructions identitaires*, Paris, L'Harmattan, coll. « Débats jeunesse », 2005.
- BECQUET, V., (dir.), *La Participation des jeunes à la vie publique locale en Europe*, coll. « Jeunesse / Éducation / Territoires. Cahiers de l'action », n° 2, Marly-le-Roi, INJEP, 2005.
- BRÉCHON, P., « Générations et politique en Europe occidentale », in GALLAND, O. et ROUDET, B., (dir.), *Les Jeunes Européens et leurs valeurs. Europe occidentale, Europe centrale et orientale*, Paris, La Découverte, coll. « Recherches », 2005, p. 93-116.
- CHARVET, D., (dir.), « Jeunesse, le devoir d'avenir », rapport pour le Commissariat général du Plan, Paris, La Documentation française, 2001.
- CHAUVEL, L., *Le Destin des générations. Structure sociale et cohortes en France au xx^e siècle*, Paris, PUF, coll. « Le lien social », 2002.
- DARES, « Pourquoi certaines femmes s'arrêtent-elles de travailler à la naissance d'un enfant? », *Premières informations et premières synthèses*, n° 29.2, juillet 2003.
- DARES, « La difficile conciliation entre vie professionnelle et vie familiale », *Premières informations et premières synthèses*, n° 50.3, décembre 2004.
- DAVID, O., LONCLE, P. et MUNIGLIA, V., « Action socio-éducative et territoires : des pratiques sociales aux politiques locales », pour le conseil général d'Ille-et-Vilaine, octobre 2007.
- DUBET, F., « Existe-t-il une justice scolaire? », in PAUGAM, S., (dir.), *Repenser la solidarité. L'apport des sciences sociales*, Paris, PUF, coll. « Le lien social », 2007, p. 111-124.
- Eurobarometer Young Europeans in 2001: Results of a European Opinion Poll*, http://europa.eu.int/comm/public_opinion/archives/ebs/ebs_151_summ_en.pdf, 2001.
- EUYOUPART, « Political Participation of Young People in Europe. Development of Indicators for Comparative Research in European Union », 2005.
- GALLAND, O., « Les jeunes Européens sont-ils individualistes? », in GALLAND, O. et ROUDET, B., (dir.), *Les Jeunes Européens et leurs valeurs. Europe occidentale, Europe centrale et orientale*, Paris, La Découverte, coll. « Recherches », 2005, p. 39-64.
- GALLAND, O. et ROUDET, B., (dir.), *Les Valeurs des jeunes. Tendances en France depuis 20 ans*, Paris, L'Harmattan, coll. « Débats jeunesse », 2001.
- LAGRANGE, H. et OBERTI, M., (dir.), *Émeutes urbaines et protestations. Une singularité française*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Nouveaux débats », 2006.
- LAGRÉE, J.-C., « Les jeunes se désintéressent-ils de la politique? », *Agora*, n° 30, 2002, p. 94-108.
- LAMBERT, Y., « Un regain religieux chez les jeunes d'Europe de l'Ouest et de l'Est », in GALLAND, O. et ROUDET, B., (dir.), *Les Jeunes Européens et leurs valeurs. Europe occidentale, Europe centrale et orientale*, Paris, La Découverte, coll. « Recherches », 2005, p. 65-92.
- LEFRESNE, F., « Les jeunes et l'emploi : parcours et dispositifs », in LONCLE, P., (dir.), *Les Jeunes. Questions de société, questions de politique*, Paris, La Documentation française, coll. « Études de la Documentation française », 2007, p. 45-76.
- LONCLE, P., (dir.), *Les Jeunes. Questions de société, questions de politique*, Paris, La Documentation française, coll. « Études de la Documentation française », 2007a.

LONCLE, P., « Attentes croisées : communes et associations de jeunes dans l'agglomération rennaise », *Pensée plurielle*, n° 14, 2007b, p. 67-74.

LONCLE, P., « Évolution des politiques locales de jeunesse », *Agora*, n° 43, 2007c, p. 14-29.

LONCLE, P. et MUNIGLIA, V., *Youth Participation in Europe*, pour la Commission européenne, juin 2007.

LONCLE, P., MUNIGLIA, V., RIVARD, T. et ROTHÉ, C., « Insertion sociale et professionnelle et politique départementale de jeunesse : les enjeux de la décentralisation du Fonds d'aide aux jeunes », *Pouvoirs locaux*, n° 4, 2007, à paraître.

LONCLE, P., *Pourquoi faire participer les jeunes ? Expériences locales et européennes d'appel à la participation des jeunes*, Paris, L'INJEP / L'Harmattan, à paraître début 2008.

MUXEL, A., *L'Expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2001.

MUXEL, A., « La participation des jeunes : soubresauts, fractures et ajustements », *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 5-6, 2002, p. 521-544.

PASQUIER, D., *Cultures lycéennes. La tyrannie de la majorité*, Paris, Autrement, coll. « Mutations », 2005.

PAUGAM, S., « La solidarité organique à l'épreuve de l'intensification du travail et de l'instabilité de l'emploi », in PAUGAM, S., (dir.), *Représenter la solidarité. L'apport des sciences sociales*, Paris, PUF, coll. « Le lien social », 2007, p. 379-396.

PINA, C., « Valeurs des femmes et des hommes : quelles différences pour les jeunes générations d'Europe occidentale? », in GALLAND, O. et ROUDET, B., (dir.), *Les Jeunes Européens et leurs valeurs. Europe occidentale, Europe centrale et orientale*, Paris, La Découverte, coll. « Recherches », 2005, p. 229-257.

RENAHY, N., *Les Gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale*, Paris, La Découverte, coll. « Textes à l'appui/Enquêtes de terrain », 2005.

TCHERNIA, J.-F., « Les jeunes Européens, leur rapport au travail », in GALLAND, O. et ROUDET, B., (dir.), *Les Jeunes Européens et leurs valeurs. Europe occidentale, Europe centrale et orientale*, Paris, La Découverte, coll. « Recherches », 2005, p. 205-228.

VAN DE VELDE, C., « La dépendance familiale des jeunes adultes en France. Traitement politique et enjeux normatifs », in PAUGAM, S., (dir.), *Représenter la solidarité. L'apport des sciences sociales*, Paris, PUF, coll. « Le lien social », 2007, p. 315-334.

LES JEUNESSES EN ALLEMAGNE CONTEMPORAINE : ENTRE CONFIANCE POLITIQUE ET CLIVAGES SOCIAUX

*Monika Salzbrunn,
chargée de recherches au CRIA (CNRS-EHESS), France*

Parler des jeunesse en Allemagne et des politiques publiques qui les concernent constitue un défi : les politiques allemandes, à la différence de celles menées en France, n'ont pas contribué à fabriquer une catégorie sociologique spécifique, cible de mesures ou de contrats qui lui sont réservés. Dans le domaine de l'emploi par exemple, des dispositifs spécifiques existent, mais leur objectif est de remettre le plus rapidement possible le public en difficulté sur le chemin de la formation professionnelle générale, afin que les jeunes sans formation ou au chômage trouvent un emploi (Salzbrunn, 2007).

Qui sont les jeunes qui vivent en Allemagne aujourd'hui ? Quelle est leur place au sein de la société, quel est leur rapport à la famille et au travail ? Comment les politiques publiques s'adressent-elles à cette catégorie d'individus ? Les réponses apportées à l'enquête Kairos Future-Fondation pour l'innovation politique vont souvent à rebours des idées reçues.

Tout d'abord, il existe des clivages importants selon l'origine, la couche sociale et le genre en matière d'accès réel à l'emploi, d'opinion par rapport au travail ou de valeurs sociétales. Ensuite, les jeunes femmes considèrent leur carrière professionnelle comme un objectif fondamental, objectif qui (doit) demeure(r) compatible avec leur attachement à une vie de famille.

DES JEUNES FORTEMENT IMPLIQUÉS DANS LA VIE POLITIQUE ET SOCIÉTALE

Les jeunes socialisés en Allemagne accordent une grande importance à l'entourage proche et à la communauté locale¹. Celle-ci se révèle être bien plus déterminante dans leur construction identitaire : ils sont presque deux fois plus nombreux (32 %) à mentionner cet item que les autres jeunes Européens (19 %). Le système fédéral, qui comporte une autonomie réelle des régions dans plusieurs domaines, notamment en matière d'éducation, de recherche et d'enseignement supérieur, explique la persistance d'expressions symboliques d'appartenance à une région ou à une localité². D'une manière générale, les identités

1. Voir H. Uterwedde (2007) à propos des valeurs des jeunes Allemands.

2. À titre d'exemple, mentionnons le fait que le manuel d'histoire franco-allemand paru en 2006 est l'unique livre d'histoire homologué par les seize ministères de l'Éducation pour l'enseignement secondaire : *Histoire/Geschichte. L'Europe et le monde depuis 1945 /Die Welt und Europa seit 1945*, Nathan-Klett, Paris-Stuttgart, 2006 (voir François, 2007).

locales fortes se manifestent³ au détriment d'un sentiment national : 19% des jeunes Allemands le mentionnent, contre 24% dans le groupe de référence. Cet élément identitaire national est discrédité par l'histoire du xx^e siècle, avec en particulier la période du national-socialisme (1933-1945), alors que le mouvement national libéral et démocratique était issu d'un courant progressiste dans l'histoire de l'Allemagne.

D'une manière générale, les jeunes se sentent impliqués dans la vie politique et sociétale et pensent, davantage que leurs homologues européens, pouvoir changer la société et améliorer les conditions de vie du pays (50% en Allemagne, 45% en moyenne en Europe). Il existe sur ce point une nette différence entre les jeunes femmes (46%) et les jeunes hommes (54%). Cet écart peut peut-être s'expliquer par une plus grande lucidité des femmes du fait de leur forte implication dans la vie politique et associative. L'Allemagne fait partie des pays européens présentant le plus fort taux de féminisation des responsabilités et mandats politiques : 31,6% des députés du Bundestag sont des femmes; au sein du parlement régional de Brême, ce chiffre atteint 45%. La plupart des partis et les syndicats ont d'ailleurs mis en place un système de quotas pour assurer une représentation féminine dans leurs instances dirigeantes.

Lorsqu'on croise la variable du niveau d'éducation avec la réponse à la question concernant la possibilité d'un changement de la société, on note une attitude plus optimiste chez les jeunes les plus diplômés (44% pour l'enseignement primaire, 53% pour l'enseignement secondaire et 63% pour l'enseignement supérieur). Ces fortes disparités en fonction du niveau d'études sont dues à la reproduction sociale des élites allemandes, laquelle s'explique par la répartition prématurée des élèves entre les trois types d'école secondaire à l'issue de l'enseignement primaire. Les écoliers d'un établissement menant au baccalauréat évoluent alors dans un univers marqué par la prise d'initiative et des activités culturelles de haut niveau. Les étudiants sont encore plus incités à s'engager politiquement par l'intermédiaire de stages ou de groupes politiques qui sont très actifs à l'université. En outre, l'engagement associatif ou politique est très bien perçu par les employeurs comme par les organismes attribuant des bourses au mérite. Ces expériences figurent en bonne place sur le CV, et il n'est pas rare que les candidats à une bourse, à un prix ou à un emploi joignent à leur dossier des attestations concernant leur engagement sociétal⁴. On note au contraire une forte reproduction sociale parmi les couches sociales les plus pauvres, ce qui se traduit chez elles par un pessimisme plus fort.

Observons que certaines régions, comme les villes-régions de Berlin et de Brême, tiennent compte de cet intérêt manifesté par les plus jeunes pour la politique (54% des 16-19 ans sont convaincus de la possibilité d'un changement de la société) en abaissant provisoirement l'âge du droit de vote à 16 ans. L'étude de Baasen et Riedel (2006) montre pour Berlin un taux de participation électorale de 45,6% pour les 16-17 ans, qui est certes

3. Par exemple par le patois.

4. Les dossiers de candidature à une bourse au mérite auprès des fondations et institutions allemandes comme le DAAD (Deutscher Akademischer Austausch Dienst, Office allemand d'échanges universitaires) comportent systématiquement un paragraphe concernant l'engagement sociétal (bénévolat ou de prise de responsabilités au sein d'une association, d'un club de sport, d'un groupe politique, d'une paroisse, etc.). Un candidat n'ayant pas ce type d'expérience risque fortement de voir son dossier refusé.

plus bas que celui des 18-21 ans (49,5%), mais plus haut que celui des 21-25 ans (43,5%). Dans les quartiers où certains partis ont mené une campagne ciblant les jeunes, le taux de participation est plus élevé. Les résultats sont finalement nuancés : les jeunes Allemands âgés de moins de 30 ans votent moins que leurs aînés, mais ils s'impliquent fortement dans les partis politiques et les syndicats.

UNE BONNE ADÉQUATION FORMATION-EMPLOI

Tandis que les diplômés de l’Université allemande se caractérisent par une entrée tardive sur le marché du travail, les lauréats de la Hauptschule et de la Realschule (délivrant l’équivalent du brevet français) débutent leur carrière professionnelle beaucoup plus tôt que leurs homologues français. La part des jeunes ayant acquis un diplôme de l’enseignement secondaire ouvrant sur des programmes tertiaires courts à vocation professionnaliste (brevet/Mittlere Reife/Hauptschul-Abschluss) est de 11% en France et de 61% en Allemagne. Cette configuration explique les différences exprimées par les jeunes sur les questions liées au travail dans différents pays.

Tableau 1 : importance de certains aspects pour la future carrière

	Jeunes en Europe	Jeunes en Allemagne	Jeunes femmes en Allemagne	Jeunes hommes en Allemagne
Avoir un travail intéressant et constructif	77 %	81 %	85 %	77 %
Avoir un environnement professionnel sain	72 %	82 %	86 %	78 %
Avoir des collègues sympathiques	68 %	77 %	82 %	72 %
Avoir un travail indépendant	44 %	57 %	61 %	53 %
Avoir un emploi avec une position élevée	37 %	31 %	30 %	32 %
Avoir un salaire élevé	56 %	50 %	47 %	53 %
Avoir des avantages intéressants	48 %	38 %	41 %	35 %

Lecture : pourcentage d'accord avec les items (réponses 6 et 7 sur une échelle de 1 à 7). En gris, les pourcentages de réponses des jeunes femmes allemandes supérieurs de huit points à ceux leurs homologues masculins.

Globalement, les jeunes en Allemagne accordent plus d'importance à « avoir un travail intéressant et constructif », à « avoir un environnement professionnel sain », à « avoir des collègues sympathiques » et à « avoir un travail indépendant » que leurs homologues

européens (voir tableau 1, ci-dessus). Du fait de leur expérience pratique du travail, les personnes ayant un emploi sont, en moyenne, encore plus attachées à ces qualités que ne le sont les étudiants. Les femmes sont, elles, d'autant plus ambitieuses et attachées à leur travail qu'elles font les frais d'une discrimination horizontale (différence de salaire pour le même emploi occupé par un homme) et verticale (représentation moindre dans les instances dirigeantes) sur le marché du travail. En outre, elles doivent surmonter de nombreux obstacles institutionnels et structurels si elles désirent à la fois travailler et être mères.

Parmi les éléments auxquels les jeunes vivant en Allemagne accordent une importance inférieure à la moyenne européenne figure l'objectif d'avoir un emploi avec une position élevée, un salaire élevé ou des avantages intéressants⁵. Pour ce dernier item, le pourcentage d'accord est encore plus faible chez les diplômés de l'enseignement supérieur (31%). Ceci peut s'expliquer par la quasi-absence de périodes de chômage pour ce groupe. Ce faible taux de chômage est dû, entre autres, au caractère réduit du nombre de ces diplômés (20,6% en Allemagne, pour une moyenne de 34,8% dans les pays de l'OCDE). En réalité, des mesures d'accompagnement des étudiants dans la recherche d'un emploi existent depuis très longtemps en Allemagne : clubs Alumni ; entreprises juniors (en particulier en sociologie et en économie) ; séminaires de conseil pour futurs créateurs d'entreprise organisés par l'université en collaboration avec les chambres régionales ou locales de commerce et d'industrie ; formations pratiques diplômantes accompagnant le diplôme principal (comme *Studierende und Wirtschaft* [« Étudiants et économie »] à l'université de Bielefeld) ouvertes à toutes les disciplines ; postes de vacataires à l'université ouverts aux étudiants à partir du second cycle. Même si le délai pour trouver un emploi est plus ou moins long selon la discipline choisie, les étudiants s'insèrent globalement très bien sur le marché du travail grâce à ces mesures d'accompagnement, d'une part, et grâce à une très grande flexibilité des employeurs et à une forte diversité des parcours (souvent marqués par des formations complémentaires), d'autre part. Une étude récente de l'institut Kienbaum⁶ confirme ces tendances et montre d'autres différences avec la France : les employeurs allemands désignent comme critères de sélection les plus importants les stages accomplis pendant les études, les connaissances en langues étrangères et les options et spécialités choisies dans le cursus universitaire. En revanche, l'âge des candidats au moment de l'examen de fin d'études, l'image de son université et le fait d'avoir effectué un apprentissage avant d'entreprendre des études supérieures sont des critères moins importants aux yeux des employeurs.

Le taux de chômage (relativement) faible (15,54%) des jeunes résulte également d'une coordination de plusieurs politiques visant à faciliter le choix professionnel qui s'opère dans une période de transition entre la vie scolaire et la vie professionnelle ou universitaire. Les politiques sociales sont étroitement liées aux politiques de l'éducation, du travail et de la famille dans l'histoire allemande. Le *work-life balance* (l'équilibre entre la vie

5. Avoir des avantages intéressants est toutefois prioritaire pour une majorité des Européens (57%), notamment pour les jeunes femmes en Allemagne (69%) : le droit au congé de maternité. Même chez les jeunes hommes en Allemagne cet intérêt est en hausse, puisque 38% estiment que le congé de paternité est une priorité.

6. Consultable sur www.kienbaum.de, elle est par ailleurs citée par le quotidien *Kölner Stadt-Anzeiger*, 20-21 octobre 2007.

professionnelle et la vie en dehors du travail) est ainsi au cœur des politiques publiques⁷ et permet de mieux négocier la transition entre la vie scolaire et la formation professionnelle (ou l'enseignement supérieur). Les effets de ces choix professionnels sur la vie privée sont désormais pris en compte dans les mesures de soutien aux jeunes⁸.

UNE TENSION EXTRÊME ENTRE AMBITION PROFESSIONNELLE ET CONTRAINTES FAMILIALES

La relation entre les jeunes et leur famille se donne notamment à voir dans les valeurs devant être inculquées aux enfants. Les trois valeurs les plus importantes sont communes aux jeunes Européens et aux jeunes Allemands : l'honnêteté (90%), la tolérance et le respect des autres (87%), la responsabilité (83%). Ceux-ci présentent néanmoins des différences significatives avec les autres Européens, et ce, à plusieurs niveaux : l'indépendance, l'endurance, l'esprit d'entreprise sont davantage prisés (voir tableau 2, ci-dessous).

Tableau 2 : qualités que les enfants sont encouragés à développer à la maison

	Jeunes en Europe	Jeunes en Allemagne	Jeunes femmes en Allemagne	Jeunes hommes en Allemagne
L'indépendance	58%	64%	65 %	63 %
L'endurance	39 %	47 %	44 %	50 %
L'esprit d'entreprise	33 %	38 %	39 %	37 %
La foi religieuse	16 %	9 %	10 %	8 %
La générosité	51 %	21 %	19 %	23 %
L'obéissance	47 %	38 %	40 %	36 %

Lecture : pourcentage d'accord (réponses 6 et 7 sur une échelle de 1 à 7)

La foi religieuse, la générosité et l'obéissance sont en revanche moins essentielles pour les jeunes en Allemagne. L'expression d'un attachement à une certaine qualité de vie (y compris professionnelle) et le moindre goût pour l'obéissance et la générosité traduisent un esprit critique profond au sein de la société allemande : les individus sont plus exigeants à l'égard d'eux-mêmes, mais aussi de leur environnement.

7. Ce critère entre par exemple en jeu lors de l'évaluation des projets universitaires dans la compétition autour du label «excellence» : l'école doctorale de l'université de Bielefeld, l'International Graduate School in Sociology and History, a obtenu ce label en 2007 entre autres parce que le projet partait d'un bon concept d'équilibre entre les études et la vie privée (*study-life balance*), qui est une clé du succès dans les études doctorales.

8. Voir les travaux du Deutsches Jugendinstitut sur cette question de transition, notamment Jurczyk, Lange et Thiessen (2007). Sur la relation entre choix de l'orientation professionnelle et genre, voir notamment Oechsle (à paraître), Müller (2000), Geissler (2007), Born et Krüger (2001).

Tableau 3 : les aspects les plus importants dans la vie

	Jeunes en Europe	Jeunes en Allemagne	Jeunes femmes en Allemagne	Jeunes hommes en Allemagne
Les amis	74 %	81 %	84 %	78 %
La famille	77 %	78 %	85 %	71 %
Le travail et les études	52 %	62 %	64 %	59 %
Les rêves et les ambitions	63 %	61 %	64 %	57 %
Les biens matériels	22 %	26 %	24 %	28 %

Lecture : pourcentage d'accord (réponses 6 et 7 sur une échelle de 1 à 7)

Le tableau 3 (ci-dessus) montre que les aspects les plus importants dans la vie sont les amis, puis la famille, loin devant le travail et les études, les rêves et ambitions, et la richesse matérielle. Notons que tous ces aspects sont encore plus importants pour les femmes, à l'exception de la richesse matérielle. Ces réponses traduisent encore une fois l'attachement à un bon *work-life balance*.

Enfin, les jeunes en Allemagne se distinguent en accordant une plus grande importance au fait de bien vivre et de bien manger et d'avoir beaucoup d'options dans la vie. Ceci peut s'expliquer par la diversité des carrières et la variété des trajectoires professionnelles.

Tableau 4 : ce que signifie une belle vie

	Jeunes en Europe	Jeunes en Allemagne	Jeunes femmes en Allemagne	Jeunes hommes en Allemagne
Pouvoir me sentir libre	67 %	71 %	70 %	72 %
Pouvoir passer du temps avec mes amis	64 %	69 %	73 %	65 %
Avoir un travail passionnant et qui a du sens	63 %	66 %	68 %	64 %
Avoir une famille et des enfants	65 %	60 %	67 %	53 %

Lecture : pourcentage d'accord (réponses 6 et 7 sur une échelle de 1 à 7)

À une exception près, on retrouve cette hiérarchie des valeurs dans les réponses apportées à la question « une belle vie signifie » (voir tableau 4, ci-dessus) : après la santé, en tête dans la moyenne générale de tous les pays européens, viennent la liberté, pouvoir passer du temps avec des amis, puis avoir un travail passionnant et qui a du sens. La mention par les jeunes en Allemagne de l'intérêt de passer du temps avec la famille est supérieure à la moyenne en Europe, mais ceci est surtout valable pour ceux qui ont des enfants (87 %); seuls 55 % de ceux qui n'en ont pas l'évoquent (score identique à la moyenne européenne).

Ce chiffre élevé de 87% chez les jeunes parents s'explique par le fait que l'éducation est moins déléguée en dehors du foyer familial en Allemagne que dans d'autres pays ; les deux tiers restants élèveront toujours leurs enfants à la maison, faute d'alternative (Salzbrunn, 2007). Cette spécificité tend toutefois à évoluer grâce aux nouvelles modalités de garde qui permettront à un tiers des familles de faire un véritable choix entre le foyer parental et une structure de garde.

D'une manière générale, les femmes en Allemagne attribuent une valeur plus importante à l'épanouissement professionnel, à l'indépendance et à l'esprit d'entreprise et ont plus d'ambition. Simultanément, elles accordent une plus grande place à la famille (voir tableau 4, ci-dessus). Ces écarts ont été visibles à l'occasion de débats publics, en 2007, autour des modalités de garde des jeunes enfants. De nombreuses femmes, et ce, quels que soient leur appartenance politique et leur milieu social, ont exprimé leur volonté de réconcilier vie professionnelle et vie familiale. Ursula von der Leyen, ministre de la Famille dans la grande coalition conduite par la chancelière Angela Merkel, a ainsi poursuivi la politique familiale du gouvernement Schröder (von der Leyen et Christensen, 2007; Salles, 2006), offrant un congé de maternité et/ou de paternité avec une allocation conséquente plafonnée à 1 500 euros par mois pendant douze ou quatorze mois si cette tâche est partagée et qu'un des deux parents prend au moins deux mois de congé. Par ailleurs, Mme von der Leyen vise le triplement du nombre de crèches en Allemagne d'ici 2013, afin qu'au moins un enfant âgé de moins de trois ans sur trois puisse être accueilli par une structure de garde.

Concernant les politiques intergénérationnelles, la prise de conscience croissante par l'opinion politique des problèmes démographiques (Kaufmann, 2005) ouvre le débat sur des réformes de fond. Alors que les enfants et les adolescents se trouvaient jusqu'alors au cœur des politiques de la famille, ce sont désormais les grands-parents qui occupent le devant de la scène, car les assurances publiques doivent faire face à un accroissement des coûts des soins aux personnes âgées. Les politiques publiques cherchent dès lors à impliquer davantage les familles dans les soins aux personnes dépendantes. Parmi les mesures discutées récemment figure le droit à un congé et à une allocation afin de soigner un parent en situation de dépendance médicale. Cette mesure permettrait, d'une part, de répondre au désir des personnes âgées de pouvoir rester à leur domicile le plus longtemps possible et, d'autre part, de faire face au manque de personnel soignant dans les structures dédiées au troisième âge.

La société allemande est extrêmement diverse et composite. Il faut donc plutôt parler de « jeunes en Allemagne » que de « jeunes Allemands ». Dans certaines régions comme en Rhénanie-du-Nord – Westphalie, un enfant sur trois est issu de l'immigration, mais ne dispose pas (encore) de la nationalité allemande⁹. L'opinion publique et le législateur ne s'adaptent que lentement à cette nouvelle réalité démographique qui modifie profondément la sociologie du pays. Le premier enjeu majeur des politiques publiques consiste ainsi à prendre acte des besoins sur le marché du travail, de l'enracinement des populations immigrées, et de pallier ainsi les inégalités croissantes liées au milieu social, à l'origine et au genre.

Par-delà cette diversité, on relève des tendances profondes qui singularisent la jeunesse en Allemagne et qui lui permettent, globalement, de bien gérer les transitions entre ses différentes phases de vie : une forte participation dans la vie sociétale et une confiance dans l'avenir de la société; une bonne articulation entre formation et emploi pour les plus diplômés grâce aux nombreuses mesures d'accompagnement et à l'ouverture des employeurs quant à la diversité des trajectoires; la recherche d'un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée.

Ce dernier point est particulièrement important pour les jeunes femmes qui sont encore plus attachées à leur carrière, à leur indépendance, à leur vie familiale et à leurs amis, et ce, bien qu'elles fassent les frais d'inégalités structurelles (discrimination horizontale et verticale sur le marché du travail; manque de structures de garde pour la petite enfance malgré les récentes politiques sociales). Résoudre cette tension extrême entre contraintes professionnelles et contraintes familiales est le deuxième défi majeur qu'ont à résoudre les politiques publiques afin de faire face aux problèmes démographiques d'aujourd'hui et de demain.

9. L'accès à la nationalité des enfants nés de parents étrangers sur le sol allemand vient seulement d'être ouvert par la loi. Le caractère récent de cette évolution est dû au retard de l'Allemagne dans sa réforme du code de la nationalité qui accorde depuis peu le passeport allemand aux enfants nés et socialisés sur son sol. La venue des *Aussiedler*, jeunes russophones descendants d'Allemands (mais souvent non germanophones), complique encore la perception de l'appartenance à l'espace national (sur la question de la nationalité, voir Weil, 2005 ; Gosewinkel, 2001).

BIBLIOGRAPHIE

- BAASEN, G. et RIEDEL, D., « Berliner Wahlen 2006. Ergebnisse der repräsentativen Wahlstatistik, Wahlbeteiligung ausländischer Unionsbürger und methodische Hinweise », *Statistische Monatsschrift*, Ausgaben 2006, n° 10-11, 2006, p. 490-498.
- BORN, C. et KRÜGER, H., (dir.), *Individualisierung und Verflechtung. Geschlecht und Generation im Lebenslaufregime*, Weinheim/München, Juventa, 2001.
- Conseil économique et social, *Intégration des jeunes et égalité des chances : quel avenir pour les jeunesse allemande et française?*, actes de la deuxième conférence annuelle des organisations économiques et sociales françaises et allemandes, Paris, Conseil économique et social, 2007.
- FRANÇOIS, E., « Comment enseigner l'Europe ? L'expérience du *Manuel d'histoire franco-allemand* », *Horizons stratégiques*, n° 6, octobre 2007, http://www.strategie.gouv.fr/revue/article.php3?id_article=584.
- GEISSLER, B., « Biografisches Handeln in Ungewissheit. Neuere Entwicklungen in der Politik des Lebenslaufs », in HILDEBRANDT, E., (dir.), *Lebensarbeitszeiten. Langzeitkonten und Optionen der Lebenslaufgestaltung*, Berlin, Sigma, 2007.
- GOSSEWINKEL, D., « Staatsangehörigkeit in Deutschland und Frankreich während des 19. und 20. Jahrhunderts. Ein historischer Vergleich », in CONRAD, C. et KOCKA, J., (dir.), *Staatsbürgerschaft in Europa. Historische Erfahrungen und aktuelle Debatten*, Hamburg, Körber Stiftung, 2001.
- JOHN, S., « EU-Jugendpolitik – ein Glossar », *DJI Bulletin Plus*, n° 79, 2007, http://www.dji.de/bulletin/d_bull_d/bull79_d/DJIB_79.pdf.
- JURCZYK, K., LANGE, A. et THIESSEN, B., « Autonomie ermöglichen – zur Verschränkung von Familienpolitik und Beschäftigungspolitik », *DJI Bulletin*, n° 79, 2007, http://www.dji.de/bulletin/d_bull_d/bull79_d/DJIB_79.pdf.
- KAUFMANN, F.-X., *Schrumpfende Gesellschaft. Vom Bevölkerungsrückgang und seinen Folgen*, Frankfurt am Main, Suhrkamp Verlag, 2005.
- Ministère des Affaires étrangères, ministère délégué aux Affaires européennes, ministère délégué à la Promotion de l'égalité des chances/Auswärtiges Amt, Beauftragter der Bundesregierung für Migration, Flüchtlinge und Integration, Der Beauftragte für die Deutsch-Französische Zusammenarbeit, *Intégration et égalité des chances. Une initiative franco-allemande*, dossier rédigé par l'Institut franco-allemand de Ludwigsburg-Paris, 2007 / *Integration und Chancengleichheit. Eine deutsch-französische Initiative*, Zusammengestellt vom Deutsch-Französischen Institut Ludwigsburg-Paris, 2007.
- MÜLLER, U., « Gender equality programmes in German institutes of higher education. The North Rhine-Westphalia case », *Higher Education in Europe*, vol. 25, n° 2, Londres, Taylor & Francis, 2000.
- OCDE, *Learning for Tomorrow's World. First Results from PISA 2003*, 2004, http://www.oecd.org/document/55/0,3343,en_32252351_32236173_33917303_1_1_1,00.html.
- OCDE, *Education at a Glance 2006*, 2006, http://www.oecd.org/document/52/0,3343,en_2649_39263238_37328564_1_1_1,00.html.

OECHSLE, M., « Berufs- und Studienwahl in unübersichtlichen Zeiten », in OECHSLE, M., KNAUF, H., MASCHETZKE, C. et ROSOWSKI, E., *Abitur und was dann ? Berufliche Orientierungsprozesse und biographische Verläufe im Geschlechtervergleich*, Wiesbaden, Verlag für Sozialwissenschaften, à paraître.

SALLES, A., « La politique familiale allemande : les limites de l'action de l'État », *Critique internationale*, n° 31, avril-juin 2006.

SALZBRUNN, M., « Entre autonomie et insertion. Les grands dispositifs de la politique de la jeunesse et de la famille en Allemagne ». *Horizons stratégiques*, n° 4, avril 2007, http://www.strategie.gouv.fr/revue/article.php3?id_article=423.

SALZBRUNN, M., « Auf dem Weg zu einer neuen Vätergeneration ? Neue Familienstrukturen und neue Vaterrollen in Frankreich », in Arbeitnehmerkammer Bremen (dir.), *Familie und Familienpolitik in Deutschland und Frankreich*, Bremen, Institut Français Bremen / Arbeitnehmerkammer Bremen / ZGF, 2003, p. 45-55.

SALZBRUNN, M. et PETERSEN-THUMSER, J., (dir.), *Libérer le potentiel d'auto-aide en décentralisant les mesures de politique sociale*. Conférence internationale (Mbalmayo, Cameroun), Berlin, DES, 1997.

UTERWEDDE, H., « Les Allemands face à la mondialisation », in FABRY, E., (dir.), *Les Européens face à la mondialisation. Sondage international. Analyses qualitatives comparées*, Paris, Fondation pour l'innovation politique, 2007, http://www.fondapol.org/v2/pdf/Etude_Mondialisation.pdf.

VON DER LEYEN, U. et CHRISTENSEN, C., « Familienpolitik ist Politik für die Zukunft », in *WirtschaftsKurier. Pflichtblatt der Bayerischen Börse*, 2007.

WEIL, P., *Qu'est ce qu'un Français ? Histoire de la nationalité française depuis la Révolution*, édition revue et augmentée, Paris, Gallimard, coll. « Folio Histoire », 2005.

WEIL, P., FAHRMEIR, A. et FARON, O., *From Europe to North America. Migration control in the nineteenth century, The evolution of States practices in Europe and the United States from the French Revolution to the inter-war period*, New York-London, Berghahn Books, 2003.

WENTZEL, W., *Girls' Day. Mädchen-Zukunftstag und mehr*, Bielefeld, Bertelsmann, 2006.

LE PESSIMISME ET L'ISOLEMENT DES JEUNES BRITANNIQUES

Andy Furlong,

professeur à l'université de Glasgow, Royaume-Uni

Fred Cartmel,

maître de conférences à l'université de Glasgow, Royaume-Uni

Au Royaume-Uni, comme dans l'ensemble du monde développé, les trajectoires scolaires et professionnelles des jeunes ont profondément changé, générant, selon de nombreux observateurs, de nouveaux comportements et de nouvelles valeurs. On a ainsi parlé d'un « bouleversement générationnel », en raison des conditions de vie de plus en plus imprévisibles et précaires et du désir croissant d'accéder à des modes de vie mieux adaptés à des périodes de transition désormais plus longues. Cette évolution aurait poussé la nouvelle génération à porter un regard différent sur la vie et le travail (Sennett, 1998; Beck, 2000; Trinca et Fox, 2004). Ces nouvelles attitudes pourraient aussi contribuer à l'émergence de nouvelles valeurs familiales et auraient des répercussions sur la cohésion sociale dans son ensemble. Le présent article analyse comment certains changements sociaux ont transformé les perceptions des jeunes Britanniques, qui se sentent plus pessimistes et coupés de la société.

Les hypothèses sur l'évolution des aspirations des jeunes bénéficient de recherches théoriques approfondies, même si les preuves empiriques font encore défaut. Des transitions prolongées et complexes, conjuguées à l'émergence d'emplois non réglementés et plus précaires, entraînent un processus d'individualisation exigeant plus de réflexivité et de souplesse pour négocier la vie sociale et économique (Furlong et Cartmel, 2007). C'est pour cette raison que, selon certains observateurs, les jeunes se focalisent moins sur le travail et qu'ils adoptent des modes de vie hédonistes, où les loisirs et la consommation sont prioritaires (Côté, 2000).

Ce court article sur les jeunes Britanniques se propose d'étudier la manière dont ceux-ci considèrent le travail et la vie en société, quelques comparaisons étant faites avec leurs homologues européens. Afin de comprendre dans quelle mesure les changements économiques et sociaux ont pu modifier les représentations des jeunes, nous comparerons également ces dernières avec celles de groupes plus âgés.

SENTIMENTS PESSIMISTES À PROPOS DU TRAVAIL COMME ACTIVITÉ GRATIFIANTE

À bien des égards, les évolutions dans l'organisation de l'emploi et l'émergence de nouvelles opportunités structurelles sont considérées comme le point de départ de ces nouvelles perceptions du monde du travail. Mais il en résulte des effets aussi bien négatifs que positifs. D'un côté, il y a une demande croissante de travailleurs professionnels

et techniques, ce qui peut créer de fortes attentes de la part des jeunes ; de l'autre, ceux-ci entrent dans un marché du travail où les changements de poste et les emplois non réglementés sont devenus de plus en plus fréquents. La fin du sentiment de sécurité et de prévisibilité oblige les jeunes travailleurs à actualiser régulièrement leurs compétences afin de s'adapter aux évolutions du marché. Un monde professionnel perçu comme incertain peut donner naissance à un certain pessimisme. Dans cette partie, nous évaluons les preuves d'un tel changement subjectif en nous demandant si, en regard de la situation des générations plus âgées, le travail et l'emploi continuent de jouer un rôle central dans la vie des jeunes, et si le travail peut toujours être considéré comme essentiel à leur identité.

Les réponses relatives à l'implication dans le travail démontrent qu'une grande majorité des jeunes aspirent à un métier intéressant et gratifiant, à des opportunités de carrière prometteuse et à un poste qui les rende fiers. La plupart des personnes interrogées privilégièrent également la sécurité de l'emploi, un bon patron et un environnement de travail sain. Aucune de ces réponses ne donne lieu à d'importantes variations en fonction du groupe d'âge, et toutes suggèrent que les jeunes Britanniques sont essentiellement orientés vers le travail et qu'ils privilégièrent la sécurité de l'emploi, ainsi que de bonnes conditions de travail. Par ailleurs, les priorités des jeunes au Royaume-Uni sont similaires à celles de leurs homologues européens, à une exception près : ceux-ci ont davantage tendance à souligner l'importance d'avoir un travail intéressant et valorisant (77 % des jeunes Européens contre 68 % des jeunes Britanniques considèrent cet aspect comme très important). Cette différence indique que les jeunes Britanniques ne croient guère à la possibilité de s'investir dans un travail subjectivement valorisant.

La négociation et le contrôle personnels étant souvent présentés comme des atouts importants dans les économies modernes, nous devrions constater que les jeunes mettent l'accent sur les valeurs liées au contrôle et à l'indépendance. Cinq questions ont été proposées pour juger de telles orientations (capacité d'influencer les conditions de travail ; avoir un poste avec beaucoup de responsabilités ; travail autonome ; horaires souples ; être capable de diriger autrui). Alors qu'environ un répondant sur deux apprécie la possibilité d'influencer les conditions de travail et d'avoir des horaires souples, seulement un tiers considère les autres aspects comme aussi importants. Peu de différences saillantes liées à l'âge sont perceptibles, hormis la grande valeur accordée aux horaires souples par les 30-50 ans (peut-être du fait de leurs autres responsabilités) et la légère préférence, parmi les moins de 24 ans, consistant à contribuer à l'épanouissement d'autrui (résultant peut-être de leur niveau d'études plus élevé). À une exception près, les disparités entre les personnes interrogées spécifiquement au Royaume-Uni et en Europe en général étaient faibles : les Européens dans leur ensemble ont privilégié le travail autonome (44 % des jeunes Européens pensent que le travail autonome est très important, contre 35 % des jeunes au Royaume-Uni), ce qui indique à nouveau que les jeunes Britanniques ont une plus faible confiance dans leur capacité d'obtenir un poste correspondant à de telles conditions.

Les fortes orientations instrumentales concernant le travail tendent à être associées à des relations d'emploi traditionnelles où des récompenses concrètes compensent le manque de satisfaction professionnelle. En principe, la transition vers une économie moderne et de haut niveau devrait aller de pair avec une baisse de cette dimension instrumentale,

illustrée par les fortes différences de regards portés sur le travail, liées à l'âge. L'enquête réalisée au Royaume-Uni ne corrobore guère cette théorie. Les réponses sur les valeurs instrumentales témoignent du désir d'avoir beaucoup de congés et de temps libre, un salaire élevé et des avantages sociaux intéressants. Elles ne présentent pas de différences en fonction de l'âge de la personne interrogée. Par ailleurs, les priorités des jeunes Britanniques sont similaires à celles de leurs homologues européens, à une exception près : les Européens accordent une plus grande valeur à un salaire élevé (56% des jeunes Européens considèrent qu'un salaire élevé est très important pour une future carrière, contre 46% des jeunes au Royaume-Uni).

En règle générale, les hommes et les femmes partagent des valeurs similaires concernant le travail et la carrière. Néanmoins, les jeunes femmes accordent plus d'importance aux éléments liés à l'environnement (collègues sympathiques, un bon patron, un environnement sain) et à la sécurité (sécurité de l'emploi et droit au congé parental).

UN SENTIMENT GÉNÉRAL D'ÊTRE COUPÉ DE LA SOCIÉTÉ

D'un point de vue théorique, de nombreux débats ont porté sur l'affaiblissement du collectif et sur les approches davantage individualistes de la vie socio-économique (Sennett, 1998; Beck, 2000). L'idée implicite est qu'au fur et à mesure que les liens sociaux s'amenuisent, que la vie économique se fragmente et que l'avenir devient moins prévisible, les jeunes sont obligés de prendre encore plus leur vie en main. On pourrait s'attendre à ce qu'ils s'adaptent subjectivement à ce nouveau contexte en repensant les liens qui les unissent à la société dans son ensemble et anticipent de nouvelles restrictions entravant leur liberté de choix. Le processus de modernisation peut avoir un impact sur les relations familiales, et, à la suite des évolutions du monde du travail, nous pourrions nous attendre à des attitudes pessimistes envers les changements socio-économiques, voire une nouvelle vision à de la justice sociale. Cette partie traite de ces questions.

Il existe parmi les Britanniques deux groupes d'importance équivalente : ceux qui perçoivent la famille comme le fondement de la société et ceux qui ne partagent pas ce point de vue. Alors que les femmes ont plus tendance à privilégier la première conception, les différences entre les classes d'âge sont étonnamment faibles. Les relations familiales ayant subi de profonds changements au cours des dernières décennies, on aurait pu s'attendre à des écarts plus nets entre les générations. Aujourd'hui les jeunes comptent nettement plus sur le soutien financier de leur famille et, dans l'ensemble, ne sont plus en mesure d'être aussi rapidement indépendants que par le passé (Jones et Wallace, 1992). À partir des années 1980, plusieurs textes de loi furent soumis, qui ont accru la dépendance des jeunes à l'égard de leur famille. Les moins de 18 ans ont été privés d'allocations chômage, tandis que ceux âgés de 18 à 25 ans ont vu leurs indemnités réduites. Les allocations logement ont fait l'objet de restrictions, les bourses d'études ont été remplacées par des prêts, et les études universitaires sont devenues payantes. L'accès restreint des étudiants et des chômeurs aux aides de l'État augmente la dépendance vis-à-vis de leur famille, dont ils attendent maintenant un soutien financier à long terme. Le rôle de la famille comme

mécanisme reliant économiquement les jeunes adultes s'est objectivement accru, ceux-ci déplorant cette situation de dépendance financière forcée. On pourrait convenir qu'en l'absence d'un réel système d'aide sociale pour les jeunes, la famille est bien devenue le socle de la société au Royaume-Uni.

Les chercheurs en sciences sociales se sont également beaucoup intéressés à la relation entre processus d'individualisation et degré d'adhésion (*social connectivity*). Les données empiriques étudiées ici suggèrent que les jeunes Britanniques, tout comme leurs homologues européens, ont un sentiment d'appartenance sociétale extrêmement faible. Au Royaume-Uni, la majorité des jeunes interrogés se sentent isolés, un sur cinq seulement considérant appartenir à la société dans laquelle il vit. Dans le même sens, un tiers de ces jeunes estiment nécessaire que la société poursuive plus d'objectifs communs. Cette opinion est partagée également par les groupes plus âgés, en particulier par les plus de 40 ans et par les hommes.

Alors qu'ils se sentent socialement peu intégrés, presque neuf jeunes sur dix rejettent l'idée que ce qui se passe dans le monde n'a pas beaucoup d'impact sur leur vie. En d'autres termes, les jeunes se sentent déconnectés de leur propre communauté, mais ils sont fort conscients que leur vie est affectée, à un niveau global, par des événements qu'ils ne peuvent guère contrôler. Leurs homologues européens partagent ces impressions. Au Royaume-Uni, les classes d'âge plus jeunes ont tendance à se sentir davantage coupées des événements mondiaux : alors qu'environ 10% des plus de 25 ans pensent que les événements mondiaux ont peu d'impact sur leur vie, ils sont 20% parmi les 16-24 ans à être de cet avis.

Malgré tout cela, une minorité importante des personnes interrogées se sent capable, à titre personnel, de promouvoir des changements et d'exercer des choix. Près de 40% pensent que les individus peuvent changer la société grâce à leurs choix et leurs actions. Ce taux est légèrement plus faible que celui de leurs homologues européens, ce qui illustre peut-être le manque évident d'influence politique des Britanniques sur des événements tels que la guerre en Irak. Sur ce point, les opinions des hommes et des femmes sont très semblables, tandis que les différences entre les classes d'âge sont, elles, complexes (les moins de 20 ans et les plus de 40 ans se disant convaincus de pouvoir faire évoluer les choses grâce à l'action individuelle). De même, environ 40% des Britanniques interrogés pensent que leur pays leur offre la possibilité d'effectuer des choix dans la vie – un ratio bien plus élevé que dans l'ensemble des pays européens. Ici, les différences en fonction du sexe et de l'âge des répondants sont minimes. Soulignant une profonde envie d'agir, environ 30% pensent, comme ailleurs en Europe, être totalement libres et en mesure de contrôler leur avenir. Les femmes sont légèrement plus nombreuses à penser qu'elles peuvent maîtriser leur avenir, alors que les moins de 25 ans ont plus de confiance dans leur capacité à contrôler leur vie.

Bien que de nombreux jeunes pensent pouvoir effectuer des choix, leur regard sur leur propre avenir et sur celui de leur société sont contradictoires. Tout comme dans d'autres régions d'Europe, plus d'un tiers des personnes interrogées pensent que leur avenir est prometteur, alors que moins d'une sur dix ressent le même optimisme concernant sa société. Le niveau d'optimisme concernant l'avenir personnel est le plus élevé chez les

personnes de moins de 25 ans, tandis que, pour l'avenir de la société, on note peu d'écart d'opinion liés à l'âge. Le niveau d'optimisme concernant l'avenir personnel est étroitement lié à la conviction d'avoir un bon travail dans le futur. Près de 40% des personnes interrogées s'attendent à pouvoir obtenir un bon emploi, alors que le ratio est d'environ un tiers dans l'ensemble de l'Europe. Les hommes et les moins de 25 ans sont légèrement plus confiants dans leur capacité à obtenir un bon emploi, ce qui, dans le cas des personnes plus âgées interrogées, reflète probablement leur situation actuelle et leur faible optimisme quant aux chances de voir leur vie professionnelle s'améliorer.

Ces résultats confirment le lien entre le pessimisme concernant l'avenir de la société et les niveaux de défiance à l'égard du gouvernement, des organisations nationales et internationales, des grandes entreprises, et même des compatriotes et des élus. Moins de 5% des personnes interrogées disent faire confiance au gouvernement, aux médias ou aux multinationales, ce qui souligne leur faible sentiment d'intégration sociale. Moins de 10% disent faire confiance aux ONG telles que les syndicats, à l'Union européenne, aux institutions religieuses ou à autrui en général. Le panorama est très similaire au Royaume-Uni et dans l'ensemble de l'Europe. Quelques exceptions peuvent être soulignées : les Britanniques font encore moins confiance aux ONG, à l'Union européenne ou à autrui en général. Chez eux, les différences liées au sexe sont minimes, quoique les hommes expriment plus de confiance envers les autres. Les différences liées à l'âge sont également faibles, bien que les classes d'âge les plus jeunes fassent plus confiance aux ONG, à l'Union européenne et à l'Organisation mondiale du commerce, et que les personnes interrogées les plus âgées fassent davantage confiance aux autres en général.

En ce qui concerne le gouvernement et les politiques qu'il lui incombe de mettre prioritairement en œuvre, on observe un fossé non négligeable entre l'orientation actuelle de ces politiques et les opinions politiques des personnes interrogées. C'est sans doute la conséquence des faibles niveaux de confiance et de la conviction que les organes gouvernementaux ne sont pas au diapason de la jeunesse et ne prennent pas en compte ses priorités. On observe au Royaume-Uni comme en Europe une tentative de réduction des dépenses publiques dans des domaines tels que l'éducation et une tendance à allouer moins d'aides sociales. Au Royaume-Uni, bien que le nombre de bourses d'études soit en baisse et que les universités imposent désormais des frais de scolarité, près de 60% des personnes interrogées se sont déclarées en faveur d'un enseignement universitaire gratuit pour tous. Les femmes tendent davantage à penser ainsi, en particulier celles de plus de 40 ans (bien que les différences liées à l'âge soient globalement limitées). Le droit à un congé parental rémunéré de douze mois est également très important, surtout chez les femmes. Les Britanniques accordent un peu moins d'importance au congé parental que leurs homologues européens et, comme on pouvait s'y attendre – puisqu'ils en sont les principaux bénéficiaires –, les groupes les plus favorables à cet avantage social sont ceux qui sont en âge de procréer.

Dans certains pays d'Europe, les politiques dites « de la troisième voie », qui prônent le juste milieu entre droits et obligations, ont gagné du terrain durant la dernière décennie, notamment au Royaume-Uni. Ces idées, préconisant l'autonomie des individus, semblent avoir imprégné les mentalités. Au Royaume-Uni, pays doté d'une longue tradition de

services de santé gratuits pour les usagers, moins de 30 % des personnes interrogées pensent que l'accès aux soins devrait être gratuit, quelle que soit la façon dont les gens prennent soin de leur santé : cette proposition est défendue par plus de 40 % des Européens. Dans un contexte de politiques de troisième voie fortement axées sur la nécessité de motiver les demandeurs d'emploi, la grande majorité des Britanniques interrogés (plus de 90 %) rejette l'idée que les allocations chômage devraient être payées même lorsqu'il existe des possibilités d'emploi. Leurs opinions rejoignent celles de leurs homologues européens.

À bien des égards, les jeunes doivent aujourd'hui négocier un ensemble de conditions bien différentes de celles qu'ont connues leurs parents : la vie sociale et économique a changé et devient de moins en moins prévisible. Il semble dès lors logique d'envisager un effet de ces transformations sociétales sur l'opinion de la population. À mesure que les jeunes sont confrontés à de nouvelles situations, ils pourraient être contraints de repenser les manières traditionnelles d'aborder des fonctions clés telles que le travail, interrogeant ainsi à nouveau la nature de leurs liens avec la collectivité. Mais cela simplifie la réalité. Indépendamment de l'ampleur des changements qui interviennent dans la vie des jeunes Britanniques, leurs attitudes vis-à-vis du travail et de la société n'ont pas changé autant qu'on aurait pu le craindre.

L'opinion des jeunes Britanniques à l'égard du travail est essentielle, tant en raison des vastes mutations dans les pratiques du travail que parce que celui-ci est une activité primordiale pour vivre sa citoyenneté et pour renforcer les relations sociales. Or, étonnamment, les évolutions du travail et des contextes de l'emploi ont eu très peu d'influence sur les perceptions des jeunes : les similitudes entre générations sont plus importantes que les différences. De bonnes conditions de travail et le fait de sentir satisfait de son travail demeurent importants. Plusieurs éléments – pessimisme quant à la possibilité d'obtenir un bon travail dans l'avenir, de diriger d'autres personnes, de travailler de manière indépendante – indiquent cependant que le travail n'est plus perçu par les jeunes comme une activité intrinsèquement gratifiante.

En dehors du travail, les données de l'enquête indiquent un sentiment de déconnexion, suggérant de nouvelles relations entre l'individu et une société dans laquelle les liens contractuels sont moins forts. Les jeunes adultes sont parfaitement conscients des contraintes auxquelles ils doivent faire face, et ils ne sont guère optimistes quant à l'avenir d'une société de plus en plus individualiste, caractérisée par la fragmentation et la dislocation de la vie collective, le sentiment de ne pas appartenir à la société et le manque de confiance. Ces processus se perçoivent dans le faible sentiment d'appartenance et dans le manque de confiance global. Ces points de vue ne sont pas propres aux jeunes Britanniques : ils sont, en règle générale, partagés par leurs homologues européens. Au Royaume-Uni, l'explication tient peut-être à leur exclusion de la vie politique : on ne se soucie guère de leur opinion et de leurs expériences, à moins qu'ils ne constituent une gêne sur le plan social ou une charge économique.

Le principal message qui ressort des réponses collectées au Royaume-Uni est que les jeunes sont assez pessimistes en ce qui concerne leurs chances d'obtenir un travail qui ait du sens et qui soit gratifiant, et ce en dépit de leur profond désir d'avoir un métier

intéressant et de bonnes opportunités de carrière. Ces jeunes adultes semblent par ailleurs se désintéresser de la politique et avoir peu confiance dans leur gouvernement comme dans l'ensemble de la population. Malgré leur degré de pessimisme plus élevé et leur sentiment plus marqué de ne pas appartenir à la société, les jeunes Britanniques présentent, dans l'ensemble, davantage de similarités que de différences lorsqu'on les compare à leurs homologues européens. Cela indique qu'un vaste engagement européen est nécessaire pour améliorer les perspectives de la jeunesse.

BIBLIOGRAPHIE

- BECK, U., *The Brave New World of Work*, Cambridge, Polity, 2000.
- CÔTÉ, J., *Arrested Adulthood. The changing nature of maturity and identity*, New York, New York University Press, 2000.
- FURLONG, A. et CARTMEL, F., *Young People and Social Change. New perspectives*, 2^{de} édition, Maidenhead, Open University Press, 2007.
- JONES, G. et WALLACE, C., *Youth, Family and Citizenship*, Milton Keynes, Open University Press, 1992.
- SENNETT, R., *The Corrosion of Character. The personal consequences of work in the new capitalism*, New York, Norton, 1998.
- TRINCA, H. et FOX, C., *Better Than Sex. How a whole generation got hooked on work*, Sydney, Random House, 2004.

LES JEUNES EN SUÈDE : LE PESSIMISME EST-IL DERRIÈRE NOUS ?

Mats Trondman,
professeur de « sociologie des cultures », université de Växjö, Suède

Nikidion a une vie matérielle, institutionnelle et relationnelle. Et cette vie la constitue, pour le meilleur et pour le pire. Elle est l'enfant de ses parents : leur amour et leurs soins, ou leur absence, la façonnent. Elle est l'enfant de circonstances matérielles, de besoins et d'opulence ; elle est en bonne santé ou malade, affamée ou rassasiée : et cela, à nouveau, la façonne – façonne non seulement sa santé, mais aussi ses espoirs, ses attentes et ses peurs, sa capacité de raisonnement. Elle est l'enfant de sa ville et de ses institutions : et ces institutions déterminent sa capacité à faire preuve d'humilité ou d'estime de soi, de pingrerie ou de générosité, d'avidité ou de modération. Cette imprégnation atteint jusqu'à son âme, influençant profondément ce que celle-ci peut devenir, même en prenant les choses avec philosophie.

Martha C. Nussbaum, *The Therapy of Desire* (1994, p. 99-100).

Une analyse de la jeunesse suédoise, fondée sur les résultats de l'étude Kairos Future-Fondation pour l'innovation politique, montre des similitudes et de profondes différences, tant entre les jeunes Suédois et ceux d'autres pays européens qu'entre différentes catégories de jeunes en Suède. D'une manière générale, les jeunes Suédois, comme les autres jeunes Européens, ont plus confiance dans leur avenir individuel que dans l'avenir de leur société. La jeunesse suédoise considère par ailleurs assez largement la famille et le travail comme des aspects très importants de sa vie.

Néanmoins, les différences sont également importantes. Le sexe, l'éducation, l'âge, l'environnement urbain et le statut civil sont autant de variables qui distinguent les jeunes Suédois quant à leur rapport à l'avenir, à la famille et au travail. Lorsqu'ils sont comparés aux autres jeunes, nous observons que les jeunes Suédois croient plus fortement tant dans leur propre futur que dans celui de leur pays. Il existe également des différences concernant la satisfaction vis-à-vis de la famille, le rôle de celle-ci dans la société et l'importance du travail, des carrières et des stratégies de carrière.

La conclusion de notre texte est une synthèse – ou, pour employer le vocabulaire du philosophe Charles Taylor (2004), un imaginaire social – de la façon dont les différences entre les jeunes Suédois et d'autres jeunes Européens peuvent être comprises. L'idée défendue est que les jeunes des pays étudiés souffrent, plus profondément que les jeunes Suédois, de trois *tensions fondamentales* (« performance gap », Trondman et Bunar, 1999).

Premièrement, il existe un décalage entre la vie réelle et les espoirs ; deuxièmement, entre ce que les jeunes veulent avoir et ce qu'ils doivent faire pour l'obtenir ; troisièmement, entre ce qu'ils croient être possible à titre individuel et ce qui l'est réellement dans la société au sein de laquelle ils vivent.

Les jeunes Européens partagent des conceptions fondamentales (*vital center*, Alexander et Smelser, 1999). Ils estiment important de limiter ces décalages. Ils veulent que leur vécu se rapproche de leurs espoirs. Ils veulent que leurs actions se rapprochent davantage de ce qu'ils désirent avoir, et par là même de ce qu'ils désirent faire. Ils veulent être plus confiants tant dans leur propre avenir que dans l'avenir de leur société. Les jeunes en Suède semblent ressentir plus fortement ce besoin de « rapprochement » que les jeunes d'autres pays. Cela est probablement dû aux effets conjoints des réformes de la protection sociale (telles que le congé parental, les programmes de développement visant les zones de ségrégation urbaine, le soutien des organisations syndicales, les prêts d'étude pour tous les jeunes admis à l'université) et des politiques prioritaires en faveur de la participation et de la contribution des jeunes à la société suédoise. Un bureau gouvernemental spécifique – Ungdomsstyrelsen – gère à Stockholm ces politiques pour et avec les jeunes.

Mais le pessimisme et le mécontentement des jeunes Suédois *ne sont pas* pour autant derrière eux. Ceux-ci se portent simplement un peu mieux. L'écart entre les jeunes gens en Suède et leurs homologues européens se retrouve également parmi les jeunes Suédois eux-mêmes (voir, par exemple, Vogel et Häll, 2005; Trondman et Bunar, 2001; Nyberg, 2007; Trondman, 2008) comme au sein des jeunesse d'autres pays (Wilkinson, 2005). Nous avons *tous* besoin d'une adéquation permanente entre les représentations symboliques – ce en quoi l'on croit (Alexander, 2006) – et les structures sociales et matérielles (les conditions concrètes qui aident les jeunes à devenir plus productifs dans leur vie future).

Nous devons ainsi tenir compte, dans toute démarche de politique publique, de la vie matérielle et sociale des jeunes afin de développer des institutions qui leur permettront d'être autonomes, de conduire leur vie, mais aussi d'être soucieux des conditions d'épanouissement des autres. Nous avons dès lors besoin de fortes structures symboliques – « le cœur de la vie démocratique » (Alexander, p. ix, 2006) –, qui fournissent « un cadre dans lequel s'inscrivent la solidarité et les obligations qui en découlent [...] » (*ibid.*, p. 3). Nous ne comblerons pas les écarts *si nous ne croyons pas à l'importance même de cette démarche*.

UNE VISION RADIEUSE DE L'AVENIR

L'avenir des jeunes adultes peut être compris à travers la façon dont chaque individu conçoit son propre parcours. L'avenir peut aussi être compris comme celui de sa propre société. La première perception de l'avenir sera nommée *avenir individuel*; la deuxième, *avenir sociétal*.

Cette étude donne lieu à d'importantes découvertes empiriques : les jeunes considèrent que leur avenir individuel est plus prometteur que leur avenir sociétal; plus de jeunes Suédois que de jeunes Européens pensent que leur avenir individuel et l'avenir sociétal

sont prometteurs ; les jeunes Suédois vivant dans une grande ville et ayant une formation universitaire considèrent plus positivement leur avenir individuel et leur avenir sociétal que les jeunes habitant une petite ville, une commune ou un village. Les jeunes Suédoises perçoivent plus fréquemment que leurs homologues masculins leur avenir individuel et social comme étant prometteur.

En ce qui concerne l'avenir individuel, presque un jeune Suédois sur deux (49%) est complètement d'accord avec la proposition « mon avenir est prometteur ». Dans quelle mesure des facteurs comme la vie urbaine, l'éducation, le sexe, le fait d'être né à l'étranger jouent-ils dans la croyance en un avenir prospère ?

– *Vie urbaine*. Au moins six jeunes Suédois sur dix (64%) vivant dans une grande ville pensent que leur avenir individuel est encourageant. Pour les jeunes habitant une ville plus petite ou un village, le taux est respectivement de 45% et 42%.

– *Éducation*. Les jeunes Suédois qui pensent que leur avenir individuel est prometteur sont plus nombreux parmi ceux qui ont une éducation universitaire (61%) que parmi ceux qui n'ont suivi qu'une scolarité dans l'enseignement secondaire (42%) ou primaire (41%).

– *Sexe*. En Suède, plus de jeunes femmes (53%) que de jeunes hommes (46%) trouvent que leur avenir individuel est prometteur.

– *Naissance à l'étranger*. Il n'y a aucune différence dans le regard porté sur l'avenir individuel entre les jeunes Suédois nés à l'étranger (49%) et ceux qui sont nés en Suède (50%).

En ce qui concerne l'avenir de la société, presque un jeune Suédois sur cinq (18%) est d'accord avec la proposition selon laquelle l'avenir de leur société est prometteur. Les jeunes en Suède sont donc nettement plus confiants dans leur propre avenir que dans l'avenir de leur société. La confiance en soi est de toute évidence plus grande que la confiance en son propre pays. Comme pour l'avenir individuel, la croyance en un avenir prospère de la société est liée à l'éducation, à la vie urbaine, au sexe et au lieu de naissance.

– *Éducation*. Il est plus fréquent pour les jeunes ayant bénéficié d'une éducation universitaire (22%) d'avoir confiance dans l'avenir sociétal que pour ceux qui n'ont suivi qu'une scolarité dans l'enseignement secondaire (15%) ou primaire (16%).

– *Grandes villes*. Les jeunes Suédois qui vivent dans une grande ville (21%) ont une croyance légèrement plus forte dans l'avenir de leur société que ceux qui vivent dans une ville moyenne (17%) ou un village (15%).

– *Sexe*. Une jeune femme sur cinq (20%) croit réellement dans l'avenir de la Suède, contre seulement 15% des jeunes hommes.

– *Naissance à l'étranger*. L'avenir sociétal est prometteur pour 17% des Suédois nés à l'étranger, contre 18% de ceux nés en Suède.

En comparant les jeunes Suédois aux autres jeunes Européens, il faut souligner deux points importants. Tout d'abord, les jeunes, tant en Suède qu'en Europe, croient bien plus dans leur propre avenir que dans l'avenir de leur société. Ensuite, les jeunes en Suède sont, plus que les jeunes Européens, confiants dans leur avenir personnel comme dans l'avenir de leur société. Près de la moitié des jeunes Suédois (49%), contre seulement un jeune Européen sur trois (32%), pensent que leur avenir individuel est prometteur. Presque un jeune Suédois sur cinq (18%) est d'accord avec la proposition selon

laquelle l'avenir de la société semble prometteur. Parmi les jeunes Européens, le score est de 8 %.

UNE GRANDE SATISFACTION VIS-À-VIS DE LA FAMILLE

Dans quelle mesure la famille donne-t-elle du sens à la vie des jeunes ? La famille joue-t-elle un rôle important dans la construction de leur identité ? Est-ce que le fait d'avoir une famille et des enfants améliore la qualité de vie ?

Cette étude fournit d'importants résultats empiriques : globalement, les jeunes estiment que la famille donne du sens à la vie, contribue à leur identité comme à la qualité de leur vie. En Suède, la famille est particulièrement valorisée par les jeunes femmes, par les jeunes adultes (25-29 ans), par ceux qui sont instruits, mariés et par ceux qui ont des enfants. Une grande majorité de jeunes Suédois sont très satisfaits de leur propre famille ; une majorité exprime un grand intérêt à passer du temps avec leur famille ; et, dans l'ensemble, tant les jeunes Suédois que les jeunes Européens accordent beaucoup d'importance à la famille.

Interrogés sur les aspects qui donnent du sens à la vie, huit jeunes Suédois sur dix (80 %) répondent : « la famille ». Seuls les amis (74 %) présentent un score similaire. Les loisirs (59 %), le travail (42 %) et les possessions matérielles (22 %) ont moins d'importance. Même tendance par rapport aux facteurs qui forment leur identité. De nouveau, la famille (63 %) et les amis (60 %) occupent les premières places. L'éducation (38 %), la profession (34 %) et le statut marital (33 %) les suivent. Près de sept jeunes Suédois sur dix (67 %) soutiennent pleinement la proposition selon laquelle la signification d'une belle vie est d'avoir une famille et des enfants.

Les jeunes Suédois ayant des enfants sont ceux qui valorisent le plus la famille. Près de neuf sur dix (93 %) pensent qu'elle est essentielle pour donner du sens à la vie. Par ailleurs, près de neuf jeunes femmes sur dix (89 %) la considèrent comme étant très importante pour donner du sens à la vie, contre sept sur dix (71 %) pour leurs homologues masculins. Les jeunes Suédois sont également très satisfaits de leur famille (70 %).

Comparés à d'autres jeunes Européens, les jeunes en Suède sont généralement plus satisfaits de leur famille, bien qu'ils semblent moins convaincus que la famille soit le socle de la société :

– *Du sens à la vie.* Huit jeunes Suédois sur dix (80 %) et 77 % des autres jeunes Européens ayant participé à cette étude s'accordent pleinement sur le fait que la famille donne du sens à la vie.

– *Un facteur d'identité.* Au moins six jeunes Suédois sur dix (63 %) et près de sept jeunes Européens sur dix (68 %) pensent que la famille est très importante dans la construction de l'identité de chacun.

– *Une belle vie.* À bien des égards, les jeunes Suédois (67 %) comme les jeunes Européens (65 %) soutiennent fortement l'idée qu'une belle vie implique d'avoir une famille et des enfants.

– *Satisfaction familiale.* La proportion de jeunes Suédois très satisfaits de leur famille (70 %) est un peu plus importante que celle des jeunes Européens (63 %).

– *La famille comme socle de la société.* Un jeune Suédois sur trois (33%) pense que la famille est le fondement de la société, contre 47% des jeunes Européens.

Dans tous ces cas de figure, une grande majorité de Suédois et d'Européens considèrent que la famille a une grande importance. Il est donc logique de souligner leurs fortes similitudes plutôt que de pointer leurs divergences limitées. Ces similitudes se perçoivent également dans l'intérêt manifesté par les jeunes à passer du temps avec leur famille.

Deux différences familiales apparaissent cependant : tout d'abord, les jeunes Suédois sont plus souvent pleinement satisfaits de leur famille ; ensuite, ce qui est plus saisissant encore, les jeunes Suédois sont moins convaincus que la famille est le fondement de la société.

LA CARRIÈRE ET LE STATUT DE L'EMPLOI SONT MOINS IMPORTANTS

Dans quelle mesure le travail donne-t-il du sens à la vie ? Le travail joue-t-il un rôle important dans la construction identitaire ? Le travail est-il un élément clé d'une belle vie ?

Cette étude permet à nouveau d'importants constats empiriques : les jeunes Suédois accordent plus d'importance à la famille qu'au travail ; les jeunes Européens considèrent davantage que leurs homologues suédois que le travail est important pour donner du sens à sa vie et à son identité. Évoquant leur future carrière, un plus grand nombre de jeunes gens en Europe mettent l'accent sur le fait d'avoir un salaire élevé et un poste important. Enfin, par rapport aux stratégies de carrière – ce qui doit être entrepris pour réussir dans sa vie professionnelle –, les jeunes Européens se focalisent plus souvent sur le paraître, sur l'importance de saisir toutes les opportunités qui se présentent et sur le fait de se renouveler constamment.

Au moins quatre jeunes Suédois sur dix (42%) pensent que le travail est un aspect essentiel pour saisir le *sens* de la vie. Lorsqu'on leur demande quels facteurs clés contribuent à leur *identité*, au moins une personne interrogée sur trois (34%) met le travail en première position. Une majorité (65%) considère qu'obtenir un emploi stimulant et valorisant est décisif pour avoir une bonne vie.

Si nous comparons ces témoignages sur le travail à ceux sur la famille, nous constatons que le consensus est, chez les jeunes, plus large concernant la famille puisque, nous l'avons vu, 80% pensent qu'elle est très importante pour donner du sens à la vie. La famille, en particulier, mais également le travail sont des dimensions essentielles pour comprendre l'identité, la qualité et la signification de la vie.

Ceux qui croient particulièrement dans la signification du travail sont les jeunes femmes : près d'une jeune Suédoise sur deux (48%), contre 37% des jeunes hommes, pense que le travail est très important pour donner du sens à leur vie. Au moins une jeune femme sur trois (36%) estime que le travail contribue de manière significative à son identité (contre 31% des jeunes hommes), et sept jeunes femmes sur dix (72%) pensent qu'avoir un travail passionnant et valorisant est fondamental pour avoir une bonne vie (60% pour les jeunes hommes).

Par rapport aux autres jeunes Européens, les Suédois sont moins convaincus que le travail est très important pour donner du sens à la vie (42% des jeunes Suédois contre

52% des autres jeunes Européens). Par ailleurs, le pourcentage de jeunes Européens (42%) qui voient le travail comme un élément constitutif de l'identité est plus élevé que pour les Suédois (34%). *Le statut de l'emploi* est également plus important pour les jeunes Européens : près de quatre sur dix (37%) pensent qu'il est important d'avoir un poste à statut élevé. Le ratio tombe à un sur cinq (20%) parmi les Suédois. Une plus grande proportion des jeunes Européens (56% contre 49%) considère aussi qu'un salaire élevé est essentiel.

L'analyse de ce que les jeunes pensent devoir faire pour réussir dans leur vie professionnelle montre d'intéressantes différences entre les jeunes Suédois et leurs homologues européens. Près d'un jeune Européen sur quatre (23%, contre seulement 15% des jeunes Suédois) est d'accord avec l'idée selon laquelle on doit avoir une bonne apparence pour réussir dans sa vie professionnelle future. Environ six jeunes Européens sur dix (59%, contre 46% des Suédois) considèrent qu'il faut saisir toutes les opportunités qui se présentent pour réussir dans sa carrière professionnelle. Près de quatre jeunes Européens sur dix (38% contre 28% des Suédois) estiment qu'il faut se montrer à la hauteur des attentes des autres pour réussir dans sa vie professionnelle. Pour saisir l'importance d'autrui dans la vie des jeunes, on peut par ailleurs analyser les raisons invoquées pour suivre des études : près de quatre jeunes Européens sur dix (38%, contre seulement 19% des jeunes Suédois) avouent que c'est pour rendre leur famille fière d'eux.

On note donc deux *différences* intéressantes concernant le travail. La première concerne la catégorie des jeunes Suédois. Comme nous l'avons souligné ci-dessus, le sexe, l'éducation et la vie urbaine sont déterminants pour distinguer les manières dont le travail est perçu. La seconde concerne le rôle central du travail pour donner du sens à la vie et à l'identité, l'importance de faire carrière (salaire et statut) et l'évolution de carrière (apparence, opportunités et capacité à se renouveler). Les jeunes Européens ont tendance à plus valoriser tous ces aspects que les jeunes Suédois.

UNE RELATIVE HARMONIE ENTRE AUTONOMIE PERSONNELLE ET CONFIANCE DANS LA SOCIÉTÉ

Notre analyse nous a permis de déceler de nombreux points communs entre les jeunes Suédois et leurs homologues européens quant à l'importance du travail, de la famille ou du sentiment de confiance – aussi bien en soi que dans sa société – pour aller de l'avant dans sa vie.

Pour synthétiser, j'aimerais défendre l'idée que les jeunes Européens ressentent et expriment, plus que les jeunes Suédois, *une situation de vie intermédiaire*. Ils sont dans un entre-deux, entre ce en quoi ils croient et ce qu'ils doivent vivre. Ils semblent prêts, pour limiter ce fossé, à faire ce qu'ils pensent être nécessaire pour leur carrière professionnelle (apparence, travailler dur, etc.). Mais apparemment sans grand résultat. Ils se méfient de leur avenir. Autrement dit, ils ressentent *trois tensions fondamentales* (*performance gap*) : un décalage entre leur vie réelle et leurs aspirations, un décalage entre ce qu'ils veulent avoir et ce qu'ils doivent faire pour l'obtenir, un décalage entre ce qui peut être réalisable à titre

individuel et ce qui leur est possible de faire dans leur société. Ces décalages existent également en Suède, mais de manière moins aiguë.

Comment comprendre ces décalages ? Trois brèves réponses sont possibles. La première est empirique, la deuxième philosophique, et la troisième relève des politiques publiques en faveur de l'autonomie et de la réalisation de soi. Bien que distinctes, ces dimensions sont interdépendantes.

La comparaison entre jeunes Suédois et jeunes Européens permet de mettre en évidence plusieurs traits. Les premiers sont plus des citoyens :

- qui sont membres d'organisations syndicales et politiques;
- qui sont lecteurs de journaux et de magazines nationaux;
- qui ont fortement confiance dans leur gouvernement, dans les gens en général et, notamment, dans le système policier et judiciaire;
- qui, par rapport à l'avenir dans un monde globalisé, ont moins peur de menaces telles que le chômage, la pauvreté, le terrorisme ou la guerre;
- qui croient que la mondialisation offre plus d'opportunités aux entreprises nationales;
- qui sont plus optimistes quant au fait d'avoir un bon emploi à l'avenir;
- qui n'estiment pas nécessaire d'avoir un meilleur niveau de vie que leurs parents;
- qui pensent avoir beaucoup en commun avec leurs compatriotes;
- qui sont très satisfaits de la situation générale du pays dans lequel ils vivent;
- qui croient nécessaire d'éduquer les enfants pour qu'ils deviennent des êtres indépendants;
- qui pensent que les gens ont, dans leur pays, la possibilité de choisir leur propre vie.

D'un point de vue plus théorique, on peut dire que *les jeunes Suédois ressentent et croient plus que les jeunes Européens que les structures matérielles, politiques et symboliques œuvrent en faveur de l'autonomie personnelle (et non pas contre elle)*. Ils pensent qu'il est possible d'être éduqué comme un individu indépendant et de choisir sa propre vie. Autrement dit, les tensions fondamentales sont moins fortes lorsque les jeunes citoyens peuvent grandir dans de bonnes conditions socio-économiques et quand ils font confiance aux institutions de leur société. La confiance sociétale n'œuvre pas contre l'autonomie personnelle ou la liberté, mais, bien au contraire, rend possible – ou du moins contribue à – l'autonomie des individus.

Martha C. Nussbaum a particulièrement étudié les relations entre les conditions d'existence et l'autonomie personnelle. « L'objectif, écrit-elle dans *Sex and Social Justice*, devrait toujours être de donner aux gens la capacité d'agir et de choisir » (1999, p. 11). Ou encore : « Cela va de soi qu'il faut libérer les gens pour qu'ils puissent agir de manière socialement productive. Chaque société doit ainsi définir les situations dans lesquelles les individus doivent pouvoir compter sur un soutien des pouvoirs publics » (*ibid.*, p. 20). Par conséquent, il est essentiel de prendre en compte « l'importance égale de chaque vie » et « les conditions qui rendent cela possible » (*ibid.*, p. 10). La vision des individus, leurs préférences et leurs désirs tendent à être « liés à leur perception de la justice sociale et de leurs propres possibilités d'évolution » (*ibid.*). Autrement dit, si les jeunes gens « sont anxieux et dépendants, [...] c'est en partie parce qu'ils ont été formés ainsi » (*ibid.*, p. 12). Du point de vue de M. C. Nussbaum, la question la plus importante doit être : « Qu'est-ce que les gens

d'un groupe ou d'un pays vont être en mesure de faire et de devenir? » (*ibid.*, p. 33). Pour y répondre, il nous faut examiner la distribution des ressources et des opportunités accessibles à la jeune génération. Nous devons aussi comprendre ce que signifie faire confiance aux institutions sociétales et aux services de protection sociale (Rothstein et Stolle, 2003; Rothstein, 2003). Tel est, me semble-t-il, l'apport de l'étude Kairos Future-Fondation pour l'innovation politique.

Comment peut-on croire dans son propre avenir et ne pas croire dans l'avenir de sa société, et inversement? Ce paradoxe apparent a une solution : si une large majorité de jeunes personnes ont confiance dans leur avenir, c'est parce qu'elles *font aussi confiance à la société dans laquelle elles vivent*. Et si la plupart des jeunes ont un avenir riche, alors, naturellement, la société prospérera. Je suis convaincu que *nous devons avoir confiance dans l'avenir de notre société pour avoir confiance en nous-mêmes*. Bien entendu, si l'on ne fait pas confiance à la société, on essaie au moins de croire en son propre avenir. Ce dernier ne s'inscrit que dans une perspective individuelle. Mais, comme le montre cette enquête, la méfiance et le mécontentement transparaissent malgré tout. *Il est difficile d'être un individu satisfait si l'on ne sent pas satisfait de sa société et si les possibilités de changement sont inexistantes*. Nous avons tous besoin de travailler sur ces opportunités, qui bénéficient aussi bien à l'autonomie individuelle qu'à la société; ce sont en effet des dimensions liées. En définitive, l'autonomie ne peut venir des seuls individus ni découler de nulle part.

Si l'on se fonde sur les données empiriques de l'enquête et sur la philosophie de Nussbaum – qui met l'accent sur l'importance d'avoir de bonnes conditions de vie afin de libérer les gens, de leur donner la capacité d'agir et de se préoccuper d'autrui –, la Suède ne s'en sort pas trop mal, comparée à d'autres pays européens. On peut penser qu'une protection sociale pas trop « *top-down* » dans son approche et ses stratégies (notamment avec des réformes telles que le congé parental, les programmes de développement visant les zones de ségrégation urbaine, les fortes traditions de participation dans des organisations syndicales, les prêts étudiants pour tous les jeunes admis à l'université, etc.) permettent de créer des conditions satisfaisantes pour les jeunes et contribuent à développer les structures symboliques nécessaires à la confiance dans les institutions, dans la société et en soi-même.

Observons également que la Suède mène des politiques en faveur des jeunes très développées (*ungdomspolitik*). Elles mettent l'accent sur ce que signifie « être jeune » – la période entre l'enfance et la vie adulte – à une époque postindustrielle et dans une société suédoise de plus en plus multiculturelle. Ces politiques ont ainsi trois objectifs principaux :

- offrir aux jeunes de réelles possibilités de vivre la vie qu'ils ont choisie;
- offrir aux jeunes des opportunités de participer véritablement à la société et de l'influencer;
- considérer l'engagement, la créativité et l'esprit critique des jeunes comme une ressource concrète et utile à la société (Regeringens proposition 1998/1999 : 115).

Un bureau consacré aux politiques pour les jeunes (Ungdomsstyrelsen) – est par ailleurs chargé de suivre et d'évaluer l'impact réel de ces politiques.

Mais tous les progrès accomplis en Suède peuvent facilement être oubliés et mis de côté. Nous ne sommes pas immunisés contre toute forme de pessimisme et de mécontentement.

C'est pourquoi *nous devons inlassablement recréer ce dont les jeunes ont légitimement besoin et ce qu'ils désirent*. Mais ce désir persistera seulement si la croyance dans l'imaginaire social est entretenue – notamment *au sein* de la société suédoise où, à bien des égards, des écarts semblent grandir (Vogel et Häll, 2005). Constatons qu'au moins la croyance existe aujourd'hui non seulement en Suède, mais aussi dans les pays proches. Pour la maintenir et pour la faire devenir réalité, nous devons garder à l'esprit, comme l'a écrit Michael Waltzer, qu'« il ne pourrait y avoir de société d'individus libres sans un processus de socialisation, sans une culture de l'individualité et sans un régime politique soucieux de ses citoyens, lesquels seraient prêts à le soutenir en retour. Autrement dit, la société d'individus libres serait, pour la plupart de ses membres, une *association involontaire* » (2004, p. 17). Cette association est à mon sens le fondement même des politiques novatrices articulant structures matérielles et symboliques, *et* autonomie individuelle.

BIBLIOGRAPHIE

- ALEXANDER, J. C., *The Civil Sphere*, Oxford, Oxford University Press, 2006.
- ALEXANDER, J. C. et SMELSER, N. J., « Introduction : the ideological discourse of cultural discontent », in ALEXANDER, J. C. et SMELSER, N. J., (dir.), *Diversity and Its Discontents. Cultural conflict and common ground in contemporary American society*, Princeton, Princeton University Press, 1999.
- DURKHEIM, E., *The Elementary Forms of Religious Life*, New York, The Free Press, 1995.
- NUSSBAUM, M. C., *The Therapy of Desire. Theory and practice in Hellenistic ethics*, Princeton, Princeton University Press, 1994.
- NUSSBAUM, M. C., *Sex and Social Justice*, New York, Oxford University Press, 1999.
- NYBERG, L., « Var tjugonde tonåringen lider av depression », *Dagens Nyheter*, 29 novembre 2007.
- Regeringens proposition 1998/1999 : 115, *På ungdomars villkor. Ungdomspolitik för demokrati, rättvisa och framtidstro*.
- ROTHSTEIN, B. et STOLLE, D., « Generell välfärd skapar socialt kapital », *Tvärsnitt*, n° 1, 2003.
- ROTHSTEIN, B., *Sociala fallor och tillitens problem*, Stockholm, SNS Förlag, 2003.
- TAYLOR, C., *Modern Social Imaginaries*, Durham, Duke University Press, 2004.
- TRONDMAN, M. et BUNAR, N., *Varken ung eller vuxen*, Stockholm, Atlas Förlag, 2001.
- TRONDMAN, M., « Att förstå utsatthet », Stockholm, Ungdomsstyrelsen, à paraître en 2008.
- VOGEL, J. et HÄLLS, L., « Välfärdsklyftan växer – unga de stora förlorarna », *Dagens Nyheter*, 19 octobre 2005.
- WALZER, M., *Politics and Passion. Toward a more egalitarian liberalism*, New Haven, Yale University Press, 2004.
- WILKINSON, R. G., *The Impact of Inequality. How to make sick societies healthier*, Londres, Routledge, 2005.

L'OPTIMISME DES JEUNES AMÉRICAINS

Emily E. Messersmith,

post-doctorante au Center for Developmental Science,

université de Caroline du Nord, États-Unis

Jerald G. Bachman,

chercheur émérite à l'université du Michigan, États-Unis

John E. Schulenberg,

professeur de psychologie à l'université du Michigan, États-Unis

Les adolescents et les jeunes adultes sont à un moment de leur vie où leurs rapports au travail et à leur famille sont déterminants pour construire leur avenir. Quel regard portent les jeunes Américains, en tant que groupe social spécifique, sur la société, le travail et la famille ? Quels liens existe-t-il entre les perceptions de ces différentes thématiques ? Dans cet article, nous analysons les réponses apportées par les jeunes Américains à l'étude Kairos Future-Fondation pour l'innovation politique afin de mieux comprendre comment ils perçoivent leur place dans la société. Malgré la diversité socio-économique, ethnique et culturelle qui caractérise la jeunesse américaine, nous observons plusieurs convergences. D'une manière générale, ils regardent l'avenir avec optimisme, tant pour eux-mêmes en ce qui concerne l'emploi que pour la société, et considèrent la famille et le travail comme des valeurs essentielles.

UNE CONFIANCE DANS LA SOCIÉTÉ

Comment les jeunes Américains perçoivent-ils le rôle de l'individu dans la société ? Ils répondent en utilisant une échelle de 1 à 7, où 1 est le niveau d'accord le plus faible (c'est-à-dire : « pas d'accord ») et 7 le plus élevé (c'est-à-dire : « d'accord »). Les jeunes Américains soutiennent fortement l'idée selon laquelle les gens peuvent changer la société par leurs choix et leurs actions (avec une moyenne de 5,69, contre 5,03 pour les jeunes Européens ; 63 % des jeunes Américains choisissent la réponse 6 ou 7, convaincus que les gens peuvent changer la société, contre 45 % pour les jeunes Européens). Ils pensent également que les gens, aux États-Unis, ont la possibilité de choisir leur propre vie (5,66, contre 4,45 en Europe ; 61 % des jeunes Américains croient profondément que les gens peuvent changer leur propre vie, contre 31 % des jeunes Européens). Ces déclarations indiquent que les jeunes Américains ressentent une forte capacité d'agir. Ils pensent que leurs propres actions peuvent non seulement orienter leurs vies, mais aussi permettre de vastes changements dans la société. Nous y voyons un signe qu'ils grandissent dans une société marquée par des idéaux démocratiques et qu'ils sont optimistes quant à leur place dans la société et à leur avenir.

Quels sont les traits d'une société idéale ? Une partie de l'étude demande aux participants de choisir entre deux déclarations contradictoires concernant leurs préférences en la matière. Les réponses se situent sur une échelle de 7 points, et le choix portait seulement sur l'une ou l'autre des propositions (1 ou 7 sur l'échelle). Il n'était pas possible de choisir 4 : cela aurait constitué une réponse neutre. Malgré cette contrainte, les interviewés ont globalement donné des réponses proches de 4 (situées entre 3,28 et 4,49).

Néanmoins, certaines différences entre les préférences sociétales des jeunes Américains et celles des jeunes Européens sont nettes. Les premiers préfèrent une société dans laquelle la performance individuelle est récompensée (7 sur l'échelle) plutôt qu'une société où la richesse est distribuée équitablement (1 sur l'échelle), avec une moyenne de 4,49 aux États-Unis, contre 3,88 en Europe. Ils soutiennent moins que les jeunes Européens (3,28, contre 3,98) l'État providence et sont favorables à une société où les taux d'imposition sont faibles. Cette préférence est encore plus marquée parmi les Américains adultes, âgés de 30 à 50 ans, que parmi les jeunes, alors que cette différence liée à l'âge n'est pas manifeste en Europe. Nous estimons ainsi que les Américains – surtout les trentenaires et quadragénaires – valorisent davantage un système méritocratique où les individus peuvent améliorer leur sort grâce à la maîtrise de leur vie (« travailler dur »). L'inclination des jeunes pour les idéaux méritocratiques est peut-être le fruit de la rhétorique politique et du discours médiatique qui la relaie, et de l'héritage culturel qui valorise l'épanouissement personnel à travers la responsabilité individuelle et le sens de l'effort.

Une dimension importante de toute société réside dans les droits accordés à chacun de ses membres. Les participants ont eu à exprimer leur accord ou leur désaccord avec les droits universels suivants : des études universitaires gratuites, des allocations chômage même lorsque des emplois existent, l'exhibition de symboles religieux, douze mois de congé parental, et l'accès gratuit aux soins médicaux. Aucun de ces droits n'est fortement soutenu par les Américains. Les jeunes Européens, quant à eux, expriment se déclarent plus nettement pour les droits à l'éducation (5,56), au congé parental (5,37) et aux soins médicaux (4,77), contre respectivement 4,99, 4,82 et 4,19 pour les jeunes Américains. L'absence de soutien à ces droits universels est cohérente avec l'attrait des jeunes Américains pour la méritocratie où l'éducation, les avantages sociaux et les soins médicaux constituent des récompenses accordées aux individus qui travaillent dur.

Or, curieusement, malgré un faible soutien aux droits universels, les jeunes Américains croient en plusieurs devoirs universels. Ils estiment que tout un chacun devrait contribuer à améliorer le monde (5,84) et faire de son mieux au travail, quel que soit le montant de sa rémunération (5,50). Dans la mesure où les individus peuvent provoquer des changements dans la société, ils sont capables de – et devraient – contribuer à un monde meilleur. Le choix de la deuxième proposition suggère que les jeunes Américains croient profondément en une éthique du travail, sans doute parce qu'ils sont convaincus non seulement que la société devrait les récompenser de travailler dur (comme le ferait un système méritocratique), mais aussi qu'un travail conscientieux (*hard work*) est bon en tant que tel. Les différences liées au sexe ou au niveau d'études sont ici faibles. Signalons toutefois que les héritages culturels des divers groupes ethniques conduisent à des perceptions différentes de la responsabilité individuelle à l'égard de la société (Cokley *et al.*, 2007).

Quelles sont les menaces les plus pressantes aux yeux des jeunes Américains ? Ceux-ci mettent fortement en avant deux des neuf menaces évoquées dans le questionnaire. Le risque le plus important, ou du moins celui qui reçoit la note moyenne la plus élevée, est le risque de guerre (5,73). Cela n'est guère surprenant au regard des conflits militaires dans lesquels sont engagés les États-Unis en Irak et en Afghanistan, et des tensions avec la Corée du Nord, l'Iran et d'autres régions du monde. L'autre menace majeure est le terrorisme (5,55). La couverture médiatique d'actions supposées être terroristes et militaires au Moyen-Orient semble plus importante (et peut-être était-ce encore plus le cas à l'époque où cette étude a été menée) que celle d'autres menaces sociétales, telles que la toxicomanie, le chômage ou le crime organisé.

L'examen des perceptions des jeunes Américains vis-à-vis de la société serait incomplet sans évoquer l'importance de la religion, dimension discriminante par rapport aux jeunes Européens. Les premiers croient davantage en Dieu (5,70) ou dans une force supérieure (5,83) que les seconds (respectivement, 3,61 et 3,88). Non seulement la religion est importante à leurs yeux, mais ils pensent aussi qu'elle devrait être importante pour tous. Les jeunes Américains estiment par exemple qu'il est essentiel d'enseigner la croyance religieuse aux enfants (4,70), bien plus que ne le pensent les jeunes Européens (2,95). Ceux-ci valorisent moins une société fondée sur des valeurs religieuses (7 sur une échelle de 1 à 7) et préfèrent une société établie sur les sciences et la rationalité (1 sur la même échelle) : 2,97 en Europe, contre 4,04 aux États-Unis. Tous les jeunes Américains ne sont pas croyants, mais la religion semble exercer, globalement, une influence plus grande sur eux que sur les jeunes Européens.

DE FORTES ATTENTES CONCERNANT LE TRAVAIL

Dans cette partie, nous examinons le regard porté par les jeunes sur leur carrière, sur ce qu'ils recherchent dans un emploi et sur ce qu'ils entreprennent pour atteindre leurs objectifs de carrière. Précisons que la majorité des adolescents américains ont déjà une expérience professionnelle, occupant des emplois temporaires (comme le baby-sitting), travaillant à mi-temps pendant l'année scolaire ou l'été (Bachman, Safron, Sy et Schulenberg, 2003 ; Staff, Mortimer et Uggen, 2004). Peut-être parce que bon nombre des interviewés ont déjà travaillé, on note peu de différences entre les opinions des travailleurs et celles des étudiants, tout comme entre celles de travailleurs et d'individus qui n'étaient ni en emploi ni en cours d'études.

Dans l'ensemble, les jeunes semblent attendre beaucoup de leur future carrière. Parmi les dix-neuf items concernant les aspects importants d'un emploi, onze reçoivent une adhésion forte. Le fait de pouvoir se sentir fier de son travail arrive en tête (6,10). Concernant les gratifications concrètes, les jeunes Américains espèrent la sécurité de l'emploi (6,08), de bons avantages sociaux (6,07), un salaire élevé (5,55) et des horaires souples (5,53). Il est intéressant de noter qu'ils recherchent davantage la sécurité de l'emploi que les jeunes d'autres pays, comme le Danemark (5,38) où elle n'existe pas plus qu'aux États-Unis. Ce fort désir de sécurité exprimé par les Américains est peut-être le reflet d'une norme culturelle valorisant l'emploi relativement stable, ou un souhait d'éviter les stigmates du chômage.

Les jeunes Américains pensent par ailleurs que les gratifications moins concrètes comptent aussi beaucoup : avoir un travail intéressant et valorisant (5,96), de bonnes perspectives de carrière (5,93) et pouvoir influencer ses conditions de travail (5,62). Ils trouvent également important de connaître une ambiance positive sur le lieu de travail, d'avoir un bon patron (5,93) et des collègues sympathiques (5,64). Enfin, ils sont nombreux à souhaiter un environnement de travail sain (6,05). Ils semblent attendre beaucoup de leur future carrière, et sont également confiants dans le fait qu'ils auront un bon travail à l'avenir (5,58).

Du fait de l'âge des individus interrogés (de 16 à 29 ans), on observe chez eux une vision à long terme de leur future carrière. Il se peut qu'ils ne s'attendent pas à recevoir toutes ces récompenses et gratifications dès leurs premiers emplois, mais ils anticipent une carrière qui, une fois qu'ils seront plus établis, offrira ces opportunités. D'autre part, les jeunes semblent moduler leurs attentes professionnelles en fonction de l'âge. Les plus jeunes, de 16 à 19 ans, estiment qu'il est plus important d'avoir un emploi qui offre un statut élevé (5,13) que ne le pensent les jeunes adultes âgés de 25 à 29 ans (4,50). Ils sont aussi plus susceptibles de vouloir un travail qui permet de voyager à l'étranger (4,50, contre 3,66 pour les jeunes adultes). Ainsi, au fur et à mesure que les jeunes deviennent plus现实istes et plus précis dans leurs choix de carrière et qu'ils entrent sur le marché du travail à plein temps, il se peut qu'ils prennent conscience du fait que certains aspects de leur activité professionnelle sont plus importants que d'autres et acceptent dès lors de se contenter d'un emploi imparfait.

Que pensent-ils pouvoir faire pour réussir dans leur future carrière ? Comme pour d'autres questions, toutes les stratégies de carrière énumérées sont valorisées – tous les items se voient attribuer une note moyenne supérieure ou égale à 4,59. La proposition selon laquelle la réussite exige de travailler dur est celle qui reçoit le plus de suffrages (6,12). La deuxième stratégie la plus choisie consiste à obtenir une formation et des qualifications appropriées (5,81) : il est d'ailleurs important d'y être attentif avant même de s'engager dans une carrière professionnelle. Ces choix indiquent que les jeunes estiment avoir une forte capacité à agir sur leur carrière et pensent pouvoir réaliser leurs objectifs grâce à leurs propres apprentissages et expériences professionnelles.

L'autre stratégie fortement plébiscitée est celle consistant à bien s'entendre avec autrui (5,74). Cela correspond peut-être à la nature de nombreux emplois dans une société moderne : contrairement au début du siècle dernier, peu d'individus travaillent dans des usines ou exercent des professions manuelles ; ils sont plus nombreux à travailler dans des secteurs où la coopération avec les clients prime.

LA FAMILLE RESTE PRIMORDIALE

L'importance de la famille dans la vie des jeunes Américains ressort très clairement de cette étude. Les paragraphes qui suivent l'illustrent en examinant les différents aspects de la vie des jeunes dans lesquels la famille joue un rôle.

Malheureusement, il est difficile de savoir à quels membres de la famille se réfèrent les jeunes dans leurs réponses. Les plus jeunes, surtout ceux âgés de moins de 18 ans, vivent

encore probablement avec leurs parents et sont moins susceptibles que ceux qui sont plus âgés d'être mariés ou d'avoir des enfants. Ainsi, les premiers pensent probablement à leur famille d'origine. Néanmoins, aux abords de la trentaine, bon nombre d'individus pensent sans doute à leur famille comme constituée de leurs parents, leurs frères et sœurs, leur époux ou épouse et leurs enfants, ou même uniquement leur famille de procréation. Par conséquent, nous nous attachons surtout aux différences apparentes entre les jeunes qui sont mariés et/ou sont parents, et les autres.

Un point à souligner est l'idée selon laquelle la famille est le socle de la société (5,67, contre 5,08 en Europe). En 1996, promouvoir le mariage était l'une des composantes de la réforme de l'assistance sociale aux États-Unis. Sous la présidence de George W. Bush, cela s'est traduit par le financement de l'éducation maritale et de recherches sur le mariage dans le cadre du programme « Healthy Marriage Initiative¹ ». En augmentant le taux de mariages et réduisant le taux de divorces, cette politique vise à aider autant les enfants que la société dans son ensemble. Dans l'enquête Kairos Future-Fondation pour l'innovation politique, l'idée de la famille comme fondement de la société est fortement exprimée par les jeunes Américains issus de diverses sensibilités politiques. L'emploi d'une rhétorique similaire par les acteurs politiques conservateurs et chrétiens aux États-Unis peut expliquer pourquoi cette proposition y est mieux accueillie que chez les jeunes Européens.

Pour les jeunes Américains, la famille leur permet d'avoir confiance en soi-même. Lorsqu'on leur demande quel élément, parmi six propositions, donne du sens à leur vie, ils répondent majoritairement : leur famille (6,37). Elle est également un facteur décisif dans la construction de leur identité (*identity shaper*) (6,08). Dans ces deux types de question, les amis sont fortement plébiscités, mais la famille reste considérée comme plus essentielle.

En ce qui concerne leur satisfaction par rapport aux différents aspects de leur vie (tels que les finances, la santé et le travail), c'est encore la famille qui arrive en tête pour les jeunes Américains (5,79). Le taux de satisfaction semble varier suivant le type de famille auquel les jeunes se réfèrent – les jeunes qui sont mariés sont plus satisfaits de leur famille (6,21) que les jeunes qui vivent une relation durable (5,69) ou qui sont célibataires (5,64). On note qu'ils se disent plus intéressés à passer du temps avec leur famille (6,03) que les jeunes Européens (5,45). Dans la mesure où le taux de satisfaction est plus élevé dans les familles de procréation, de telles différences culturelles peuvent s'expliquer par l'âge moyen – moindre que dans certains pays européens – auquel les jeunes Américains se marient et deviennent parents. Il est difficile d'expliquer pourquoi, ces dernières années, ces derniers tendent à se marier plus tôt que les jeunes en Europe ; la religiosité peut être un facteur déterminant. La cohabitation hors mariage a augmenté en Amérique, mais elle demeure inacceptable ou non désirable aux yeux de nombreux jeunes et parents.

Les jeunes femmes semblent porter sur la famille un regard différent de celui des jeunes hommes. Elles expriment en particulier la difficulté de trouver un équilibre entre carrière professionnelle et vie familiale. Elles pensent par exemple, plus que les jeunes hommes, qu'il est important d'avoir une carrière permettant un congé parental (5,85, contre 4,97). De même, les hommes pensent plus que les femmes que voyager est important dans leur

1. Voir <http://www.acf.hhs.gov/healthymarriage/>.

future carrière (4,29, contre 3,79) – peut-être parce que voyager pourrait perturber la stabilité des familles ayant des enfants en bas âge. On note en effet que les jeunes parents estiment qu'une carrière qui permet de voyager est moins désirable (3,54) que ne le pensent les jeunes qui n'ont pas d'enfants (4,19).

Les jeunes femmes considèrent plus que les hommes la famille comme constitutive de leur identité (respectivement 6,31 et 5,85) et préfèrent lui consacrer du temps (6,30, contre 5,76). Ces différences s'expliquent par le fait que les femmes se marient et deviennent mères plus jeunes que les hommes; on observe dans cette enquête davantage de jeunes femmes ayant fondé leur propre famille que de jeunes hommes. Or les perceptions sont bien différentes selon que l'on est marié ou célibataire.

La jeunesse américaine est diverse de par ses héritages culturels, ses expériences, ses perspectives et ses aspirations. Malgré cette diversité, on observe des convergences en ce qui concerne la perception de la société, du travail ou de la famille. aux États-Unis, les jeunes croient en leur capacité d'agir, de mener leur carrière professionnelle, d'influer sur leur vie et sur le monde qui les entoure. Ils valorisent le sens de l'effort et estiment que celui-ci doit être récompensé. La famille est, quant à elle, particulièrement importante dans la construction de soi, et influence très clairement leur vision de la société et du travail.

Bien qu'il soit impossible de mettre au jour l'ensemble des origines de ces tendances culturelles, nous avons identifié un certain nombre de caractéristiques de la jeunesse contemporaine. Tout d'abord, ces jeunes ont été élevés dans des institutions religieuses qui prônent les valeurs familiales et la générosité. Ensuite, cette génération a été éduquée à une époque où l'estime de soi était considérée comme un aspect de plus en plus important de la réussite scolaire ; les enseignants et les parents faisaient l'éloge de chaque enfant en tant qu'individu singulier, doté de talents uniques. Une telle attention au « soi » aboutit à une jeunesse optimiste qui a confiance en elle-même, bien qu'à l'inverse cela encourage aussi l'égoïsme et le sentiment que tout lui est dû (McMillan, Singh et Simonetta, 2001). Enfin, les jeunes Américains sont inondés d'idéologies politiques et d'héritages culturels promouvant l'idée selon laquelle chacun peut progresser et s'élever par lui-même (c'est-à-dire travailler dur pour s'aider soi-même) et réaliser le « rêve américain ». Nous présentons bien sûr ici une image très générale, alors que la diversité des expériences et des perceptions demeure la caractéristique première de la jeunesse américaine. En résumé, le portrait du jeune Américain type que nous avons dessiné ici est celui d'un individu qui a confiance en lui-même, qui est heureux avec sa famille et qui est relativement optimiste quant à son propre avenir et à celui de la société.

BIBLIOGRAPHIE

BACHMAN, J. G., JOHNSTON, L. D. et O'MALLEY, P. M., *Monitoring the Future. Questionnaire responses from the nation's high school seniors, 2006*, Ann Arbor, Institute for Social Research, 2007.

BACHMAN, J. G., SAFRON, D. J., SY, S. R. et SCHULENBERG, J. E., « Wishing to work : New perspectives on how adolescents' part-time work intensity is linked to educational disengagement, substance use, and other problem behaviors », *International Journal of Behavioral Development*, n° 27, 2003, p. 301-315.

COKLEY, K., KOMARRAJU, M., PICKETT, R., SHEN, F., PATEL, N., BELUR, V. et ROSALES, R., « Ethnic differences in endorsement of the Protestant work ethic : The role of ethnic identity and perceptions of social class », *Journal of Social Psychology*, n° 147, 2007, p. 75-89.

JOHNSTON, L. D. et BACHMAN, J. G, *Monitoring the Future. Questionnaire responses from the nation's high school seniors, 1975*. Ann Arbor, Institute for Social Research, 1980.

McMILLAN, J. H., SINGH, J. et SIMONETTA, L. G., « The tyranny of self-oriented self-esteem », *Educational Horizons*, n° 79, 2001, p. 92-95.

STAFF, J., MORTIMER, J. T. et UGGEN, C., « Work and leisure in adolescence », in LERNER, R. M. et STEINBERG, L., (dir.), *Handbook of Adolescent Psychology*, Hoboken, Wiley, 2004, p. 429-450.

CONCLUSION

QUEL PROJET POLITIQUE POUR LA JEUNESSE ?

Anna Stellinger,

directeur de recherches à la Fondation pour l'innovation politique, France

Raphaël Wintrebert,

chargé de recherches à la Fondation pour l'innovation politique, France

Les chercheurs en sciences sociales se heurtent depuis toujours à cette épingleuse question : de quelles «jeunesses» parle-t-on? La définition des «âges de la vie» est en effet extrêmement variable suivant les lieux et les époques. Pierre Bourdieu a bien souligné que la jeunesse constitue «une catégorie de gens qui posent des problèmes de catégorisation, une catégorie dont le statisticien ne sait pas quoi faire, parce que la société ne sait pas quoi en faire, n'a pas de nom à leur donner» (cité par Thierry Blöss, 1994, p. 266).

Les transformations économiques et sociales des dernières décennies ont modifié la cartographie des âges dans nos sociétés. La fragilisation du salariat a désorganisé les carrières professionnelles, l'allongement des études a repoussé l'entrée dans la vie active, les parcours conjugaux et familiaux sont souvent rythmés par des crises... Les phases qui marquaient auparavant le passage à l'âge adulte (accès au travail, autonomie résidentielle, autonomie financière, mariage ou naissance d'un enfant) sont ainsi de moins en moins nettes, de moins en moins partagées par l'ensemble du corps social et de moins en moins définitives. Le concept de «cycle de vie» n'est dès lors plus en mesure d'expliquer la diversité des modes et des trajectoires de vie. D'où un processus apparemment contradictoire de recatégorisation et de décatégorisation : «Par certains côtés, l'imprécision, le flou des frontières des anciennes catégories d'âge ont stimulé un processus de recatégorisation : des logiques de fractionnement introduisent des distinctions de plus en plus fines entre les âges. Ainsi en va-t-il de la séquence préadolescence, adolescence, post-adolescence, qui est soutenue non seulement par d'indéniables pratiques distinctives (en termes de sociabilité entre pairs et de ciblage marketing de produits), mais également par le regard de la psychologie du développement. Par d'autres côtés, les difficultés de bornage des âges ont conduit à pointer ce qu'ils ont en commun, à rendre sensible aux traits, aux situations, aux expériences qu'ils peuvent partager : des logiques d'indistinction semblent relativiser l'opposition entre les classes d'âge» (CEMS, 2005). Les âges sont alors appréhendés en termes de processus : adulescence, maturescence.

Précisément en raison de ces logiques complexes et contradictoires, la question mérite selon nous d'être à nouveau posée : l'âge est-il un facteur déterminant en soi? Explique-t-il les différences de représentation, d'attente, de projection vers l'avenir? Tel est le fil conducteur de tous les textes rassemblés dans cet ouvrage. Leurs auteurs ont ainsi montré que si les structures nationales jouent un rôle déterminant dans les croyances et les perceptions, l'âge demeure également une variable fondamentale. Il nous semble nécessaire de nous attarder

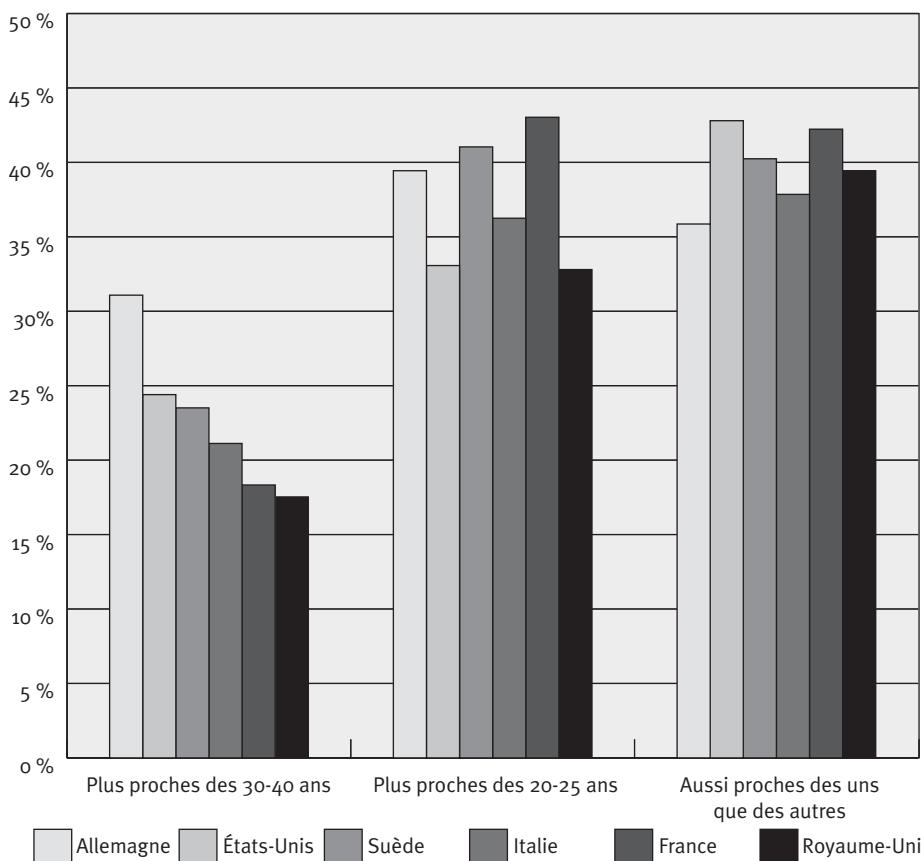
davantage encore sur ce point, et même d'interroger les catégories qui ont déterminé l'élaboration de notre échantillon statistique. L'enquête Kairos Future-Fondation pour l'innovation politique se fonde sur une comparaison entre deux grandes catégories d'âge : les 16-29 ans d'un côté, les 30-50 ans de l'autre. Est-ce à dire que les résultats obtenus permettent de comparer les «jeunes» et les «adultes»? Le groupe des 16-29 ans est-il réellement homogène? Pour le dire autrement, la tranche d'âge 16-29 ans définit-elle la jeunesse?

Par-delà ces deux grandes catégories, nous disposons des données relatives aux classes intermédiaires : les 16-19 ans, les 20-24 ans, les 25-29 ans, les 30-40 ans et les 40-50 ans. Il est possible de se demander s'il existe de fortes disparités entre ces sous-groupes d'âge. Intéressons-nous donc aux deux bornes de notre classe d'âge : les 25-29 ans sont-ils plus proches du sous-groupe plus jeune (20-24 ans) ou du plus âgé (30-40 ans)? Les 16-19 ans, quant à eux, se distinguent-ils nettement des 20-24 ans?

Si l'on observe les six pays – Allemagne, États-Unis, France, Italie, Royaume-Uni, Suède – plus spécifiquement étudiés dans la seconde partie de ce livre, on remarque une distribution assez disparate : la France et le Royaume-Uni (et dans une moindre mesure l'Italie) semblent être les pays où l'écart avec la tranche d'âge supérieure est le plus fort. Dans ces pays, l'âge de 30 ans serait bien un seuil qui caractérise la jeunesse. C'est moins le cas en Suède et aux États-Unis. L'Allemagne se singularise encore davantage, puisque pour environ un tiers des questions les jeunes de 25-29 ans se rapprochent des plus jeunes (20-24 ans), pour un deuxième tiers ils se rapprochent des plus âgés (30-39 ans), et pour un dernier tiers les réponses des 25-29 ans sont à peu près similaires à celles des 20-24 ans *et* à celles des 30-39 ans. L'âge de 30 ans semble donc moins marquer un clivage générationnel. Précisons que ces écarts diffèrent également en fonction des thématiques étudiées : en ce qui concerne, par exemple, le thème « signification de la vie », les Français de 25-29 ans sont systématiquement plus proches des 20-24 ans, tandis que c'est l'inverse en Allemagne (plus proches des 30-40 ans) ; c'est très partagé en Italie, et très peu différencié en Suède et au Royaume-Uni.

Les seuils de «jeunesse» ne sont donc pas identiques dans tous les pays (même au sein des pays européens) et sont variables en fonction des domaines considérés (famille, emploi, loisirs, consommation, confiance, droits et obligations morales, etc.). S'il est possible de mettre en évidence, *globalement*, des proximités par âges, il faut se garder de toute interprétation rigide et substantialisante qui ferait des 16-29 ans une classe en rupture avec ses aînées.

Le tableau ci-dessous indique le nombre de questions de notre sondage pour lesquelles les 25-29 ans se rapprochent de la classe d'âge tantôt inférieure, tantôt supérieure.



Lecture : pour 39,4% des questions, les jeunes Français de 25-29 ans sont plus proches des 20-25 ans que des 30-40 ans. Pour 17,5% des questions, les jeunes Britanniques de 25-29 ans sont plus proches des 30-40 ans que des 20-25 ans.

Lorsque l'on étudie cette fois les 16-19 ans, c'est-à-dire l'autre borne de notre classe d'âge, les réponses présentent là encore des résultats différents suivant les pays et suivant les thématiques considérées. Trois configurations apparaissent : un écart faible entre les 16-19 ans et les 20-25 ans (Allemagne et Royaume-Uni) ; un écart moyen (États-Unis) ; un écart fort (France, Italie, Suède)¹. Remarquons là encore que ce découpage général peut

1. Un écart est jugé fort lorsqu'un pays compte plus de 20 items pour lesquels le taux de réponse 6-7 des 16-19 ans est supérieur ou inférieur de 10 points à celui des 20-25 ans. L'écart est jugé moyen lorsqu'un pays compte entre 11 et 20 items, et faible lorsqu'il compte moins de 10 items.

varier en fonction des thèmes étudiés. Olivier Galland note par exemple dans son texte que, en ce qui concerne les critères de définition de soi, « certaines sociétés européennes – espagnole, russe, française, allemande, italienne – sont très ou relativement homogènes d'un point de vue générationnel [...], d'autres au contraire – la société polonaise et celles des pays nordiques – sont très hétérogènes ». Pour ne prendre que le cas français, on voit par exemple que les 16-19 ans ne se distinguent pas des plus âgés en ce qui concerne les pratiques de consommation ou les droits et obligations des citoyens, alors que, à l'inverse, des écarts sont significatifs dès lors que l'on parle du « sens de la vie ». Le travail-études, les amis, la possession d'objets matériels ou même les rêves et les ambitions sont nettement plus valorisés.

Le croisement de nos deux grilles d'analyse, malgré leur aspect schématique, permet de faire émerger des types idéaux de « trajectoires de jeunesse » (et simultanément de « devenir adulte ») :

		Clivage 25-29 ans/30-40 ans		
		Marqué	Moyen	Faible
Clivage 16-19 ans/20-24 ans	Marqué	France, Italie	Suède	
	Moyen		États-Unis	
	Faible	Royaume-Uni		Allemagne

En France et en Italie semble se distinguer la tranche d'âge des jeunes de 20-30 ans qui ont des difficultés à entrer sur le marché du travail, à être autonomes financièrement et qui vivent de plus en plus difficilement leur dépendance familiale. En Suède, on observe une forte spécificité des 16-19 ans, comme si une fois leur formation achevée le « devenir adulte » devenait relativement aisés. Les jeunes Britanniques paraissent faire durer la jeunesse jusqu'à 30 ans, âge auquel une stabilisation professionnelle et familiale commence à transformer les perceptions et les attentes. L'Allemagne, et dans une moindre mesure les États-Unis, présente le schéma le plus « continuiste », dans le sens où on ne perçoit pas de nettes distinctions entre classes d'âge. C'est également ce que note Olivier Galland dans son texte : « dans certaines sociétés, les jeunes se démarquent plus nettement des adultes, alors que dans d'autres la continuité entre générations est plus marquée ».

Une des principales conclusions de cette étude concerne l'importance des contextes nationaux. Olivier Galland note ainsi que « dans chaque pays, les jeunes se regroupent d'abord avec les adultes de même nationalité. Les spécificités nationales sont donc plus fortes que l'identité de classe d'âge : un jeune Français ressemble plus à Français adulte qu'à un jeune Italien ou un jeune Anglais ». Les « jeunes » de 19-29 ans ne doivent donc pas être entendus comme un groupe social organisé, mais davantage comme une cohorte, un « grain du sablier social », comme l'écrit Louis Chauvel (1998). D'où notre souhait de préciser, dans la seconde partie de cette étude, les spécificités des jeunes dans six pays et leur prise en charge par les pouvoirs publics.

Ces hypothèses de travail nécessitent d'être affinées en fonction de différentes thématiques. C'est pourquoi la première partie de cet ouvrage traite des relations qu'entretiennent les jeunes avec l'emploi, la famille et la société.

LES JEUNES ET LE TRAVAIL

Aussi bien dans les sociétés développées que dans les sociétés en développement, le travail et les contextes d'emploi connaissent depuis près de trente ans des bouleversements majeurs liés à la tertiarisation de l'économie. Observe-t-on de façon corollaire un changement de perception (du travail, de ce que l'on attend d'un emploi...) chez les plus jeunes générations ? Pas réellement. Comme l'ont noté tous les auteurs, le travail demeure fondamental, aussi bien comme moyen d'accéder à des conditions de vie matérielles satisfaisantes que pour donner un sens à sa vie. Être satisfait et fier de son travail, entretenir des bonnes relations avec ses collègues et ses supérieurs, obtenir un bon emploi dans l'avenir sont toujours des objectifs essentiels pour les jeunes, et ce, quelle que soit la tranche d'âge considérée.

Ceux-ci – le découpage 16-29 ans est ici globalement pertinent – ne partagent cependant pas exactement les mêmes conceptions que leurs aînés. « Travailler, oui, mais pour soi aussi », comme l'écrivent Dominique Épiphanie et Emmanuel Sulzer. Pour les jeunes, l'enjeu est double : le travail doit procurer du sens pour soi et pas seulement assurer des conditions de vie décentes ; le travail, c'est-à-dire les conditions d'emploi, doit permettre de mieux articuler vie privée et vie professionnelle. Les jeunes, et tout particulièrement les 16-19 ans, valorisent par exemple un travail indépendant, des horaires de travail flexibles ou des congés parentaux.

On observe finalement la diffusion des valeurs « féminines » relatives au travail. « L'ancrage des femmes dans le monde du travail semble bien constituer aujourd'hui une norme pour les jeunes générations », nous disent Dominique Épiphanie et Emmanuel Sulzer. Les analyses par pays confortent clairement ce point : aux États-Unis, en Allemagne, en Suède ou en France, le travail change de sens et de fonction pour les jeunes femmes, mais aussi, progressivement, pour les jeunes hommes. Même si ceux-ci sont toujours plus focalisés sur la position sociale et le salaire élevés, et les jeunes femmes plus en faveur d'un travail intéressant, la vie hors travail prend pour tous une plus grande importance.

Précisons toutefois que cette évolution s'opère dans un contexte sociétal particulier : celui des pays développés (ici les États-Unis et les pays d'Europe occidentale). En effet, si ceux-ci mettent l'accent sur les dimensions sociale et symbolique du travail, les pays émergents, eux, valorisent davantage ses dimensions matérielle et statutaire. Même parmi les sociétés développées, on découvre des situations disparates en fonction des agencements historico-politiques nationaux. « La forte cohérence des systèmes éducatifs nationaux et de leur articulation avec le système productif, fruit d'une histoire politique et sociale longue, fait que l'accès aux études et aux diplômes revêt toujours des sens bien différents d'un pays à l'autre. Qui plus est, les spécificités des contextes économiques nationaux semblent conserver un pouvoir structurant : particularités des secteurs porteurs, place de l'emploi public, tradition de relations professionnelles... ne sont sans doute pas sans effets sur les anticipations des jeunes », concluent Dominique Épiphanie et Emmanuel Sulzer.

Notre enquête fournit ainsi des résultats assez surprenants. Pour Andy Furlong et Fred Cartmel, une grande majorité des jeunes Britanniques aspire à un métier intéressant et

gratifiant, à des opportunités de carrière prometteuses et à un poste dont ils peuvent être fiers. Mais ils semblent n'être guère optimistes quant à la possibilité d'obtenir ce type de travail à l'avenir. Par conséquent, « le travail n'est plus, selon nos auteurs, perçu comme une activité intrinsèquement gratifiante ». Un marché du travail dynamique, autorisant une certaine mobilité professionnelle, ne suffit donc pas à rassurer ou à donner confiance aux jeunes qui vont accéder – ou viennent d'accéder – à l'emploi.

De façon corollaire, on observe un fort besoin de sécurité. Les jeunes Britanniques redoutent peu le chômage (28%, contre 43% pour la moyenne européenne), mais ils espèrent tout de même à l'avenir une sécurité de l'emploi (65%, contre 71% pour les jeunes Européens). Ce besoin de sécurité dans le travail est extrêmement fort dans tous les pays, y compris dans ceux où le taux d'emploi est élevé et le taux de chômage faible : 74% des jeunes Américains, 77% des jeunes Suédois, 78% des jeunes Allemands réclament davantage de sécurité.

Cette attente de sécurité professionnelle n'est, étonnamment, pas liée à la peur du chômage. On note en effet de grands écarts (dans les pays scandinaves, au Royaume-Uni, aux États-Unis, mais aussi en Italie ou en France) entre crainte du chômage et désir de sécurité. S'ils ne sont que 29% à considérer que le chômage est une menace pour la société, les jeunes Suédois, par exemple, sont 64% à souhaiter un emploi sûr. Même écart au Royaume-Uni (28% et 65%) ou aux États-Unis (36% et 74%). Il ne semble donc pas y avoir de lien évident entre taux d'emploi et sentiment de sécurité dans les trajectoires professionnelles².

Ce décalage entre opportunités économiques objectives et perceptions subjectives témoigne selon nous d'un besoin d'accompagnement des jeunes dans un contexte qui leur paraît toujours plus incertain. L'autonomie dont ils ont besoin pour « devenir adulte » ne s'oppose pas à la demande d'un réel soutien, comme le montrent également les relations que les jeunes entretiennent avec leur famille.

LES JEUNES ET LA FAMILLE

Comme pour le travail, qui a connu des changements profonds, on aurait pu s'attendre à des transformations majeures des rapports familiaux et de la perception qu'en ont les jeunes aujourd'hui. Dans les pays occidentaux, les structures familiales se sont modifiées en raison, notamment, de la coexistence de trois – parfois quatre – générations, de la multiplication des modes d'alliance, de ruptures familiales plus fréquentes, etc. Les résultats de notre enquête vont, là encore, à l'encontre de bien des idées reçues. Comme le remarque Vincenzo Cicchelli dans son texte, la famille demeure pour les 16-29 ans une institution majeure. Si l'on observe les facteurs qui donnent du sens à la vie, les dimensions identitaires fondamentales, la satisfaction par rapport à différents groupes ou situations, la famille arrive systématiquement en première position, pour les adultes comme pour les jeunes.

2. Notons qu'inversement l'Italie et la France, qui se caractérisent par les taux de chômage les plus élevés d'Europe, ne se démarquent guère sur ces questions : les jeunes des deux pays sont là encore proches. Environ 45% craignent fortement le chômage (identique à la moyenne européenne) et entre 66% (pour la France) et 72% (pour l'Italie) souhaitent un emploi sûr.

Des différences importantes apparaissent cependant. Tous les auteurs ont souligné que les femmes sont toujours plus tournées vers la famille que les hommes. Cela s'explique aussi bien par la persistance d'une division traditionnelle des rôles sociaux que par des politiques publiques qui permettent ou non une conciliation entre vie privée et vie professionnelle. Monika Salzbrunn a par exemple souligné que les jeunes Allemandes « sont encore davantage attachées à leur carrière, à leur indépendance, à leur vie familiale et à leurs amis, et ce bien qu'elles fassent les frais d'inégalités structurelles (discrimination horizontale et verticale sur le marché de travail; manque de structures de garde pour la petite enfance malgré les récentes politiques sociales) ».

Les différences générationnelles sont, elles, plus délicates à mesurer, car on ne sait pas clairement si les personnes interrogées font référence à leur famille d'origine ou à celle qu'ils ont, le cas échéant, fondée. On note néanmoins, dans tous les pays européens, une satisfaction moindre des jeunes, et tout particulièrement des 16-19 ans, à l'égard de la famille. Mais plus que l'intensité des liens, c'est la nature du lien qui évolue. On observe ainsi des situations apparemment paradoxales : 80 % des jeunes Suédois considèrent que la famille apporte du sens à leur vie, mais seulement 33 % d'entre eux estiment qu'elle est le fondement de la société. La famille devient une valeur et une ressource personnelles, et non un modèle social. « Dans tous les milieux, la famille cesse d'être un lieu d'exercice de l'autorité et d'apprentissage de la discipline pour devenir l'espace privilégié de la vie privée, définie comme la "vraie vie" parce que les individualités s'y accomplissent dans leur dimension essentielle : l'affectivité » (Baudelot et Establet, 2000, p. 76). La famille revêt donc d'autres significations, car les jeunes, et surtout les 16-19 ans, lui attribuent d'autres fonctions. Pour François de Singly, cela participe de l'avènement d'une deuxième phase de la modernité : celle-ci ne serait plus caractérisée par un processus d'émancipation (par rapport aux anciennes communautés hiérarchisées telles que la famille, le village, la royaute ou l'Église), mais par un processus de différenciation personnelle. Non seulement « les individus ne sont plus d'abord définis par leur appartenance originelle », mais ils « souhaitent pouvoir faire connaître d'autres traits distinctifs » (de Singly, 2004, p. 235), faire reconnaître leur individualité et leurs choix.

Cela n'implique aucunement une rupture par rapport aux générations précédentes (parents ou grands-parents), mais manifeste plutôt un souci de singularisation et de reconnaissance. Les solidarités restent fortes, comme en témoignent toutes les enquêtes récentes (Arrondel et Masson, 2006 ; Wolff et Attias-Donfut, 2007). « Le passage d'une conjoncture de croissance à une période de récession dominée par le chômage et le sous-emploi n'a rien altéré de la confiance et de la solidarité que se portent mutuellement enfants, parents et grands-parents » (Baudelot et Establet, *op. cit.*, p. 70). Le souci de l'autonomie s'accompagne chez les jeunes du désir de demeurer solidaires. Et, inversement, l'objectif des transferts (financiers ou d'aides non monétaires) est pour les parents de « favoriser l'autonomie des bénéficiaires, qui devient une valeur centrale de la morale familiale » (*ibid.*, p. 80).

Les solidarités familiales sont cependant ambiguës : si elles permettent une autonomie financière et éventuellement physique (possibilité de vivre hors du domicile familial), elles créent simultanément une dépendance symbolique. Le cas des jeunes Italiens est de ce point de vue emblématique. Loredana Sciolla montre bien dans son texte que la famille

est un élément fondamental de leur identité, un facteur de stabilité et de formation. Mais ce lien devient problématique dès lors qu'il est excessif : le manque de politiques publiques en faveur de la jeunesse « impute presque entièrement à la famille la charge d'aider les jeunes en difficulté » et pose problème aussi bien pour ces derniers (autonomie limitée) que pour la collectivité (problèmes de natalité, de financement des retraites, de santé publique lié à l'âge avancé du premier enfant, etc.). Les relations familiales n'en sortent pas pour autant renforcées. Les jeunes Italiens ne se distinguent aucunement de leurs homologues européens dans leurs jugements sur la famille et sont plus distanciés que ne le sont leurs aînés.

Le « familialisme » italien n'est donc pas, écrit Loredana Sciolla, la conséquence d'une culture propre à ce pays, mais bien davantage l'effet d'un État providence démissionnaire. Cette situation n'est pas spécifique à l'Italie. Au Royaume-Uni, par exemple, plusieurs textes de loi ont, depuis les années 1980, accru la dépendance des jeunes à l'égard de leur famille. « Le rôle de la famille comme mécanisme reliant économiquement les jeunes adultes, écrivent Andy Furlong et Fred Cartmel, s'est objectivement accru, ces derniers déplorant cette situation de dépendance financière forcée. » En France, les tensions entre parents et enfants autour des aides familiales sont fortes : un modèle d'indépendance précoce est valorisé, mais la dépendance effective s'allonge (Van de Velde, 2007). Patricia Loncle, dans son texte, y voit la conséquence « 1) du retrait massif de l'État des questions de jeunesse ; 2) de la décentralisation, qui conduit à des inégalités de traitement tout à fait considérables, en particulier pour les jeunes les moins protégés par leur famille ; 3) de la familialisation de la prise en charge des jeunes, qui les maintient dans une situation de dépendance difficile et reproduit ainsi les inégalités familiales ».

Deux pays de notre échantillon se distinguent particulièrement et mettent en évidence des modèles opposés. Aux États-Unis, comme le montre Vincenzo Cicchelli dans son texte, « les jeunes renvoient plus nettement qu'ailleurs leur réussite matérielle du côté de la réciprocité familiale ». Aussi différents des pays orientaux que des pays européens, les États-Unis demeurent un pays « familialiste », « où la famille joue sanctionne la réussite des individus. L'importance de l'appartenance au groupe dans la définition de soi, la valorisation de l'échange entre les générations sont manifestes ». Emily Messersmith, Jerald Bachman et John Schulenberg confirment cette spécificité américaine : 62 % des jeunes Américains jugent que la famille est le fondement de la société, contre 47 % des jeunes Européens. « L'emploi d'une rhétorique similaire par les conservateurs et les politiques chrétiens aux États-Unis peut expliquer la raison pour laquelle cette proposition est davantage soutenue en Amérique que parmi les jeunes européens. » Le rôle de l'État est, là encore, crucial, comme en témoigne le programme Healthy Marriage, initié par le président George W. Bush, visant à promouvoir le mariage et à réduire le taux de divorce. Le message semble plutôt bien passer auprès des jeunes, puisque les États-Unis sont le seul pays de l'échantillon où les 16-19 ans affichent plus d'attachement à la famille que les catégories plus âgées.

Les Suédois constituent en quelque sorte le cas opposé. Plutôt que de valoriser la famille en tant que telle, les politiques publiques mettent l'individu au cœur de leur philosophie et de leurs dispositifs. La satisfaction des jeunes Suédois est d'autant plus grande

qu'ils ne se sentent pas en situation de dépendance à l'égard de leur famille (70% des 16-29 ans, soit plus que dans les autres pays européens analysés, sont satisfaits de leur famille ; 80% considèrent qu'elle donne du sens à leur vie). L'autonomie ne signifie donc pas coupure et désaffiliation, bien au contraire. La famille est une instance de socialisation qui valorise les individus et leur donne confiance.

LES JEUNES ET LA SOCIÉTÉ

La question du rapport entre les jeunes et la société surplombe en quelque sorte les thèmes étudiés précédemment. Elle permet en effet d'appréhender le sentiment général de satisfaction, d'intégration et de confiance, et, *in fine*, la manière dont les individus s'inscrivent dans le présent et se projettent dans l'avenir. Les jeunes adhèrent-ils à la société dans laquelle ils vivent ? Ont-ils le sentiment d'être membre d'un « ensemble commun », de partager des valeurs communes ? Peuvent-ils s'identifier à leur société, faire confiance à ses institutions, participer à son développement ?

Le niveau d'intégration sociale – autrement dit, le sentiment d'appartenance et de confiance (dans les individus comme dans les institutions) – diffère considérablement selon les pays étudiés. La crise de confiance dans la société et dans ses élites, fortement ressentie dans plusieurs pays d'Europe (France, Allemagne, Royaume-Uni) conduit, selon Olivier Galland, à une forme de résignation, « comme si leur sort était écrit à l'avance, sans qu'ils puissent orienter le cours de leur vie dans un sens favorable ». La vision de l'avenir est ainsi sombre, en particulier chez les jeunes Français, qui sont « les moins nombreux à penser qu'ils ont une liberté et un contrôle sur leur avenir ou à estimer que les "gens de leur pays" peuvent choisir leur propre vie ».

Olivier Galland met en avant des différences notables entre les sociétés dans lesquelles les jeunes se sentent optimistes quant à leur avenir personnel (pays du nord de l'Europe et États-Unis) et celles dans lesquelles ils ont une vision plus négative (France, Italie et pays de l'est de l'Europe). Il propose plusieurs niveaux d'analyse pour expliquer ce décalage. D'une part, les jeunes sont soumis à des contraintes objectives : un taux de chômage faible donne naturellement plus de perspectives d'avenir. À l'inverse, la difficulté, comme en France ou en Italie, d'accéder au marché du travail nourrit les inquiétudes. D'autre part, les jeunes souffrent, à des degrés divers, d'une crise de confiance généralisée dans les institutions et dans les élites, ce qui les pousse à une forme de fatalisme. Les jeunesse allemande, britannique et française figurent ainsi en queue de peloton, tant pour la confiance dans les institutions nationales, européennes et internationales, que pour celle dans les médias ou même dans les ONG. « Le noyau central de l'Europe, affirme Olivier Galland, semble atteint d'une crise de confiance institutionnelle que ne justifie pas *a priori* son niveau de prospérité. » À l'opposé, les pays nordiques et les États-Unis sont en tête de classement.

Cette toile de fond permet de mieux comprendre quelques particularités nationales. Andy Furlong et Fred Cartmel constatent une position extrême des jeunes Britanniques, qui souffrent d'une déconnexion de la société et des instances qui la dirigent. Bien loin d'un

sentiment de révolte, c'est une certaine apathie qu'exprime cette jeunesse britannique particulièrement pessimiste. C'est en grande partie le résultat des restrictions notables qu'elle a subies à partir des années 1980 : suppression d'allocations de chômage pour les moins de 18 ans, réduction des allocations logement, des bourses et plus globalement des aides de l'État. Outre ces suppressions et l'absence d'un réel système d'aide sociale pour les jeunes, Andy Furlong et Fred Cartmel observent un « fossé non négligeable entre l'orientation actuelle de ces politiques et les opinions politiques des personnes interrogées ». Si les jeunes Britanniques ne croient plus dans l'avenir, c'est parce qu'ils ont l'impression d'avoir été délaissés par les pouvoirs publics.

Observons cependant qu'une faible confiance dans les institutions n'aboutit pas systématiquement à un désengagement des jeunes. Le cas italien indique par exemple que le désir de participation peut s'exprimer de différentes manières. Loredana Sciolla observe que « la participation associative des Italiens (entre 16 et 29 ans) est considérable (environ 40% des jeunes font partie d'une association), de même que leur engagement politique ». Il ne s'agit « pas de formes traditionnelles d'engagement (seulement 3% des jeunes militent dans un parti politique), mais de formes de participation "non conventionnelles" : grèves, manifestations, formes de financement éthique, etc. ». Dans le cas des jeunes Français, Patricia Loncle note qu'ils sont, contrairement à leurs homologues européens, aussi souvent membres d'une association que leurs aînés. « [Ils] s'associent de manière différente en privilégiant les associations locales, à fonctionnement horizontal, et ils développent parfois des modèles de relations sociales alternatives, rejetant la société de consommation. » L'interprétation avancée par Patricia Loncle est que « c'est plus le jeu politique institutionnalisé qui est objet de méfiance que l'engagement politique au sens de la participation à la vie publique ». Dans les deux cas – italien et français –, les auteurs soulignent finalement un fort intérêt des jeunes pour la participation civique, quoique sous des formes renouvelées.

Monika Salzbrunn note, elle aussi, une forte participation de la jeunesse allemande à la vie sociétale et politique, participation qui peut également prendre des formes variées. Sensibilisés très tôt à la prise d'initiative et à des activités culturelles, les étudiants allemands, lorsqu'ils arrivent à l'université, sont « incités à s'engager politiquement par l'intermédiaire de stages ou de groupes politiques très actifs à l'université ». Un engagement que les employeurs voient d'un bon œil : « il n'est pas rare que les candidats à une bourse, un prix ou un emploi joignent à leur dossier de candidature des attestations concernant leur engagement sociétal ». Les pouvoirs publics prennent également en compte ce désir d'implication : certains Länder ont ainsi abaissé l'âge du droit de vote à 16 ans. Monika Salzbrunn souligne que dans les « quartiers où certains partis ont mené une campagne ciblée auprès des jeunes, le taux de participation est plus élevé ».

Les jeunes Scandinaves expriment une plus grande confiance dans les institutions que les jeunesse britannique, française, italienne ou allemande. Mats Trondman met en avant plusieurs explications, dont une d'ordre proprement politique : en Suède, les politiques publiques de jeunesse mises en œuvre peuvent être qualifiées de « *bottom-up* », partant des aspirations et des besoins de la jeunesse, et non pas de « *top-down* », à travers une politique qui traite *a priori* les jeunes comme des victimes.

Les jeunes Américains sont également nettement plus optimistes que la moyenne européenne. Il est intéressant de les comparer aux jeunes Scandinaves, puisqu'ils sont tous optimistes quant à leur propre avenir, comme pour celui de la société, et expriment une grande satisfaction à l'égard de leur vie. Les analyses de Mats Trondman, d'un côté, et d'Emily Messersmith, John Schulenberg et Jerald Bachman, de l'autre, permettent d'identifier un même élément explicatif. Cet optimisme semble s'expliquer par l'efficacité de leurs mythes collectifs respectifs, en constant renouvellement : *mythe du projet commun* développé par les pouvoirs publics en Scandinavie, *mythe de la réussite individuelle* lié aux *grassroot movements* aux États-Unis.

La genèse et la réélaboration de ces mythes diffèrent profondément dans la mesure où elles découlent des histoires nationales. Dans le cas de la Suède, le mythe est fortement ancré dans le socialisme libéral scandinave et s'est trouvé renforcé par le projet de Per Albin Hansson, homme politique suédois et défenseur de l'État providence, qui a posé la première pierre, il y a plus d'un demi-siècle, du projet commun : *folkhemmet* (littéralement la « maison commune »). Parce qu'il est renouvelé en permanence, grâce à la création d'un *ungdomsstyrelse* (un Conseil de la jeunesse qui remplace, en 1994, le Conseil de l'État de la jeunesse, créé en 1959) et plus globalement grâce à des politiques valorisant la jeunesse, le mythe est toujours extrêmement vivace chez les jeunes Suédois. De leur côté, Emily Messersmith, John Schulenberg et Jerald Bachman expliquent que la jeunesse américaine a été conditionnée par le rêve américain du *self-made-man* : les 16-29 ans ont été éduqués et socialisés à une époque où, aux États-Unis, les parents d'élèves et les enseignants répétaient sans cesse que chaque individu, chaque enfant était unique et possédait des talents uniques. Ce discours d'*empowerment* des individus, de la possible et nécessaire réussite personnelle à force de volonté et de travail, a tout à la fois renforcé et renouvelé l'héritage culturel et l'idéologie politique à l'origine du mythe collectif.

Ces mythes ont en commun d'avoir été repensés et reformulés en permanence et, par conséquent, ils n'ont rien perdu de leur force. Non seulement ils font sens comme idéal collectif, mais ils structurent et orientent les comportements individuels. On sait depuis longtemps que les mythes sont essentiels. Il est peut-être plus surprenant d'observer que les jeunes, dont on aurait pu penser que, précisément, ils se distinguaient de leurs aînés par la prise de distance avec les histoires et les mythes fondateurs, expriment au contraire un besoin de croire dans un projet et un idéal collectifs. Mats Trondman affirme, au sujet de la Suède, qu'il est difficile de croire en soi et en son avenir personnel si on ne croit pas dans l'avenir de la société dans laquelle on vit. La confiance en son avenir et en sa réussite personnelle dépend donc de l'existence d'un projet commun, qui est lui-même dépendant d'un mythe collectif.

QUATRE IMPÉRATIFS POUR UNE POLITIQUE PUBLIQUE DE JEUNESSE

Dans la plupart des pays, on observe un effort financier croissant en direction des jeunes. Mais, paradoxalement, ceux-ci sont peu reconnus comme une ressource d'avenir. En réalité, la société les perçoit le plus souvent soit comme des victimes (qu'il faut protéger), soit comme une menace (dont il faut se protéger). Construisant ces deux figures

opposées de la jeunesse, les politiques publiques risquent de devenir de plus en plus spécifiques et catégorielles. D'où un flou quant à leurs principaux objectifs, leurs orientations ou leurs moyens. À quoi bon déplorer le manque de repères des jeunes si les pouvoirs publics sont incapables de leur fournir une direction, un cadre, des objectifs clairs ? Plutôt que de contribuer, par leurs arbitrages et leurs limites, à allonger la jeunesse, les politiques publiques devraient faire de celle-ci le levier de la réforme (Labadie, 2001).

Il faut pour cela des politiques appropriées à cette tranche de vie spécifique qu'est la jeunesse. Lorsque ce n'est pas le cas, comme par exemple au Royaume-Uni, les jeunes sont clairement en demande de politiques qui prennent en compte leurs attentes et leurs besoins. Lorsque l'État se défausse sur les familles, comme en Italie, le déséquilibre entre générations est croissant. Mais, le cas français en témoigne, il ne suffit pas de consacrer d'importants moyens financiers et de créer des institutions *ad hoc* pour que les jeunes se sentent compris, intégrés et confiants dans l'avenir. Des politiques de jeunesse, oui, mais lesquelles ? Il semble préférable, au vu des résultats de notre enquête, de privilégier des politiques en termes d'objectifs (accès à l'emploi, au logement, à la santé, etc.) plutôt qu'en termes de catégories de bénéficiaires. Patricia Loncle par exemple montre le caractère cloisonnant et stigmatisant des dispositifs de soutien en France.

Plus fondamentalement encore, il faut construire de nouvelles représentations de la jeunesse. Cette dernière est rarement considérée pour ce qu'elle est en premier lieu : une période de la vie marquée simultanément par une grande fragilité et par un non moins grand dynamisme. Le cas de la Suède est, sur ce point, instructif. Comme le montre Mats Trondman, ce pays a clairement inscrit les jeunes au cœur de ses objectifs et considère « l'engagement, la créativité et l'esprit critique des jeunes comme une ressource réelle et utile à la société ». Les jeunes nous importent aujourd'hui pour ce qu'ils sont aujourd'hui, et pas seulement parce qu'ils sont la condition du renouvellement des générations, qu'ils seront les adultes de demain, ou, plus prosaïquement, que nos retraites dépendent de leur activité future. Les jeunes, dans toute leur diversité, ont des choses à dire sur le monde qui se construit actuellement. Encore faut-il vouloir – et pouvoir – les entendre. Pour cela, il nous paraît nécessaire de prendre en compte quatre impératifs : autonomie, participation, équilibre, projet commun.

Autonomie

Au fil du xx^e siècle, l'individu s'est émancipé de ses relations de dépendance personnelle (paternalisme dans l'entreprise, paternalisme familial). Notre enquête le montre : les jeunes du début du xxi^e siècle expriment encore un fort besoin d'autonomie. Les tensions sur le marché du travail (chômage, emplois à temps partiel) pénalisent particulièrement les jeunes qui se trouvent soit isolés (comme au Royaume-Uni), soit enfermés dans le cercle familial (comme en Italie). Même dans les pays où le taux d'emploi croît, la demande d'autonomie est fondamentale.

Favoriser l'autonomie ne signifie pas pour autant laisser les jeunes naviguer seuls dans leur choix d'orientation (scolaire et professionnelle), de formation ou d'habitation, quand bien même on leur donnerait un capital financier individuel. « Responsabiliser » les jeunes

ne veut pas dire qu'il faille les considérer comme des adultes avec une stabilité financière, professionnelle ou même affective. Ils ont au contraire besoin d'être accompagnés, en fonction de leurs projets personnels. De même, il ne s'agit pas de les éloigner de leur famille, qu'ils considèrent toujours, on l'a vu, comme une dimension identitaire fondamentale, mais plutôt d'agir en complément de la famille. Les pays ayant fait le choix d'une familiarisation du traitement des problèmes des jeunes (aides accordées aux familles plutôt qu'aux individus) doivent donc, à notre sens, reconsidérer leur philosophie générale.

Cet accompagnement doit être global – formation, accès à l'emploi, logement, santé, etc. – et encadré par des structures accessibles aux jeunes. Le projet d'un guichet unique, qui se substituerait à la multitude de dispositifs dont peuvent relever les jeunes, animé par des personnes réellement formées et pouvant effectuer des missions de conseil (et non un simple traitement administratif), doit être étudié. Concrètement, divers outils sont disponibles et méritent une évaluation précise. On peut évoquer l'idée d'un capital de formation garanti par l'État (Charvet, 2001), ou bien celle d'une dotation en capital. Celle-ci consiste par exemple à allouer à leur naissance un capital à tous les jeunes afin qu'ils puissent financer leur formation, acquérir un logement ou préparer leur retraite (Child Trust Fund au Royaume-Uni). L'investissement initial pourrait être remboursé sur les héritages à venir, et les abondements ultérieurs (de l'individu, de sa famille, des pouvoirs publics ou des entreprises) pourraient être défiscalisés. Autre piste de réflexion possible : des prêts pour les jeunes, sur le modèle de ce qui se fait en Scandinavie. Ces prêts permettent d'entamer ou de reprendre des études. Il faut, d'une manière générale, développer le capital social des jeunes, lequel est à la fois un bien individuel (densité des réseaux sociaux qui facilitent la coordination et la coopération) et un bien collectif (densité du corps social).

Participation

La jeunesse n'est pas désengagée : loin des préjugés, notre enquête a permis de montrer que si elle exprime une grande méfiance envers les institutions et les formes traditionnelles d'engagement, cette jeunesse ne se désintéresse pas pour autant de la vie politique et sociétale. En effet, le désir d'engagement reste fort, et de nouvelles formes de participation se développent. En Italie, la participation associative des jeunes est considérable, et l'engagement politique se manifeste dans des formes non conventionnelles (grèves, formes de financement éthique, etc.). La jeunesse française, méfiante vis-à-vis du jeu politique institutionnalisé, préfère des associations locales à fonctionnement horizontal. En Allemagne, les stages, les groupes politiques, les organisations culturelles intéressent fortement les jeunes. Accepter ces nouvelles formes de participation est la première étape d'une politique publique valorisant la contribution des jeunes à la société.

Faut-il pour autant enterrer les formes traditionnelles de participation ? L'expérience allemande consistant à abaisser l'âge du droit de vote à 16 ans témoigne du contraire. L'intérêt est triple : motiver les jeunes pour qu'ils participent aux processus décisionnels ; maintenir un équilibre démographique entre les générations ; rééquilibrer les droits et les devoirs des jeunes. La seconde étape consiste ainsi à repenser le débat autour des critères de majorité – civile, pénale, fiscale. « Une majorité doit faire sens : celles fixées à 18 ans ne

font plus signe de liberté car notre société n'a pas tiré, ni pour les adultes, ni pour les jeunes, les conséquences de ce changement. C'est l'une des raisons des majorités partielles, et donc partiales, de notre droit » (Sassier, 2004, p. 21).

Par conséquent, il s'agit, plus globalement, de prendre en compte la participation multiple et variée des jeunes aujourd'hui, qui seront les citoyens de demain. L'engagement dans une association, dans une organisation humanitaire ou encore dans une action locale doit, par exemple, être intégré dans un CV, dans un parcours professionnel, dans une formation civique ou, pourquoi pas, dans un bilan des activités professionnelles ouvrant droit à des allocations.

Équilibre

Le besoin d'autonomie énoncé plus haut se manifeste dans toutes les activités sociales. Il se perçoit notamment dans le rapport au travail. Les jeunes aspirent à un emploi intéressant et stimulant, à travailler dans de bonnes conditions, à être intégrés dans leur univers professionnel. Ils aspirent à une certaine stabilité. Il existe donc une certaine incohérence à souhaiter que les jeunes élaborent des projets de vie personnelle, familiale, professionnelle, et à ne leur offrir bien souvent que des contrats précaires comme première insertion dans le monde du travail. Cette tension est d'autant plus forte que, comme les auteurs l'ont répété tout au long de cet ouvrage, le travail a changé de sens. Les jeunes expriment clairement le souci de concilier vie privée et vie professionnelle, c'est-à-dire de rééquilibrer les termes de cette relation.

Il paraît dès lors nécessaire de repenser l'articulation entre temps libre, environnement social et conditions de travail, ce qui suppose l'adaptation des horaires publics dans les magasins et les administrations, mais aussi la mise en place de temps de travail adaptés aux préoccupations familiales. La « flexibilité » doit être organisée dans une finalité individuelle et familiale, et non pas seulement dans la logique de l'entreprise. C'est une véritable politique appréhendant la vie entière qu'il faut élaborer, avec comme postulat de départ le temps choisi : mettre l'accent sur la petite enfance pour permettre une meilleure (ré)insertion des parents ; permettre une articulation études-emploi ; pouvoir prendre des mi-temps, des périodes de (re)formation ou de reconversion professionnelle, des périodes sabbatiques (par exemple pour s'occuper des personnes âgées ou pour des activités humanitaires).

Projet commun

Ces trois impératifs de politique publique sont insuffisants sans l'existence d'un projet commun, qui donne un cadre et une dynamique aux projets individuels. L'optimisme des jeunes Suédois et des jeunes Américains s'explique en grande partie par l'existence d'un mythe collectif : mythe de la réussite individuelle issu des *grassroot movements* aux États-Unis, mythe d'un projet commun développé par les pouvoirs publics depuis un demi-siècle en Suède. Ces jeunes croient à la fois dans leur propre avenir et dans celui de la société.

Or, notre enquête montre que, lorsque le projet commun devient flou ou inexistant, les jeunes se replient sur eux-mêmes et sur leur entourage proche. Leur malaise est alors encore plus visible. En France, le mythe de l'intégration républicaine a joué un rôle, mais n'a pas été suffisamment renouvelé pour donner espoir et perspectives d'avenir. Aujourd'hui, seulement un jeune Français sur six se sent appartenir à la société dans laquelle il vit. La « troisième voie » n'a pas davantage convaincu la jeunesse britannique, qui se sent de plus en plus isolée. L'Union européenne, enfin, n'est pas encore en mesure d'être ce projet collectif qui donne un sens à l'action individuelle et commune.

La création d'un projet commun est aussi fondamentale que difficile. Il s'agit de trouver plusieurs points d'équilibre délicats : entre histoire nationale commune et expériences individuelles multiples ; entre vision collective à long terme et urgence de situations spécifiques ; entre valeurs partagées et diversité des acteurs. Ayant comme objectif la réussite des jeunes, le projet commun ne peut être fondé sur une politique de victimisation ou de catégorisation. Face aux transformations des valeurs (liées à la société, à l'emploi et à la famille), le projet commun doit être constamment renouvelé, repensé, pour permettre aux jeunes de croire en eux, dans leur avenir personnel et dans l'avenir de la société.

BIBLIOGRAPHIE

- ARRONDEL, L. et MASSON, A., « Solidarités publiques et familiales », in COHEN, D., (dir.), *Une jeunesse difficile. Portrait économique et social de la jeunesse française*, Paris, Éditions rue d'Ulm, coll. « CEPREMAP », 2007, p. 107-190.
- BAUDELOT, C. et ESTABLET, R., *Avoir 30 ans en 1968 et en 1998*, Paris, Seuil, 2000.
- BESSIN, M., « Autonomie et dépendance financière des jeunes », *Agora débats/jeunesses*, n° 3, Paris, L'Harmattan, 1996.
- BLÖSS, T., « Une jeunesse sur mesure. La politique des âges », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. XCVII, 1994.
- Centre d'étude des mouvements sociaux (CEMS), « Pertinence et impertinence des catégories d'âge contemporaines », Journées d'études doctorales, EHESS, 30 et 31 mai 2005.
- CHARVET, D., (dir.), « Jeunesse, le devoir d'avenir », rapport pour le Commissariat général du Plan, Paris, La Documentation française, 2001.
- CHAUVEL, L., *Le Destin des générations. Structure sociale et cohortes en France au xx^e siècle*, Paris, PUF, coll. « Le lien social », 2002.
- LABADIE, F., « L'évolution de la catégorie jeune dans l'action publique depuis vingt-cinq ans », *Recherches et prévisions*, n° 65, 2001.
- SASSIER, M., « Une majorité, des majorités... », in DEBIÉ, F., SASSIER, M. et STELLINGER, A., *La Réussite des jeunes*, Fondation pour l'innovation politique, coll. « Études », mai 2006.
- SINGLY (DE), F., *Les Uns avec les autres. Quand l'individualisme crée du lien*, Paris, Armand Colin, coll. « Individu et société », 2004.
- VAN DE VELDE, C., « La dépendance familiale des jeunes adultes en France, traitement politique et enjeux normatifs », in PAUGAM, S., (dir.), *Repenser la solidarité. L'apport des sciences sociales*, Paris, PUF, coll. « Le lien social », 2007, p. 315-334.
- WOLFF, F.-C. et ATTIAS-DONFUT, C., « Les comportements de transferts intergénérationnels en Europe », *Économie et statistique*, n° 403-404, décembre 2007.

ANNEXES

MÉTHODOLOGIE

Les analyses proposées dans cet ouvrage se fondent sur l'enquête d'opinion *European Youth in a Global Context 2007*, réalisée pendant l'automne 2006 par l'institut de sondage suédois Kairos Future International, en partenariat avec la Fondation pour l'innovation politique. Ce sondage a été réalisé selon les critères de l'International Code of Marketing and Social Research Practice de l'ICC (International Chamber of Commerce, www.iccwbo.org) et de l'ESOMAR (European Society for Opinion and Marketing Research, www.esomar.org).

Plus de 22 000 personnes ont été interrogées dans 17 pays (en Europe, en Asie et aux États-Unis) : 1 000 personnes de 16 à 29 ans ainsi que 300 personnes de 30 à 50 ans, pour chaque pays. Le premier panel est donc composé de 1 000 personnes nées entre 1977 et 1990 ; le second, de 300 personnes nées entre 1956 et 1976 : il constitue le panel de référence par rapport auquel les résultats des jeunes sont interprétés.

Les 17 pays retenus pour ce sondage sont l'Allemagne, le Danemark, la Chine, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, l'Inde, l'Italie, le Japon, la Norvège, la Pologne, le Royaume-Uni, la Russie, la Suède et Taïwan.

La collecte des données a été effectuée aux dates suivantes :

Allemagne : 27 octobre – 6 novembre 2006

Danemark : 3 novembre – 12 novembre 2006

Chine : 18 décembre – 26 décembre 2006

Espagne : 27 novembre – 6 novembre 2006

Estonie : 8 novembre – 27 novembre 2006

États-Unis : 7 novembre – 24 novembre 2006

Finlande : 3 novembre – 11 novembre 2006

France : 24 octobre – 31 octobre 2006

Inde : 31 octobre – 20 octobre 2006

Italie : 31 octobre – 7 novembre 2006

Japon : 24 novembre – 1^{er} décembre 2006

Norvège : 3 novembre – 14 novembre 2006

Pologne : 13 novembre – 21 novembre 2006

Royaume-Uni : 26 octobre – 15 novembre 2006

Russie : 9 novembre – 24 novembre 2006

Suède : 10 octobre – 26 octobre 2006

Taïwan : 17 janvier – 25 janvier 2007

En plus des scores nationaux, un score européen est proposé afin de faciliter les comparaisons. Cette moyenne a été calculée selon le nombre de voix dont disposent les différents pays au Parlement européen. Les scores correspondants à l'Union européenne ne sont donc pas une simple moyenne arithmétique, mais sont directement liés aux scores des pays les mieux « dotés » : Allemagne, France, Italie et Royaume-Uni.

	16-29 ans	30-50 ans
	Pourcentage	Pourcentage
Suède	3,90 %	4,00 %
France	15,80 %	15,80 %
Espagne	10,0 %	10,90 %
Allemagne	20,0 %	20,0 %
Italie	15,80 %	15,80 %
Royaume-Uni	15,80 %	15,80 %
Finlande	2,80 %	2,80 %
Danemark	2,80 %	2,80 %
Pologne	10,90 %	10,90 %
Estonie	1,20 %	1,20 %
Total	100 %	100 %

Le questionnaire a été soumis par voie électronique. L'objectif était de constituer, pour chaque pays, des échantillons représentatifs de la population totale, que ce soit en termes d'âge, de genre ou de lieu d'habitation. Les avantages de ce type d'enquête sont connus : gain de temps, réduction des coûts, possibilité d'interroger des personnes géographiquement dispersées, possibilité pour celles-ci de répondre quand elles le souhaitent, à leur rythme, etc. Une limite doit cependant être mentionnée : en Russie, en Chine et en Inde, le faible taux de pénétration d'Internet dans les zones rurales fait que l'échantillon retenu n'est pas exactement représentatif de la population totale, les classes moyennes habitant dans les grandes villes sont donc surreprésentées. De même, la tranche d'âge 16-19 ans est légèrement sous-représentée dans la mesure où elle a moins participé à l'enquête.

Le questionnaire est composé de cinq catégories. La première concerne les données biographiques des personnes interrogées : âge, sexe, niveau d'éducation, statut marital, occupation principale, etc.). Les quatre autres catégories correspondent aux thèmes suivants (voir la liste des questions en fin de texte) :

Perspectives d'avenir

- Qualités que les enfants sont encouragés à développer à la maison 15 items
- Sens de la vie 6 items
- Facteurs important pour l'identité 13 items
- Croyance 5 items
- Orientation religieuse 14 items
- Une belle vie 13 items
- Satisfaction de sa vie 8 items
- Attitudes à l'égard de la société et des gens en général 15 items
- Attitudes à l'égard de la vie 15 items

Futur citoyen

– Similarités culturelles	11 items
– Société future idéale	10 items
– Confiance	10 items
– Droits	5 items
– Obligations	5 items
– Opinion sur la mondialisation	12 items
– Acteurs qui régulent la mondialisation	9 items
– Menaces pour la société future	9 items

Futur travailleur

– Expérience internationale	3 items
– Un travail satisfaisant	19 items
– Opportunités d'emploi <i>versus</i> cadre de vie	
– Travail stimulant <i>versus</i> limites claires	
– Vivre à l'étranger	4 items
– Stratégies de carrière	9 items
– Projets pour les quinze prochaines années	8 items
– Raisons de faire une formation	4 items
– Secteur d'emploi préféré	16 items

Futur consommateur

– Possessions	9 items
– Domaines d'intérêt	22 items
– Opinion sur la consommation	20 items
– Opinion sur le temps et l'argent	2 items
– Somme d'argent à disposition	

Les personnes interrogées ont systématiquement donné leurs réponses sur une échelle de 1 à 7, 1 étant le score le plus bas, et 7 le plus élevé. À partir de ces scores bruts, deux utilisations statistiques étaient possibles.

– Tout d'abord, le score moyen (sur l'échelle de 1 à 7) pour les différentes catégories de population étudiée. Une moyenne faible indique ainsi que le groupe de personnes interrogées n'est pas d'accord avec l'affirmation proposée dans le questionnaire. Une moyenne élevée traduit, au contraire, une adhésion forte à cette affirmation.

– Ensuite, le pourcentage des personnes qui ont répondu par 6 ou 7; autrement dit, les personnes qui sont plutôt d'accord ou entièrement d'accord avec l'affirmation.

Les auteurs ont donc utilisé l'une ou l'autre des mesures disponibles, ou les deux. Par exemple, à l'affirmation « mon avenir est prometteur », deux types de résultats statistiques sont disponibles et utilisables. Dans le cas des jeunes Suédois (16-29 ans), on trouve par exemple :

5,20, soit la moyenne donnée sur l'échelle de 1 à 7.

49%, soit le pourcentage des personnes interrogées ayant répondu par 6 ou 7, sur l'échelle de 1 à 7.

Précisons, pour conclure, quelques limites liées à l'élaboration des questionnaires internationaux. Certains mots ou notions ne sont en effet pas nécessairement compris de la même manière dans les différents pays, voire dans les différents groupes sociaux.

Il paraît par exemple délicat d'interpréter certains résultats concernant la famille. Il est en effet difficile de savoir à quels membres de la famille se réfèrent les jeunes dans leurs réponses. Les plus jeunes, surtout ceux âgés de moins de 18 ans, vivent encore probablement chez leurs parents et sont moins susceptibles que les jeunes plus âgés d'être mariés ou d'avoir des enfants. Ainsi, les plus jeunes pensent probablement à leur famille d'origine. À l'inverse, aux abords de la trentaine, les individus peuvent penser à leur famille d'origine, mais aussi – ou même peut-être d'abord – à leur conjoint(e) ou à leurs enfants. Ceci complique naturellement l'interprétation des données concernant la perception qu'ont les jeunes de leur famille.

Un autre problème concerne la question de la confiance dans les organisations non gouvernementales (ONG). Les « associations » sont-elles, aux yeux des interviewés, incluses dans les « ONG » ? Patricia Loncle nous a signalé, dans son analyse de la jeunesse française, qu'à son avis, les jeunes, en s'exprimant avec méfiance sur les ONG, évoquent les associations d'adultes plus que les associations de jeunes. En effet, les résultats de différentes enquêtes montrent, selon elle, que les jeunes Français ne sont pas moins membres d'associations que les autres générations. Méfiance dans les ONG ne signifie donc pas systématiquement méfiance envers les associations, du moins pour ce qui concerne la France.

Il existe enfin des difficultés pour ce qui est de comparer des systèmes socio-éducatifs très différents. Monika Salzbrunn nous a précisé que, pour le cas allemand, le classement selon le niveau d'études ou selon l'activité (études, emploi ou autre) est problématique. Alors que, par exemple, 63,5% des jeunes Français sont en train de suivre ou ont terminé des études supérieures, le chiffre correspondant en Allemagne est seulement de 11%. La comparaison du pourcentage de jeunes ayant achevé les études primaires est encore plus frappante : selon les données de l'enquête, 1% des Français et 48% des Allemands âgés de 16 à 29 ans se sont arrêtés au niveau de l'enseignement primaire. Monika Salzbrunn suggère que cet écart considérable correspond à un malentendu sémantique. Dans les faits, selon les statistiques scolaires de l'année 2004-2005, seulement 8,2% des jeunes scolarisés en Allemagne ont quitté l'école avec un seul diplôme primaire, ayant échoué au diplôme de la Hauptschule (après neuf ou dix années de scolarité selon les types d'école et les régions). La répartition des interviewés selon leur activité principale semble confirmer, selon l'auteur, le caractère erroné des catégorisations, car on observe ici que 33,4% des jeunes de 16-29 ans en Allemagne déclarent être étudiants, chiffre qui correspond assez bien, pour elle, à la répartition réelle.

Malgré ces limites, inévitables dans tout travail scientifique de ce type, l'enquête réalisée est extrêmement riche et permet d'aborder un nombre considérable de questions. Voici celles qui ont été tout particulièrement analysées dans cet ouvrage.

Question 5 : Voici une liste de qualités que les enfants sont encouragés à développer à la maison. Veuillez indiquer leur degré d'importance selon vous.

1. L'indépendance
2. Le travail consciencieux
3. La responsabilité
4. L'imagination
5. La tolérance et le respect des autres
6. L'économie
7. L'endurance
8. La foi religieuse
9. La générosité
10. L'obéissance
11. La curiosité
12. L'honnêteté
13. La loyauté
14. L'autodiscipline
15. L'esprit d'entreprise

Question 6 : Dans quelle mesure les aspects suivants apportent-ils du sens à votre vie ?

1. Le travail/les études
2. Les loisirs
3. La famille
4. Les amis
5. Les biens matériels
6. Les rêves et les ambitions

Question 7 : Selon vous, quelle importance ont les facteurs suivants pour votre identité ?

Quelle importance a votre...

1. Nationalité
2. Groupe ethnique
3. Religion
4. Formation
5. Langue
6. Famille
7. Cercle d'amis
8. Âge
9. Situation de famille (célibataire, marié, etc.)
10. Profession
11. Orientation sexuelle

12. Communauté locale
13. Identité européenne

Question 8 : Indiquez votre position concernant les affirmations ci-dessous

1. Je crois en Dieu
2. Je crois en une puissance supérieure
3. Je crois en la vie après la mort
4. J'ai reçu une éducation religieuse
5. Je prie régulièrement

Question 9 : Quelle est votre orientation religieuse ? Vous considérez-vous comme...

1. Une personne en quête de quelque chose
2. Agnostique
3. Athée
4. Bouddhiste
5. Chrétien
6. Hindouiste
7. Juif
8. Musulman
9. Une personne croyante, sans dénomination
10. Shintoïste
11. Sikh
12. D'une autre religion
13. Non croyant
14. Je ne sais pas

Question 10 : Pour moi, une belle vie signifie...

1. ... être en bonne santé et en forme
2. ... devenir célèbre
3. ... pouvoir me sentir libre
4. ... pouvoir trouver l'harmonie intérieure
5. ... avoir un travail passionnant et qui a du sens
6. ... avoir une famille et des enfants
7. ... pouvoir bien vivre et bien manger
8. ... pouvoir concrétiser mes idées
9. ... pouvoir passer du temps avec mes amis
10. ... me sentir utile
11. ... avoir beaucoup d'argent
12. ... avoir beaucoup d'options dans la vie
13. ... ne pas avoir à travailler

Question 11 : À quel point êtes-vous satisfait ou mécontent des aspects suivants de votre vie ?

1. Votre vie dans l'ensemble
2. Votre situation économique
3. Votre santé
4. Votre travail
5. Votre temps libre
6. Vos amis
7. Votre famille
8. La situation générale dans votre pays

Question 12 : À propos des gens et de la société. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes ?

1. Je sens que j'appartiens à la société dans laquelle je vis
2. Mon avenir est prometteur
3. L'avenir de la société est prometteur
4. Les gens peuvent changer la société par leurs choix et leurs actions
5. Les gens de mon pays ont la possibilité de choisir leur propre vie
6. J'ai une liberté et un contrôle total sur mon propre avenir
7. Je suis certain que j'aurai un bon travail dans l'avenir
8. Il est acceptable d'enfreindre la loi pour défendre mes droits ou pour combattre l'injustice dans la société
9. Notre société pourrait vraiment viser un objectif commun
10. Ce qui se passe dans le monde autour de moi n'a pas réellement beaucoup d'impact sur ma vie
11. On devrait accorder plus de place dans la société aux valeurs spirituelles
12. La famille est le fondement de la société
13. Je suis prêt à verser les impôts nécessaires pour payer les retraites des générations âgées
14. Les relations sexuelles ne devraient être autorisées que dans le cadre du mariage
15. Les gens seraient plus heureux sans la technologie moderne

Question 13 : Vos opinions. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes ?

1. C'est important pour moi d'être beau/belle
2. C'est important d'être à la hauteur des attentes des autres
3. C'est important pour moi d'être à la hauteur de mes propres attentes
4. C'est important de ne pas trop se faire remarquer
5. C'est important de suivre les tendances de la mode
6. Ce n'est pas mon problème si je provoque les autres

7. C'est important pour moi que mes amis me ressemblent
8. Je fais toujours ce que je veux
9. C'est ennuyeux d'être comme tout le monde
10. Il est important d'avoir des objectifs spécifiques dans la vie et d'essayer de les atteindre
11. C'est très important pour moi d'avoir *un meilleur* confort matériel que mes parents
12. C'est très important pour moi de *ne pas avoir* un confort matériel *inférieur* à celui de mes parents
13. Je suis fier des gens riches de mon pays
14. C'est important pour moi que ma famille accepte mon conjoint/mon épouse/ma petite amie/mon copain
15. J'ai des difficultés à être heureux si je ne contribue pas au bonheur des autres

Question 15 : Qu'est-ce qui caractérise votre société future idéale ? Veuillez indiquer votre choix sur l'échelle comprise entre les deux affirmations opposées.

1. La vie à la campagne
2. La loi et l'ordre
3. Des impôts bas
4. La science et la rationalité
5. L'importance de la tradition et de la stabilité
6. Une société où les richesses sont équitablement réparties
7. Les hommes et les femmes ont les mêmes rôles
8. Les citoyens de naissance et les immigrés ont des opportunités équivalentes
9. Le libre-échange et la concurrence mondiale

Affirmations opposées :

1. La vie en ville
2. La liberté individuelle
3. Un bon système de protection sociale
4. Les valeurs spirituelles
5. L'importance du changement
6. Une société où la performance individuelle est récompensée
7. Les hommes et les femmes ont des rôles différents
8. Les citoyens de naissance et les immigrés ont des opportunités différentes
9. La protection de l'industrie nationale

Question 16 : Dans quelle mesure avez-vous confiance dans les institutions et groupes suivants ?

1. Le gouvernement de votre pays
2. Les médias
3. Les sociétés multinationales
4. Les ONG (mouvements sociaux, syndicats, etc.)

5. Les gens en général
6. La police et le système judiciaire
7. Les Nations unies (ONU)
8. L'Organisation mondiale du commerce (OMC)
9. L'Union européenne (UE)
10. Les institutions religieuses

Question 17 : Quelle est votre opinion sur les droits ? Je pense que chacun devrait avoir le droit de...

1. ... bénéficier d'un enseignement universitaire gratuit
2. ... percevoir des allocations de chômage même si des emplois sont disponibles
3. ... montrer des symboles religieux dans n'importe quelle situation
4. ... bénéficier d'un congé parental rémunéré pendant douze mois lors d'une naissance
5. ... bénéficier de soins de santé gratuits quelle que soit l'attention que vous portez à votre santé

Question 18 : Quelle est votre opinion concernant les obligations ?

Je pense que chacun devrait avoir l'obligation de...

1. ...faire de son mieux au travail quel que soit le niveau de rémunération perçu
2. ...empêcher un crime même si cela présente un risque pour sa propre sécurité
3. ...voter aux élections législatives
4. ...se tenir informé des questions de société essentielles
5. ...contribuer à un monde meilleur

Question 21 : Quelles sont les plus grandes menaces pour la société future ?

1. La pollution de l'environnement
2. La pauvreté et la famine
3. Le terrorisme
4. Le sida et les pandémies
5. La consommation de stupéfiants
6. La guerre
7. Le chômage
8. Le crime organisé
9. L'effondrement du système financier international

Question 23 : À quel point les aspects suivants ont de l'importance pour votre future carrière ?

1. Avoir un emploi avec une position élevée
2. Un travail intéressant et constructif
3. La sécurité de l'emploi
4. Pouvoir voyager et travailler dans le monde entier
5. Un environnement de travail sain
6. Beaucoup de vacances et de temps libre
7. Un salaire élevé
8. Des collègues sympas
9. Pouvoir influer sur mes conditions de travail
10. Me sentir fier de mon travail
11. Avoir un poste avec beaucoup de responsabilités
12. De bonnes opportunités de carrière
13. Des horaires de travail fixes
14. Un travail indépendant
15. Des horaires de travail flexibles
16. Des avantages intéressants
17. Le droit au congé parental
18. Un bon patron
19. Diriger les autres et favoriser leur développement

Question 24 : Quelles sont vos préférences dans le choix futur de votre cadre de vie ?

1. De bonnes opportunités d'emploi mais un cadre de vie médiocre (A)
 1. Uniquement A
 - 2.
 - 3.
 - 4.
 - 5.
 6. Uniquement B
- Un bon cadre de vie mais peu d'opportunités d'emploi (B)

Question 25 : Si vous aviez le choix entre les emplois suivants, lequel choisiriez-vous...

1. Un travail qui soit constructif et stimulant, mais dont vous ne pouvez jamais vraiment vous détacher (A)
1. Uniquement A
- 2.
- 3.
- 4.

5.

6. Uniquement B

Un travail avec des limites claires, que vous pouvez quitter quand vous rentrez chez vous (B)

Question 26 : J'aimerais vivre...

1. ... la majeure partie de ma vie dans la ville où je vis actuellement
2. ... la majeure partie de ma vie dans un autre endroit de mon pays
3. ... la majeure partie de ma vie à l'étranger
4. ... à l'étranger par périodes, mais en revenant toujours

Question 27 : Quelles sont vos stratégies de carrière ? Pour réussir dans ma future carrière, il me faut...

1. ... être beau/belle
2. ... saisir toutes les chances qui se présentent
3. ... avoir une bonne formation et les qualifications adéquates
4. ... me renouveler constamment
5. ... bien m'entendre avec les autres
6. ... travailler dur
7. ... connaître les bonnes personnes
8. ... être à la hauteur des attentes des autres
9. ... me trouver moi-même

**Question 28 : Qu'envisagez-vous d'accomplir au cours des quinze prochaines années ?
Vous pouvez choisir plusieurs options.**

1. Créer une entreprise
2. Gagner beaucoup d'argent
3. M'installer à l'étranger
4. Obtenir un diplôme universitaire ou faire un autre enseignement supérieur
5. Obtenir un doctorat
6. Avoir des enfants
7. Devenir directeur ou responsable
8. Acquérir une maison/un appartement
9. Aucune des options indiquées ci-dessus
10. Je ne sais pas

Question 29 : Quelles sont les raisons motivant une formation ?

Pour moi, les raisons les plus importantes de faire une formation sont...

1. ... gagner plus d'argent

2. ... obtenir un emploi intéressant
3. ... mon développement personnel
4. ... faire la fierté de ma famille

Question 30 : Dans quel secteur préférez-vous travailler? Sélectionnez trois choix au maximum.

1. L'industrie
2. L'administration
3. Les médias
4. Le commerce de détail
5. L'éducation des enfants, la santé, etc.
6. La police et la justice
7. Les voyages et le tourisme
8. La construction
9. La défense
10. Les services libéraux (conseil de gestion, comptabilité, etc.)
11. L'enseignement et l'éducation
12. Les ONG (mouvements sociaux, syndicats, etc.)
13. La recherche et le développement
14. Les transports et la logistique
15. Banque, finance et assurance
16. L'agriculture et la sylviculture
17. Autres

Question 32 : Dans quelle mesure êtes-vous intéressé par ce qui suit?

1. Passer du temps avec votre famille
2. Passer du temps avec vos amis
3. Lire et écrire
4. Activités culturelles
5. Animaux
6. Musique
7. Voyage
8. Sports
9. Jouer aux jeux sur ordinateur
10. Surfer sur Internet
11. Voitures et motos
12. Mode
13. Regarder la télévision
14. Cinéma
15. Finance
16. Nourriture

- 17. Technologie
- 18. Activités de plein air
- 19. Art et artisanat
- 20. Activités religieuses
- 21. Politique
- 22. Environnement et développement durable

LES AUTEURS

François de Singly est professeur de sociologie à l'université Paris-Descartes. Il est directeur du Centre de recherches sur les liens sociaux (UMR CNRS-université Paris-Descartes). Il est un spécialiste reconnu de la famille, des rapports entre les générations et entre les genres. Il contribue à dessiner une théorie des sociétés « individualistes ». François de Singly a publié de nombreux ouvrages, notamment : *Les Adonaissants* (Pluriel, 2007); *Enfants-adultes : vers une égalité de statuts ?* (Universalis, 2004); *L'individualisme est un humanisme* (L'Aube, Sociologie 2005); *L'Injustice ménagère* (A. Colin, 2007); *Sociologie de la famille contemporaine* (nouvelle éd., A. Colin, 2007); *Les Uns avec les autres. Quand l'individualisme crée du lien* (A. Colin, 2004); *Libres ensemble* (Nathan, 2000).

Il prépare actuellement un ouvrage, *Sociologie de l'individu*, et mène une recherche sur le processus de séparation conjugale.

Olivier Galland est sociologue, directeur de recherche au CNRS, membre du Groupe d'étude des méthodes de l'analyse sociologique. Ses travaux portent sur les questions de jeunesse, sur l'entrée dans la vie adulte et sur les valeurs des jeunes. Il a publié, notamment : *Sociologie de la jeunesse* (Armand Colin, 2007), *Les Jeunes* (Éditions La Découverte, collection « Repères », 2002), *Boundless Youth* (Bardewell Press, Oxford, 2007), *Les Jeunes Européens et leurs valeurs* (sous sa direction et celle de Bernard Roudet, La Découverte, 2005). Olivier Galland est membre du comité de rédaction de la *Revue française de sociologie* et président du comité scientifique de l'Observatoire de la vie étudiante.

Vincenzo Cicchelli est responsable des relations internationales pour le Centre de recherche sur les liens sociaux (CERLIS) et des échanges Erasmus entre l'université Paris-Descartes et une douzaine d'universités des pays de l'Europe du Sud. Il est membre des comités éditoriaux de plusieurs revues internationales (*Comparative Sociology*, New York, Brill Publisher, notamment) et des comités de recherches sur les jeunes de plusieurs associations sociologiques internationales.

Il travaille sur les jeunes et sur les liens qui les unissent aux adultes, sur leur mobilité internationale, sur leurs participations à l'espace public, dans une perspective comparative et interculturelle incluant le pourtour occidental méditerranéen, sur l'histoire de la sociologie de l'adolescence et de la jeunesse aux États-Unis et en France. Il prépare actuellement un ouvrage sur le rapport à autrui que construisent les étudiants lors de leurs séjours Erasmus à l'étranger. Il a notamment publié *Les Théories sociologiques de la famille* (avec C. Pugeault-Cicchelli, Paris, La Découverte, 1998), *La Construction de l'autonomie* (PUF, 2001), dirigé *Ce que nous savons des jeunes* (avec C. Pugeault-Cicchelli et T. Ragi, PUF, 2004), *Adolescences méditerranéennes. L'espace public à petits pas* (avec M. Breviglieri INJEP-L'Harmattan, 2007) et *Deux pays, deux jeunesse ? La condition juvénile des deux côtés des Alpes* (avec A. Cavalli et O. Galland, Presses universitaires de Rennes, à paraître).

Dominique Épiphanie est sociologue et chargée d'études au département des entrées dans la vie active du (Centre d'études et de recherches sur les qualifications CEREQ). Ses recherches sont centrées sur l'insertion professionnelle comparée des jeunes selon le sexe et, plus largement, sur les liens entre les caractéristiques socioculturelles des jeunes et leurs modalités d'entrée dans la vie active. Elle a notamment participé à la coordination de l'ouvrage *L'Insertion professionnelle des femmes* (Presses universitaires de Rennes, 2006). Ses derniers travaux portent sur la ségrégation scolaire et professionnelle (Couppié T. et Épiphanie D., 2006, « La ségrégation des hommes et des femmes dans les métiers : entre héritage scolaire et construction sur le marché du travail », *Formation Emploi*, n° 93) et sur la représentation des métiers dans les livres pour enfants (Épiphanie D., 2007, « *My tailor is a man...* », *Travail, genre et sociétés*, n° 18).

Emmanuel Sulzer est docteur en sociologie de l'université de Nantes. Sa thèse soutenue en 1999 s'intitulait « Apprendre l'art. L'enseignement des arts plastiques et ses usages sociaux 1973-1993 ». Chargé d'études au Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CEREQ) depuis 1996, membre du comité de rédaction de la revue « *Formation-Emploi* », ses travaux ont d'abord porté sur l'analyse des emplois et des compétences, avec notamment les publications suivantes : « Les référentiels de compétences : enjeux et formes », in Brochier D. (coord.), *La Gestion des compétences : acteurs et pratiques*, Paris, Economica, 2002 (avec Ewan Oiry) et « Objectiver les compétences d'interaction. Critique sociale du savoir-être », *Éducation permanente*, n° 140, 1999. Depuis 2003, il contribue à des recherches relatives aux relations qu'entretiennent les jeunes moyennement ou faiblement qualifiés avec les entreprises et le marché du travail.

Patricia Loncle est politiste, chargée de recherches et enseignante à l'École des Hautes Études en santé publique (EHESP). Elle est membre des comités de rédaction des revues *Lien social et politiques*, *Agora* et *Sciences sociales et santé*, et membre du comité scientifique de la revue *Sociétés et jeunesse en difficulté*. Ses domaines de recherche sont : les politiques de jeunesse en France et en Europe ; territoires et territorialisation de l'action publique ; les politiques sociales et de santé. Principales publications : *La Participation locale des jeunes en Europe*, Paris, L'Harmattan, à paraître début 2008 ; *Les Jeunes, questions de société, questions de politiques*, Paris, La Documentation française, 2007 ; *L'Action publique malgré les jeunes, un siècle d'action publique à la marge*, L'Harmattan, 2003. Projet en cours : responsable du groupe thématique « Participation des jeunes » dans le programme de recherche européen du 6^e PCRDT Up2Youth, « Youth as actor of social change », sous la direction d'Andreas Walther, université de Tübingen (Allemagne).

Docteur en sociologie et en anthropologie, **Monika Salzbrunn** est chercheuse à l'École des Hautes Études en sciences sociales (EHESS), membre du Centre de recherches interdisciplinaires sur l'Allemagne (CRIA) et membre associé de l'équipe Migrinter. Elle est responsable du réseau Migration et production de l'altérité à l'Association française de

sociologie et conseillère scientifique au Centre d'analyse stratégique. Grâce au programme d'excellence Emmy Noether de la Deutsche Forschungsgemeinschaft, elle collabore avec l'université de Bielefeld. Actuellement, elle mène des recherches comparatives sur la politique de la jeunesse et de la famille en Europe et collabore au projet européen IDEA sur les politiques migratoires au sein de l'Institut des sciences sociales du politique (CNRS). À partir de 2008, elle dirigera un projet européen (7^e PCRD) à l'EHESS, portant sur l'impact de la recherche sur les politiques publiques. Parmi ses publications : avec Jean-Louis Laville et Ivan Sainsaulieu (dir.), « La communauté n'est pas le communautarisme », *Esprit critique*, vol. 10, n° 1, 2007; « Entre autonomie et insertion. Les grands dispositifs de la politique de la jeunesse et de la famille en Allemagne ». *Horizons stratégiques*, avril 2007, p. 43-69; « The occupation of public space through religious and political events : how Senegalese migrants became a part of Harlem, New York ». *Journal of Religion in Africa*, vol. 32, n° 2, 2004, p. 468-492; avec Jens Petersen-Thumser (dir.), *Libérer le potentiel d'aide en décentralisant les mesures de politique sociale*, Conférence internationale (Mbalmayo, Cameroun). Berlin, DES, 1997.

Loredana Sciolla est professeur de sociologie à l'université de Turin, directeur de la « Rassegna Italiana di Sociologia », membre du comité de direction de « il Mulino », et membre du comité éditorial international de la revue *Sociologica*. Ses domaines de recherche sont : sociologie de la jeunesse ; sociologie des valeurs ; identité sociale ; processus de socialisation. Principales publications : (2007), *Sociologia dei processi culturali*, Bologne, Il Mulino ; (2006), *La socializzazione flessibile. Identità e trasmissione dei valori tra i giovani* (en collaboration avec F. Garelli et A. Palmonari), Bologne, Il Mulino ; (2006), *La cittadinanza a scuola. Fiducia, impegno pubblico e valori civili*, (en collaboration avec M. D'Agati), Torino, Rosenberg & Sellier ; (2005) *La spiegazione sociologica. Metodi, tendenze, problemi* (sous la dir., en collaboration avec M. Borlandi), Bologne, Il Mulino ; (2004), *La sfida dei valori. Rispetto delle regole e rispetto dei diritti in Italia*, Bologne, Il Mulino ; (1997), *Italiani. Stereotipi di casa nostra*, Bologne, Il Mulino. Projet en cours : recherche nationale sur la légitimation politique des processus de globalisation.

Andy Furlong (BSc, PhD) est professeur de sociologie au département de management de l'université de Glasgow, au Royaume-Uni. Son travail porte sur les jeunes et les jeunes adultes dans le contexte scolaire, universitaire et du marché du travail. Il est directeur de publication du *Journal of Youth Studies*, a opéré comme consultant aux Nations unies sur l'emploi des jeunes, et a été professeur invité en Australie et au Japon. Ses recherches actuelles portent sur la précarité de l'emploi au Royaume-Uni et au Japon, sur les revenus, les dettes et les frais des étudiants, et enfin sur les transformations des éthiques liées au travail. Il est l'auteur de *Young People and Social Change* (Open University Press, 1997, avec Fred Cartmel) et son nouveau livre, *Higher Education and Social Justice* (Open University Press, avec Fred Cartmel) sera publié en 2008. Andy Furlong coordonne actuellement un vaste manuel international sur la jeunesse et les jeunes adultes réunissant soixante-dix auteurs (publication prévue chez Routledge).

Fred Cartmel (BSc) est maître de conférences au département de sociologie, d'anthropologie et de sciences sociales appliquées à l'université de Glasgow (Écosse), il est par ailleurs conseiller pédagogique en chef à la Faculty of Law, Business and Social Science. Il a travaillé sur différents projets concernant les jeunes, parmi lesquels des études européennes sur le chômage et des recherches britanniques sur les transitions professionnelles et l'instabilité professionnelle. Fred Cartmel a également participé à un projet portant sur les étudiants défavorisés. Il est le coauteur (avec Andy Furlong) de *Young People and Social Change* (Open University Press, 1997) et a écrit de nombreux articles sur les jeunes. Son nouveau livre (avec Andy Furlong), *Higher Education and Social Justice*, sera publié en 2008.

Jerald G. Bachman est chercheur et professeur émérite à l'Institut de recherches sociales à l'université du Michigan. Il est l'un des principaux acteurs de l'étude *Monitoring the Future* depuis sa première édition en 1975, et l'un des partenaires de l'étude *Youth, Education, and Society*. En 1965, il est à initié le projet « Jeunesse en transition », qui lui permettra d'écrire cinq ouvrages et de nombreux articles. Plus récemment, il est l'auteur de trois livres fondés sur les données de l'étude *Monitoring the Future* (*Smoking, Drinking, and Drug Use in Young Adulthood* (1997), *The Decline of Substance Use in Young Adulthood* (2002), and *The Education-Drug Use Connection* (2008)). Ses publications scientifiques portent ainsi sur la jeunesse et sur ses enjeux sociaux : usages des drogues, attitudes à l'égard des drogues, liens entre consommation de drogues et parcours universitaire, attitudes, valeurs et comportements de la jeunesse, et, plus globalement, l'état de l'opinion publique par rapport à différentes questions de société.

John E. Schulenberg est professeur de psychologie et chercheur à l'Institute for Social Research et au Center for Human Growth and Development de l'université du Michigan. Ses publications portent notamment sur plusieurs sujets concernant le développement des adolescents et le passage à l'âge adulte : dans quelle mesure les transitions développementales sont-elles liées aux risques de santé et aux difficultés d'adaptation au cours du temps ? Sa recherche actuelle porte sur l'étiologie des usages de substance et sur la psychopathologie, observant la continuité, la discontinuité et la morbidité à travers l'adolescence et l'âge adulte. Il est coresponsable des recherches du National Institute on Drug Abuse (NIDA) qui a financé l'étude nationale *Monitoring the Future* au sujet de l'épidémiologie et de l'étiologie des usages de drogue parmi les adolescents, les étudiants et les jeunes adultes. Il a participé à de nombreux conseils d'administration et conseils de revues pour le National Institutes of Health, le National Science Foundation, et la Society for Research on Adolescence. Il est membre de l'American Psychological Association.

Emily E. Messersmith est post-doctorante au Center for Developmental Science de l'université de Caroline du Nord. Elle est titulaire d'un doctorat « Education and Psychology » de l'université du Michigan. Ses recherches portent sur les mécanismes de prise de décision et l'envie de réussir chez les adolescents et les jeunes adultes. Elle s'intéresse particulièrement aux carrières professionnelles, à l'importance accordée à l'édu-

cation, et à la manière dont les individus effectuent des choix en fonction de leurs projets de vie. Ses recherches récentes portent sur les variations, au cours du temps, des investissements individuels dans l'éducation, sur les façons d'encourager les femmes et les minorités à suivre des carrières dans les technologies d'information, et sur les mécanismes d'autorégulation au cours des transitions entre l'adolescence et l'âge adulte.

Mats Trondman est titulaire d'un doctorat de sociologie de l'université de Lund, Suède (1999). Il est professeur de sociologie à l'université de Växjö, Suède. Il est également membre du Center for Cultural Sociology de l'université de Yale, aux États-Unis. Ses intérêts scientifiques sont les suivants : théorie sociale et culturelle, méthodologie, études sur la jeunesse, changement social et culturel, inclusion sociale, éducation, modes de vie, relations ethniques et multiculturalisme, la sociologie des arts et des sports. Ses recherches ont été financées par The Swedish Research Board, Folksam's board for social research, le Bureau for Cultural Affairs, le Youth Board et la Sport Foundation. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, portant essentiellement sur les questions de jeunesse : *The School, leisure and the future* (with Ingrid Jönsson et al) (1993), *Cultural Sociology in Practice* (1999), *Neither Young nor Adult* (with Nihad Bunar), *Wise Meetings* (2003) et *The Young and the Sport Associations* (2005). Il est également coéditeur (avec Paul Willis, université de Keel) du *Sage Journal Ethnography*.

Docteur en sociologie (EHESS, France), **Raphaël Wintrebert** est chargé de recherches à la Fondation pour l'innovation politique et membre du Groupe Sciences, savoirs et sociétés de la Sorbonne (G4S). Ses recherches portent sur les mouvements sociaux, les indicateurs de richesse ou encore la formation professionnelle.

Il est notamment l'auteur de *Attac, la politique autrement ? Enquête sur l'histoire et la crise d'une organisation politique* (La Découverte, 2007).

Diplômée de Sciences Po-Paris (France) et de l'université de Lund (Suède), **Anna Stellinger** dirige les recherches économiques et sociales à la Fondation pour l'innovation politique. Ses recherches portent notamment sur les jeunes (avec F. Debié et M. Sassié, *La Réussite des jeunes*, Fondation pour l'innovation politique, 2006), sur la mobilité professionnelle et sociale (*Sortir de l'immobilité sociale à la française*, Institut Montaigne, 2006), sur la réforme de l'État (avec P. Brongniart, F. Ewald, A. Mercier, *L'État providence face à la mutation des risques sociaux*, Fondation pour l'innovation politique, 2007) ou encore sur les pays du nord de l'Europe (*L'exemple scandinave, modèle ou alibi ?*, Fondation pour l'innovation politique, 2007).

Quelles sont, aujourd’hui, les aspirations de la jeunesse ? Quel regard porte-t-elle sur la famille, l’emploi, la société dans son ensemble ? À partir de quand est-on « jeune » ? Quand ne l’est-on plus ?

Pour traiter de ces vastes questions, nous nous appuyons sur une enquête internationale réalisée par l’institut Kairos Future en partenariat avec la Fondation pour l’innovation politique auprès de 20 000 personnes : 1 000 jeunes de 16 à 29 ans et 300 personnes de 30 à 50 ans ont été interrogées dans 17 pays en Europe, Asie et aux Etats-Unis.

On observe ainsi que, loin d’être désengagés, les jeunes adressent au contraire des messages forts au politique. Autonomie, participation, équilibre, projet commun, tels sont les impératifs qui devraient, à l’avenir, guider toute action politique dirigée vers la jeunesse.

FONDATION POUR L’INNOVATION POLITIQUE

Anna Stellinger

Directeur de recherches économiques et sociales

Raphaël Wintrebert

Chargé de recherches économiques et sociales

EXPERTS

Jerald G. Bachman

Université du Michigan, États-Unis

Fred Cartmel

Université de Glasgow, Royaume-Uni

Vincenzo Cicchelli

Université Paris Descartes, France

Dominique Epiphane

Centre d’études et de recherches sur les qualifications (Céreq), France

Andy Furlong

Université de Glasgow, Royaume-Uni

Olivier Galland

CNRS, France

Patricia Loncle

Ecole des Hautes Etudes en santé publique, France

Emily E. Messersmith

Université de Caroline du Nord, Etats-Unis

Monika Salzbrunn

CRIA (CNRS-EHESS), France

Loredana Sciolla

Université de Turin, Italie

John E. Schulenberg

Université du Michigan, Etats-Unis

François de Singly

Université Paris Descartes, France

Emmanuel Sulzer

Centre d’études et de recherches sur les qualifications (Céreq), France

Mats Trondman

Université de Växjö, Suède